

NATIONS



UNIES

**RAPPORT
DU
CONSEIL DE TUTELLE**

**sur les travaux de ses vingt et unième
et vingt-deuxième sessions**

VOLUME II ✓

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS: TREIZIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4 (A/3822) ✓

NEW YORK, 1958

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU
CONSEIL DE TUTELLE

**sur les travaux de ses vingt et unième
et vingt-deuxième sessions**

VOLUME II



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TREIZIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4 (A/3822)

New-York, 1958

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

* * *

Ce volume contient les chapitres sur la situation dans quatre territoires sous tutelle adoptés par le Conseil au cours de sa vingt et unième session (du 30 janvier au 26 mars 1958) à la suite de l'examen des rapports des autorités administrantes sur ces territoires pour l'année 1956.

Le volume I contenant la partie relative à l'organisation et aux activités du Conseil pendant la période dont traite le rapport et les chapitres sur la situation dans les autres territoires sous tutelle sera adopté au cours de la vingt-deuxième session du Conseil.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
I. — TANGANYIKA	
I. Généralités	1
II. Progrès politique	3
III. Progrès économique.	12
IV. Progrès social	29
V. Progrès de l'enseignement	33
VI. Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance	39
II. — RUANDA-URUNDI	
I. Généralités	41
II. Progrès politique	42
III. Progrès économique.	51
IV. Progrès social	57
V. Progrès de l'enseignement	63
VI. Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance	66
III. — CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE	
I. Généralités	68
II. Progrès politique	68
III. Progrès économique.	79
IV. Progrès social	88
V. Progrès de l'enseignement	93
VI. Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance	98
IV. — CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE	
I. Généralités	99
II. Progrès politique	99
III. Progrès économique.	109
IV. Progrès social	115
V. Progrès de l'enseignement	118
VI. Accession à l'autonomie ou à l'indépendance	120
CARTES	
1. Territoire sous tutelle du Tanganyika	123
2. Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi	125
3. Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française	127

LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Chapitre I

TANGANYIKA

I. — GÉNÉRALITÉS

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉOGRAPHIE ET POPULATION

1. Avec une superficie totale de 939.362 kilomètres carrés, le Tanganyika est le plus vaste des territoires sous tutelle. La population, dont la très grande majorité se compose d'Africains vivant en tribus et s'adonnant à l'agriculture et à l'élevage, y est inégalement répartie, la densité étant plus ou moins forte selon l'importance des ressources en eau ; de vastes régions, le plus souvent recouvertes de broussailles, sont pratiquement inhabitées parce qu'elles sont infestées de mouches tsé-tsé. D'après les résultats provisoires d'un recensement effectué en 1957, la population africaine a été évaluée à 8.654.000 habitants. La population non africaine, relativement peu importante, était constituée, en février 1957, par 123.747 personnes, dont environ 77.000 sont des Asiatiques, originaires surtout de l'Inde et du Pakistan, et 19.000 des Arabes. La population européenne a été évaluée à 20.619 habitants, dont 3.000 environ sont considérés comme étant installés de façon permanente dans le Territoire.

GÉNÉRALITÉS

2. L'existence de ces minorités non africaines à côté de l'importante population africaine a eu une grande influence sur la politique générale suivie par l'Autorité administrante, aussi bien sur le plan constitutionnel que dans d'autres domaines. Sur ce point, auquel le Conseil de tutelle s'est toujours beaucoup intéressé, l'Autorité administrante a déclaré que son but était d'arriver à créer une société multiraciale, possédant des institutions de gouvernement multiracial ou, en fait, non racial. Au stade actuel de l'évolution du Territoire, cependant, la structure

constitutionnelle reflète l'importance particulière que l'Autorité administrante accorde aux groupes non africains, en raison non de leur force numérique, mais de la contribution qu'ils apportent au développement économique et autre du Territoire. La composition des organes d'administration centrale et de beaucoup d'organes d'administration locale et d'autres organismes repose sur un système de représentation multiraciale. Dans la section représentative du Conseil législatif, ce système prend une forme qui assure un équilibre numérique entre les Africains, les Asiatiques et les Européens.

3. Le Conseil de tutelle a plusieurs fois exprimé l'espoir que l'Autorité administrante considérerait ce système de représentation distincte comme une simple phase transitoire dans le processus qui doit conduire à une société intégrée où les Africains joueront le rôle qui leur revient. A cet égard, le Conseil a pris note, à sa vingtième session, d'une déclaration de l'Autorité administrante, qui a affirmé que toute sa politique, son passé et ses traditions nationales garantissaient le caractère démocratique de l'évolution progressive du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance ; l'Autorité administrante a ajouté qu'elle avait pour principe d'associer pleinement tous les secteurs de la population à l'évolution progressive des institutions politiques, et que, comme les Africains constituent l'immense majorité de la population, leur participation aux organes législatifs et exécutifs du gouvernement était appelée à augmenter au fur et à mesure de leur progrès culturel, social et économique. Le Conseil a interprété cette déclaration comme signifiant que les dispositions constitutionnelles actuelles étaient transitoires et que l'évolution future suivrait une voie qui conduirait à l'autonomie ou à l'indépendance, conformément à l'article 76, alinéa b de la Charte.

4. La Mission de visite de 1957, qui a constaté que le sentiment national grandissait parmi les Africains, a noté que beaucoup d'Africains avaient des doutes au sujet de l'avenir du système multiracial et avaient demandé que l'Autorité administrante déclare offi-

ciellement que le Territoire deviendrait finalement un Etat démocratique et essentiellement africain. Persuadée que la politique de l'Autorité administrante, telle qu'elle avait été présentée au Conseil, était conforme à cet objectif, la Mission a insisté pour que toutes les mesures nécessaires soient prises en vue d'informer les habitants du Territoire des intentions de l'Autorité administrante.

5. Dans ses observations sur le rapport de la Mission et dans les déclarations de son représentant à la vingt et unième session du Conseil, l'Autorité administrante a donné l'assurance au Conseil que sa politique, telle qu'elle est exposée ci-dessus, avait reçu et continuerait de recevoir la plus large publicité dans le Territoire. L'Autorité administrante était convaincue qu'elle pouvait, sans hésiter, s'appuyer sur les termes de l'Accord de tutelle pour définir sa politique; à cet égard, elle avait réaffirmé ses intentions dans les discours prononcés en 1957, devant le Conseil législatif, par le Secrétaire d'Etat aux colonies et par le Gouverneur. Ce dernier, en particulier, avait déclaré que l'Autorité administrante estimait qu'il était de son devoir de préparer le plus rapidement et le plus complètement possible le Territoire à l'autonomie, conformément aux fins du régime de tutelle. En 1957 également, le Gouverneur s'était adressé à tous les commissaires de province et de district, ainsi qu'à la plupart des chefs, et leur avait prescrit d'exposer à leurs administrés, au cours des *barazas*, la position et la politique de l'Autorité administrante. L'Autorité administrante a ajouté que toutes les déclarations gouvernementales importantes avaient fait l'objet de la plus large diffusion dans la presse vernaculaire comme dans la presse de langue anglaise, ainsi que par des émissions radiophoniques, et qu'il continuerait d'en être ainsi.

6. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

Le Conseil, rappelant l'observation qu'il a formulée à sa vingtième session et dans laquelle il prenait note de l'assurance donnée par l'Autorité administrante que sa politique, son passé et ses traditions nationales, tout comme les dispositions de l'Accord de tutelle, suffisaient à garantir pleinement le caractère démocratique de l'évolution progressive des habitants du Tanganyika vers l'autonomie ou l'indépendance, note avec satisfaction les déclarations ultérieures faites par le Gouverneur devant le Conseil législatif, le 17 septembre 1957, et par le représentant de l'Autorité administrante selon lesquelles l'Autorité administrante poursuivra avec la plus grande énergie ses efforts en vue de préparer aussi rapidement et aussi parfaitement que possible le Territoire à l'autonomie, conformément aux objectifs du régime de tutelle. Le Conseil note en outre avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante que son action et ses intentions dans les domaines constitutionnel, économique, social et de l'enseignement ont toutes pour but d'assurer la naissance d'un sentiment national tanganyikais en insistant tout particulièrement sur le développement de l'entente entre les races.

Tenant compte de la déclaration de la Mission de

visite selon laquelle un nombre significatif d'Africains conserve des doutes quant à l'évolution politique future du Territoire qu'ils estiment incertaine et en particulier quant au système de représentation multi-racial fondé sur le principe de l'égalité des races, le Conseil note que l'Autorité administrante a pour pratique de donner aux déclarations d'intention faites en son nom la plus grande diffusion possible dans le Territoire. Le Conseil, tenant compte de cette situation, invite l'Autorité administrante à rechercher de nouvelles méthodes permettant de faire connaître à toutes les parties de la population du Tanganyika, en termes aisément compréhensibles, la pleine signification de ses principes et de ses intentions tels qu'ils ont été énoncés dans le Territoire et expliqués au Conseil de tutelle.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

7. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que l'Autorité administrante avait joué un rôle positif et louable dans l'accomplissement des progrès effectués au cours de la première phase de l'évolution du Territoire vers l'indépendance.

8. Il a demandé instamment à l'Autorité administrante d'accorder la plus grande attention à des problèmes tels que l'apparition des premiers germes d'un extrémisme racial et l'inégalité du développement économique des diverses régions du Territoire.

9. Le représentant de la Belgique a constaté que des progrès constants avaient été enregistrés au cours de l'année considérée.

10. Le représentant de l'Italie a félicité l'Autorité administrante des résultats obtenus jusqu'à présent.

11. Le représentant de l'Autorité administrante a donné au représentant de la République arabe unie l'assurance que l'Autorité administrante accordait en effet grande attention aux problèmes qu'il avait cités.

POLITIQUE GÉNÉRALE

12. Le représentant de l'Inde, prenant note des déclarations du Gouverneur du Tanganyika et du représentant de l'Autorité administrante, s'est dit convaincu que l'évolution du Tanganyika se faisait dans la bonne direction et que l'on avait effectivement l'intention que le Tanganyika devienne un Etat indépendant ou autonome, selon les aspirations de la population.

13. Le représentant d'Haïti a déclaré que toutes les mesures possibles devraient être prises pour assurer au plus tôt la diffusion la plus large aux informations concernant la position officiellement prise par l'Autorité administrante et les principes

de la Charte sur lesquels elle se fonde. Pour ne pas risquer d'accroître la méfiance et de renforcer l'antagonisme entre les divers groupes ethniques, il y aurait lieu de faire une déclaration articulée qui soit accessible à la majorité de la population.

14. Le représentant de la Chine a dit qu'il doutait que la formule paritaire constituât une base solide pour le progrès politique du Territoire sous tutelle car, du point de vue de la composition de sa population, le Tanganyika ne présentait pas un caractère de pluralité, mais était essentiellement africain. Il a estimé qu'il serait politiquement peu sage de maintenir plus longtemps le système paritaire, car ce maintien nuirait gravement, selon lui, à la confiance et à la compréhension qui règnent actuellement entre les Africains et la minorité constituée par les immigrants.

15. Le représentant de la Birmanie a déclaré qu'il s'était produit une montée de nationalisme africain qui touchait une grande partie de la population indigène et avait provoqué des tensions entre Africains et non-Africains. Il a estimé que l'Autorité administrante avait à résoudre un problème fondamental : élaborer des mesures progressives de réforme constitutionnelle qui satisfassent les aspirations des nationalistes africains tout en donnant aux minorités non africaines les assurances nécessaires.

16. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante déclarerait prochainement, en termes clairs et de manière à être entendue aussi largement que possible, que sa politique était orientée vers la création d'un Etat démocratique où tous les citoyens jouiraient de droits égaux et que le Territoire atteindrait le but fixé dans un délai déterminé.

17. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait de nouveaux efforts et les poursuivrait, afin de corriger les malentendus regrettables qui se sont fait jour au sujet de l'avenir politique du Tanganyika et afin d'assurer la stabilité politique du Territoire. Une évolution sans heurts dépendra de la bonne volonté entre les races et de la mesure dans laquelle on parviendra, de part et d'autre, à prévoir et à préparer les ajustements qui doivent être effectués sur le plan humain si l'on veut que la tutelle puisse prendre fin dans l'harmonie.

18. Le représentant du Guatemala a fait observer qu'une inquiétude croissante se manifestait, dans tout le Territoire, au sujet de la structure raciale des organes de gouvernement et que cet état de choses pourrait provoquer des frictions entre les races ; il a estimé que le principe de cette structure n'était pas soutenable.

19. Le représentant de la France a estimé que l'Autorité administrante considérerait l'actuelle politique multiraciale comme une phase de développement purement transitoire. Il a exprimé l'espoir que l'établissement de conseils de district sur une base non raciale était une expérience qui serait étendue aussi largement que possible.

20. Le représentant de l'Australie a noté que, malgré les occasions fréquemment saisies par le gouvernement pour faire des déclarations très nettes sur sa politique, la Mission de visite avait été informée que de nombreux habitants du Tanganyika éprouvaient encore des doutes sur les intentions de l'Autorité administrante et sur l'avenir politique du Territoire ; il a exprimé l'espoir que l'on pourrait s'assurer le concours des partis politiques, afin de faire mieux comprendre les objectifs de la politique du gouvernement.

21. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la politique de l'Autorité administrante ne tendait pas à éliminer les conflits raciaux, mais à renforcer les barrières déjà dressées entre les races. L'Autorité administrante justifiait sa politique en affirmant qu'il lui fallait s'occuper de protéger les minorités raciales dans le Territoire, mais c'était la population africaine et non les minorités d'immigrants qui avait besoin d'obtenir des assurances quant à l'avenir du Territoire.

22. Le représentant de l'Autorité administrante a estimé qu'il avait été nettement établi que son objectif consistait à atteindre les fins du régime de tutelle. Les mesures prises et les principes suivis tendaient tous à faire régner l'harmonie raciale et à développer le sentiment national chez les habitants du Tanganyika.

II. — PROGRÈS POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

CONSULTATIONS ENGAGÉES AVEC LES HABITANTS AU SUJET DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES EN VUE DE L'AUTONOMIE

23. La structure constitutionnelle actuelle est fondée, en grande partie, sur les résultats de consultations populaires qui ont pris diverses formes et ont été effectuées tout récemment par la Commission de l'organisation constitutionnelle, en 1951, et par une Commission du Conseil législatif, appelée Commission du suffrage, qui s'est réunie en 1956 et s'est occupée de questions liées aux prochaines élections. Il faut noter qu'après les élections un comité du Conseil législatif, qui comprendra des représentants élus, sera chargé d'étudier la possibilité de nouvelles réformes constitutionnelles.

CRÉATION D'ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

a) Administration centrale

24. La structure de l'Administration centrale du Territoire n'a subi aucune modification en 1957. En bref, le Territoire est administré par un gouver-

neur, assisté d'un Conseil exécutif composé de membres fonctionnaires et de membres non fonctionnaires. Le Gouverneur promulgue les lois du Territoire sur avis et avec l'agrément du Conseil législatif, qui se compose d'un président (*speaker*), de 34 membres qui sont des fonctionnaires de l'Administration et de 33 membres représentant la population¹. Ces derniers membres sont en nombre égal des Africains, des Asiatiques et des Européens (un membre de chaque race est désigné pour représenter chacune des divisions administratives du Territoire, et un membre de chaque race pour représenter tels intérêts que le Gouverneur juge bon). Ce système de représentation paritaire des trois principaux groupes ethniques a été introduit en 1955 et a remplacé le système qui prévoyait que les membres non fonctionnaires du Conseil devaient comprendre sept Européens, quatre Africains et trois Asiatiques.

25. Comme le Conseil de tutelle l'a noté précédemment, un système ministériel a été inauguré en juillet 1957 : neuf fonctionnaires supérieurs de l'Administration, connus jusqu'alors sous le nom de « membres », ont reçu le titre de ministres, et six personnes choisies en dehors de l'Administration (quatre Africains, un Européen et un Asiatique) ont été nommées ministres adjoints. Les ministres et ministres adjoints sont membres *ex officio* du Conseil législatif et ces derniers assistent aux séances du Conseil exécutif lorsque celui-ci traite d'affaires relevant de leur ministère. La Mission de visite de 1957 a déclaré qu'elle avait entendu les doléances d'Africains qui se plaignaient de ce que les ministres adjoints africains ne se voyaient confier qu'un rôle limité, mais elle a souligné que ce système ne fonctionnait que depuis deux mois à son arrivée dans le Territoire et elle a estimé que les ministres adjoints joueraient un rôle plus important au fur et à mesure qu'ils se mettraient au courant des affaires.

26. Sur le plan législatif, les préparatifs pour les élections organisées en vue de choisir les membres représentatifs du Conseil législatif étaient très avancés à la fin de 1957. Conformément aux dispositions d'une ordonnance adoptée en 1957, les élections se feront sur la base d'une liste électorale commune, mais dans le cadre du système actuel de la parité de représentation, c'est-à-dire que chaque électeur sera appelé à voter pour trois candidats, représentant chacun l'un des trois groupes ethniques (voir ci-dessous). Les élections se feront en deux fois dans certaines circonscriptions en septembre 1958 et dans les autres un an plus tard. Le nouveau Conseil législatif restera en fonctions jusqu'en 1962.

27. L'Administration a annoncé qu'immédiatement après les élections un comité du Conseil législatif serait chargé d'examiner la possibilité de nouvelles réformes constitutionnelles et devrait, en particulier, comme le Conseil en avait exprimé l'espoir à sa vingtième session, étudier à nouveau le

système de représentation paritaire et voir si des améliorations pourraient être apportées au système électoral et à l'organisation du pouvoir exécutif.

28. Lors de sessions précédentes, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que le système actuel de représentation distincte des divers groupes ethniques sur la base de la parité serait transitoire et que la participation des Africains à l'administration centrale deviendrait plus importante. L'Autorité administrante a déclaré à cet égard que le système de la représentation paritaire était nécessaire, au stade actuel de l'évolution du Territoire, pour promouvoir la confiance entre les divers groupes ethniques et pour faciliter le passage, sans heurt, à une société intégrée. A la vingtième session du Conseil, l'Autorité administrante a fait observer qu'en ce qui concerne le progrès politique des Africains, l'adoption du principe de la représentation paritaire marquait un grand pas en avant et que ce système avait fonctionné de manière satisfaisante dans la situation existante. Bien qu'à l'origine ce système ait été établi pour durer assez longtemps, il serait certainement modifié s'il ne répondait plus aux besoins du Territoire. A ce propos, la Mission de visite de 1957 a déclaré que les Africains qu'elle avait entendus étaient presque tous opposés au système de représentation paritaire ainsi qu'à certains aspects du système électoral (voir ci-dessous). D'après la Mission de visite, le fait que le mandat du Comité à créer en 1959 comprendra la révision du système de représentation paritaire laisse prévoir la possibilité d'une modification du système de représentation, mais les dispositions qui ont été prises semblent indiquer que le système paritaire restera en vigueur jusqu'à la fin de la présente législature, c'est-à-dire jusqu'en 1962.

29. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que l'on s'occupait d'urgence des nouvelles mesures à prendre par les autorités de Dar-es-Salam dans la voie d'une plus grande décentralisation. A la suite d'une visite du chef de la Section des études africaines au Ministère des colonies dans le Territoire, un commissaire provincial principal s'était consacré à l'étude de diverses propositions en ce sens.

30. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, tenant compte de la déclaration de la Mission de visite concernant l'existence dans le Territoire d'une large opposition au système actuel de représentation paritaire au Conseil législatif et rappelant qu'il a déjà exprimé l'espoir que la représentation des Africains serait à nouveau augmentée, note avec satisfaction l'inscription d'une révision du système de représentation paritaire dans le mandat de la commission constitutionnelle qui doit être créée après les élections prévues pour septembre 1959 et exprime l'espoir que l'Autorité administrante nommera cette commission le plus rapidement possible. Le Conseil prend note des raisons données par l'Autorité administrante et selon lesquelles il ne serait pas possible d'avancer la date des élections afin de hâter la création de cette commission. Le Conseil rappelant qu'il a exprimé

¹ Le nombre des membres du Conseil législatif a été augmenté en 1957 par suite de la division de la province du Lac en deux circonscriptions.

l'espoir, à sa vingtième session, que cette commission aurait un mandat aussi étendu que possible, prend note de la déclaration de l'Autorité administrante à cet égard. Le Conseil espère que cette commission sera aussi représentative que possible, et, en particulier, que l'Autorité administrante fera en sorte qu'il existe une importante représentation africaine au sein du comité.

Le Conseil note également avec intérêt que l'Autorité administrante examine actuellement des propositions tendant à décentraliser de Dar-es-Salam l'administration et se félicite d'avoir reçu l'assurance qu'il sera tenu pleinement au courant des progrès réalisés vers la solution de ces questions.

Le Conseil note avec satisfaction la nomination d'un ministre adjoint africain en tant que nouveau membre africain du Conseil exécutif.

b) Institution du suffrage universel des adultes et d'élections directes

31. Il a déjà été fait allusion à la façon dont se dérouleront les élections à l'organe législatif central. Les élections se feront en deux fois : en septembre 1958 dans cinq circonscriptions (les provinces du Nord, de Tanga, de l'Est, de l'Ouest et des Hautes Terres du Sud), et en septembre 1959 dans les autres circonscriptions. Les circonscriptions demeurent essentiellement les diverses provinces et la ville de Dar-es-Salam, à cette différence près que la province du Lac, qui a deux millions d'habitants, a été divisée en 1957 en deux circonscriptions. Les personnes remplissant les conditions requises pour être électeurs et qui désiraient prendre part aux élections de septembre 1958 devaient se faire inscrire avant le 31 décembre 1957.

32. Conformément aux dispositions de l'ordonnance sur les élections au Conseil législatif, votée en 1957, les élections se feront sur la base d'une liste électorale commune ; cependant, pour maintenir la parité entre les races, chaque électeur, dans toutes les élections qui feront l'objet de contestations, sera tenu de voter pour trois candidats, un de chaque race. L'ordonnance institue également un droit de vote qualitatif. Pour pouvoir voter, il faudra être âgé de 21 ans au moins, avoir résidé dans le Territoire pendant trois ans au moins au cours des cinq années précédentes et, en outre, remplir l'une au moins des trois conditions suivantes : avoir eu huit ans de scolarité à compter de la première année d'école primaire, justifier d'un revenu annuel de 150 livres ou avoir occupé certaines fonctions déterminées. Sont compris dans cette dernière catégorie : les membres ou anciens membres du Conseil législatif ou de l'un des organes d'administration locale, les autorités indigènes, les chefs et autres autorités reconnues, et enfin les chefs de clans ou de groupes analogues.

33. De telles conditions excluent nécessairement du scrutin la majorité de la population africaine qui, ainsi que la Mission l'a fait remarquer, se compose surtout de paysans vivant en économie de

subsistance et qui n'ont, du moins en ce qui concerne les adultes, que très peu d'instruction. Selon l'Autorité administrante, les conditions exigées représentent un compromis bien étudié entre le désir naturel de voir étendre le droit de suffrage et le sage principe selon lequel, lorsqu'on introduit pour la première fois, dans un milieu africain, un système nouveau qui fait appel au jugement personnel des électeurs, il convient d'accorder le droit de vote à ceux dont les qualités personnelles et le passé donnent de sérieux motifs de supposer qu'ils exerceront ce droit avec intelligence et avec le sens des responsabilités. L'Autorité administrante a fait remarquer que, malgré les restrictions imposées au droit de vote, le nombre des Africains remplissant les conditions exigées pour voter sera supérieur au total des électeurs européens et des électeurs asiatiques dans toutes les circonscriptions, sauf peut-être à Dar-es-Salam. Le Conseil a été informé, à sa vingt et unième session, que l'on évaluait le nombre des futurs électeurs dans les 10 circonscriptions à quelque 150.000, dont la moitié environ habitaient des circonscriptions pour lesquelles des élections auraient lieu en 1958.

34. La Mission de visite a constaté parmi les Africains qu'elle a rencontrés une opposition quasi unanime, tant à l'égard de l'obligation imposée à chaque électeur de voter pour trois représentants, un de chaque race, qu'à l'égard des restrictions d'ordre qualitatif dont fait l'objet le droit de vote. La Mission a indiqué dans son rapport que cette opposition lui avait été exposée par des sections de la Tanganyika African National Union dans tout le Territoire, ainsi que par d'autres groupes, notamment huit membres africains du Conseil législatif et plusieurs importants conseils de tribus qui avaient tous demandé que les dispositions prises soient modifiées avant les élections. L'United Tanganyika Party, qui compte de nombreux adhérents non africains, a également exprimé son opposition au vote obligatoirement tripartite, tout en estimant que le droit de vote qualitatif devait être maintenu pour le moment et qu'il ne fallait s'efforcer de parvenir au suffrage universel que par étapes. La Mission a déclaré que ces opinions n'étaient pas nécessairement partagées par tous les non-Africains, dont beaucoup craignaient que des progrès trop rapides ne mettent en danger la stabilité politique du Territoire.

35. La Mission a noté que le gouvernement du Territoire aussi bien que l'Autorité administrante considéraient l'institution d'élections au collège unique sur toute l'étendue du Territoire comme une expérience hardie que l'on n'avait pas encore tentée et qui méritait de l'être dans les meilleures conditions possibles. On a fait observer à la Mission que le Conseil législatif avait approuvé les dispositions prises pour les élections et que toute modification du système retarderait les élections d'au moins deux ans ; de l'avis du gouvernement, de telles modifications ne devraient intervenir qu'après l'étude du système électoral qu'entreprendra le comité du

Conseil législatif chargé d'étudier l'organisation constitutionnelle, lequel sera constitué immédiatement après les élections et comprendra des représentants élus.

36. La Mission de visite a reconnu qu'il n'était pas souhaitable de retarder les élections. Elle a toutefois estimé qu'il serait peut-être utile, afin que les électeurs africains soient mieux disposés à l'égard des prochaines élections, de rendre le vote facultatif pour un candidat de chacune des trois races ainsi que d'assouplir les conditions mises à l'exercice du droit de vote. Un des membres de la Mission a exprimé son désaccord avec ses collègues sur ce point ; selon lui, les données dont la Mission disposait ne prouvaient pas que les électeurs africains fussent si mal disposés à l'égard du vote obligatoirement tripartite que cela puisse compromettre le succès des élections, et il a donc déclaré ne pas pouvoir faire sienne l'idée d'un abandon de la formule avant qu'elle ait été mise à l'essai. Il a également estimé que la seconde suggestion de la Mission manquait de réalisme, étant donné les déclarations du gouvernement selon lesquelles toute modification immédiate des conditions de vote obligerait à retarder les élections.

37. En ce qui concerne l'évolution ultérieure, la Mission a exprimé l'espoir que le comité de l'organisation constitutionnelle, qui doit être constitué après les élections de 1958-1959, et l'Autorité administrante seront en mesure d'adopter pour l'avenir un système de suffrage universel des adultes sans restrictions et au scrutin secret. Sur ce point, le sentiment de la Mission a reflété celui du Conseil de tutelle qui, à sa vingtième session, avait accueilli avec satisfaction les dispositions prises pour les élections de 1958-1959 en y voyant un progrès important dans ce sens.

38. Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait étudié la possibilité de supprimer l'obligation de voter pour des représentants de chaque race lors des prochaines élections, mais qu'elle avait conclu que cette modification ne serait pas dans l'intérêt du public au stade avancé où en étaient arrivés les préparatifs des élections. Étant donné que ces élections seraient les premières qui s'étendraient à l'ensemble du Territoire, l'Autorité administrante a été d'avis que, dans les circonstances actuelles, le vote tripartite obligatoire encouragerait tous les candidats aux sièges disputés à faire preuve de modération en matière raciale et qu'en conséquence, ce système présentait assez d'intérêt pour justifier un essai équitable. Les dispositions électorales ont été acceptées à l'unanimité par le Conseil législatif il y a sept mois seulement, après que la population eut eu amplement la possibilité de les examiner. En outre, la question du vote tripartite obligatoire sera nécessairement examinée par le comité constitutionnel qui doit être nommé à l'automne de 1959.

39. L'Autorité administrante n'a pas pu accepter non plus la suggestion faite par la Mission tendant à assouplir les conditions mises à l'exercice du droit

de vote parce que ce droit n'a pas encore été exercé jusqu'ici et que l'inscription des électeurs dans les cinq premières circonscriptions étant déjà achevée, toute modification obligerait à retarder les élections. En ce qui concerne l'espoir exprimé par la Mission que le droit de vote serait étendu après les élections de 1958-1959, l'Autorité administrante a exprimé à nouveau l'opinion que les dispositions actuelles représentaient un progrès considérable en matière constitutionnelle et qu'il serait prématuré de prévoir l'échelonnement des progrès futurs.

40. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

Le Conseil, tenant compte de l'opposition que la Mission de visite a constatée parmi les Africains à l'égard du vote tripartite et du suffrage qualitatif prévus pour les prochaines élections au Conseil législatif, prend note des explications fournies par l'Autorité administrante qui a déclaré notamment que ces élections sont organisées à titre d'expérience et que toute modification des dispositions électorales actuelles retarderait les élections. Rappelant que, dans le passé, il a estimé que la valeur du système de vote tripartite n'apparaîtrait qu'à l'expérience, le Conseil note que selon les déclarations de l'Autorité administrante, ce système sera examiné par le comité constitutionnel qui sera nommé en 1959. Rappelant également qu'il a estimé souhaitable d'étendre progressivement le droit de vote, le Conseil espère que les conditions requises pour obtenir le droit de vote seront révisées, compte tenu de l'expérience acquise lors des élections et des vœux de la population africaine, de manière à favoriser l'institution du suffrage universel dans le plus bref délai.

c) Administration locale

41. Dans la plupart des régions rurales, l'administration locale relève des « autorités indigènes », c'est-à-dire les chefs et leurs conseils, auxquels l'ordonnance relative aux autorités indigènes a confié des pouvoirs réglementaires et d'exécution. Dans les zones urbaines, il y a des autorités municipales multiraciales. Tous les organes d'administration locale ont leur trésorerie et leurs recettes propres et ils établissent eux-mêmes leur budget.

42. Tout en continuant à perfectionner le système d'administration locale que constituent les autorités indigènes, la politique de l'Autorité administrante est de le remplacer, partout où cela est possible, par des formes d'administration plus modernes. L'ordonnance relative à l'administration locale promulguée en 1953 prévoit la création, chaque fois que la situation le permet, de conseils de comtés et de conseils municipaux multiraciaux, ainsi que de conseils locaux, eux aussi multiraciaux le cas échéant. Il est prévu que de tels organes ne seront institués que là où l'opinion est en faveur d'un tel changement.

43. En ce qui concerne les zones urbaines, des progrès ont été marqués par la création de neuf conseils municipaux urbains avant 1957 et d'un

dixième, à Tabora, prévue pour juillet 1958. Dans les régions rurales, où, jusqu'à présent, deux conseils locaux et un conseil de comté ont été créés, les progrès se sont révélés plus difficiles et on a jugé devoir amender l'ordonnance relative à l'administration locale de manière à prévoir l'institution de conseils de district. Des dispositions législatives à cet effet ont été adoptées en 1957 et le Conseil de tutelle a été informé, à sa vingt et unième session, que neuf districts avaient déjà exprimé le désir de voir établir des conseils de district et que les instruments pertinents avaient été approuvés par le Conseil législatif. A titre de complément nécessaire de cette nouvelle législation, il a également été promulgué, en 1957, une ordonnance relative aux chefs africains (dispositions spéciales) [*African Chiefs (Special Provisions) Ordinance*], qui prévoit que, dans les régions qui dépendent des conseils de district, les chefs sont habilités à édicter des règlements et des ordonnances concernant les questions régies par les lois et les coutumes indigènes qui ne relèvent pas de la compétence des conseils de district.

44. Le Conseil de tutelle, à sa vingtième session, aussi bien que la Mission de visite, ont estimé qu'il faudrait s'efforcer d'accélérer la création d'organismes modernes d'administration locale afin d'asseoir sur une base solide les progrès rapides actuellement accomplis au niveau de l'administration centrale ; cet avis est pleinement partagé par l'Autorité administrante. La Mission a exprimé l'avis qu'il fallait sans tarder se préoccuper d'accélérer la création de conseils de district, ainsi que de créer des organes supplémentaires ayant des attributions plus larges.

45. Le Conseil de tutelle a également exprimé son désir de voir introduire progressivement dans le Territoire le système de l'élection directe des organes d'administration locale sur la base du suffrage le plus étendu possible. D'après les renseignements reçus, les premières élections organisées en exécution de l'ordonnance relative à l'élection des autorités administratives locales (régions urbaines) ont eu lieu en janvier 1958 pour les conseils municipaux urbains d'Arusha et de Morogoro et l'Autorité administrante a exprimé l'espoir que des élections auraient également lieu en 1958 pour les conseils de Dar-es-Salam, de Lindi et de Dodoma, et en 1959 pour le conseil de Tanga. Aux termes de l'ordonnance, le droit de vote est accordé à toutes les personnes âgées de plus de 21 ans ayant résidé dans la ville ou dans la commune pendant six des 12 derniers mois et possédant des biens immeubles dont la valeur peut différer selon les villes.

46. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, rappelant l'importance que la Mission de visite et lui-même attachent à l'établissement d'organes d'administration locale qui permettront d'assurer la stabilité future et la bonne administration du Territoire, note avec satisfaction que l'Autorité administrante partage entièrement l'opinion de la Mission de visite selon laquelle il faudrait accélérer la création d'orga-

nismes modernes d'administration locale. A cet égard, le Conseil accueille avec satisfaction l'adoption en décembre 1957 de la nouvelle ordonnance relative à l'administration locale qui prévoit la création de conseils de district, ainsi que les mesures prises pour créer ces conseils dans neuf districts ; il est heureux d'apprendre que des élections ont déjà eu lieu pour désigner les conseils municipaux d'Arusha et de Morogoro, et que ceux de Dar-es-Salam, Lindi et Dodoma seront élus en 1958 et celui de Tanga en 1959. Le Conseil espère que l'Autorité administrante continuera à s'efforcer d'accélérer la création d'organes d'administration locale et d'introduire progressivement le système de l'élection directe sur la base du suffrage le plus étendu possible.

Le Conseil note qu'après la création des conseils de district, les autorités indigènes traditionnelles conserveront certains pouvoirs pour toutes les questions régies par la loi et la coutume indigènes, conformément aux dispositions de l'ordonnance de 1957 contenant des dispositions spéciales relatives aux chefs africains. Le Conseil espère que l'Autorité administrante continuera à favoriser le développement des conseils indigènes, notamment à l'échelon le plus bas.

ORGANISATIONS ET ACTIVITÉS POLITIQUES

47. A la fin de 1956, il existait 87 associations de caractère politique déclarées en exécution de l'ordonnance de 1954 relative aux associations. A l'exception de deux partis politiques dont l'activité embrasse tout le Territoire, la plupart de ces associations ont peu de membres et ont un caractère essentiellement local. Les divers conseils de tribu et conseils d'Autorités indigènes demeurent un important moyen d'expression de l'opinion publique africaine.

48. Les deux partis politiques prétendant avoir de l'influence dans tout le Territoire sont la Tanganyika African National Union et l'United Tanganyika Party ; ce dernier est un parti interracial fondé en 1956 sur l'initiative d'une majorité de membres non fonctionnaires du Conseil législatif. En juin 1957, la TANU comptait, estimait-on, 48 sections et déclarait avoir entre 150.000 et 200.000 membres. L'UTP, constitué plus récemment, déclarait avoir environ 10.000 adhérents, dont 67 pour 100 étaient des Africains, 23,6 pour 100 des Asiatiques et 8,5 pour 100 des Européens. La Mission de visite a noté que dans tout le Territoire, elle avait vu des signes de l'activité accrue de ces partis.

49. A sa vingtième session, le Conseil de tutelle a été informé que l'on avait interdit ou refusé d'enregistrer, en exécution de l'ordonnance relative aux associations, un certain nombre de sections de la TANU, en donnant pour motif le préjudice que leurs activités portaient au maintien de l'ordre. De plus, des restrictions avaient été apportées au droit du président de la TANU de prendre la parole en public. Au sujet de ces mesures, l'Autorité administrante a donné au Conseil l'assurance qu'elle n'était intervenue que très à regret et uniquement pour assurer

le maintien de la paix et de l'ordre public ; d'autre part, la TANU s'est déclarée décidée à n'approuver aucune activité illégale et à ne pas tenter de provoquer des animosités. Après avoir noté avec intérêt que le Gouvernement du Tanganyika examinait la possibilité d'autoriser de nouveau la TANU à tenir des réunions en plein air et les conditions de sécurité auxquelles seraient soumises ces réunions, le Conseil s'est déclaré persuadé qu'étant donné l'importance des prochaines élections, l'Autorité administrante permettrait l'exercice du maximum de liberté compatible avec le maintien de l'ordre public.

FONCTION PUBLIQUE : FORMATION ET NOMINATION D'AUTOCHTONES A DES POSTES ADMINISTRATIFS IMPORTANTS

50. Conformément aux recommandations faites en 1954 par la Commission des traitements de l'Afrique orientale, le corps des fonctionnaires est maintenant organisé sur une base non raciale et les nominations et l'avancement dépendent uniquement du mérite personnel. On ne dispose donc d'aucun renseignement concernant la composition raciale du corps des fonctionnaires. Les nominations et l'avancement relèvent d'une Commission de la fonction publique qui est notamment chargée de veiller à ce que tous les postes qui deviennent vacants soient attribués, autant que possible, à des fonctionnaires locaux, le recrutement outre-mer n'étant envisagé qu'en l'absence de candidats locaux qualifiés.

51. Dans le passé, le Conseil avait recommandé de nommer plus d'Africains à des postes administratifs élevés. A sa vingtième session, il s'est félicité des progrès accomplis à cet égard ; il a également exprimé l'espoir que cette évolution se poursuivrait à une cadence accélérée et que les facilités existant dans le Territoire pour la formation en cours d'emploi et la formation à l'étranger seraient accrues.

52. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que le nombre des Africains occupant des postes supérieurs et de direction avait à nouveau augmenté et qu'il était passé de 126 en 1957 à 155 en 1958. On prévoyait que l'on compterait au total six ou sept fonctionnaires de district africains à la fin de 1958, et que, si les crédits budgétaires nécessaires étaient votés par le Conseil législatif, le nombre des fonctionnaires de district adjoints africains passerait de 38 à 46 environ. Le développement des possibilités de formation avait fait l'objet d'une attention soutenue ; on avait, en particulier, ainsi que l'a noté de son côté la Mission de visite, établi un certain nombre de programmes concernant des stages de formation en cours d'emploi et créé des centres pour la formation avant l'entrée en fonctions. La Mission a également indiqué dans son rapport que des dispositions avaient été prises pour que Makerere College puisse former un plus grand nombre de diplômés et que l'on avait organisé dans le Territoire, à Tabora, un cours de formation de

techniciens et d'ingénieurs. La Mission a néanmoins recommandé que le programme de formation technique et d'enseignement général soit intensifié.

53. Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle partageait entièrement l'opinion de la Mission concernant l'importance que présente un programme de formation technique et d'enseignement général approprié pour augmenter le nombre d'Africains occupant des postes supérieurs. Elle a souligné cependant que, pour résoudre ce problème, il fallait non seulement développer les moyens de formation mais encore augmenter sensiblement le nombre des candidats africains possédant l'instruction de base et les titres nécessaires. L'Autorité administrante a signalé en 1958 que, vers la fin de 1957, les moyens de formation, tant en Afrique orientale qu'outre-mer, avaient été sensiblement développés et qu'il existait actuellement dans le Territoire un très grand nombre de centres de formation professionnelle permettant d'acquérir des connaissances professionnelles et techniques très variées ; le Conseil a été informé que les ressources nécessaires pour assurer la formation de fonctionnaires dans les pays d'outre-mer et le recrutement de nouveaux candidats à des postes de l'Administration étaient maintenant réunies en un fonds pour le financement des bourses octroyées par le gouvernement (Government Bursaries Fund) ; de plus, en 1957, environ 2.800 fonctionnaires ont suivi 43 cours de formation préalable à l'emploi et en cours d'emploi et l'on prévoyait que le nombre de personnes inscrites à ces cours passerait à 4.000 environ en 1958.

54. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

Le Conseil, estimant qu'il importe de préparer les habitants du Territoire à des fonctions supérieures dans l'Administration, prend note avec satisfaction des efforts que l'Autorité administrante déploie pour organiser la fonction publique en dehors de toute considération raciale ; il partage entièrement l'opinion de la Mission de visite selon laquelle il faudrait intensifier le programme de formation technique et d'enseignement général afin que le nombre d'Africains occupant des postes supérieurs augmente plus rapidement. A cet égard, le Conseil est heureux d'apprendre qu'à la fin de 1958 six ou sept Africains au total seront administrateurs de district et que, si les crédits nécessaires sont inscrits au budget, le nombre d'Africains administrateurs adjoints de districts sera porté de 38 à 46 environ ; il note avec satisfaction que les moyens de formation ont été considérablement accrus en 1957, que l'on a notamment créé un fonds pour l'octroi de bourses, que 43 stages de formation préparatoire ou en cours d'emploi sont actuellement organisés, qu'en 1957 quelque 2.800 fonctionnaires de l'Administration y ont participé et que ce nombre doit être porté à 4.000 environ en 1958. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de n'épargner aucun effort pour développer toujours davantage le programme de formation entrepris et note avec intérêt que l'Autorité administrante

a déclaré que le nombre de boursiers n'est à présent limité que par le nombre d'élèves qui ont les diplômes nécessaires pour poursuivre des études supérieures.

POUVOIR JUDICIAIRE

55. L'organisation judiciaire du Territoire comprend, d'une part, un ensemble de tribunaux territoriaux présidés à l'échelon inférieur par des magistrats résidents ou par des administrateurs faisant fonction de magistrat et, d'autre part, les tribunaux indigènes, qui sont présidés dans de nombreux cas par l'autorité indigène compétente.

56. Lors de sessions antérieures, le Conseil de tutelle avait exprimé le souci de voir séparer les fonctions judiciaires des fonctions administratives et de voir augmenter le nombre des Africains exerçant des fonctions judiciaires. Aucun fait nouveau n'a été signalé dans ces domaines au cours de la période considérée.

ORGANISATION INTERTERRITORIALE DE L'AFRIQUE ORIENTALE

57. Un certain nombre de services de l'Administration du Territoire sont gérés conjointement avec ceux du Kenya et de l'Ouganda par la Haute Commission de l'Afrique orientale et par l'Assemblée législative centrale. Le Conseil de tutelle, avec l'aide du Comité permanent des unions administratives, examine régulièrement ces dispositions administratives².

58. A sa vingt et unième session, le Conseil, après avoir reçu un nouveau rapport du Comité permanent³, a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil de tutelle note qu'au cours de l'année 1957, l'Assemblée législative centrale élargie de l'Afrique orientale a tenu une session en Ouganda et une autre au Tanganyika. Considérant que le fait pour l'Assemblée de siéger dans chacun des trois territoires de l'Afrique orientale tour à tour peut aider la population à mieux comprendre les buts de la Haute Commission de l'Afrique orientale et de ses services, le Conseil de tutelle approuve cette pratique et exprime l'espoir que, bien qu'une salle spéciale ait été construite à Nairobi pour les réunions de l'Assemblée, il sera possible à cette dernière de tenir de nouvelles sessions dans le Territoire sous tutelle.

Le Conseil de tutelle relève dans le rapport du Conseil industriel de l'Afrique orientale pour l'exercice terminé le 30 juin 1957, que le nombre des titulaires

de licences exerçant leur activité au Tanganyika est passé de trois à un et qu'aucune entreprise du Territoire sous tutelle n'a demandé de licence au cours de cette période. Constatant que le Conseil législatif du Tanganyika a approuvé la recommandation du Conseil industriel de l'Afrique orientale concernant la protection douanière des industries secondaires, le Conseil de tutelle invite l'Autorité administrante à le tenir au courant des résultats que cette nouvelle politique aura sur le développement desdites industries au Tanganyika.

Le Conseil rappelle la recommandation qu'il a faite à ses onzième et seizième sessions tendant à ce que l'Autorité administrante envisage de nommer des Africains suffisamment qualifiés membres du Conseil industriel de l'Afrique orientale, l'Autorité administrante ayant alors déclaré qu'elle espérait qu'il se trouverait bientôt parmi les dirigeants du mouvement coopératif un Africain possédant les titres et l'expérience nécessaires pour siéger à ce Conseil. Considérant que la Mission de visite de 1957 a déclaré que le mouvement coopératif bien établi et ses dirigeants autochtones qualifiés et expérimentés apportent une contribution au développement économique du Territoire sous tutelle, le Conseil exprime à nouveau l'espoir que l'Autorité administrante trouvera le moyen de nommer au Conseil industriel un Africain du Territoire sous tutelle dans les délais les plus brefs, que ce soit un membre du mouvement coopératif ou une personne exerçant une activité commerciale ou industrielle.

Rappelant qu'il avait recommandé à l'Autorité administrante de veiller à ce que la population comprenne pleinement les buts et le fonctionnement de la Haute Commission de l'Afrique orientale, le Conseil de tutelle prend note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle, bien qu'elle n'ait pas encore fait paraître dans le Territoire sous tutelle de publication traitant exclusivement du fonctionnement de la Haute Commission au Tanganyika, le Service d'information de la Haute Commission de l'Afrique orientale a publié une série de rapports sur son activité et les autres administrations, comme celle des chemins de fer et des ports de l'Afrique orientale, ont publié elles aussi des rapports où l'on a étudié en particulier la situation au Tanganyika. Le Conseil exprime l'espoir que le fonctionnaire chargé de l'information que la Haute Commission de l'Afrique orientale a nommé ainsi que l'Office de l'information du Tanganyika continueront à diffuser des renseignements suffisants sur les buts et le fonctionnement de la Haute Commission de l'Afrique orientale dans le Territoire sous tutelle.

Rappelant qu'il a recommandé en 1955 d'examiner s'il ne serait pas possible et souhaitable d'installer certains des services de la Haute Commission dans le Territoire sous tutelle, et tenant compte du fait que ces services sont en grande partie financés à l'aide de contributions versées par les trois Gouvernements de l'Afrique orientale, le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à veiller à ce qu'un nombre équitable et raisonnable de services de la Haute Commission soient établis dans le Territoire sous tutelle.

² Voir notamment Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément n° 4 (A.2933), p. 44 à 46.

³ T/L.823/Add.2.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

CRÉATION D'ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

a) *Administration centrale*

59. Le représentant de l'Inde a noté que, dans le cas de la nomination des ministres adjoints et dans le cas de la composition des conseils de district, l'Autorité administrante s'était déjà écartée de la notion de représentation paritaire et que le comité constitutionnel réexaminerait la question de la représentation paritaire dans les organes législatifs. Il a exprimé l'espoir que les élections de 1959 pourraient être avancées de manière à hâter la nomination du comité. Le comité devrait avoir un mandat très large, afin de pouvoir faire des recommandations sur tous les aspects de la structure constitutionnelle et politique du Tanganyika et il devrait être composé en majeure partie d'Africains.

60. Le représentant de la Chine a estimé qu'étant donné que la population réclame l'abandon de la formule paritaire, les Africains devraient bénéficier d'une position morale plus forte du point de vue de la composition du comité constitutionnel.

61. Le représentant de la Birmanie a exprimé l'espoir que le comité constitutionnel effectuerait ses travaux de manière approfondie et avec célérité, et que l'Autorité administrante avancerait la date prévue pour la création du comité.

62. Le représentant du Guatemala a estimé que la prochaine mesure à prendre dans le domaine constitutionnel devrait consister à doter le Conseil législatif de pouvoirs législatifs effectifs. Il était prématuré de porter un jugement sur la nouvelle organisation ministérielle, mais on pouvait constater que les pouvoirs conférés aux ministres adjoints étaient limités. En raison du mouvement de plus en plus large que l'on constatait déjà dans l'opinion publique africaine, il était nécessaire de réformer les organes de gouvernement du Territoire.

63. Le représentant de l'Australie a estimé que la nomination de ministres adjoints africains constituait un progrès.

64. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait sienne la conclusion de la Mission de visite selon laquelle la majorité de la population souhaitait un progrès politique plus rapide et, notamment, une forme de représentation qui tiendrait compte de l'importance relative des trois groupes raciaux de la population. L'Autorité administrante devrait abandonner le système de la représentation paritaire des trois groupes raciaux, qui était contraire à la Charte des Nations Unies, et instaurer aussitôt que possible un système de représentation proportionnelle reposant sur le suffrage universel. Le représentant de l'URSS a également recommandé que l'on procède à la démocratisation de l'administration locale et il a déclaré que des mesures devraient être prises pour faire participer

les autochtones à l'administration du Territoire et leur faire jouer un rôle plus important.

65. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec intérêt, au sujet de la proposition de création d'un comité constitutionnel en 1959, que le mandat du comité comprenait l'examen du découpage des circonscriptions électorales afin de déterminer si des améliorations pourraient y être faites, ainsi que la question des modifications qui pourraient être apportées aux dispositions qui régissent actuellement la représentation paritaire.

66. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rappelé que la politique du Gouvernement du Tanganyika n'avait jamais consisté à accepter la représentation paritaire comme un principe universel devant régir toutes les institutions du Territoire. Par exemple, ce principe n'avait jamais été appliqué pour le pouvoir exécutif central ni pour les organes de l'administration locale. Le principe de la parité avait été adopté, à titre transitoire, dans le cas de la représentation au Conseil législatif, mais n'avait jamais été considéré comme permanent. Le comité constitutionnel reconsidérerait l'ensemble de la question, y compris les dispositions concernant le vote tripartite obligatoire.

67. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que le grand avantage qu'il y aurait à nommer le comité constitutionnel après les élections résidait dans le fait que le comité comprendrait alors des représentants élus.

b) *Institution du suffrage universel des adultes et d'élections directes*

68. Le représentant de l'Inde a fait observer que le droit de vote aux élections au Conseil législatif était trop restreint.

69. Le représentant d'Haïti a estimé que le système multiracial qui avait été adopté accordait une importance démesurée à la question de la contribution économique des différents groupes raciaux. Il était souhaitable de rendre le vote facultatif pour un candidat de chacune des trois races et d'assouplir ainsi les conditions mises à l'exercice du droit de vote. Il convenait que l'Autorité administrante indiquât d'ores et déjà son intention d'appliquer le suffrage universel au scrutin secret et sans distinction de race pour les élections qui suivraient celles qui devaient bientôt avoir lieu, si, bien entendu, l'expérience acquise pouvait le permettre.

70. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que le Comité constitutionnel recommanderait que le suffrage universel des adultes soit institué aussitôt que possible au Tanganyika.

71. Se référant aux prochaines élections au Conseil législatif, le représentant de la Birmanie a déclaré qu'il fallait créer des conditions permettant d'exercer librement des principes démocratiques tels que la liberté de la presse, la liberté de parole, la liberté de réunion et le droit de constituer des partis, des sociétés, des associations et des syndicats. Il était persuadé que l'Autorité administrante

créerait des conditions favorables aux élections et envisagerait également de rétablir dans leurs droits politiques normaux de nombreuses organisations politiques interdites afin qu'elles aient la possibilité de participer aux élections.

72. Les élections qui auraient lieu en septembre 1958 et en 1959 ne porteraient qu'un nombre très limité de candidats au Conseil législatif. L'élément d'obligation que comportait le système de vote était difficilement conciliable avec le principe démocratique du libre choix. Refuser au peuple du Tanganyika le droit de choisir librement ses représentants sur la base du suffrage universel des adultes pouvait faire croire que le Gouvernement du Tanganyika n'était pas prêt, même dans un avenir éloigné, à abandonner le principe du gouvernement multi-racial. C'est pourquoi ces dispositions électorales se heurtaient à l'opposition à peu près unanime des Africains.

73. Le représentant des États-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que le comité constitutionnel proposerait des amendements aux procédures de vote pour assurer à la population africaine une représentation plus proportionnelle, et qu'il recommanderait l'adoption de mesures devant permettre d'instituer le suffrage universel dans les délais les plus brefs.

74. Le représentant du Guatemala s'est élevé contre le principe d'élections fondées sur une distinction raciale et contre un droit de vote qualitatif restreignant indûment la participation de la majorité africaine. Il était cependant convaincu que le comité constitutionnel, lorsqu'il examinerait les dispositions électorales, reconnaîtrait qu'il serait sage d'instaurer le suffrage universel.

75. Le représentant de la France a estimé que les consultations électorales dont on ferait l'expérience en 1958 et 1959 conduiraient nécessairement à une expansion progressive du droit de suffrage. Il ne fallait pas refuser à l'Autorité administrante le droit de tenter cette expérience, même si les principes présidant à ces élections étaient assez peu courants.

76. Le représentant de la Belgique a déclaré que les motifs qui avaient amené l'Autorité administrante à adopter les modalités retenues pour les prochaines élections étaient valables et que seule l'expérience pourrait mettre en lumière l'efficacité du système.

77. Le représentant de l'Australie, considérant que le système de vote était destiné à favoriser la modération raciale au cours de ces premières élections, a estimé qu'il convenait de s'abstenir de juger ce système tant que l'on ne connaîtrait pas l'opinion du comité constitutionnel.

78. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que ces élections partielles auraient lieu dans des conditions restrictives excluant des élections la majorité de la population autochtone. Le système de représentation dit « paritaire » donnerait une représentation d'égale importance aux petites minorités européenne et

asiatique et à l'écrasante majorité africaine, et les non-Africains, qui étaient moins de 2 pour 100 de la population, disposeraient de 65 pour 100 des sièges au Conseil législatif. L'électeur, pour donner sa voix à un candidat de son choix, serait tenu de voter également pour les candidats des deux autres groupes. La population africaine s'était élevée à l'unanimité contre ce système électoral et l'autorité administrante aurait pu tenir compte plus tôt de ces objections, au moment où elle disposait de beaucoup de temps pour modifier la loi. Mais à cette date encore, elle pouvait apporter à la loi des modifications importantes qui tiendraient compte des vœux de la majorité. L'Autorité administrante devait instaurer un système de représentation proportionnelle sur la base du suffrage universel.

79. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déploré qu'une opposition se soit manifestée à l'égard du système de vote, en particulier chez les dirigeants africains qui l'avaient d'abord apparemment accepté, mais il a déclaré qu'il serait bon de tenter l'expérience de ce système.

80. Le représentant de l'Italie a estimé que ce serait manquer d'esprit pratique que d'envisager à cette date de modifier la loi électorale, étant donné qu'un comité constitutionnel devait être désigné. On pourrait alors prendre dûment en considération les demandes de la population africaine.

81. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il ne serait pas souhaitable que les représentants fussent élus en 1959 selon des modalités différentes de celles qui auraient présidé aux élections de 1958. Le système électoral adopté constituait une expérience et serait revu après les élections. Il convenait d'en faire l'essai en toute sincérité et il était prématuré d'envisager les détails des changements qui pourraient être apportés à ce système dans l'avenir. A son avis, l'institution d'élections au collège unique représentait un progrès considérable.

c) Administration locale

82. Le représentant de l'Inde a approuvé le développement pris par les conseils de district et les conseils municipaux et exprimé l'espoir qu'on irait encore de l'avant en organisant des élections à ces conseils. Il a suggéré d'entreprendre une étude systématique pour déterminer si les conseils coutumiers de village ou de tribu pouvaient servir d'infrastructure à une organisation démocratique du Territoire et il a suggéré également que l'on invite certains membres élus des conseils de district à assister à la prochaine assemblée territoriale des chefs.

83. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante accélérerait dans la mesure du possible la création de conseils de district dans tous les districts.

84. Le représentant de la Birmanie a constaté avec satisfaction que l'Autorité administrante s'efforçait d'accélérer le rythme de l'organisation de l'administration locale dans le Territoire et qu'une législation progressiste prenait corps à cette fin.

Il a donné son appui à la recommandation de la Mission de visite selon laquelle il fallait étudier au plus tôt la création d'organes supplémentaires dont les fonctions s'étendraient à des zones sensiblement plus vastes qu'un district. Il a exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre d'Africains participeraient à la gestion des affaires locales et qu'on verrait très prochainement des Africains présidant des conseils municipaux.

85. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a pris note avec intérêt des efforts accomplis pour organiser des conseils municipaux et des conseils de district et a trouvé encourageant d'apprendre que l'Autorité administrante souhaitait voir des conseils établis aussi rapidement que possible dans tous les districts.

86. Le représentant du Guatemala a noté avec satisfaction l'adoption en 1957 de la nouvelle ordonnance relative à l'administration locale et les mesures déjà prises pour la création de neuf conseils de district. Il a exprimé l'espoir que l'ordonnance relative aux chefs africains ne donnerait pas lieu à des conflits de compétence entre les chefs et les conseils de district.

87. Le représentant de l'Australie a noté avec satisfaction les grands efforts déployés par l'Autorité administrante pour développer l'administration locale.

88. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a recommandé la démocratisation de l'administration locale.

89. Le représentant de l'Italie a accueilli avec satisfaction la création de conseils de district et de conseils municipaux.

ORGANISATIONS ET ACTIVITÉS POLITIQUES

90. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que la fermeture de certaines sections de la TANU avait en fait empêché ce grand parti politique, qui compte 200.000 adhérents, de prendre part aux élections. Il fallait supprimer les obstacles qui entravaient l'activité des partis politiques.

91. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris acte avec regret des premières déclarations attribuées aux dirigeants du Tanganyika African Congress et a exprimé l'espoir que les tendances modérées l'emporteraient avant que ne s'implantent de telles idées d'intolérance raciale.

FONCTION PUBLIQUE : FORMATION ET NOMINATION D'AUTOCHTONES A DES POSTES ADMINISTRATIFS IMPORTANTS

92. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction l'effort fait pour développer la fonction publique sans lui donner un caractère racial et a estimé qu'il était essentiel d'élaborer et d'appliquer activement un programme de formation technique

et d'enseignement général afin de permettre aux Africains d'accéder en plus grand nombre et rapidement aux postes supérieurs de l'administration publique.

93. Le représentant de la Birmanie a attaché aussi une grande importance à la formation et à la préparation des Africains pour leur accès aux postes supérieurs de l'administration et il a exprimé l'espoir que les mesures prises à cette fin par l'Autorité administrante porteraient prochainement leurs fruits.

94. Le représentant du Guatemala a déclaré qu'il conviendrait de prendre des mesures plus énergiques pour la formation des Africains.

95. Le représentant de la Belgique a pris note des efforts considérables que faisait l'Autorité administrante pour permettre aux Africains d'accéder aux postes directeurs de l'administration.

96. Le représentant de l'Australie a noté que l'Autorité administrante s'efforçait résolument d'accélérer l'africanisation et que, pour le moment, le principal obstacle à surmonter était le nombre insuffisant de candidats possédant les titres requis.

97. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a recommandé que l'Autorité administrante prenne des mesures pour favoriser la participation des autochtones à l'administration du Territoire et pour augmenter leur influence.

98. Le représentant de l'Italie a noté avec satisfaction qu'à la fin de l'année il y aurait dans le Territoire sept administrateurs africains de district et environ 40 administrateurs adjoints africains de district.

III. — PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

99. L'économie du Territoire repose principalement sur la production et l'exportation de produits alimentaires (notamment le sisal, le café, le coton, les cuirs et peaux) et la culture de denrées alimentaires de première nécessité, pour la consommation locale. Cependant, il y a aussi une industrie minière qui est déjà importante et qui est en pleine expansion, les principales exportations de minéraux étant celles des diamants, de l'or, du plomb et du mica. Mais les cultures vivrières continuent d'être l'activité économique la plus importante, non pas tant par leur valeur monétaire — puisque seule une faible partie des récoltes est vendue — que parce qu'elles sont le moyen d'existence de la majorité de la population et absorbent pratiquement toute son énergie productive. La plupart des Africains ne travaillent que pour assurer leur propre subsistance : leurs efforts de production consistent à tirer, de la culture et de

l'élevage, la nourriture, l'abri et le combustible nécessaires pour assurer la vie de la famille dont le niveau, en Afrique, est généralement bas. L'économie d'échange plus moderne, qui repose sur les cultures marchandes, les produits de l'élevage et les minéraux, se superpose à l'économie de subsistance fondamentale et se confond avec elle dans une certaine mesure.

100. L'économie d'échange a été développée en premier lieu par des entreprises non africaines et certaines de ses branches principales appartiennent encore dans une large mesure à des non-Africains qui en assurent la gestion. Mais il est intéressant de noter qu'au cours des dernières années, la production des agriculteurs africains, en ce qui concerne les produits d'exportation et d'autres produits qui forment la base de l'économie d'échange, n'a cessé de croître et occupe maintenant une place prépondérante. Le café, dont les Africains produisent la majeure partie, et le coton, dont ils produisent la quasi-totalité, l'emportent maintenant sur le sisal, culture presque exclusivement non africaine, qui était auparavant la ressource principale. L'augmentation récente, en quantité et en valeur, de la production cotonnière et de certaines productions principalement africaines, telles que les noix d'acajou, les arachides, certaines autres graines oléagineuses et les cuirs et peaux, ont beaucoup fait, comme le Conseil l'a noté à sa vingtième session, pour renforcer et diversifier le commerce d'exportation. Cette situation est confirmée par le fait qu'en 1956 les exportations se sont élevées à 48.300.000 livres d'Afrique orientale⁴, atteignant le niveau record de 1952 sans être cependant aussi lourdement tributaires du prix du sisal. La valeur de la récolte de sisal a été la moitié environ (10.800.000 livres d'Afrique orientale) de celle de 1952 ; la part des récoltes de café et de coton — qui sont principalement africaines — dans les exportations a été de 9.200.000 et 7.500.000 livres d'Afrique orientale respectivement ; on peut évidemment, d'après les renseignements disponibles, considérer que les autres productions africaines constituent la majeure partie du reste du commerce d'exportation, à l'exception des minéraux (5 millions de livres d'Afrique orientale) et du thé, récolte non africaine en voie d'expansion dont la production a été évaluée à 667.000 livres d'Afrique orientale.

101. Parmi les autres produits qui sont vendus, mais n'entrent cependant pas entièrement dans le commerce d'exportation, il convient de citer le sucre produit en 1956 par des non-Africains, qui est évalué à 597.000 livres d'Afrique orientale. La vente des produits d'élevage, autres que les cuirs et peaux et principalement africains, s'est élevée à 65 millions de livres de viande et à 10 millions de gallons de lait. Les produits de la pêche, de toute évidence également africains, ont été évalués à 2.400.000 livres d'Afrique orientale. Il n'en reste

pas moins, cependant, que la majeure partie de l'effort productif africain est consacré à la culture de subsistance.

102. La Mission de visite de 1957 a été d'avis que les activités de subsistance absorbaient une trop forte proportion des ressources de la population autochtone au détriment de la production destinée au marché. De plus, les Africains n'ont pas encore réalisé, dans les autres branches de l'économie d'échange des progrès comparables à ceux qu'ils ont accomplis dans la production effective des récoltes marchandes.

103. Pour illustrer cette situation, la Mission de visite de 1957 a cité certaines estimations de la Commission royale des questions démographiques et foncières de l'Afrique orientale, qui montrent qu'en 1954 les activités commercialisées de l'économie autochtone, augmentées des salaires gagnés en dehors de cette économie, représentaient 2,9 livres par habitant pour la population africaine, contre une moyenne de 400 livres par habitant pour la population non africaine. On notera qu'on ne dispose pas des chiffres correspondants pour 1956 et que, comme la Mission l'a signalé, certains secteurs de la population africaine — dans les régions de culture du café, par exemple — jouissent d'un niveau de vie qui semblerait indiquer une moyenne locale beaucoup plus élevée.

104. Comme elle l'a souligné dans ses divers rapports annuels et dans les renseignements communiqués au Conseil de tutelle, l'Autorité administrante s'efforce, par sa politique, ses efforts et ses capitaux, de résoudre, dans divers domaines allant de l'enseignement à la fourniture de crédit, les problèmes inhérents à la situation décrite ci-dessus ; elle s'efforce notamment d'améliorer la production des récoltes marchandes africaines et d'étendre cette forme de culture aux régions où l'agriculture de subsistance est encore prédominante ; elle s'efforce aussi de former, d'encourager et d'aider les Africains pour qu'ils se consacrent plus activement à d'autres branches de l'économie. Le Conseil de tutelle, qui s'intéresse toujours à ces problèmes, a encouragé l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts. A sa vingtième session, il a félicité l'Autorité administrante de l'aide qu'elle apportait à l'important mouvement de production pour l'exportation, mentionné ci-dessus ; il a constaté avec satisfaction qu'elle accordait une attention toute particulière aux progrès réalisés par les Africains en tant que producteurs de biens et de services et il l'a invitée à poursuivre ses efforts et à rechercher d'autres moyens propres à augmenter la participation des Africains. Un progrès important dans cette direction a été signalé au Conseil, à sa vingt et unième session : il s'agissait de la formation, au début de 1958, d'une société multiraciale qui ferait des recherches sur la possibilité d'acclimater la canne à sucre dans la vallée du Kilombero. La société envisageait d'entreprendre le moment venu l'application d'un plan de fermage africain pour la culture de la canne à sucre et elle se proposait de trouver au Tanga-

⁴ Une livre d'Afrique orientale vaut approximativement 2,80 dollars des Etats-Unis.

nyika même une grande partie des souscripteurs des actions qui constitueraient son capital.

105. La Mission de visite a noté avec satisfaction les signes d'une activité et d'une expansion économiques considérables dans certaines régions du Territoire. Elle n'a pas été moins frappée par le manque d'uniformité de ce développement économique selon le milieu géographique, la branche d'activité ou la race et elle a noté que si le niveau de vie de la majorité de la population non africaine était relativement élevé, une grande partie de la population africaine ne dépassait guère le niveau de subsistance. En formulant ces observations, la Mission savait que l'Administration avait reconnu depuis longtemps la nécessité d'améliorer la productivité des Africains et qu'en plus des diverses mesures destinées à développer l'infrastructure générale, elle avait pris certaines dispositions particulières pour résoudre ce problème. La Mission a ajouté qu'elle se rendait naturellement compte que le développement et le progrès économiques devaient, en dernière analyse, dépendre dans une large mesure de l'initiative et de l'énergie des Africains eux-mêmes. Mais force lui était de penser qu'il faudrait fournir un effort relativement plus grand pour aider les habitants africains qui, du fait de leurs traditions, de leur situation matérielle ou de leur instruction, étaient généralement moins bien préparés que les habitants d'origine asiatique ou européenne à s'adapter à la discipline rigoureuse de l'économie d'échange moderne et à élever ainsi leur niveau de vie. A cet égard, l'Autorité administrante a informé le Conseil que son but était d'élever le niveau de vie général dans l'ensemble du Territoire, sans distinction de race et aussi rapidement que les ressources et les possibilités le permettraient. Néanmoins, dans les circonstances actuelles, elle ne pouvait négliger aucune source de richesse dans le Territoire et cela quel que fût le stade de développement déjà atteint dans une région donnée. Tout en attachant, comme le faisait la Mission, une grande importance aux projets de développement destinés à accroître directement la productivité des agriculteurs africains, l'Autorité administrante soulignait que la capacité de financer ces projets serait fortement accrue — si même elle n'en dépendait pas entièrement — par l'apport de richesses résultant de l'investissement de capitaux extérieurs. Elle a donné au Conseil l'assurance que le système d'imposition et sa politique économique générale prévoyaient des mesures adéquates pour garantir que les avantages du développement économique ne profiteraient pas uniquement à une région ou à une race donnée, mais seraient répartis aussi largement que possible sur l'ensemble du Territoire. Selon elle, il serait peu judicieux à l'heure actuelle de concentrer les efforts de développement sur les régions qui, selon toute vraisemblance, contribueraient le moins, par leur produit net, à accroître le revenu national.

106. En examinant la situation actuelle de l'ensemble de l'économie du Territoire et les perspectives qui s'offrent à elle, il convient de noter que si l'on

rencontre des difficultés pour trouver tous les capitaux qui pourraient être investis avec profit dans un avenir immédiat (voir ci-après), l'exploitation des ressources naturelles progresse manifestement à un rythme rapide et que le Conseil de tutelle comme l'Autorité administrante se sont déclarés optimistes. A sa vingtième session, le Conseil de tutelle ne doutait pas que les efforts concertés et soutenus des producteurs et de l'Administration n'aient prochainement pour résultat une augmentation générale de la production et, en conséquence, un relèvement à la fois des niveaux de vie et des recettes publiques. Dans une déclaration postérieure à laquelle la Mission de visite s'est référée, le Gouvernement du Territoire a affirmé que l'économie du Tanganyika était parfaitement saine et qu'il y avait toutes raisons de croire que la production augmenterait régulièrement d'au moins 7,5 pour 100 par an — taux généralement considéré comme très satisfaisant — pendant les 10 prochaines années. Dans cette même déclaration, le Gouverneur a dit qu'on se proposait de confier à des experts le soin d'étudier les progrès et les perspectives en matière de développement économique, en ce qui concerne notamment les ressources naturelles du Territoire ; on envisageait également d'étudier les moyens propres à augmenter de façon appréciable la participation de la population au développement économique (comme au développement politique et social). Le Gouverneur avait ajouté qu'il serait peut-être souhaitable, pour donner suite à ces deux projets, de demander une aide extérieure.

107. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec intérêt l'amélioration générale qui s'est manifestée dans le développement économique du Territoire et, en particulier, l'augmentation constante de la productivité agricole des Africains. Il constate que, selon la déclaration du Gouverneur du Tanganyika au Conseil législatif, il y a tout lieu de penser que le rythme d'accroissement de la productivité se maintiendra au cours des 10 prochaines années et il exprime l'espoir que l'Autorité administrante et le Gouvernement du Tanganyika poursuivront leurs efforts avec la plus grande énergie et la plus grande largeur de vues, en vue d'améliorer la situation économique des Africains.

Rappelant la résolution, adoptée à sa vingtième session, dans laquelle il félicitait l'Autorité administrante des efforts qu'elle a déployés pour développer, tant en valeur qu'en diversité, le commerce d'exportation du Territoire, ce qui s'est traduit par l'augmentation régulière de la productivité des agriculteurs africains, le Conseil note avec satisfaction que les représentants africains au Conseil législatif ont pris l'initiative de prier le Gouvernement du Tanganyika de dresser des plans en vue d'accroître la productivité agricole de l'Africain ; il se félicite également de voir qu'un certain nombre de plans de cette nature ont été élaborés en consultation avec les représentants de l'opinion africaine, et qu'ils ont été transmis pour examen à l'Autorité administrante, après avoir été étudiés par un comité spécial qui comprenait des représentants africains.

Le Conseil, partageant la satisfaction que la Mission de visite a exprimée en présence des indices d'une activité et d'une expansion économique considérables dans certaines régions, note également que, d'après la Mission de visite, le développement économique manque d'uniformité. Comme la Mission de visite, le Conseil estime qu'en dernière analyse, le développement et le progrès économique dépendront, dans une large mesure, de l'initiative et de l'énergie des Africains eux-mêmes, mais il estime aussi qu'un effort relativement plus important sera nécessaire pour aider les Africains à s'adapter à la discipline rigoureuse du système moderne d'économie de marché, et à relever ainsi leur niveau de vie. Il demande donc instamment à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue de stimuler l'intérêt des Africains et d'accroître leur participation dans les domaines suivants : construction d'ouvrages d'irrigation, approvisionnement en eau, extension des programmes concernant le régime de jermage, diminution et amélioration du cheptel et développement d'industries secondaires. A cet égard, le Conseil note l'importance que la Mission de visite a attachée à la nécessité d'obtenir la coopération efficace de tous les dirigeants politiques.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES

a) Agriculture et élevage

108. L'amélioration et le développement de la production primaire touchent un secteur beaucoup plus vaste que celui des services agricoles et vétérinaires proprement dits. En fait, on estime que l'approvisionnement en eau, la régularisation des eaux et les travaux d'irrigation sont les facteurs essentiels propres à favoriser l'activité qui offre les plus grandes possibilités de développement pour le pays ; mais, en ce qui concerne les vastes projets de mise en valeur des ressources hydrauliques, le Tanganyika n'en est encore qu'au stade de l'étude et de la planification, comme on le verra ci-dessous. Entre-temps, toutefois, le problème principal dont l'Autorité administrante estime devoir se préoccuper en fixant sa politique agricole, consiste à remplacer une forme primitive d'agriculture de subsistance par un meilleur système d'utilisation rationnelle des terres — il faut avant tout accroître le rendement obtenu pour chaque acre de terrain cultivé, tout en maintenant et en améliorant la fertilité des sols. Selon l'Autorité administrante, on s'emploie sans relâche, à l'aide de campagnes de propagande et de séances de démonstration, à encourager l'introduction de méthodes de culture plus modernes, en diffusant des techniques de conservation des sols et des eaux plus rationnelles et adaptées aux conditions du pays. Le Département de l'agriculture s'attache surtout à faire adopter de nouvelles variétés de semences et de plans sélectionnés. Il accorde également une grande importance aux projets de développement et d'aménagement qui sont en cours d'exécution dans de nombreuses régions du Territoire, et l'exemple donné par les entreprises non africaines dans le domaine du développement des productions

et des techniques nouvelles est, estime-t-on, un stimulant de grande valeur. En vue d'améliorer l'élevage — fréquemment combiné avec l'agriculture de subsistance et pratiqué selon des méthodes tout aussi traditionnelles — les services vétérinaires ont recours à des séances de démonstration, à la rationalisation de l'élevage et à la lutte contre les maladies. Les pouvoirs publics ont pour principe de ramener le nombre de têtes de bétail à un chiffre en rapport avec l'importance des pâturages disponibles, grâce à l'élimination du bétail excédentaire ; on signale en outre qu'une usine de conserves dans la gestion de laquelle l'Etat exerce un rôle prépondérant fournit un débouché sûr pour la viande de boucherie.

109. La Mission de visite de 1957 a pu observer certains des travaux entrepris par le Département de l'agriculture dans diverses régions du Territoire qu'elle a visités, et elle a loué les efforts constants déployés par les fonctionnaires de ce département en vue d'améliorer l'agriculture africaine et d'y introduire de nouvelles cultures marchandes, efforts qui se heurtent souvent à des conditions climatiques assez difficiles ainsi qu'à l'attitude d'une population agricole très conservatrice et attachée aux traditions. Après avoir étudié la culture du café et du coton ainsi que l'élevage, la Mission a déclaré avoir été frappée de la haute qualité des techniques et méthodes expérimentales utilisées.

110. Néanmoins, le problème central que pose l'agriculture au Tanganyika est dû, sans conteste, de l'avis de la Mission, à la faible productivité des agriculteurs africains. La Mission pense qu'il faudrait : a) persuader le fermier africain d'entreprendre la culture en vue de la vente ; b) abandonner le système traditionnel de la culture itinérante et le remplacer par un système d'exploitation intensive permettant d'utiliser les terres avec plus d'efficacité. La Commission royale des questions foncières et démographiques de l'Afrique orientale (1953-1955) a étudié ces problèmes de façon exhaustive et a fait, à leur sujet, des recommandations détaillées. Le Gouverneur du Tanganyika a déclaré qu'il se trouvait d'accord, dans l'ensemble, avec la Commission, pour ce qui était de l'exposé des problèmes du Tanganyika et qu'il n'estimait aucunement impossible de transformer progressivement dans tout le pays l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale. Les terres, notamment les terres irrigables où l'on pouvait faire disparaître la mouche tsé-tsé, existaient en abondance, mais la rapidité de la transformation dépendrait principalement des effectifs de personnel professionnel et administratif dont on pourrait disposer. Les travaux scientifiques et mécaniques dont on reconnaît la nécessité dépassaient de beaucoup ce que le personnel qui était ou serait disponible pouvait entreprendre et il était absolument essentiel de consacrer le temps et l'énergie nécessaires à la formation professionnelle d'Africains. Il se posait également un problème de financement : les ressources sur lesquelles on pouvait compter pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission — touchant notamment les études sur l'utilisation du

sol, les travaux d'irrigation et les programmes de colonisation planifiée — étaient inférieures aux besoins. De l'avis de la Mission, il est regrettable que les fonds nécessaires n'aient pu être réunis.

111. Les mesures prises en vue d'élever la productivité des agriculteurs africains — dont le Conseil de tutelle s'est félicité à sa vingtième session — ont été adoptées sur l'initiative des membres africains du Conseil législatif, qui ont prié les pouvoirs publics d'élaborer des plans visant à augmenter la productivité dans l'ensemble du Territoire. La Mission de visite a été informée qu'en septembre 1957 40 plans étaient à l'étude dans les bureaux du Gouvernement du Tanganyika. Les plans approuvés seraient financés au moyen du crédit de 700.000 livres que la Colonial Development and Welfare Reserve venait d'accorder au Territoire. Le Conseil a été informé ultérieurement que les 40 projets avaient été soumis pour approbation à l'Autorité administrante. On a émis l'espoir qu'une réponse favorable serait donnée à temps pour que l'exécution de la majorité des projets commence dès le début de 1958.

112. La Mission a approuvé les principes dont s'inspiraient ces projets, mais elle craint que les fonds disponibles ne soient insuffisants et qu'une fois de plus le Territoire ne doive se résigner à des demi-mesures. Elle a émis le vœu que l'on ne négligerait aucun effort pour résoudre le problème central de l'agriculture africaine selon les principes généraux proposés par la Commission royale et approuvés par l'Autorité administrante et non par des mesures fragmentaires.

113. On trouvera dans les rapports antérieurs du Conseil de tutelle une description des activités de la Tanganyika Agricultural Corporation, organisme créé par mesure législative à qui ont été transférés les avoirs, notamment les stations agricoles d'essais subsistant après l'exécution de l'ancien Groundnuts Scheme. Son activité, notamment ses projets d'affermage qui visent à introduire des méthodes modernes de culture dans les petites exploitations africaines, a suscité un vif intérêt et présente une grande importance. En 1957, l'Autorité administrante a fourni 500.000 livres en vue de permettre à la société de poursuivre, au cours des cinq années suivantes, ses travaux expérimentaux dans le domaine agricole. On a exprimé l'espoir qu'avec cette assistance, cet organisme deviendrait financièrement indépendant. La Mission de visite de 1957 a tenu à dire combien elle appréciait l'œuvre de la société en général et elle a formulé des propositions sur certains points de détail.

114. La Mission de visite a estimé, comme la Commission royale, que c'était la grande région fertile du Sud qui présentait les plus grandes possibilités de développement au Tanganyika. La région possède des gisements de pyrochlore près de Mbeya, qui sont maintenant exploités, et un vaste gisement de charbon situé dans les districts de Songea et de Njombe; elle produit déjà du café, du pyrèthre, du tabac, du mimosa, du riz, du maïs et des légumes. Elle est toutefois située à l'écart et, de l'avis de

la Commission royale, elle est presque totalement dépourvue de moyens de communication qui, estime-t-on, sont un élément essentiel du développement de cette région. La Mission de visite sait que l'amélioration nécessaire des transports et des communications dans le Territoire tout entier dépend du montant des crédits dont on disposera, mais elle a signalé qu'il convenait d'accorder aux régions du Sud une attention particulière quand on envisagerait toute proposition à ce sujet.

115. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note que l'Autorité administrante a accordé sur les fonds du Colonial Development and Welfare une subvention spéciale de 700.000 livres sterling pour l'exécution d'un certain nombre de travaux destinés à augmenter la productivité des Africains et il espère que, à la lumière de l'expérience que l'exécution de ces travaux permettra d'acquérir, l'Autorité administrante trouvera des ressources pour financer d'autres travaux visant à augmenter la productivité des Africains.

Le Conseil, sachant que l'Autorité administrante poursuit activement des recherches relatives à l'éradication de la mouche tsé-tsé et procède à des opérations d'éradication partout où la croissance de la population indigène crée une demande de terres et où les terres ainsi assainies se prêteraient à la mise en culture ou à l'élevage, prend note de la déclaration faite par l'Autorité administrante selon laquelle elle accueillerait avec satisfaction toute aide que les institutions spécialisées des Nations Unies pourraient être en mesure de fournir dans ce domaine.

Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à encourager la mise en valeur, agricole ou autre, des régions d'accès difficile, notamment grâce à l'amélioration des communications, ce qui a déjà donné lieu à certaines demandes de prêts.

b) Ressources hydrauliques

116. Comme le Conseil l'a noté précédemment, on a prêté, au cours des dernières années, une attention accrue à la mise en valeur des ressources hydrauliques du Territoire, l'irrigation étant le meilleur moyen d'augmenter la production agricole.

117. Les bassins des fleuves les plus importants du Territoire, le Pangani, le Ruvu, le Malagarasi, le Wami, le Ruvuma et le Rufiji, présentent des possibilités pour la mise en œuvre de vastes projets d'irrigation qui, pour la plupart, font l'objet d'un examen attentif, effectué dans deux cas en collaboration avec des experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

118. Les recherches et les expériences à long terme qu'il est nécessaire de faire pour mettre sur pied des projets d'une telle importance n'ont pas détourné l'attention des projets de moindre envergure destinés à améliorer la situation des régions à précipitations incertaines et à rendre utilisables et attrayantes les plaines situées au pied des régions montagneuses très peuplées.

119. La Mission s'est intéressée à ces projets de petite envergure, car ils donnent quelque idée de ce qui peut être accompli avec des moyens financiers limités, et elle a émis l'espoir que l'on mettrait au point des méthodes satisfaisantes d'utilisation des terres pour tirer le meilleur parti possible des ressources en eau. Elle a souhaité en outre que la phase expérimentale étant désormais achevée dans les diverses régions intéressées, on élaborerait et exécuterait un plan général visant à utiliser toutes les possibilités d'irrigation. L'Autorité administrante a signalé, toutefois, qu'il restait beaucoup à faire tant dans le domaine des recherches hydrologiques que dans celui des connaissances agronomiques concernant l'irrigation avant que l'on puisse préparer et exécuter un plan d'ensemble. Faisant observer que l'exécution d'un plan général exigerait un financement de grande envergure qui dépassait les moyens du Territoire, elle croyait que l'on pourrait progresser, dans la mise en valeur du bassin du Rufiji, par exemple, en créant seulement quelques groupes à la fois, ce qui, à mesure que le plan se développerait, aurait en temps voulu des effets profonds sur l'économie du Territoire.

c) Problèmes fonciers

120. L'immense majorité des terres actuellement utilisées se trouve aux mains des Africains, dont les droits fonciers sont protégés par la loi du Territoire. Cependant, l'exercice de ces droits est essentiellement régi par les coutumes indigènes qui prévoient en principe que la terre n'appartient pas à l'occupant individuel mais à la tribu dont il relève, et à laquelle il demande de lui attribuer les terres dont il a besoin.

121. Alors que de l'avis de l'Autorité administrante, cette situation n'est susceptible d'aucun changement brusque ou radical, les lois et coutumes traditionnelles qui régissent le régime foncier — et qui, heureusement, n'ont pas la rigidité de la loi écrite — se sont modifiées à un rythme accéléré. Dans beaucoup de régions, les cultures itinérantes sur les terres tribales restent le plus répandues, mais la pratique de cultures permanentes, l'application de méthodes modernes et, quelquefois, la concentration de populations sur les terres ont amené les habitants à souhaiter avoir une propriété individuelle. Cette tendance se manifeste surtout dans les zones côtières. Ailleurs, on a pu mettre en application des techniques plus efficaces, notamment la culture mécanisée, en instituant l'agriculture sous une forme collective ou coopérative qui a été jugée compatible avec les principes coutumiers d'une propriété véritable.

122. Les divergences d'opinions sur le point de savoir si la propriété doit être collective ou individuelle n'ont pas été entièrement aplanies, mais l'étude du problème a été encouragée par le rapport de la Commission royale des questions foncières et démographiques de l'Afrique orientale. Dans ses conclusions, la Commission déclare notamment que la politique foncière et le système d'aliénation devraient tendre vers une propriété plus individuelle

et vers un régime assez souple pour ce qui est du transfert et de l'aliénation des terres qui, tout en tenant compte des droits de propriété, permettrait d'exploiter les terres de manière économique. La publication de ce rapport a été suivie, en 1956, d'une conférence régionale sur le régime foncier, dont les décisions ont amené le Gouvernement du Tanganyika à préparer, concernant la politique à suivre à cet égard, un exposé qui sera discuté au Conseil législatif. Le Conseil de tutelle, mis au courant de ce fait à sa vingtième session, a accueilli avec satisfaction une déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle avait l'intention de ne modifier le système de propriété tribale qu'avec l'appui et l'assentiment des populations africaines intéressées.

123. Le Conseil de tutelle avait reconnu que la question était complexe : comme la Mission de visite de 1957 l'a signalé, elle a été informée que l'ensemble de la question du régime foncier et de la constitution d'un cadastre risquait de provoquer des réactions très vives et que le gouvernement devait, en conséquence, procéder avec lenteur et précaution. Tout en reconnaissant que le développement se trouvait gêné par le manque de titres de propriété individuelle, elle a estimé que, si les plus jeunes éléments montraient une plus grande disposition à rompre avec les lois et pratiques coutumières et étaient généralement favorables aux titres de propriété individuelle, les Africains plus âgés et plus traditionalistes opposeraient une forte résistance si le gouvernement essayait d'imposer cette réforme.

124. La Mission admettait la nécessité d'une telle circonspection. Elle estimait cependant que le gouvernement devait prendre des initiatives pour satisfaire aux exigences des éléments les plus évolués en appliquant une législation foncière plus satisfaisante partout où cette législation pouvait trouver l'appui voulu. En effet, de nombreux exemples indiquant que certaines formes de propriété foncière très proches de la propriété individuelle étaient apparues dans diverses régions du Territoire, la Mission était d'avis que la législation en question pourrait recevoir un commencement d'application dans ces régions, où il était probable que l'on rencontrerait un minimum d'opposition. Il y aurait là l'occasion d'une réorganisation et d'une planification nouvelle de l'économie agricole africaine, y compris le regroupement des terres morcelées et l'introduction de méthodes plus satisfaisantes d'utilisation des terres et de systèmes d'agriculture améliorés dont le besoin se faisait tant sentir. Naturellement, l'évolution des droits de l'individu n'empêchait pas la définition et l'enregistrement des droits collectifs. En commentant ces suggestions, l'Autorité administrante a expliqué que le Gouvernement du Tanganyika poursuivait l'examen de l'ensemble de la politique foncière du Territoire, y compris les questions relatives aux titres de propriété individuelle et au cadastre. Elle avait l'espoir qu'une déclaration pourrait être faite à ce sujet au cours de l'année 1958. Elle espérait que la nouvelle politique non seulement aurait l'appui général de tous ceux qui se préoccu-

paient de l'accroissement de la productivité, mais qu'elle pourrait être appliquée progressivement dans certaines régions qui seraient déterminées en fonction de l'attitude des habitants. Elle a fait observer toutefois que, même lorsqu'une politique foncière aurait été adoptée avec l'assentiment du public, il faudrait beaucoup de temps pour en assurer l'application.

125. Un deuxième aspect essentiel de la situation en matière foncière — l'acquisition de droits fonciers par des non-Africains — tient au fait que les titres de pleine propriété qui avaient été accordés surtout à des Européens, à l'époque de l'administration allemande, ont été ultérieurement confirmés par des dispositions législatives édictées par l'Autorité administrante actuelle et que, quoiqu'une nouvelle aliénation complète de cette nature n'ait pas été autorisée, le Gouverneur a le droit d'accorder des droits d'occupation pour des périodes de 99 ans au maximum, en exigeant des bénéficiaires un travail déterminé de mise en valeur. Sous réserve d'une procédure qui prévoit la consultation des autorités indigènes africaines ou des particuliers autochtones, procédure qui a été exposée dans des rapports antérieurs du Conseil, le pouvoir d'accorder ces droits d'occupation a été exercé en fonction du principe que, si les intérêts fonciers africains doivent être strictement sauvegardés et s'il y a lieu de tenir compte comme il convient de l'accroissement naturel de la population, le développement économique du Territoire doit être encouragé par l'octroi des terres disponibles aux non-Africains pour qu'ils y fassent de l'exploitation agricole ou autre. Une décision adoptée en 1954 a modifié cette politique : il est entendu que l'aliénation des terres au profit de nouveaux venus, par opposition aux habitants de toutes races installés au Tanganyika, ne sera autorisée que dans des circonstances exceptionnelles ou pour exécuter des projets de mise en valeur que le Territoire serait incapable d'entreprendre avec ses propres ressources.

126. Bien que la loi autorise l'octroi de droits d'occupation de ce genre à des personnes de toutes races, cette mesure a eu pour résultat principal la location de terres à des particuliers ou organismes privés non africains désireux de les affecter à l'agriculture, à l'élevage ou à la constitution de propriétés, ou encore à des organismes officiels à des fins de développement spécial (c'est notamment le cas pour la Tanganyika Agricultural Corporation qui détient environ 500.000 acres). A la fin de 1957, 2.488.469 acres, soit environ 1,1 pour 100 de la superficie totale des terres du Territoire, avaient été ainsi donnés à bail ; si l'on y ajoute les 482.367 acres détenus en pleine propriété, la superficie totale des terres aliénées, à l'exception des concessions destinées à des mines, était d'environ 3 millions d'acres. A ses sessions antérieures, le Conseil avait recommandé la plus grande circonspection pour toute nouvelle aliénation de terres, alors surtout qu'on s'attendait à l'adoption d'une nouvelle politique, inspirée du rapport de la Commission royale ; à sa vingtième session, notant que les cessions de droits d'occupation

avaient continué, et voulant être à même de mieux juger la politique du gouvernement et l'application qui en est faite, le Conseil a demandé un exposé détaillé, avec des renseignements sur le nombre, l'étendue et le type des concessions accordées depuis 1946, une distinction étant faite, si possible, entre les concessions destinées à des fins publiques ou semi-publiques, les concessions destinées à des plantations, mines ou autres entreprises commerciales, et les concessions destinées à des exploitations agricoles individuelles.

127. Selon les renseignements fournis au Conseil de tutelle à sa vingt et unième session, la superficie totale nette des terres agricoles et pastorales aliénées, compte non tenu des concessions annulées, des restrictions, etc., pour lesquelles des droits d'occupation de longue durée avaient été concédés de 1946 à 1957 inclusivement, s'élevaient à 1.705.476 acres, répartis entre 575 exploitations. Sur ce total, 600.913 acres étaient allés à des organismes publics ou semi-publiques. Les chiffres annuels nets, obtenus à partir des renseignements fournis à la Mission de visite et au Conseil de tutelle, ont été les suivants :

DROITS D'OCCUPATION CONCÉDÉS
POUR UNE LONGUE DURÉE, 1946-1957

Années	Total net de la superficie aliénée (en acres)	Organismes publics ou semi publics (acres)	Particuliers ou organismes privés (acres)
1946 . . .	1.638	—	1.638
1947 . . .	8.116	363	7.753
1948 . . .	133.301 ^a	1.000	134.301
1949 . . .	123.304	—	123.304
1950 . . .	336.877 ^b	195.629	141.248 ^c
1951 . . .	219.847	—	219.847 ^d
1952 . . .	599.221	335.299 ^e	263.922 ^f
1953 . . .	170.775	25	170.750
1954 . . .	70.045	—	70.045 ^g
1955 . . .	72.090	69.404 ^h	3.586
1956 . . .	127.433	2.280	125.153 ⁱ
1957 . . .	111.717	5.913 ^j	149.095 ^j
TOTAL.	1.705.476	600.913 ^j	1.138.854 ^j

^a Le chiffre négatif est dû à l'extinction des droits d'occupation sur 118.389 acres, le Séquestre des biens ennemis avant transféré à l'Administration les titres en question.

^b Y compris les concessions suivantes : 141.417 acres à l'Overseas Food Corporation (prédécesseur de la Tanganyikan Agricultural Corporation), 44.164 acres à la Colonial Development Corporation, et 29.603 acres à des planteurs de thé.

^c Il s'agit surtout d'anciens biens ennemis ou de concession de droits d'occupation de courte durée en droits de longue durée.

^d Y compris 23.469 acres à planter en sisal dans le district de Tanga.

^e Y compris 334.728 acres concédées à l'Overseas Food Corporation.

^f Y compris 64.000 acres de terres pastorales dans le district de Pangani restituées en 1950 en échange de 128.000 acres de terres situées dans le même district ; ainsi que deux concessions d'un total de 40.000 acres dans le district des Massai.

^g Y compris une concession de 18.780 acres dans le district des Massai.

^h Y compris 69.300 acres cédées à la société Tanganyika Packers, Ltd., dans laquelle le gouvernement détient la majorité des actions.

ⁱ Y compris 44.930 acres dans le district des Massai, 10.130 acres dans le district d'Uipa, et 4.950 acres dans le district de Morogoro.

^j Les chiffres indiqués pour 1957 sont bruts et ne tiennent pas compte des concessions restituées ou annulées qui ont porté au total sur 43.291 acres pendant l'année.

128. L'Autorité administrante a en outre informé le Conseil que, sur la superficie totale des terres

agricoles et pastorales concédées pour une longue durée, près d'un quart étaient détenues par des entreprises publiques ou semi-publiques, plus de la moitié par des entreprises commerciales importantes, et un cinquième seulement ont été aliénées au profit de petits cultivateurs parmi lesquels on compte une proportion d'Africains peu élevée, mais croissante.

129. La Mission, ayant constaté que la question des terres et la question des droits fonciers considérés du point de vue des différents groupes de la population constituaient sans aucun doute l'un des problèmes les plus délicats et les plus difficiles qui se posent au Tanganyika, a déclaré avoir reçu un grand nombre de plaintes et de communications à propos de cette question de l'aliénation des terres. Elle a reconnu que, dans l'accomplissement des devoirs qui lui incombent en vertu de l'Accord de tutelle, l'Administration se trouve devant un dilemme : il lui faut accroître la production aussi rapidement que possible pour obtenir des ressources en vue du développement du Territoire et il faut aussi sauvegarder les intérêts africains à l'égard de ces ressources. Elle a reconnu qu'un moyen était de prendre pour base du droit d'occupation des terres l'aliénation consentie avec l'accord de leurs gardiens traditionnels, mais elle a considéré que le temps avait montré que cette politique, satisfaisante du point de vue financier, avait provoqué chez les Africains, en ce qui concerne leur patrimoine, des craintes et un sentiment d'insécurité qu'il sera difficile de faire disparaître. Considérant l'ensemble de la question, elle a estimé que cette pratique avait perdu son utilité et que si elle n'était pas rapidement modifiée elle pourrait faire plus de mal que de bien, en particulier en l'état actuel du développement politique du Territoire, car elle serait de nature à amener une intensification des désaccords interraciaux.

130. Lorsqu'il est jugé indispensable, dans l'intérêt du Territoire, d'aliéner des terres à des fins agricoles ou pastorales, la Mission a estimé que la préférence devrait être donnée à des entreprises de grande envergure plutôt qu'à des particuliers, et qu'il fallait en principe associer les personnes de la région à l'entreprise considérée, notamment en leur donnant la possibilité de participer, chaque fois que possible, aux investissements.

131. La Mission a noté que dans un certain nombre de cas, la population locale n'a pas bénéficié dans la mesure souhaitable des recettes des entreprises établies sur ses terres. Toutes les recettes, quelle qu'en soit la nature, sont versées au Trésor public. La Mission souhaiterait que la nouvelle législation foncière prévoie l'utilisation d'une part des recettes au bénéfice direct des habitants de la région, soit en requérant des entreprises l'investissement d'une certaine partie de leurs gains dans des projets d'ordre social ou économique intéressant la région, soit en réservant pour le bénéfice des habitants de celle-ci une partie des recettes perçues par le gouvernement.

132. La Mission a suggéré en outre que l'on exa-

mine la possibilité de limiter la durée des nouveaux baux à 33 ans, avec renouvellement facultatif pour des périodes additionnelles de 33 ans. A son avis, une période de 33 ans est suffisante pour permettre l'amortissement complet des investissements dans les entreprises agricoles ou pastorales.

133. Commentant les conclusions de la Mission, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait pour principe de faire en sorte qu'il y ait assez de terres pour faire face aux besoins des générations futures, et de n'autoriser des aliénations de terres en faveur d'immigrants que dans des circonstances particulières ou dans les cas où il est nécessaire d'encourager des entreprises que le gouvernement n'est pas en mesure de réaliser par ses propres moyens. En fait, on a favorisé par tous les moyens les aliénations de terres au profit d'entreprises de grande envergure, mais là où il n'était pas possible de trouver des entreprises de ce genre qui veuillent se consacrer à cette forme de développement, la question devait être tranchée en fonction des intérêts du Territoire. L'Autorité administrante a déclaré que la recommandation de la Mission de visite selon laquelle les personnes de la région où se trouve une entreprise de grande envergure devraient être associées à celle-ci, en ayant la possibilité de participer chaque fois que possible aux investissements dont elle est l'objet, était parfaitement conforme à la politique déclarée du Gouvernement du Tanganyika et qu'il en était ainsi dans le cas de plusieurs entreprises importantes. L'Autorité administrante a ajouté qu'elle examinerait attentivement la suggestion selon laquelle la nouvelle législation foncière devrait pourvoir à l'utilisation d'une part des revenus de ces entreprises au bénéfice direct des habitants de la région, mais elle a souligné qu'on serait probablement amené par là à réduire les dépenses publiques dans les régions moins évoluées où les services publics répondent à un besoin plus urgent ; de toute manière, la possibilité d'accroître les revenus locaux par une augmentation des impôts et des taxes dépend directement de la prospérité de la région. En ce qui concerne la proposition tendant à limiter la durée des baux à 33 ans, l'Autorité administrante a estimé que, là où l'on considère que l'aliénation des terres répond à l'intérêt du Territoire, les conditions de l'aliénation doivent être telles qu'elles n'entravent pas le bon déroulement des travaux de mise en valeur qu'on a autorisés ou encouragés. Tout d'abord, dans la plupart des terres aliénées, il faut entreprendre un défrichement intensif et d'importants travaux d'adduction d'eau pour les rendre rentables, ce qui prend souvent plusieurs années. D'une manière plus générale, on peut dire qu'un bail de 33 ans non seulement ne présente guère d'attrait en tant que placement, mais encore va à l'encontre des exigences d'une saine utilisation des terres, car les occupants sont tentés « d'épuiser » le sol, le laissant, en fin de compte, en bien plus mauvais état qu'au début du bail.

134. Parmi les problèmes locaux particuliers soulevés par l'aliénation des terres, l'Autorité adminis-

trante a indiqué au Conseil que l'affaire déjà ancienne de la tribu Meru était pratiquement réglée depuis que 3.000 nouveaux acres de terres avaient été alloués à la tribu. Toutefois la Mission a constaté que la Meru Citizens' Union, qui prétend compter 6.000 adhérents — l'Autorité administrante ne lui en reconnaît que 760 cotisants et déclare qu'elle n'est pas représentative de la tribu — est toujours mécontente de ce règlement et demande une indemnité plus élevée et davantage de terres. La section de la TANU dans la province du Nord a appuyé ses plaintes. Après avoir exposé ces revendications en détail et avoir fait connaître le point de vue de l'Administration, la Mission a déclaré que, tout en reconnaissant que la Meru Citizens' Union ne représentait pas nécessairement les vues de la majorité des membres de la tribu Méru et en notant l'aspect politique qu'avait maintenant pris le problème, elle regrettait cependant que ce différend de longue date ne soit pas encore complètement réglé. Elle a estimé qu'il s'agissait d'une manifestation du ressentiment et de l'amertume qui, comme la Commission royale l'a souligné, se sont développés dans l'esprit des Africains; elle pense qu'il en sera ainsi tant que des mesures n'auront pas été prises pour dissiper les craintes qui donnent naissance à de tels sentiments. Si injustifiées que soient ces craintes et si malheureux que soient les termes employés pour les exprimer, un sentiment profond de suspicion avait été créé qui ne serait dissipé que lorsque des dispositions auraient été mises en œuvre pour assurer la sécurité des particuliers en ce qui concerne leurs droits fonciers et pour qu'une certaine confiance s'attache de nouveau à l'action du gouvernement. La Mission a noté avec satisfaction les mesures prises jusqu'ici pour pallier les conséquences de l'aliénation initiale et a exprimé l'espoir que l'Administration continuerait à s'efforcer de résoudre les problèmes qui en découlent à la satisfaction de tous les intéressés.

135. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec intérêt que le Gouvernement du Tanganyika compte annoncer une politique nouvelle en ce qui concerne le régime foncier africain et qu'il entend la mettre en œuvre dans les régions où elle promettra de bons résultats ou dont la population autochtone le lui aura demandé. Le Conseil exprime l'espoir que la mise en œuvre de la nouvelle politique conduira à une transformation progressive du régime foncier traditionnel dans le Territoire, comme l'a recommandé la Commission royale des questions démographiques et foncières de l'Afrique orientale (1953-1955). En même temps, notant que, selon la croyance traditionnelle des collectivités tribales, leur sécurité réside dans le maintien de leurs droits collectifs sur la terre ou dans le maintien de leurs droits en tant qu'individus protégés par un régime local d'occupation coutumière, le Conseil admet la nécessité de déterminer exactement ces droits avant que l'on puisse reconnaître les droits des particuliers africains par la création d'un régime de propriété individuelle.

Le Conseil a reçu avec satisfaction les renseignements détaillés sur les terres aliénées par concession de droits d'occupation, qui ont été communiqués par l'Autorité administrante en réponse à la demande formulée par le Conseil à sa vingtième session, et il note la prudence dont l'Autorité administrante fait preuve en ce qui concerne l'aliénation des terres. A cet égard, le Conseil note également la déclaration dans laquelle l'Autorité administrante a relevé l'importance particulière qu'elle a toujours donnée et qu'elle continuera de donner à la nécessité de sauvegarder le droit des Africains à la possession de la terre et leurs intérêts présents et futurs, ainsi que les mesures qui sont actuellement prises pour guider et régler le développement au mieux des intérêts de l'ensemble du Territoire et de ses habitants. Le Conseil exprime la conviction que l'Autorité administrante continuera d'appliquer sa politique de prudence à l'égard de l'aliénation de terres, tant pour ce qui est des terrains concédés que des conditions de l'aliénation. Le Conseil exprime également l'opinion que lorsqu'il est souhaitable, dans l'intérêt du Territoire, d'aliéner la terre à des fins agricoles ou pastorales, il conviendrait de donner la préférence, là où les circonstances le permettent, à des entreprises de grande envergure auxquelles, lorsque la possibilité de le faire existe, les personnes de la région devraient être mises en mesure de s'associer.

d) Ressources minérales

136. La valeur de la production minérale du Territoire est passée de moins de 2 millions de livres en 1951 à 5.500.000 livres en 1955 et 1956. Les principaux minéraux exploités pour le moment sont les diamants, l'or et l'argent, les concentrés de plomb et de cuivre, le mica, le sel, le tungstène et les minéraux employés pour la construction. On sait qu'il existe aussi dans le sud du Territoire de grands gisements de houille et de fer dont l'exploitation n'a pas été entreprise jusqu'à présent en raison de l'insuffisance des moyens de communication ferroviaires, ainsi que d'importants gisements de niobium (pyrochlore) qui est exploité et broyé maintenant dans une usine pilote.

137. Une équipe de géologues constituée en 1952 avec l'aide d'experts de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies s'emploie sans relâche à étudier et à évaluer l'importance économique éventuelle de ces gisements; à sa vingt et unième session, le Conseil a été informé qu'une nouvelle société commerciale, la Western Rift Exploration Company, Ltd., qui a été constituée en 1957 avec un capital d'un million de livres, procédait à d'importants travaux de prospection minière dans l'ouest du territoire. En outre, on recherchait du pétrole à proximité et à l'intérieur de la zone côtière et, dans la province du Nord, la Colonial Development Corporation avait demandé un bail afin d'extraire du charbon à l'extrémité du lac Nyassa; enfin, l'Atomic Energy Authority du Royaume-Uni avait entrepris des travaux de forage à certaines des sources d'hélium du Territoire.

138. Les capitaux des entreprises minières appartiennent généralement à des non-Africains. La seule entreprise minière africaine importante est une coopérative de mica qui a extrait et vendu, en 1950, 20 tonnes de mica, d'une valeur de 23.706 livres.

139. La Mission a été particulièrement impressionnée par les possibilités qu'offre le nouveau projet d'exploitation de pyrochlore à Panda Hill, près de Mbeya. La société en question, constituée par une entreprise néerlandaise et la Colonial Development Corporation, se propose d'organiser l'extraction et le broyage en grand, si l'usine pilote donne les résultats escomptés.

140. En vue de préparer l'évacuation des résidus, la société a demandé à occuper 6.300 acres, mais 82 Africains qui vivent actuellement sur ces terres sont hostiles à cette demande. La Mission a estimé que leur opposition est due en partie du moins au fait que les autochtones soupçonnent l'Etat d'avoir des motifs inavoués quand il aliène des terres au profit des étrangers ; mais elle a souligné à quel point le Territoire avait besoin de capitaux étrangers pour exploiter ces ressources minérales, situation dont le Gouvernement du Tanganyika est parfaitement conscient, mais dont certains groupes de la population ne se rendent pas encore bien compte. Les dirigeants politiques en particulier pourraient jouer un rôle important en expliquant la situation à leurs partisans et en les invitant à coopérer plus étroitement avec le gouvernement. La question de l'aliénation, au profit de capitalistes étrangers, de parcelles relativement petites pour les industries extractives et les industries de transformation ne pose pas les mêmes problèmes que la cession, à des colons étrangers, de superficies étendues pour l'agriculture et l'élevage.

141. La Mission a compris le tort qui a été fait à ceux que l'on a dû expulser de leurs fermes, mais a estimé qu'une indemnisation raisonnable devrait largement contribuer à réduire au minimum ces inconvénients. Elle a suggéré également que le gouvernement étudie la possibilité d'associer les autochtones aux entreprises minières, en vue de réduire leur opposition éventuelle. Par exemple, les propriétaires des terres en question pourraient accepter de céder leurs droits à la société en échange d'une participation dans l'entreprise. Les autochtones participeraient ainsi à l'entreprise sur un plan limité peut-être, mais l'effet psychologique serait immense.

142. Dans ses observations sur ces suggestions, l'Autorité administrante a assuré au Conseil que le gouvernement avait toujours eu pour politique de verser une indemnité appropriée aux personnes qui avaient été évincées de leurs terres et d'associer les autochtones aux entreprises minières de toutes les manières possibles. Par exemple, la Mbeya Exploration Company, qui exploitait les gisements de pyrochlore, avait accepté que, lorsqu'une société d'exploitation minière était formée en vue d'une production commerciale, 10 pour 100 des actions fussent mis en souscription dans le Territoire.

143. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction les progrès des industries extractives et de la prospection minière dans le Territoire et il espère recevoir, en même temps que le prochain rapport annuel et les rapports ultérieurs, de nouveaux renseignements plus détaillés sur ces activités.

e) Forêts et plantations

144. Les forêts du Territoire, y compris les plantations, fournissent des produits importants pour l'économie interne et le commerce extérieur du Territoire : bois de construction, dont on a exporté 23.400 tonnes cubiques en 1956, combustible, mimosa et écorce de manglier. Le domaine forestier comprend environ 30.000 milles carrés de réserves officielles. Faisant allusion à certaines plaintes provenant d'Africains chassés de ces réserves, la Mission de visite de 1957 a rendu hommage à la politique du gouvernement en matière de constitution de réserves forestières, tout en insistant pour que tout soit fait pour distribuer d'autres terres aux personnes déplacées. L'Autorité administrante a déclaré qu'elle persévérerait dans les efforts qu'elle déployait déjà dans ce sens.

145. La Colonial Development Corporation a planté 32.000 acres d'acacias noirs dans le district de Njombe, et sa fabrique de tanin doit entrer en service en 1959 ou en 1960. Dans la même région, la société assure la direction d'un projet auquel elle participe ; ce projet doit permettre à la tribu des Bena de cultiver 20.000 acres d'acacias qui doivent commencer à produire régulièrement en 1964 et rapporter à la population environ 42 livres par acre, ce qui constituerait, selon la Mission de visite, un revenu monétaire important dont la région a grand besoin.

146. Une nouvelle ordonnance sur les forêts a été promulguée en septembre 1957 ; elle prévoit notamment que les droits d'usage pourront continuer à être exercés dans les réserves sous certaines conditions.

ECHANGES, COMMERCE ET INDUSTRIE

147. Le fait que la population africaine, qui semble jouer à l'heure actuelle le rôle le plus important dans la production des denrées destinées à l'exportation aussi bien que dans celle des produits destinés au marché intérieur, joue le rôle le moins important dans l'organisation des échanges et dans le commerce, est considéré comme le résultat naturel de la façon dont l'économie s'est développée jusqu'à maintenant : l'Autorité administrante déclare, dans son rapport annuel, que les conditions de la vie commerciale du Territoire sont normales pour un pays où les habitants sont en grande majorité agriculteurs et où les courants commerciaux ont été établis grâce aux efforts des immigrants européens et

asiatiques. Elle ajoute que, néanmoins, les Africains participent toujours de plus en plus non seulement à la commercialisation des produits primaires, mais aussi à la vente au détail, en particulier dans les agglomérations et les régions rurales les plus riches. L'inauguration en 1957 de l'École de commerce de la Kilimanjaro Native Co-operative Union et la délivrance, au cours de l'exercice financier 1955-1956, de 34.000 permis commerciaux à des Africains illustrent cette tendance.

148. La Mission de visite de 1957 a constaté que la situation était caractérisée par une prospérité relative et une activité commerciale assez grande dans les principaux centres urbains et les districts producteurs de denrées d'exportation, mais qu'une grande partie du commerce et des affaires était entre les mains des non-Africains. Elle a reçu de nombreuses protestations d'organisations africaines ou d'Africains qui se déclaraient mécontents de leur faible participation à l'activité commerciale et demandaient qu'on les aide à y participer plus largement. Cet état d'esprit s'est traduit notamment par la formation de la Tanganyika African Traders Union (TATU). Tenant compte de la participation relativement faible des Africains aux affaires commerciales, sauf pour ce qui est du petit commerce de détail et du troc, la Mission a estimé que l'on devait donner tous les encouragements possibles à un syndicat de ce genre pour l'aider à atteindre ses buts légitimes. La Mission a déclaré cependant que si l'on en croyait les représentants de la TATU, le *register* des sociétés avait différé l'immatriculation de l'Union pour des raisons de pure forme et que d'autres facteurs entraient peut-être en jeu. Elle a donc suggéré que l'Autorité administrante examine la question à fond et, d'une façon générale, ne néglige aucune possibilité d'aider les Africains à participer au commerce et à développer leurs activités commerciales. A cet égard, l'Autorité administrante a fait observer qu'elle désirait vivement que les Africains jouent dans le domaine des échanges et du commerce un rôle plus important et sans cesse plus actif ; étant donné que sa politique était de faire tout son possible pour atteindre ce résultat, elle encouragerait certainement la constitution d'une union africaine, formée et gérée uniquement à cette fin. Les difficultés relatives à l'immatriculation des filiales de la TATU résultaient en partie du fait qu'une société immatriculée conformément à la *Societies Ordinance* en tant qu'organisation visant à encourager les efforts des commerçants africains n'avait pas le droit de faire du commerce pour son propre compte. Puisque, semblait-il, l'un des buts de la TATU était de faire du commerce, il serait possible de résoudre cette difficulté en portant l'union et ses filiales sur le registre des associations non commerciales et en créant des sociétés commerciales distinctes. L'Autorité administrante a déclaré que, outre qu'elle encourage, assiste et conseille les associations de commerçants africains et les coopératives, elle s'attache également à aider individuellement les commerçants et les hommes d'affaires africains.

149. La forme d'organisation économique actuellement la plus répandue chez les Africains est la coopérative ; le système coopératif, encouragé par tous les moyens possibles par le gouvernement, est très solidement implanté en particulier dans les régions productrices de café et de coton. Le mouvement continue à s'étendre : à la fin de 1957, il existait 474 sociétés enregistrées comptant 300.000 membres au total, contre 311 sociétés avec 237.823 membres en 1955 ; en fait, le nombre des membres avait augmenté de 50 pour 100 pendant la période 1954-1957. A la fin de 1956 il y avait 20 unions locales et une union territoriale, auxquelles les sociétés primaires étaient affiliées, et grâce à ces organisations plus vastes, les coopératives ont pu s'engager dans diverses activités importantes : construction, achat, transformation et même enseignement. On peut citer parmi les résultats obtenus au cours de la période considérée l'achèvement par la Kilimanjaro Native Co-operative Union, de son école de commerce à Moshi, l'ouverture du premier établissement coopératif d'égrenage du coton et la mise en chantier d'un second, la constitution d'une société moderne pour le traitement du café dans le district de Bukoba, enfin l'ouverture, par le gouvernement, d'une école de coopération à Mzoumbe.

150. Le Conseil de tutelle a toujours reconnu, et a constaté encore à sa vingtième session, l'importance particulière et le succès du système coopératif dans le Territoire, notamment en tant que moyen d'améliorer et de développer la commercialisation des produits agricoles des Africains. Il a adressé à l'Autorité administrante, pour son action dans ce domaine, des félicitations auxquelles s'est associée la Mission de visite de 1957, qui, frappée de l'enthousiasme que les fonctionnaires qui s'occupent des coopératives manifestent pour leur tâche, a estimé que l'essor du mouvement coopératif était en de bonnes mains.

151. Le mouvement s'est surtout développé dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles. Il n'a pas encore pénétré profondément dans celui de la consommation : en 1956, on ne comptait que 4 sociétés de consommation enregistrées. L'Autorité administrante a expliqué que le commerce de détail est un secteur où la concurrence est intense et qui se trouve surtout aux mains d'une communauté bénéficiant de l'expérience de plusieurs générations. Le Conseil a exprimé encore l'espoir que les progrès continueraient dans ce domaine et la Mission de visite a recommandé que l'on s'attache davantage à organiser des sociétés de consommation. Cependant, l'Autorité administrante a exprimé des doutes en ce qui concerne l'opportunité d'instaurer le système coopératif dans le domaine de la consommation ; elle a souligné que l'expérience acquise dans d'autres territoires relevant du Royaume-Uni montrait que, lorsqu'il y avait un grand nombre de détaillants dont les frais généraux étaient peu élevés ou nuls et qui pouvaient vendre à meilleur marché que la coopérative, le coût du contrôle des stocks, eu égard au volume du chiffre d'affaires,

tendait à éliminer les avantages théoriques des coopératives d'achat et de vente. Toutefois, l'exemple de la coopérative de consommation de Bukoba, qui comptait 50 succursales, devrait donner une idée très exacte des chances de succès qu'avaient, dans les circonstances actuelles, les coopératives de consommation au Tanganyika.

152. Le secteur principalement touché par le développement industriel du Tanganyika a été celui des industries de transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage, mais au cours de ces dernières années, on a noté une augmentation du nombre des industries mécaniques légères et des industries productrices de services. En 1956, on a nommé un commissaire au commerce et à l'industrie spécialement chargé de favoriser la création de nouvelles industries et les moyens de former de la main-d'œuvre qualifiée sont plus nombreux qu'auparavant. La Mission a constaté que l'industrialisation dépendait dans une très large mesure du développement du marché intérieur, qui, à son tour, dépend de l'augmentation de la productivité de l'agriculture.

153. La Mission a pris note d'une suggestion d'un membre du Conseil législatif tendant à ce que l'Autorité administrante crée une société pour le développement du Tanganyika, qui reprendrait toutes les actions et tous les intérêts que l'Autorité administrante possède dans des entreprises commerciales, qui exploiterait les ressources telles que les gisements de houille et de fer et emprunterait ou attirerait des capitaux étrangers. Tout en recommandant d'étudier cette suggestion avec soin, la Mission s'est déclarée persuadée que toute la question de la politique à suivre en matière de développement industriel retenait l'attention du gouvernement. Elle a répété qu'à son avis le meilleur moyen de favoriser l'industrialisation était d'accroître la productivité agricole afin de porter au maximum la demande intérieure de produits manufacturés. Le gouvernement doit surtout s'attacher à accroître la productivité de l'agriculture africaine, afin de provoquer une expansion du marché intérieur. La Mission a reconnu que le progrès agricole et le progrès industriel doivent aller de pair mais qu'à l'heure actuelle la productivité est si faible qu'elle constitue un sérieux obstacle au développement immédiat de l'industrie. L'Autorité administrante a souscrit à cette conclusion. En ce qui concerne la suggestion de créer une société pour le développement du Territoire, elle a exprimé l'avis qu'avec un capital suffisant un tel organisme aurait son utilité, mais qu'étant donné qu'on ne pourrait mettre à sa disposition que des ressources limitées, la pratique actuelle de la participation directe du gouvernement aux entreprises commerciales était tout aussi efficace.

154. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, reconnaissant qu'il est souhaitable de faire participer plus largement les Africains aux entreprises industrielles, minières et commerciales et notant les diverses mesures que l'Autorité administrante prend

à cette fin, propose que l'Autorité administrante use de son influence pour encourager toutes les entreprises installées au Tanganyika à former des Africains aux postes de direction et à les associer de toutes les manières possibles à leurs activités. Le Conseil prie en outre l'Autorité administrante de le tenir pleinement au courant des progrès accomplis dans ce domaine, et il espère être informé des résultats de l'enquête entreprise sur les moyens propres à donner aux Africains « une plus grande part des bénéfices ».

Le Conseil, rappelant qu'il a relevé, ces dernières années, l'importance particulière et le succès du système coopératif dans le Territoire, notamment en tant que moyen d'améliorer et de développer la commercialisation et la préparation des produits de l'agriculture africaine, note avec intérêt que la Mission de visite a exprimé l'opinion que le mouvement coopératif est solidement installé dans le Territoire, qu'il compte des adhérents compétents et enthousiastes et qu'il fournit désormais une contribution importante au développement économique et social du Territoire. Le Conseil note également que le nombre des sociétés enregistrées a presque doublé depuis 1954 et qu'à la fin de 1957 il s'établissait à 474, dont 68 ont été enregistrées en 1957, et que le nombre de leurs membres, qui dépasse 300.000, a augmenté de 50 pour 100 en trois ans.

Le Conseil, rappelant qu'il s'est intéressé précédemment à l'organisation de coopératives de consommation, note que le Territoire possède aujourd'hui quatre coopératives africaines de consommation et que, selon l'Autorité administrante, l'une d'entre elles, celle de Bukoba, qui compte 50 succursales, devrait donner une idée très exacte des chances de succès qu'ont, dans les conditions actuelles, les coopératives de consommation au Tanganyika.

FINANCES PUBLIQUES ; MISE AU POINT D'UN SYSTÈME FISCAL SATISFAISANT ; PROBLÈME DES CAPITAUX ET DU CRÉDIT

155. Les recettes ordinaires du gouvernement central, qui servent à financer les dépenses courantes des services administratifs, économiques et sociaux, se sont maintenues à un niveau proche de 19 millions de livres au cours des quatre dernières années, mais un déficit de 665.000 livres a été enregistré en 1956-1957, les recettes effectives pour cette année s'étant élevées à peu près à 17,5 millions de livres et les dépenses, à 18 millions de livres environ.

156. Les principales sources de recettes sont, dans l'ordre, les impôts indirects et les impôts directs. Aucun détail n'a encore été publié sur les recettes effectives en 1956-1957, mais l'on constate, d'après les prévisions faites en 1956, que sur un total de recettes estimé à 18.446.000 livres, 9.260 livres devaient être fournies par les impôts indirects et 5.294.000 livres par les impôts directs. D'autres sources importantes de recettes ont été les postes suivants : redevances foncières, 207.000 livres sterling, redevances minières, 525.000 livres, fournitures de marchandises et de services par les divers départements du gouvernement, 1.090.000 livres, intérêts et dividendes, 466.000 livres.

157. La Mission de visite a signalé qu'on lui avait déclaré à plusieurs reprises que 60 pour 100 des recettes des territoires provenaient de sources non africaines. Elle a indiqué cependant qu'on ne lui avait pas communiqué de chiffres qui confirment cette assertion et elle a dit que le Conseil de tutelle pourrait procéder en temps voulu à un nouvel examen de la question. Le rapport annuel de l'Autorité administrante pour 1956 montre que les impôts indirects, principale source de recettes fiscales, ont frappé de façon particulièrement lourde les importations (7.200.000 livres de droits de douane et de droits de consommation en 1956-1957) mais on ne possède aucune indication sur la façon dont cette charge s'est répartie entre les communautés africaine et non africaine, notamment entre les consommateurs de l'un et l'autre groupe. Dans les impôts directs, il y a eu environ 1.500.000 livres d'impôts personnels, dus par les habitants de toutes les races selon un taux progressif, et 3.500.000 livres d'impôts sur le revenu, dus au taux de 5 shillings par livre par les sociétés et, à un taux progressif, par un nombre relativement faible de personnes physiques qui ont des revenus imposables. Le rapport d'une récente commission d'enquête chargée d'examiner la situation concernant l'impôt sur le revenu, et que cite la Mission, indiquait que l'impôt sur le revenu ne frappe qu'une proportion très faible de la population et que cette proportion comprend les éléments les plus entreprenants; il ajoutait qu'il y aurait lieu sans aucun doute d'étudier attentivement la possibilité d'augmenter les recettes provenant de sources autres que l'impôt sur le revenu dont l'assiette est actuellement étroite. Le rapport en question faisait observer toutefois que si la fiscalité et les dépenses semblaient avoir pour effet immédiat de redistribuer la richesse au profit des Africains et au détriment des Européens et, dans une mesure moindre, des Asiatiques, l'accroissement de la productivité et du revenu de la population africaine élargirait le marché de nombreux produits et services qui sont l'apanage des Européens et des Asiatiques.

158. Pour ce qui est des dépenses, les services économiques du gouvernement devaient absorber, d'après les prévisions pour 1956-1957, 3.954.000 livres, soit 22 pour 100 des dépenses ordinaires, et les services sociaux 4.987.000 livres, soit 28 pour 100. La Mission a été heureuse de constater que les dépenses faites pour la plupart de ces services importants avaient augmenté constamment au cours des dernières années.

159. Les dépenses publiques en capital font l'objet d'un budget distinct et sont surtout financées par des emprunts, par des subventions des Colonial Development and Welfare Funds gérés par l'Autorité administrante et par les réserves de développement constituées au moyen de prélèvements sur les recettes. Le plan quinquennal révisé de développement, qui prévoyait auparavant, pour la période 1955-1960, des dépenses d'environ 26 millions de livres, a été remanié en 1956 par un Comité consultatif du développement, organe *ad hoc* présidé par le

Secrétaire principal et composé des ministres compétents et de 14 membres non fonctionnaires du Conseil législatif. A la suite de ce remaniement, le Comité *ad hoc* a établi, pour la période de quatre ans 1957-1961, un programme de développement révisé qui prévoit des dépenses accrues s'élevant à 26.900.000 livres pour la période la plus courte, ou 32 millions de livres pour la période de cinq ans se terminant en 1961. Les principaux postes de dépenses sont les suivants: ressources naturelles (4,9 millions), communications (4,2 millions), services sociaux (5,8 millions), édifices publics (4,4 millions), développement urbain (3,7 millions), électricité (2 millions) et logements urbains pour les Africains (1,1 million).

160. La Mission de visite a signalé que l'un des principaux éléments qui ont gêné les auteurs des plans et ont souvent rendu vains une grande partie de leurs efforts est le manque de crédits. Les limites que ce manque de crédits impose à un développement plus accéléré sont apparues lorsque le gouvernement a préparé un plan décennal sur la base des recommandations de la Commission royale: ce plan aurait une ampleur à peu près double de celle du plan actuel et aurait entraîné au total, jusqu'en 1965, 95.800.000 livres de dépenses, alors que le Territoire ne pouvait compter que sur 48 millions.

161. Sur la base de ces estimations, la Mission a constaté qu'afin de financer ce que l'on considérerait comme un programme économique et social assez satisfaisant jusqu'en 1965, le Gouvernement du Tanganyika devait trouver quelque 40 à 50 millions de livres de crédits supplémentaires. Le Conseil de tutelle s'était déjà occupé de ce problème dans ses grandes lignes et, à sa vingtième session, considérant que la majeure partie des capitaux nécessaires au Territoire devait venir de l'étranger, il avait recommandé à l'Autorité administrante d'examiner dans l'esprit le plus favorable les demandes que le Territoire pourrait présenter au Colonial Development and Welfare Fund; il avait aussi exprimé l'espoir que l'Autorité administrante envisagerait également toutes les autres sources possibles de capitaux, y compris la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Au cours des entretiens qu'elle a eus dans le Territoire et à Londres, au sujet de ce problème, la Mission a été informée qu'il y avait peu d'espoir que le Tanganyika recût de nouvelles subventions au titre du *Colonial Development and Welfare Act* qui viendrait à expiration en 1960 — le Tanganyika était d'ailleurs le Territoire qui avait reçu la subvention la plus élevée — et qu'il fallait donc recourir à l'emprunt. Cependant, l'Autorité administrante a informé le Conseil de tutelle, à sa vingt et unième session, que, dans la mesure de ses moyens financiers, elle continuerait à faire tout son possible pour assurer le financement du développement du Territoire. En 1957, une subvention supplémentaire de 750.000 livres a été octroyée au titre du Colonial Development and Welfare Reserve, principalement pour l'exécution de projets de productivité africains, et une autre somme de 500.000 livres a été mise à la disposition de la Tanga-

nyika Agricultural Corporation. En outre, des négociations se poursuivent à Londres concernant le financement (2 millions de livres) d'une ligne de transport de force de Pangani à Dar-es-Salam ; de plus, l'Autorité administrante a mis à la disposition des services de la Haute Commission de l'Afrique orientale des sommes importantes dont bénéficiera le Territoire. Une demande a été adressée au Gouvernement des Etats-Unis en vue d'obtenir des prêts du Development Loan Fund pour l'exécution de trois projets de développement, et trois emprunts, dont l'un s'est élevé à 1.500.000 livres, ont été émis dans le Territoire.

162. La Mission a suggéré que l'Autorité administrante envisage de prier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'envoyer une mission au Tanganyika afin d'étudier les possibilités de développement et de donner des conseils sur les moyens de financer des projets sains, soit à l'aide de capitaux étrangers, soit avec les ressources locales. L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, qu'une demande a été présentée à cet effet et qu'elle fait l'objet de consultations avec la Banque, dont le Président se rendra sous peu dans le Territoire.

163. Pendant leur séjour dans le Territoire, les membres de la Mission de visite avaient fréquemment entendu dire qu'une agitation politique irréfléchie faisait fuir les capitaux et décourageait les capitalistes étrangers d'investir dans le Territoire. Le Gouverneur et ses conseillers économiques et financiers leur ont cependant affirmé que rien ne permettait de croire à une sortie de capitaux ou à une baisse des investissements dans le Territoire. La Mission est arrivée à la conclusion que rien n'indiquait que la situation politique dans le Territoire eût des répercussions fâcheuses sur l'investissement de capitaux étrangers.

164. Le Conseil de tutelle a eu l'occasion de constater que, dans le secteur privé de l'économie, il existait un problème dû à la difficulté que la population, les Africains surtout, éprouverait à obtenir des crédits pour l'amélioration de l'agriculture et pour d'autres entreprises. La principale source de crédits est, en général, outre les banques commerciales et les sociétés de construction, la Land Bank, créée par le gouvernement ; les personnes de toutes les races peuvent s'adresser à elle mais, en fait, ses services n'ont guère été utilisés par les Africains. Les sources de crédits auxquelles seuls les Africains ont accès sont : le Local Development Loan Fund, l'African Productivity Loan Fund et l'Urban Housing Loan Fund. A la fin de 1957, ces trois caisses étaient créancières de 254, 241 et 137 emprunteurs respectivement.

165. La Mission de visite a signalé avoir reçu de nombreuses communications relatives à un accroissement du crédit mis à la disposition des Africains. Parlant des vues exprimées à ce sujet par la Commission royale, elle a dit qu'il faudrait prendre des mesures pour développer dans le Territoire le crédit coopératif pour l'octroi de prêts agricoles à court terme et créer notamment des sociétés de crédit

à responsabilité limitée qui seraient financées par une banque centrale contrôlée par l'Etat. Selon la Mission, une société coopérative de crédit ne pourrait accorder un prêt à court terme que si un plan de culture satisfaisant était mis au point, et si le prêt était garanti par des sûretés sur les récoltes et les biens mobiliers. Cependant, l'Autorité administrante a fait observer que l'un des principaux objectifs de ces institutions de crédit est d'enseigner aux Africains à faire bon usage des prêts qui leur sont accordés, et elle a estimé qu'il faudrait attendre un certain temps avant qu'on ne puisse leur substituer une organisation du type envisagé par la Mission. Toutefois, l'Autorité administrante a ajouté qu'elle se proposait de revoir le système actuel de crédit et que les avis exprimés par la Mission feraient l'objet d'un examen approfondi.

166. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil note que, après examen du plan de développement quinquennal révisé, un comité ad hoc du développement, présidé par le Chief Secretary et composé des ministres et de 14 membres non fonctionnaires du Conseil législatif, a établi en 1956 un programme révisé pour la période 1957-1961. Le Conseil, qui sait à quel point l'exécution des plans de développement, dans les prochaines années, dépendra des capitaux disponibles, et qui connaît également les répercussions fâcheuses qu'ont eues sur le programme d'équipement du Territoire la hausse du loyer de l'argent sur le marché monétaire mondial et la baisse des cours des produits de base, se félicite des efforts qui sont actuellement faits en vue d'obtenir des fonds pour des travaux déterminés tels que la ligne de transport d'énergie électrique de Pangani à Dar-es-Salam et prend note du fait que l'Autorité administrante a donné l'assurance qu'elle continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire en sorte que le Territoire obtienne les fonds nécessaires à son développement. A cet égard, le Conseil a été heureux d'apprendre de l'Autorité administrante que le Président de la Banque internationale devait se rendre prochainement dans le Territoire et que l'on avait entamé des négociations qui pourraient aboutir à l'envoi d'une mission de la Banque au Tanganyika.

Eu égard à ses observations antérieures sur ces questions, le Conseil note avec intérêt l'apparition d'un marché local de capitaux qui a permis d'émettre dans le Territoire un emprunt de 1.500.000 livres en vue du plan de développement, des emprunts pour un total de 700.000 livres au profit de la Land Bank et un autre emprunt de 600.000 livres au profit de la Makonde Water Corporation. Le Conseil note également que, au cours de la période considérée, le Tanganyika a bénéficié de subventions supplémentaires de l'Autorité administrante, sous la forme d'un crédit de 700.000 livres accordé au titre du Colonial Development and Welfare et destiné aux travaux concernant la productivité des Africains, d'un crédit provenant de la même source et destiné au Government Bursaries Fund, ainsi que d'une subvention spéciale de 500.000 livres accordée à la Tanganyika Agricultural Corporation.

**Observations de membres du Conseil de tutelle,
ne représentant que leurs propres opinions**

SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

167. Le représentant de l'Inde s'est plu à constater que la production économique s'était accrue pendant l'année et que, selon le Gouverneur, cet accroissement se poursuivrait au même rythme au cours des dix prochaines années. Il a été heureux d'apprendre que, en plus des quarante plans de productivité africaine, on avait entrepris un programme d'équipement destiné à augmenter la prospérité de la population africaine. Il s'est réjoui de la création d'une nouvelle raffinerie de sucre dont le conseil d'administration comprenait des membres de plusieurs races et il a proposé que, lorsqu'elle délivrerait des permis d'exploitation aux nouvelles sociétés, l'Autorité administrante astreigne celles-ci à prendre des dispositions en vue de la formation d'Africains.

168. Le représentant de la Chine a félicité l'Autorité administrante de ses efforts dans les domaines des coopératives, des sociétés de crédit, du développement des ressources hydrauliques et, plus récemment, de la prospection minière. Faisant observer que la participation des Africains avait été faible dans les industries déjà existantes du Territoire, il a exprimé l'espoir que la nouvelle société sucrière non seulement permettrait aux Africains de participer pleinement à son fonctionnement, mais encore serait un véritable exemple de coopération interraciale au Tanganyika.

169. Le représentant de la Birmanie a été heureux de noter que l'Autorité administrante se proposait, sur le plan économique, de relever le niveau de vie de la population sans distinction de race et aussi rapidement que les ressources et la situation du Territoire le permettaient ; cependant, étant donné les conditions économiques qui régnaient au Tanganyika, l'Autorité administrante devait, pour atteindre ce but, faire preuve d'un maximum d'énergie, d'initiative et d'imagination.

170. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a estimé que l'Autorité administrante et la population africaine devaient être félicitées des nouveaux progrès accomplis dans le domaine économique.

171. Selon le représentant de la France, l'Autorité administrante faisait preuve de dynamisme dans sa manière d'envisager le développement économique du Territoire.

172. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante d'affecter des sommes considérables au développement de l'infrastructure économique.

173. Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante d'avoir pris des dispositions pour organiser l'importante étude du revenu national et a appelé l'attention du Conseil sur les recommandations des auteurs de cette étude touchant l'amélioration des services de statistique.

174. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a relevé la déclaration du Secrétaire d'Etat aux colonies du Royaume-Uni

concernant la nécessité d'intensifier le développement économique du Territoire. Le développement économique était absolument déséquilibré et tenait compte surtout des intérêts des sociétés étrangères et d'un petit groupe de non-Africains. Quant aux Africains, ils ne participaient guère à l'économie du Territoire, sauf en tant que main-d'œuvre dans les industries lucratives du sisal et du thé, ainsi que dans les industries extractives. Le fait que la plupart des produits du Territoire étaient exportés sans avoir fait l'objet d'une transformation montrait que l'Autorité administrante envisageait le développement économique d'un point de vue colonialiste ; c'est ainsi que l'Autorité administrante ne faisait rien pour développer la production textile en vue de faire face aux besoins du pays, et que les vastes gisements de houille n'étaient pas exploités parce que le charbon ne pouvait être exporté avec profit. Dans l'intérêt du Territoire, il importait au plus haut point de créer une industrie autochtone : étant donné que le Territoire possédait des gisements suffisants de houille et de fer, il était possible de créer une industrie métallurgique. On pouvait toujours trouver les capitaux nécessaires, notamment en assurant une répartition plus équitable des bénéfices, très élevés d'après la presse, des sociétés étrangères qui opéraient au Tanganyika.

175. Sans mise en valeur de l'ensemble du Territoire, on pouvait difficilement parler de la création d'une économie indépendante. L'Autorité administrante avait concentré son attention sur les secteurs de l'agriculture qui intéressaient les sociétés étrangères. Le rendement de l'agriculture africaine était très faible et l'immense majorité de la population vivait de manière primitive.

176. Le représentant de l'Italie a estimé que l'Autorité administrante faisait de son mieux pour faire face aux difficultés économiques. Il s'est déclaré satisfait de l'amélioration du rendement industriel et agricole et de la part croissante que les Africains prenaient à cette amélioration.

177. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les sociétés commerciales et d'exploitation minière avaient déjà commencé à former des Africains pour qu'ils puissent occuper des postes de responsabilités, quoique ces efforts fussent à présent limités par suite du petit nombre d'Africains qui possédaient les connaissances requises. Il fallait cependant faire preuve de prudence si l'on voulait rendre cette politique de formation obligatoire, car le Territoire ne pouvait se permettre de décourager des entreprises qui pouvaient augmenter son revenu.

178. Le représentant spécial s'est élevé contre la déclaration du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques selon laquelle le développement économique était absolument déséquilibré. Au cours des 10 dernières années, les Africains avaient fait d'immenses progrès en ce qui concernait la production des cultures marchandes. Quant aux gisements de charbon, s'ils n'avaient pas été exploités, c'était parce qu'ils se trouvaient loin de tout.

a) *Agriculture et élevage*

177. Le représentant de l'Inde a estimé qu'on devrait demander à la FAO de participer à une campagne de lutte pour faire disparaître la mouche tsé-tsé. Il a aussi exprimé sa satisfaction de ce que 40 programmes de productivité africaine étaient à l'étude et a souhaité que ce chiffre augmente.

180. Le représentant de la Birmanie a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante trouverait le moyen de financer les programmes pour l'accroissement de la productivité agricole dus à l'initiative des membres africains du Conseil législatif.

181. Le représentant du Guatemala a constaté avec intérêt que l'Administration étudiait actuellement un projet de construction de réseau ferroviaire dans la province du Sud.

182. Le représentant de la République arabe unie a souligné que l'Autorité administrante devait se préoccuper au maximum des régions les moins favorisées et les moins développées du Territoire. Il espérait que le programme d'extension du réseau ferroviaire donnerait aux agriculteurs des secteurs défavorisés la possibilité de vendre leurs produits dans de meilleures conditions. Il avait pris note avec satisfaction des assurances que l'Autorité administrante avait données au Conseil en ce qui concernait les améliorations qu'il était urgent d'apporter tant dans le domaine des transports que dans celui du crédit des Africains.

183. Le représentant de la Belgique s'est associé à l'hommage rendu par la Mission de visite aux fonctionnaires du Département de l'agriculture et du Service des forêts.

184. Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle déployait pour accroître la productivité des agriculteurs africains et pour encourager la production sur une grande échelle.

185. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le défrichement de vastes superficies en vue d'éliminer la mouche tsé-tsé exigeait d'énormes capitaux. D'une façon générale, le gouvernement considérait que les terres ne devaient être défrichées que lorsque des habitants du Territoire étaient disposés à s'y installer : c'était le moyen d'éviter que ces terres ne soient à nouveau infestées.

b) *Problèmes fonciers*

186. Le représentant de l'Inde, notant qu'environ 5 pour 100 des terres cultivées avaient été aliénées, a suggéré que l'aliénation de toute terre soit subordonnée aux conditions suivantes : 1) l'aliénation de terres en faveur d'organismes officiels ou semi-officiels ne devrait intervenir qu'après consultation des habitants et versement d'une juste indemnité ; 2) les terres destinées à la création de plantations devraient être d'abord offertes à des coopératives africaines, puis à des agriculteurs

autochtones et, ensuite seulement, à des non-Africains ; 3) les terres destinées aux pâturages devraient être offertes dans les mêmes conditions ; 4) les terres destinées à d'autres fins agricoles ne devraient plus être aliénées (des concessions pouvant cependant être accordées aux autochtones).

187. Le représentant d'Haïti a exprimé l'avis que l'Administration ferait preuve de sagesse en mettant fin à l'octroi de concessions à des Européens et en revisant les concessions antérieurement accordées, afin de rendre les terres inexploitées à leurs anciens propriétaires. Dans les cas où il fallait encore consentir des baux, ceux-ci ne devraient être accordés que pour une durée maximum de 33 ans. La situation des occupants qui n'avaient aucun titre légal sur la terre qu'ils cultivaient néanmoins depuis plusieurs générations devrait être examinée avec attention, car ces personnes se voyaient actuellement dépouillées de leurs plantations et refoulées sur des terres moins fertiles.

188. Le représentant de la Chine, estimant que le maintien du régime coutumier de propriété des terres communales retarderait considérablement le progrès économique du Territoire, a déclaré qu'il attendait avec intérêt la déclaration d'intention de l'Autorité administrante touchant le droit des Africains à la propriété individuelle, qui faciliterait la suppression des obstacles qui s'opposaient à la prospérité du Territoire. Le représentant de la Chine a déclaré qu'il était indispensable de bien connaître les coutumes et pratiques en vigueur avant de modifier le régime foncier et il a exprimé l'espoir que les efforts déployés par l'Autorité administrante pour modifier le régime de propriété des terres indigènes auraient l'appui de la population.

189. Aux yeux du représentant de la Birmanie, les recommandations de la Commission Royale étaient rationnelles et louables, mais l'Autorité administrante devait faire en sorte que les Africains comprennent et appuient la mise en œuvre de la réforme agraire.

190. Le représentant du Guatemala, notant l'anxiété de nombreux Africains devant les aliénations futures des terres, a dit qu'il doutait fort que l'aliénation des terres, même si on l'exécutait avec une grande prudence, fût le meilleur moyen d'améliorer la situation agricole à long terme ou de donner une base plus large à l'économie. Les arguments invoqués par l'Autorité administrante à l'appui des baux de 99 ans ne l'avaient pas encore convaincu.

191. Le représentant de la Belgique a déclaré que la politique de l'Autorité administrante concernant le transfert des droits fonciers augmenterait la productivité générale et servirait les intérêts des Africains. Cependant, il faudrait user d'une grande prudence afin d'éviter des troubles sociaux.

192. Le représentant de l'Australie a pensé que le problème de l'évolution progressive de l'ensemble du régime foncier risquait en fait d'entraîner des conséquences beaucoup plus importantes que les questions d'aliénation des terres. Il a constaté que

l'Autorité administrante avait pour règle de protéger les droits fonciers des Africains et il a fait observer en outre que le principe de la protection de ces droits devait s'insérer dans une politique de développement économique.

193. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit qu'à en juger d'après les témoignages parus dans un article de la revue londonienne *Economist*, un cinquième environ de toutes les terres cultivées appartenait déjà à des non-Africains. Bien que l'Autorité administrante se donnât beaucoup de mal pour expliquer et justifier l'aliénation des terres, il ne pouvait croire que la population autochtone eût intérêt à ce que cette aliénation se poursuivît.

194. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que l'Autorité administrante, comme il ressortait de son exposé sur l'aliénation des terres, prenait grand soin de guider et de surveiller le développement de l'agriculture au mieux des intérêts de l'ensemble du Territoire.

195. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a précisé que si l'on considérait à la fois les terres labourables et les pâtures, on verrait qu'un peu moins de 4 pour 100 étaient exploités et qu'environ 1,6 pour 100 des terres utilisables pour la culture et l'élevage était entre les mains de non-Africains. Dans la majorité des cas, il n'y avait pas pénurie de terres au Tanganyika, et 40 millions d'acres de terres défrichées restaient inexploités parce qu'il n'y avait personne pour les cultiver.

196. Le représentant de l'Autorité administrante a rappelé qu'aucune terre n'était aliénée sans que la population n'eût été dûment consultée et sans que les garanties les plus sérieuses n'eussent été prises. A propos des suggestions du représentant de l'Inde, il a dit que normalement, lorsque des Africains possédaient les fonds nécessaires pour exploiter des plantations ou des ranches et étaient prêts et disposés à entreprendre cette exploitation, la terre n'était pas aliénée au profit de non-Africains. Cependant, l'Autorité administrante ne pouvait se permettre de négliger toute source raisonnable de richesse et d'activité économique avantagée pour la population du Territoire ; en outre, on ne voyait pas pourquoi l'aliénation serait envisagée différemment suivant qu'elle se ferait au profit d'agriculteurs privés ou de sociétés.

c) Ressources minières

197. Le représentant du Guatemala, notant que des entreprises étrangères s'intéressaient depuis quelque temps aux ressources minières du Territoire, a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante communiquerait au Conseil des renseignements détaillés sur l'exploitation des ressources minières du Tanganyika.

198. Le représentant d'Haïti a estimé que la population africaine des régions intéressées devrait participer aux bénéfices de l'exploitation minière.

d) Forêts et plantations

199. Selon le représentant de la Birmanie, la politique forestière du Tanganyika paraissait rationnelle, mais il était bon d'accroître le nombre des gardes forestiers africains. La délégation birmane attendait avec intérêt le rapport du comité d'enquête sur l'avenir du parc national de Serengeti et les mesures qui seraient prises à ce sujet, particulièrement en ce qui concerne le différend entre les Massai et les autorités du parc national.

ECHANGES, COMMERCE ET INDUSTRIE

200. Le représentant de la Birmanie a noté avec satisfaction que le mouvement coopératif se poursuivait et se développait d'une manière remarquable. Il s'est déclaré en faveur de l'application des principes coopératifs au stade de la distribution des biens de consommation.

FINANCES PUBLIQUES ; MISE AU POINT D'UN SYSTÈME FISCAL SATISFAISANT ; PROBLÈME DES CAPITAUX ET DU CRÉDIT

201. Le représentant d'Haïti s'est déclaré persuadé que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts pour trouver des groupes financiers et industriels intéressés à l'exploitation des vastes ressources des terres de la province du Sud.

202. Le représentant du Guatemala a jugé que l'un des problèmes essentiels qui se posaient dans le Territoire était de trouver des capitaux suffisants, non seulement pour financer les entreprises productives, mais également pour parfaire l'infrastructure économique. La situation exigeait des mesures énergiques et audacieuses de la part de l'Autorité administrante.

203. Le représentant de la France a estimé que l'Autorité administrante ne ménageait aucun effort pour rassembler le plus de capitaux possibles pour les programmes de développement. Ces efforts permettraient d'élever le niveau de vie des habitants.

204. Le représentant de l'Australie a fait observer qu'il existait une relation étroite entre la confiance qu'auraient les capitalistes disposés à faire des investissements et les chances d'obtenir des capitaux en provenance de l'étranger.

205. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que, malgré les subventions généreuses de l'Autorité administrante, il faudrait émettre un emprunt pour obtenir des crédits supplémentaires permettant d'exécuter les plans à long terme de développement économique. En outre, il a noté avec satisfaction que les prêts consentis par les quatre organismes de crédit dirigés par le gouvernement s'étaient accrus régulièrement en nombre et en valeur.

206. Le représentant de l'Italie a félicité l'Autorité administrante d'avoir poursuivi, en général, une politique fiscale saine.

207. Selon le représentant de l'Autorité administrante, on espérait qu'une mission de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement se rendrait dans le Territoire et qu'elle présenterait un grand nombre de recommandations précieuses.

IV. — PROGRÈS SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

ASPECTS DU PROGRÈS SOCIAL

208. Les différences de race, de tribu, de coutume, de langue et de religion sont toujours les traits dominants de la structure sociale du Tanganyika. Un aspect particulier de cette situation a attiré, à diverses reprises, l'attention du Conseil de tutelle : l'Autorité administrante déclare dans ses rapports qu'aucune discrimination raciale n'existe en droit si ce n'est pour protéger la population africaine, mais certains vestiges de discrimination se manifestent encore dans des domaines sur lesquels elle n'exerce pas de contrôle direct.

209. A sa vingtième session, le Conseil a puisé un encouragement dans le fait que l'Autorité administrante lui a donné l'assurance qu'elle désirait supprimer les derniers vestiges de discrimination raciale. Là où la discrimination existe dans le domaine des relations personnelles et sociales, la politique de l'Autorité administrante est de chercher à la faire disparaître en encourageant au moyen de l'éducation l'évolution normale des esprits, sans recourir à la loi.

210. Dans la société africaine, la femme est toujours maintenue dans une condition d'infériorité et le Conseil s'est félicité des rapports indiquant que progressivement la femme s'émancipe. A sa vingtième session, le Conseil a pressé l'Autorité administrante d'accélérer cette évolution en encourageant les femmes africaines à participer activement aux affaires publiques et en développant les services de l'enseignement des filles.

211. Entre autres aspects du progrès social, le Conseil s'est préoccupé du problème des châtiments corporels, qui sont toujours infligés dans le Territoire par les tribunaux de première instance (qui, en 1956, ont prononcé 514 condamnations de ce genre et 154 autres accompagnées de peines d'amende ou d'emprisonnement, dont 505 contre des mineurs et 30 qui ont été par la suite rapportées) et les tribunaux locaux (qui ont prononcé 870 condamnations contre des mineurs, 14 pour attentats à la pudeur, 36 pour diverses voies de fait et 25 pour vol de bétail). A sa vingtième session, le Conseil a été déçu de constater qu'il n'avait pas été possible de faire de nouveaux progrès vers l'abolition complète des châtiments corporels. Il a exprimé l'espoir

que les circonstances permettraient très bientôt à l'Autorité administrante de réaliser pleinement son désir d'abolir cette peine.

CONDITIONS DU TRAVAIL ET ORGANISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

212. Les employés et salariés représentent une proportion relativement réduite de la population. Le nombre de non-Africains occupant un emploi rémunéré s'élevait, lors du recensement de 1952, à 6.313 ; dans ce chiffre étaient compris 120 employeurs et 355 personnes travaillant pour leur propre compte. En 1956, les employés africains étaient au nombre de 424.209 dont la grande majorité étaient des travailleurs agricoles et des employés des services publics.

213. Selon le rapport de la Mission de visite, la plupart des travailleurs africains étaient des manœuvres non qualifiés employés en vertu de contrats de courte durée et touchant de bas salaires. Une partie notable de la main-d'œuvre se composait de travailleurs saisonniers qui cherchaient un emploi, en particulier pendant la période des récoltes, afin de compléter les revenus qu'ils tiraient de l'exploitation de leurs terres. Les mouvements de la main-d'œuvre étaient évidemment très rapides et seule une minorité d'Africains occupaient des emplois permanents.

214. Les conditions d'emploi sont réglementées par l'ordonnance de 1955 sur l'emploi qui modifie et codifie la législation du travail et contient des dispositions générales applicables, sans distinction, à toutes les races. L'ordonnance prescrit notamment des modalités détaillées d'application dans le Territoire de certaines Conventions internationales du travail, en particulier les Conventions sur le travail forcé, les sanctions pénales et l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants. Le travail obligatoire ne peut être imposé qu'avec le consentement du Gouverneur, soit *a*) sous forme de petits services à prêter par les membres d'une collectivité dans l'intérêt direct de cette collectivité, soit *b*) pour faciliter les déplacements de fonctionnaires en mission, assurer le transport d'approvisionnements du gouvernement ou l'acheminement de communications ou permettre le transport urgent de malades ou de blessés ; dans tous les cas, le travail obligatoire doit être rémunéré à des taux non inférieurs à ceux qui sont en vigueur pour des services analogues non imposés. A sa vingtième session, le Conseil a suggéré que l'on étudie la possibilité d'assurer les services de porteurs sans avoir à user de contrainte. La Mission de visite a dit avoir reçu plusieurs demandes d'abolition du « travail forcé », et s'est déclarée convaincue que le développement progressif des services locaux permettra peu à peu de ne pas avoir recours au travail obligatoire, du moins en ce qui concerne les travaux d'intérêt collectif ; cette opinion s'est trouvée confirmée par la réduction sensible du nombre des personnes employées dans ces condi-

tions, qui est passé de 6.551 en 1952-1953 à 2.174 en 1956-1957.

215. Le fait qu'il y a, parmi les ouvriers africains, une forte proportion de travailleurs saisonniers migrants a mis obstacle à la constitution d'une main-d'œuvre permanente et stable, et c'est là probablement, selon la Mission de visite, un des facteurs qui influent sur les salaires des manœuvres non qualifiés dont le niveau, en dépit d'augmentations récentes, est généralement bas. Le taux des salaires varie selon le genre et le lieu du travail. Pour l'ensemble du Territoire, dans toutes les branches d'activité, le salaire moyen a augmenté de 7,5 pour 100 environ en 1956, à la suite de l'augmentation générale des traitements dans les services publics. À la fin de 1956, le salaire mensuel type payé dans les services publics aux travailleurs non qualifiés variait entre 38 shillings 50 cents dans la province du Lac, 62 shillings 50 cents dans la province de l'Est et 78 shillings (salaires versés par les autorités municipales) à Dar-es-Salam. Dans l'agriculture, le salaire mensuel type pour les travailleurs logés et nourris variait entre 23 shillings 50 cents dans les Hautes Terres du Sud et 40 shillings dans la province de l'Est. Les salaires moyens les plus élevés étaient ceux des dockers de Tanga (150 shillings) et de Dar-es-Salam (120 shillings) qui ne sont ni logés ni nourris. En décembre 1957, un salaire minimum légal de 42 cents l'heure a été fixé pour tous les travailleurs de la municipalité de Dar-es-Salam.

216. Un important changement intervenu au cours de ces dernières années est le développement d'un mouvement syndical que la Mission a qualifié d'actif. Le nombre des syndicats enregistrés est passé de 6 en 1955 à 27 à la fin de 1956. Quinze de ces syndicats sont affiliés à un organe central, la Fédération tanganyikaise du travail (Tanganyika Federation of Labour) fondée en octobre 1955. La création de ces nouveaux syndicats a été accompagnée d'une série de conflits du travail. Les négociations qui ont suivi ont abouti à un certain nombre d'améliorations, notamment à des recommandations tendant à créer un organisme permanent de négociations, à instituer un système de fixation des salaires pour les cas où les négociations collectives se révéleraient impossibles et à établir un comité mixte permanent des relations du travail (Joint Standing Industrial Relations Committee) qui se réunirait à intervalles réguliers. L'activité des nouveaux syndicats a eu pour autre conséquence d'accélérer l'adoption, en décembre 1956, d'une nouvelle ordonnance relative aux syndicats. La Fédération du travail s'est opposée à l'application de la nouvelle ordonnance dont elle disait qu'elle avait été élaborée précipitamment, pendant une grève, afin de faire pression sur les syndicats. La Fédération a souligné qu'elle n'avait pas été consultée avant l'adoption de l'ordonnance et que les suggestions qu'elle avait formulées à son égard n'avaient pas été prises en considération. La Fédération s'est élevée contre nombre des dispositions de l'ordonnance, mais la Mission a fait remarquer que les dispositions en

question, qui prévoient notamment que tous les membres d'un syndicat, le secrétaire et le *registrar* exceptés, doivent être des personnes effectivement employées dans la branche d'activité considérée, que les fonds ne peuvent être utilisés qu'à des fins déterminées dans l'intérêt du syndicat, et que les décisions de fusion ou de fédération avec un autre syndicat doivent être approuvées à une majorité déterminée, étaient toutes essentiellement destinées à protéger les intérêts des syndiqués. La Mission n'a pas estimé que ces dispositions restreignaient en aucune manière la liberté d'association. L'Autorité administrante a fait aussi observer que l'ordonnance avait été très longtemps à l'étude et n'avait pas été spécialement présentée afin de donner au gouvernement des pouvoirs étendus pour régler une situation particulière.

217. En ce qui concerne d'une manière générale l'évolution récente de cette situation, la Mission a déclaré que la soudaine apparition et le développement rapide d'un mouvement syndical constituaient l'un des progrès les plus importants et les plus encourageants qui aient été accomplis dans le Territoire et que, s'il était bien orienté, ce mouvement pouvait grandement contribuer, non seulement à améliorer le sort des habitants, mais encore à favoriser et à accélérer le développement économique du Territoire. La Mission a estimé, cependant, qu'au stade actuel, nombre de syndicats avaient besoin non seulement de dirigeants possédant la formation nécessaire, mais encore d'un programme éducatif à l'intention de leurs membres, pour être pleinement en mesure de jouer le rôle qui leur revient en tant qu'organisations de travailleurs ayant un caractère constructif. La Mission a exprimé l'espoir que les syndicats contribueraient à bénéficier, et dans une mesure plus large encore que par le passé, des conseils et de l'aide précieuse du Trade Union Congress britannique et de la Confédération internationale des syndicats libres. Il fallait développer sensiblement les services consultatifs que le gouvernement fournissait par l'intermédiaire du Département du travail, et inciter les syndicats à recourir à ces services.

218. D'une façon générale, la Mission a estimé que la situation de la main-d'œuvre devait être très sensiblement améliorée. À cette fin, il fallait tout d'abord accroître la stabilité de la main-d'œuvre et cela ne pourrait vraisemblablement être accompli que si les conditions de travail et les niveaux de vie s'amélioraient. De l'avis de la Mission il existait entre le niveau très bas des salaires et la productivité incontestablement faible de la main-d'œuvre non spécialisée une interaction créant un cercle vicieux. Dans bien des cas, l'amélioration de l'un de ces éléments entraînerait, en fin de compte, une amélioration de l'autre. La Mission a recommandé que le gouvernement et les industries privées coopèrent pour assurer l'enseignement des techniques fondamentales afin d'accroître le rendement des travailleurs non spécialisés, en faisant appel au concours des groupements de travailleurs, partout où ils existent. On pourrait pour commencer entre-

prendre l'exécution de programmes de formation de cette nature dans certains secteurs de l'agriculture où il existe des entreprises relativement importantes. L'Autorité administrante, tout en acceptant cette recommandation comme objectif de sa politique, a signalé que ce problème, dont la solution dépend essentiellement de l'industrie elle-même, était compliqué par le fait que la majorité des manœuvres sont des travailleurs migrants sans emploi permanent. Le gouvernement organise néanmoins des cours sur les méthodes visant à accroître l'efficacité du personnel, et la Tanganyika Agricultural Corporation vient de commencer d'appliquer un programme de formation professionnelle pour ses ouvriers.

219. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note le développement rapide du mouvement syndical dans le Territoire et félicite l'Autorité administrante des efforts qu'elle fait pour offrir aux dirigeants syndicaux des facilités de formation. Le Conseil, reconnaissant qu'un mouvement syndical bien organisé, ayant à sa tête des dirigeants expérimentés, peut jouer un rôle important dans le développement futur du Territoire, exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à encourager les dirigeants syndicaux à profiter des moyens de formation et des services consultatifs mis à leur disposition par le gouvernement et souscrit à l'opinion de la Mission de visite concernant la nécessité, non seulement de former des dirigeants syndicaux, mais aussi d'enseigner aux syndiqués les principes et les méthodes du syndicalisme.

Le Conseil note avec satisfaction la création d'un conseil du salaire minimum à Dar-es-Salam et l'application de la législation sur le salaire minimum qui est envisagée dans d'autres villes. Il constate également que les salaires moyens ont augmenté depuis 1956. A cet égard, le Conseil, rappelant que la Mission de visite a émis l'avis que, pour donner à la main-d'œuvre la possibilité de gagner davantage, il convient d'accroître la productivité des travailleurs non spécialisés en assurant l'enseignement des techniques fondamentales partout où c'est possible, prend acte des observations de l'Autorité administrante selon lesquelles, bien que la solution de ce problème, d'ailleurs compliqué par l'instabilité de la main-d'œuvre, incombe essentiellement à l'industrie, le gouvernement organise néanmoins des cours sur les méthodes propres à accroître l'efficacité du personnel et selon lesquelles la Tanganyika Agricultural Corporation a entrepris l'exécution d'un programme de formation à l'intention des travailleurs agricoles. Le Conseil invite l'Autorité administrante à ne pas perdre de vue la possibilité d'élever le niveau des salaires par ces moyens ou tous autres moyens appropriés.

SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

220. A sa vingtième session, le Conseil a noté qu'un nouveau plan de développement des services médicaux et sanitaires pendant la période 1956 à

1961 avait été mis au point et adopté, et il a particulièrement apprécié l'importance attachée aux services préventifs.

221. L'expansion des services sanitaires s'est poursuivie tant du point de vue du personnel employé (462 personnes en 1956) que sous l'angle des dépenses (qui sont passées de 1.000.000 livres en 1954-1955 à 2.500.000 en 1955-1956). Néanmoins, le Territoire est gêné, dans ce domaine également, par le manque de crédits. En 1956, il a fallu relever le chiffre des dépenses d'équipement à engager au titre du nouveau plan de développement, et le gouvernement n'a pas été en mesure d'indiquer s'il serait possible de disposer des sommes nécessaires pour exécuter le plan dans les délais prévus ; le plan a donc été accepté comme une déclaration de principe à mettre en œuvre selon les possibilités financières.

222. Pendant la première phase de développement à laquelle le plan actuel doit faire suite, les services curatifs ont reçu une extension considérable : dans presque toutes les provinces, on a construit de nouveaux hôpitaux et le nombre des lits est passé de moins de 4.000 en 1949 à 5.886 à la fin de 1956. La Mission de visite a félicité l'Autorité administrante des résultats obtenus dans ce domaine.

223. En vertu des projets actuels, la plus grande partie des capitaux fournis en vue du développement serviront à poursuivre l'expansion des services hospitaliers et notamment à remplacer les bâtiments anciens qui ne répondent plus aux besoins modernes. L'objectif ultime est d'avoir un hôpital public dans chaque chef-lieu de district et un lit d'hôpital par 1.000 habitants pour les principaux groupes de population. En 1956, le chiffre s'établissait à environ 0,6 lit par 1.000 habitants.

224. Un aspect très important du développement des services hospitaliers sera l'achèvement du nouvel hôpital général de Dar-es-Salam, qui comprendra un centre de formation ; la Mission en a retiré une impression très favorable ; d'autre part, cinq nouveaux hôpitaux, de 60 lits chacun, ont été ouverts pendant la période considérée, et deux autres étaient en cours de construction.

225. La Mission a constaté qu'au cours des cinq dernières années, le développement des services préventifs dans les régions rurales n'avait pas été aussi marqué que celui des services hospitaliers, cela surtout parce qu'il avait fallu organiser la formation de personnel. Cette formation est maintenant assurée dans une certaine mesure et l'on commence à disposer du personnel voulu. Les projets de développement des services sanitaires ruraux constituent un élément important, mais moins onéreux, du nouveau plan. L'objectif ultime est de remplacer les dispensaires rudimentaires qui existent actuellement dans les régions rurales par des centres sanitaires comprenant un dispensaire, un service d'hygiène maternelle et infantile et un bureau sanitaire, dotés d'un personnel qualifié d'environ 10 personnes, mais cet objectif ne pourra être atteint avant de nombreuses années, en raison des difficultés financières et du manque de personnel

qualité. Au cours des cinq prochaines années, on compte ouvrir 40 centres sanitaires disposant de tous les services nécessaires — soit environ 25 pour 100 du nombre voulu — qui représenteront l'échelon intermédiaire entre les dispensaires et les hôpitaux de district. Les services préventifs du Territoire ont aussi été assistés de diverses manières ; en particulier, l'OMS et le FISE leur ont envoyé des spécialistes chargés de procéder à des enquêtes spéciales et leur ont procuré du matériel et des fournitures.

226. Depuis 1950, des progrès importants ont été réalisés dans la formation de personnel médical africain. En 1956, 515 assistants et auxiliaires médicaux, inspecteurs sanitaires, infirmières et sages-femmes recevaient une formation en cours d'emploi. Cent quatre vingt quinze personnes environ ont achevé leurs études au cours de l'année 1956 ; on compte que, lorsque le plan aura été entièrement exécuté, le chiffre sera de 427 environ.

227. Pour assurer le fonctionnement de services médicaux plus nombreux, on espère que le total des médecins employés par le gouvernement atteindra 187 à la fin de l'exécution du plan ; il n'était que de 143 en 1955-1956, ce qui implique le recrutement de neuf nouveaux médecins par an. On a également prévu un accroissement des effectifs du personnel d'autres catégories : infirmières, inspecteurs sanitaires et infirmières spécialisées.

228. La Mission s'est rendu compte que les services sanitaires étaient toujours loin de répondre aux besoins et qu'ils seraient encore insuffisants après l'exécution du plan actuel. Elle a cependant estimé que l'Autorité administrante faisait des efforts appréciables, avec les moyens dont elle disposait, pour améliorer la situation. Elle a noté que sur un total de 430 médecins qui exerçaient dans le Territoire en 1956 — médecins de l'Administration, des missions ou des entreprises industrielles et médecins ayant une clientèle particulière — huit seulement étaient Africains. Tout en prenant note des plans qui prévoient la future formation d'auxiliaires médicaux africains et tout en rappelant qu'en 1957 il y avait 10 étudiants en médecine à Makerere, la Mission a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante s'attacherait tout spécialement à encourager un nombre plus grand d'Africains à faire des études supérieures de médecine et à leur en donner la possibilité. En 1957, un autre médecin africain est entré au service du gouvernement, ce qui a porté à neuf le nombre total des médecins africains.

229. La Mission a été informée que la tuberculose commençait à poser un problème sanitaire très grave dans certaines parties du Territoire, et plus particulièrement dans les régions où elle était inconnue jusque-là. Elle a reconnu la valeur des enquêtes et d'autres travaux de l'Autorité administrante dans ce domaine, mais elle a considéré que l'Autorité administrante devrait faire des efforts spéciaux pour combattre la maladie quand il est encore possible de l'enrayer. Le Conseil a été informé, à sa vingt et unième session, qu'en 1957 un programme de lutte contre la tuberculose a commencé d'être appliqué

dans la province du Sud et qu'une équipe d'experts envoyés par l'OMS procédait, dans la même région, à une enquête détaillée qui aiderait à déterminer l'incidence de la maladie et à élaborer, pour lutter contre elle, un programme adapté aux conditions spéciales du Territoire.

230. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil est heureux de constater le développement continu des services sanitaires qui s'est traduit par l'augmentation du personnel médical et infirmier et la construction de nouveaux hôpitaux. Il note avec une satisfaction particulière l'importance donnée à l'extension des services préventifs dans le nouveau plan quinquennal, lequel prévoit la création de 40 centres sanitaires préventifs dans les régions rurales, et il se félicite de voir que la population participe de plus en plus aux programmes locaux de santé publique.

Le Conseil, reconnaissant que l'Autorité administrative fait des efforts appréciables pour améliorer les services sanitaires, mais estimant que de nouveaux efforts sont encore nécessaires, exprime l'espoir que l'Autorité administrante encouragera des Africains munis des titres requis à faire des études supérieures de médecine, de manière que soient utilisés au maximum les moyens de formation médicale qu'offre le Collège universitaire de Makerere.

Le Conseil considère avec inquiétude les progrès de la tuberculose signalés par la Mission de visite et prie l'Autorité administrative de prendre toutes les mesures appropriées pour lutter contre cette maladie, en tenant compte des suggestions de l'Organisation mondiale de la santé.

Le Conseil se félicite du concours que l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance prêtent au Tanganyika dans le domaine de la santé publique. Ayant pris note des observations de l'Organisation mondiale de la santé concernant les services médicaux et sanitaires du Territoire (T/1365), le Conseil les recommande à l'attention de l'Autorité administrative.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

ASPECTS DU PROGRÈS SOCIAL

231. Le représentant d'Haïti a estimé que l'Autorité administrante devrait entreprendre une campagne éducative afin de faire disparaître les préjugés qui sont la cause de la discrimination raciale.

232. Le représentant de la Birmanie a été déçu de constater que la situation générale du Territoire indiquait que les Africains étaient victimes de mesures discriminatoires dans tous les domaines, et il a demandé à l'Autorité administrative de prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à cet état de choses.

233. Tout en notant les progrès qui avaient été accomplis dans les domaines social et médical, ainsi qu'en ce qui concerne la protection de la main-d'œuvre, le représentant de la Birmanie a pensé que l'action entreprise devrait être développée. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante pourrait rendre compte, dans son prochain rapport annuel, des mesures prises pour faire face au problème posé par l'arrivée d'un grand nombre d'Africains non qualifiés dans les zones urbaines.

234. Le représentant de la France a pris acte des efforts réels de l'Autorité administrante dans le domaine social.

235. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante d'avoir continué à mettre à la disposition du Territoire des sommes considérables pour l'établissement des services sociaux.

236. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait siennes les observations de la Mission de visite touchant l'abîme qui existe entre la situation sociale des Africains et celle des non-Africains, ainsi que la discrimination raciale constatée dans le Territoire. Les Africains n'occupaient que des postes inférieurs, leur salaire était infiniment plus faible que celui des Européens et ils étaient considérés comme des citoyens de deuxième zone. Il fallait recommander à l'Autorité administrante de mettre fin sans plus tarder à la discrimination raciale sous toutes ses formes, d'accroître les droits des femmes et d'abolir les châtiments corporels.

CONDITIONS DU TRAVAIL ET ORGANISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

237. Le représentant de la Chine a pensé, comme la Mission de visite, qu'il faudrait créer un système de consultation paritaire chaque fois que la main-d'œuvre aurait atteint un degré d'organisation suffisant ; en outre, une collaboration étroite était nécessaire entre le gouvernement et l'industrie afin d'enseigner les techniques de base aux travailleurs non spécialisés.

238. Le représentant du Guatemala a constaté avec une satisfaction particulière l'apparition d'un mouvement syndical de plus en plus vigoureux.

239. Le représentant de la République arabe unie a dit que des relations tendues existaient entre l'Autorité administrante et la Fédération tanganyikaise du travail, mais que si la législation du travail était bien formulée et bien expliquée, la Fédération du travail accueillerait avec faveur un franc échange de vues.

240. Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle déployait pour fournir les moyens de formation nécessaires aux chefs syndicaux et il a exprimé l'espoir que les syndicats seraient dorénavant plus disposés à en tirer parti.

241. Le représentant du Guatemala a été encouragé par la participation croissante de la population aux programmes sanitaires locaux, qui montrait que les habitants s'intéressaient davantage aux questions d'hygiène. Il fallait, a-t-il dit, élargir les services antipaludiques, étendre aux autres provinces les mesures de lutte antituberculeuse introduites dans la province du Sud et se procurer un stock suffisant de vaccin contre la poliomyélite. Le représentant du Guatemala a été heureux de noter que le nouveau plan quinquennal envisageait la création de 40 centres sanitaires ruraux. On manquait encore de personnel médical bien formé, en particulier de médecins africains.

242. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante du développement et de la bonne organisation des services médicaux ; il a rendu hommage aux missions chrétiennes qui assument une large part de l'action médicale.

243. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a jugé que la situation des services sanitaires demeurerait sérieuse. L'incidence de la tuberculose était inquiétante et sa propagation qui atteignait les proportions d'une épidémie indiquait clairement que les conditions de vie et autres étaient mauvaises. Il était imprudent de s'en remettre entièrement à la vaccination par le BCG dans la lutte contre la tuberculose ; il fallait prendre d'urgence des mesures pour améliorer les conditions de vie et la nutrition et pour appliquer des dispositions en vue de protéger la main-d'œuvre dans les régions les plus touchées. L'Autorité administrante devait aussi rechercher les moyens de construire de nouveaux hôpitaux à cette fin.

244. Le représentant de l'Italie a noté l'amélioration manifeste réalisée dans différents domaines de la santé publique.

V. — PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT

245. L'organisation et l'administration de l'enseignement au Tanganyika, qui diffèrent suivant que les enfants appartiennent à l'un ou à l'autre des quatre groupes raciaux, ont été décrites dans les rapports antérieurs du Conseil. La plupart des écoles sont gérées par des organismes bénévoles subventionnés par l'Administration. Le total des sommes dépensées en 1956 par le Département de l'éducation et par les autorités locales au titre de l'enseignement des Africains s'élève à 1.045.827 livres ; en outre, les organismes bénévoles ont dépensé 435.655 livres ; les dépenses du Département de l'éducation au titre

de l'enseignement des Européens et des Indiens se sont élevées respectivement à 567.832 livres et 588.806 livres. Les autres dépenses pour l'enseignement des non-Africains se sont élevées à 37.555 livres.

246. En ce qui concerne la politique de l'enseignement, le Conseil a consacré dans le passé une attention particulière à la question de la séparation des écoles sur une base raciale. Il a estimé que c'était là un obstacle au développement d'une société unifiée et homogène. Le Conseil ainsi que ses missions de visite ont fait de nombreuses recommandations au sujet de l'opportunité de créer des écoles interraciales et d'unifier l'organisation de l'enseignement dans le Territoire.

247. Tout en admettant qu'elle devra finalement instituer un système d'enseignement unifié, l'Autorité administrante a rappelé les raisons qui rendent difficile l'organisation d'un enseignement interracial. Ce sont les suivantes : a) l'opinion courante selon laquelle l'enseignement primaire doit être donné dans la langue maternelle des enfants ; b) il serait beaucoup plus difficile d'instituer un enseignement primaire obligatoire si tous les maîtres devaient être capables d'enseigner en anglais, seule langue commune à tout le Territoire ; c) il est nécessaire de dispenser un enseignement approprié aux enfants des experts et du personnel d'outre-mer, dont la présence est indispensable au développement rapide du Territoire.

248. A sa vingtième session, le Conseil a rappelé qu'il avait déjà examiné les raisons d'ordre pratique pour lesquelles l'Autorité administrante maintient des établissements scolaires distincts suivant le groupe racial auquel appartiennent les élèves ; néanmoins, il a invité de nouveau instamment l'Autorité administrante à prendre des mesures pour unifier le système d'enseignement dès que cette unification sera réalisable.

249. Tout en appréciant la valeur des mesures que l'Autorité administrante avait prises en vue d'unifier le système d'enseignement, la Mission de visite de 1957 a noté que les progrès accomplis dans ce sens étaient peu rapides et a estimé que l'Autorité administrante devrait prendre des initiatives plus résolues pour introduire un enseignement interracial, en adoptant, sinon des mesures législatives à cet effet, du moins une ferme déclaration de principe ou des mesures positives en vue de persuader la population européenne et la population asiatique de sa nécessité. La Mission a estimé que la situation sociale et politique du Territoire n'empêchait nullement et semblait même, en fait, rendre nécessaire une politique tendant à ouvrir toutes les écoles secondaires aux enfants qui possèdent les aptitudes requises et à fournir une assistance généreuse, sous forme de bourses, aux enfants, et en particulier aux enfants africains, qui ne peuvent payer le coût de ces études. La Mission a estimé en outre que l'Autorité administrante devrait s'attacher à supprimer résolument tous les obstacles qui entravent encore l'unification de l'enseignement secondaire et a émis l'avis que les dispositions actuelles en vertu desquelles

des autorités différentes sont chargées de l'organisation et du contrôle de systèmes d'enseignement complètement distincts devraient être modifiées de façon à prévoir un contrôle et des attributions modifiées.

250. En ce qui concerne l'argument selon lequel l'enseignement primaire devrait être dispensé dans la langue maternelle, la Mission a noté que beaucoup d'enfants africains ne recevaient pas en fait l'enseignement dans leur langue maternelle mais en souahéli, qui est la *lingua franca* employée surtout dans les zones côtières et les centres urbains. Au fur et à mesure que l'enseignement de l'anglais sera introduit dans les écoles primaires, un nombre de plus en plus grand d'enfants sauront l'anglais, ce qui facilitera beaucoup l'unification de l'enseignement. La formation de maîtres capables d'enseigner en anglais dans les écoles primaires revêt donc une importance capitale et la Mission a invité instamment l'Autorité administrante à persister dans les efforts qu'elle déploie à cet effet.

251. A sa vingtième session, le Conseil, persuadé que l'existence d'une langue commune contribue de façon importante à l'unification de l'enseignement, a estimé, comme l'Autorité administrante, qu'il y avait intérêt à enseigner l'anglais dans les écoles primaires.

252. Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité administrante a expliqué qu'une des principales difficultés qui l'empêchent actuellement d'unifier l'enseignement secondaire et d'ouvrir toutes les écoles secondaires aux enfants possédant les aptitudes requises est l'absence de ressources financières. Actuellement, les communautés non-africaines contribuent dans une mesure notable aux frais de l'éducation de leurs enfants et les moyens d'enseignement ainsi obtenus suffisent juste à répondre à leurs besoins ; en outre, les droits de scolarité payés par les non-Africains sont de beaucoup supérieurs à ceux que paient les Africains. Si le système scolaire devait être unifié, il faudrait soit que le gouvernement augmente considérablement ses dépenses, soit que l'on refuse à un certain nombre d'enfants non-africains l'accès d'écoles à la construction desquelles les communautés non-africaines ont particulièrement contribué, au prix de sacrifices considérables. De l'avis de l'Autorité administrante, cette dernière solution tendrait plutôt à engendrer la mésentente entre les races qu'à la faire disparaître. La politique de l'Autorité administrante consiste à introduire l'éducation raciale progressivement, à partir du sommet. Actuellement, l'enseignement postsecondaire est ouvert à toutes les races et l'on envisage d'admettre, le moment venu, un certain nombre d'enfants non européens à l'école secondaire qui est en cours de construction près d'Iringa. En outre, le gouvernement favorise activement la création, dans la province des Hautes Terres du Sud, d'une école préparatoire interr raciale. En ce qui concerne l'enseignement de l'anglais dans les écoles primaires, l'Autorité administrante a informé le Conseil de tutelle que son intention était d'enseigner l'anglais

a partir de la classe III, mais qu'elle se heurtait notamment à une difficulté: le nombre limité des maîtres africains capables d'enseigner l'anglais à ce degré. Afin de surmonter cette difficulté, on a spécialement prévu d'insister, dans les écoles normales, davantage sur l'anglais et sur son enseignement dans les classes III et IV.

253. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

Le Conseil, rappelant ses recommandations concernant l'intérêt que présenterait l'unification du système d'enseignement dans le Territoire, et constatant les mesures que l'Autorité administrante a déjà prises en vue de la réalisation de cette fin, prend note de l'observation de la Mission de visite, selon laquelle les progrès dans cette direction ont été lents, et exprime l'espoir que l'Autorité administrante mènera une action plus positive pour introduire aussitôt que possible l'enseignement interracial.

Le Conseil, estimant, comme la Mission de visite et l'Autorité administrante, que l'anglais devrait être enseigné le plus tôt possible dans les écoles primaires, prend note avec intérêt de la déclaration dans laquelle l'Autorité administrante indique que l'on se propose d'enseigner l'anglais à partir de la classe III et que pour surmonter l'une des difficultés auxquelles on se heurte, à savoir le nombre limité de maîtres africains capables d'enseigner l'anglais dans les écoles primaires, on a prévu, dans les centres de formation pédagogique, des cours supplémentaires d'anglais ainsi que des cours sur les méthodes à appliquer pour l'enseigner dans les classes III et IV.

Le Conseil a pris note des observations de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur les progrès de l'enseignement dans le Territoire (T/1355) et il les recommande à l'attention de l'Autorité administrante.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, MOYEN ET SECONDAIRE

254. Le tableau suivant indique le nombre total des écoles primaires et secondaires, y compris les écoles non subventionnées, et celui de leurs élèves en 1955 et 1956 (au 1^{er} novembre).

255. L'enseignement des Africains a été développé jusqu'en 1956 dans le cadre du plan décennal. Un nouveau plan de cinq ans, qui a été accueilli avec satisfaction par le Conseil à sa vingtième session, a été approuvé et, tant que déclaration de principe par le Conseil législatif en octobre 1956, mais, en raison de difficultés d'ordre financier, il ne sera mis en œuvre que dans la mesure où les crédits nécessaires seront disponibles et son exécution, selon la déclaration de l'Autorité administrante, prendra probablement six ou sept ans. Le but fixé dans le plan antérieur était d'obtenir que 310.000 enfants, c'est-à-dire 36 pour 100 des enfants africains en âge de fréquenter l'école primaire, soient inscrits dans les écoles primaires publiques et subventionnées, alors que ces écoles comptaient 139.490 élèves en 1949. En 1956,

	Africains	Asiatiques	Européens	Autres non-Africains
Nombre d'écoles				
Primaires:				
1955 . .	2.378	114	30	4
1956 . .	2.589	118	30	5
Moyennes^a:				
1955 . .	330			
1956 . .	357			
Secondaires:				
1955 . .	26	38	2	3
1956 . .	26	35	2	3
Effectifs des écoles				
Primaires:				
1955 . .	310.089	13.716	1.949	823
1956 . .	336.079	14.461	2.061	989
Moyennes^a:				
1955 . .	30.485			
1956 . .	32.845			
Secondaires:				
1955 . .	1.813	4.897	274	237
1956 . .	2.409	5.586	332	263

^a Ces chiffres comprennent un certain nombre d'écoles de district (classes V-VI) et de classes présecondaires (classes VII-VIII) en voie de disparition.

329 832 enfants, soit environ 20.000 de plus que le chiffre prévu, étaient inscrits dans ces écoles; en outre, 6.247 enfants fréquentaient des écoles primaires non subventionnées. Le nombre total des écoles primaires, y compris les écoles non subventionnées, est passé de 1.312 en 1949 à 2.589 en 1956. Les résultats obtenus ont donc été bien supérieurs aux objectifs fixés en ce qui concerne la fréquentation des écoles primaires.

256. A la différence de l'ancien plan, qui visait surtout à augmenter le nombre des écoles primaires, où le cycle des études est de quatre ans, le nouveau plan de cinq ans vise à augmenter de façon appréciable le nombre des écoles moyennes, qui assurent également un cycle d'enseignement de quatre ans; les écoles secondaires seront également développées au maximum, compte tenu de leur bonne marche, et l'on prévoit aussi une certaine extension de l'enseignement commercial et technique. On ouvrira seulement un nombre limité d'écoles primaires nouvelles et l'on fera porter les efforts sur l'amélioration des écoles existantes. D'après les renseignements reçus, plus de 50 écoles moyennes nouvelles étaient en construction à la fin de 1957.

257. Pendant son séjour dans le Territoire, la Mission a été saisie de nombreuses plaintes relatives au système d'enseignement primaire et moyen. Elle a déclaré comprendre que l'on puisse juger insuffisant un cycle de quatre ans d'études primaires et douté qu'il puisse permettre d'acquérir une instruction de base suffisante. En outre, le fait qu'en 1956 seuls 18 pour 100 des garçons et 12 pour 100 des filles ayant achevé leurs études primaires ont été admis à l'école moyenne illustre, comme l'avait dit lui-même le Département de l'éducation, le très grand écart qui subsistait entre l'intention déclarée des autorités — la généralisation du cycle primaire de

huit ans — et sa réalisation. A la fin de la mise en œuvre du nouveau plan, qui vise à doubler le nombre des écoles moyennes, environ 30 pour 100 des garçons et 16 pour 100 des filles achevant leurs études primaires pourront être admis à l'école moyenne ; ainsi, même dans six ou sept ans, on sera loin de pouvoir offrir jusqu'à huit années d'enseignement aux enfants qui auront achevé le cycle d'études primaires de quatre ans, et encore moins à tous les enfants. La Mission a estimé que l'Autorité administrante devrait redoubler d'efforts, non seulement pour accroître le nombre des écoles primaires, mais aussi pour réduire l'écart qui subsiste entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen. L'Autorité administrante a toutefois fait observer que le rythme auquel cette réforme peut être accomplie est fonction des disponibilités financières. Elle a fait observer qu'entre 1950 et 1956, près de 200 écoles moyennes ont été ouvertes et que 238 autres seraient créées en vertu du présent plan quinquennal.

258. La Mission a estimé également que l'Autorité administrante et les Africains eux-mêmes devraient veiller davantage à ce que soient occupées toutes les places disponibles dans les écoles primaires, et surtout dans les écoles moyennes, et à réduire fortement la déperdition des effectifs, qui est particulièrement importante au niveau de l'enseignement moyen. La Mission a considéré, à ce sujet, que lorsqu'il n'y avait pas assez d'élèves reçus au concours d'entrée dans les écoles moyennes, l'Autorité administrante pourrait envisager d'admettre à ces écoles les mieux doués des candidats malheureux. La Mission a également suggéré que l'Autorité administrante s'efforce d'étendre à d'autres régions du Territoire la disposition qui est déjà appliquée dans certains districts et qui rend la fréquentation scolaire obligatoire pour tout enfant inscrit dans une école.

259. La Mission a noté qu'un autre facteur qui nuit aux inscriptions, notamment dans les écoles moyennes, et qui a été signalé par les Africains et mentionné dans le nouveau plan de cinq ans, était l'incapacité dans laquelle se trouvent les parents d'acquitter les droits de scolarité, malgré le système d'exemptions qualifié de généreux par le plan. Le nouveau plan prévoit l'augmentation des droits de scolarité dans les écoles de toutes catégories et une diminution des exemptions. La Mission a estimé que le versement des 250 shillings (internat) ou même des 90 shillings (externat) que coûte l'inscription d'un enfant dans une école moyenne doit représenter une charge impossible à supporter pour bien des parents africains. Elle a noté en outre qu'à l'avenir le système d'exemptions serait moins libéral que par le passé et elle a estimé que l'Autorité administrante devrait revoir la question en vue de fixer des droits moins élevés et de consentir des exemptions plus généreuses dans le cas des familles nécessiteuses. La Mission a également constaté avec regret que les droits perçus dans les écoles secondaires et déjà relativement élevés allaient être portés de 250 à 300 shillings par an.

260. A sa vingt et unième session, le Conseil

a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note qu'en raison de l'accroissement important des effectifs des écoles primaires au cours des dernières années, le pourcentage des enfants qui poursuivent leurs études au-delà du niveau primaire a diminué. Relevant, à ce propos, que le nouveau plan quinquennal d'enseignement vise tout particulièrement à développer l'enseignement moyen et secondaire, en prévoyant notamment la construction de 238 écoles moyennes supplémentaires, à raison d'environ 40 écoles par an, le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que ces nouvelles écoles postprimaires soient construites et pleinement utilisées aussitôt que possible, en tenant tout particulièrement compte de la nécessité de réduire l'écart entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen.

Notant que, d'après l'Autorité administrante, l'un des principaux objectifs du plan quinquennal d'enseignement est d'améliorer la qualité de l'instruction primaire en améliorant celle de l'enseignement primaire, en prévoyant des visites d'inspection et de surveillance plus fréquentes et en instituant un système d'horaire unique dans les classes III et IV, le Conseil partage l'opinion de l'Autorité administrante en ce qui concerne l'importance de cet objectif. De plus, le Conseil rappelle qu'il a déjà exprimé l'espoir que le nombre des écoles sera finalement suffisant pour que l'enseignement primaire tout au moins puisse être rendu obligatoire et gratuit.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET PROFESSIONNEL

261. Il n'y a pas d'établissements d'enseignement supérieur au Tanganyika. Dans le passé, l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont tous deux appelé l'attention sur la nécessité de développer l'enseignement supérieur. Le Conseil a donc appris avec satisfaction, à sa vingtième session, que l'Autorité administrante se proposait de créer un collège universitaire dans le Territoire. Il a exprimé l'espoir que, tant que l'université n'aurait pas été effectivement créée, on accorderait un plus grand nombre de bourses d'études à l'étranger, notamment aux étudiants africains, et il a accueilli avec satisfaction, à cet égard, la proposition tendant à accroître les crédits destinés au développement du système des bourses. Le Conseil a également fait observer qu'il est nécessaire d'utiliser au maximum et au mieux des intérêts du Territoire les services des étudiants qui reviennent après avoir fait des études à l'étranger.

262. En 1956, une fondation en faveur de l'enseignement supérieur a été instituée en vue de la création d'établissements d'enseignement supérieur ; à la fin de 1957, cette fondation disposait de plus de 740.000 livres. On a également choisi, près de Morogoro, un emplacement pour le collège universitaire et le Conseil a été informé, à sa vingt et unième session, qu'un groupe de travail, composé d'experts en matière d'enseignement se rendrait prochainement du Royaume-Uni dans le Territoire en vue de faire rapport

sur la convenance de l'emplacement. En attendant, la plupart des Africains qui font des études supérieures sont élèves de Makerere College, en Ouganda ; en 1956, 183 étudiants y étaient inscrits et 49 autres faisaient des études à l'étranger. En 1956-1957, 26 Tanganyikais, dont 16 Africains, suivaient des cours à plein temps au Royal Technical College de Nairobi. En 1957, la majorité des étudiants de toutes les institutions d'enseignement supérieur étaient titulaires de bourses.

263. En ce qui concerne la formation technique et professionnelle à l'échelon inférieur, il existe deux écoles professionnelles publiques, l'école d'Ifunda, qui avait 501 élèves en 1957, et l'école récemment ouverte à Moshi, qui en avait 96. Il existe également, à Tengeru, une école des ressources naturelles, où l'on enseigne l'agriculture, la sylviculture et l'art vétérinaire et qui avait 226 élèves à la fin de 1956. L'Institut technique interracial de Dar-es-Salam, dont une première section devait s'ouvrir en octobre 1957, formera surtout des agents de maîtrise et préparera, pour certaines spécialités, à l'entrée au Royal Technical College. Lorsqu'il sera complètement aménagé, l'Institut pourra accueillir en tout 750 élèves. De nombreux programmes de formation en cours d'emploi sont organisés à l'intérieur des services administratifs ; la Kilimanjaro Native Co-operative Union possède un collège commercial et on installe actuellement une ferme-école dans le district de Morogoro.

264. On avait projeté antérieurement de créer une troisième école technique, mais ce projet ne sera mis à exécution que lorsqu'on sera sûr de pouvoir placer sans difficulté tous les élèves formés à Ifunda et à Moshi. La Mission de visite s'est demandé si ce retard était justifié et a rappelé que, selon les renseignements qu'elle avait reçus dans le Territoire, on avait pu placer tous les élèves finissant leurs études professionnelles en 1957 et la demande de stagiaires avait dépassé l'offre. La Mission a donc estimé que la décision de remettre à plus tard la construction d'une troisième école professionnelle devrait être reconsidérée.

265. En 1955, l'Autorité administrante avait fait savoir qu'il existait en tout sept centres publics de formation technique ou professionnelle, où 717 élèves étaient inscrits ; en 1956, elle a signalé qu'il existait quatre écoles et que le nombre total des élèves était de 696.

266. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, rappelant qu'il a précédemment exprimé l'intérêt qu'il porte à l'enseignement professionnel et tenant compte du fait que le Territoire manque de personnel technique, compte que l'Autorité administrante continuera d'accorder la plus grande attention aux problèmes que pose l'accroissement des possibilités de formation professionnelle. Le Conseil est heureux d'apprendre qu'un groupe de travail composé d'experts du Royaume-Uni en matière d'enseignement se rendra

dans le Territoire et établira un rapport sur l'emplacement que l'on a provisoirement choisi, près de Morogoro, pour construire le collège universitaire prévu ; il recommande aussi à l'Autorité administrante d'étudier la suggestion selon laquelle, lorsqu'on établira le programme des cours du collège, il conviendrait d'examiner soigneusement la possibilité de prévoir des cours permettant aux étudiants d'acquérir les compétences professionnelles voulues dans le domaine des sciences appliquées et dans d'autres disciplines qui ne sont pas enseignées au collège de Makerere.

MAÎTRES ET FORMATION PÉDAGOGIQUE

267. Le nombre des maîtres des écoles primaires publiques, subventionnées et non subventionnées, s'élevait en 1956 à 5.694, dont 5.678 étaient titulaires du certificat de la deuxième catégorie (deux ans d'études à la sortie de l'école moyenne). Dans les écoles moyennes et dans les écoles de district, il y avait 1.542 maîtres, dont 995 possédaient le certificat de la deuxième catégorie et 492 le certificat de la première catégorie (deux ans d'études à la sortie de la classe X). Dans les écoles secondaires, on comptait 195 maîtres ; 176 enseignaient dans les établissements de formation pédagogique et 68 dans les écoles techniques et professionnelles.

268. En 1956, l'Autorité administrante a signalé qu'il existait en tout 36 centres de formation pédagogique au Tanganyika, la plupart de la deuxième catégorie, avec un total de 2.381 élèves (1.820 élèves-maîtres et 561 élèves-maîtresses). En outre, 172 étudiants étaient inscrits à l'Institut pédagogique de Makerere College et une douzaine d'élèves-maîtres étudiaient dans des universités britanniques et américaines.

269. En ce qui concerne les élèves-maîtres, les plans ne prévoient ni ouverture d'autres centres de la deuxième catégorie, ni augmentation sensible du nombre des maîtres qui feront leurs études dans ces centres. Deux nouveaux cours seront créés pour la formation de maîtres de la première catégorie et l'on espère augmenter le nombre annuel des maîtres qui y seront formés. Pour ce qui est des élèves-maîtresses, le gouvernement doit ouvrir un quatrième centre de la deuxième catégorie ; il existe aussi 10 centres dépendant d'organisations bénévoles. Il n'est pas prévu d'augmentation notable du nombre de maîtresses de la deuxième catégorie, car cette augmentation est subordonnée à la création de nouveaux établissements d'enseignement secondaire.

270. La Mission a exprimé l'espoir qu'il serait possible de disposer d'un nombre suffisant de maîtres de la deuxième catégorie du sexe masculin sans augmenter le nombre des centres de formation pédagogique. Elle a constaté que l'une des choses qui importaient le plus actuellement était de former des maîtres plus qualifiés et elle a noté avec satisfaction que l'on se proposait de doubler ou presque le nombre des maîtres de la première catégorie. La Mission

a noté que la formation des maîtresses constituait l'un des problèmes les plus urgents. Elle a constaté avec inquiétude qu'en 1956 il y avait peu de maîtresses de la première catégorie (21 seulement) et elle a estimé que l'Autorité administrante devrait s'attacher spécialement à améliorer la situation en ce qui concerne cet aspect particulier du progrès de l'enseignement.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT

271. Le représentant de l'Inde a recommandé instamment à l'Autorité administrante de décider que toutes les futures écoles publiques seraient interraciales.

272. Le représentant d'Haïti a souligné que le principe de systèmes d'enseignement séparés était mauvais. Il fallait que l'Autorité administrante revoie tout le système d'enseignement ; elle devait répartir ses subventions de manière plus équitable, améliorer les écoles africaines et étendre l'instruction à davantage d'enfants africains.

273. Le représentant de la Chine a félicité l'Autorité administrante de ses efforts dans le domaine de l'enseignement.

274. Le représentant de la Birmanie a approuvé les recommandations de la Mission de visite touchant l'enseignement.

275. Le représentant du Guatemala a dit qu'à son avis, l'existence d'écoles séparées pour les différents groupes raciaux n'était pas souhaitable, attendu qu'elle tendait à encourager des attitudes discriminatoires chez les enfants.

276. Le représentant de la France a noté que l'Autorité administrante admettait que l'institution d'un système d'enseignement unifié était un objectif souhaitable.

277. Le représentant de la République arabe unie a dit qu'à l'avenir l'Autorité administrante ne devrait pas tolérer la création d'écoles fondées sur la discrimination raciale. Il ne mettait pas en doute l'utilité de l'anglais dans le programme d'études, mais il jugeait qu'avec l'éveil de la conscience nationale, il fallait développer le souahéli, pour qu'il serve de langue nationale.

278. Le représentant de la Belgique a exprimé l'espoir que l'orientation pratique et agricole de l'enseignement dispensé dans les zones rurales serait maintenue.

279. Le représentant de l'Australie a noté que les Africains étaient extrêmement soucieux d'avoir une bonne connaissance de la langue anglaise. Il a aussi fait observer que le système de l'enseignement jouait un rôle capital si l'on voulait encourager la production au Tanganyika.

280. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il y avait de bons arguments en faveur de la politique du gouvernement, qui constituait en une évolution progressive vers l'unification de l'enseignement, du sommet à la base.

281. Le représentant de l'Italie a dit être persuadé que l'Autorité administrante mènerait à bon terme le nouveau plan quinquennal.

282. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a reconnu qu'il était judicieux d'insister sur la nécessité de l'enseignement pratique, tant au niveau primaire qu'au niveau universitaire. Il a fait remarquer que le souahéli était, par ses origines, aussi étranger au Territoire que l'était l'anglais ; il semblait beaucoup plus vraisemblable que cette dernière langue dût servir de langue nationale, de préférence au souahéli ou à n'importe laquelle des nombreuses langues indigènes.

283. Le représentant de l'Autorité administrante reconnaissait l'intérêt qu'il y avait à intégrer les écoles, mais pensait qu'il fallait progresser avec prudence. Si l'on décidait qu'il ne faudrait plus ouvrir d'écoles autres qu'interraciales, cela risquerait de contrarier le développement des moyens d'instruction destinés aux Africains.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, MOYEN ET SECONDAIRE

284. Le représentant du Guatemala a noté que le rapport entre le nombre des élèves de la classe V et celui des élèves de la classe IV avait lentement diminué et qu'à l'heure actuelle, 83 pour 100 des élèves ne poursuivaient pas leurs études au-delà de la classe IV. Il fallait prendre des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement au niveau primaire et pour augmenter l'effectif de la classe V. L'enseignement primaire devait être gratuit et obligatoire. Le représentant du Guatemala a noté que le nombre des élèves des écoles secondaires avait régulièrement augmenté entre 1952 et 1956.

285. Le représentant d'Haïti a dit qu'une instruction primaire devait être donnée à tous les Africains et qu'il fallait admettre davantage d'Africains aux échelons successifs sans que le niveau de l'enseignement soit abaissé.

286. Le représentant de la Chine a jugé qu'il fallait s'employer davantage à augmenter les moyens des écoles primaires et à supprimer l'écart entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen.

287. Le représentant de l'Australie a dit qu'il était frappé par l'amélioration de l'instruction des filles, de même que par l'attention spéciale que l'on donnait à la formation des maîtres.

288. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que la question de l'enseignement était une question grave. Il fallait se préoccuper de développer l'enseignement secondaire, étant donné qu'à l'heure actuelle, 15 pour 100 seulement des enfants pouvaient poursuivre leurs études dans des écoles secondaires. En outre, il

ne fallait pas oublier que dans certaines provinces, 12 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire recevaient un enseignement primaire. La question urgente de la création d'écoles non raciales n'avait pas encore été réglée.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET PROFESSIONNEL

289. Le représentant de l'Inde a déclaré que le Collège universitaire qui serait créé au Tanganyika devrait se préoccuper avant tout de dispenser une formation technique, particulièrement dans les spécialités pour lesquelles il n'existait pas un enseignement complet au collège de Makerere.

290. Le représentant du Guatemala a dit regretter que l'effectif des écoles professionnelles n'ait pas régulièrement augmenté ces dernières années. Il était persuadé que l'Autorité administrante informerait le Conseil des mesures qu'elle se proposait de prendre.

291. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que si l'on ne formait pas d'Africains qualifiés et expérimentés, la responsabilité en revenait à l'Autorité administrante elle-même : celle-ci faisait trop peu pour former les Africains et les empêchait de profiter des bourses d'étude et des bourses de perfectionnement à l'étranger qui étaient offertes par des Etats Membres, en particulier par le Gouvernement de l'URSS. Il était difficile de voir comment la politique de l'Autorité administrante qui consistait à subordonner le rythme de développement politique du Territoire à la formation de personnel africain qualifié pouvait être conciliée avec son opposition systématique à l'éducation des Africains.

292. Le représentant spécial de l'Autorité administrante est convenu qu'il était indispensable de se préoccuper de la formation pratique, tant au niveau primaire qu'au niveau universitaire.

VI. — FIXATION D'UN DÉLAI DÉFINITIF ET D'ÉTAPES INTERMÉDIAIRES POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDÉPENDANCE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

293. En ce qui concerne les dispositions des résolutions par lesquelles l'Assemblée générale a invité l'Autorité administrante à faire figurer, dans chaque rapport annuel, des renseignements sur le délai qu'elle juge nécessaire pour appliquer les mesures prises ou envisagées en vue de conduire le Territoire à l'autonomie ou l'indépendance et pour atteindre cet objectif, le Conseil constate que l'Autorité administrante n'a fourni aucun renseignement de ce genre dans son rapport annuel pour 1956 et qu'elle n'a présenté à la vingt et unième ses-

sion du Conseil de tutelle aucune déclaration précise sur cette question.

294. A sa vingtième session, le Conseil a constaté que des plans de développement décennaux et quinquennaux avaient été élaborés pour assurer le progrès des habitants du Territoire dans les domaines économique, social et de l'enseignement ; il a également pris note de la décision de l'Autorité administrante d'organiser en 1958-1959 des élections directes et au collège unique, et il a constaté que l'Autorité administrante avait annoncé son intention de nommer en 1959 un comité du Conseil législatif pour examiner des aspects de l'évolution constitutionnelle ultérieure. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'extension du droit de vote en vue d'instituer le suffrage universel, un nouvel élargissement des attributions et de la composition du Conseil législatif et l'application du principe des élections directes à tous les organes représentatifs seraient des étapes intermédiaires normales du progrès politique du Territoire.

295. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a faites antérieurement à ce sujet et particulièrement celle de la vingtième session, exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à adopter des plans concernant tous les aspects du développement du Territoire, le cas échéant en fixant des dates pour leur exécution toutes les fois qu'elle sera convaincue que cela aidera à créer les conditions préalables à l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

296. Le représentant du Guatemala a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante se convaincrat de la nécessité de fixer, de façon précise, des dates successives où des progrès devraient être réalisés dans les divers domaines ainsi que la date à laquelle elle prévoyait que seraient atteintes les fins du régime de tutelle. Rappelant que le TANU et l'UTP avaient invité l'Autorité administrante à fixer une date limite raisonnable pour l'autonomie, le représentant du Guatemala a estimé que cette mesure orienterait le nationalisme vigoureux et de plus en plus profond de la population vers l'édification d'une nation prospère et démocratique.

297. Le représentant de l'Australie a fait observer que le but n'était pas de mettre fin le plus tôt possible au régime de tutelle dans un Territoire quelconque mais de favoriser la création d'institutions politiques libres et le progrès social et économique de la collectivité jusqu'à ce que le moment soit venu de créer un Etat autonome ou indépendant qui soit viable dans le monde moderne.

298. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en dépit des recommandations réitérées de l'Assemblée générale, l'Autorité administrante avait refusé d'élaborer un programme de développement politique pour le

Territoire. Elle suivait la méthode dite empirique bien que, comme l'avait confirmé l'expérience acquise depuis quarante ans au Tanganyika, cette méthode ne pût assurer des progrès rapides. Le refus, de la part de l'Autorité administrante, de faire des déclarations qui ne laisseraient subsister aucun doute sur l'avenir du Territoire ne pouvait que susciter

une grande méfiance et de vives inquiétudes parmi la population africaine. Le représentant de l'Union soviétique a rappelé les résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale avait recommandé à l'Autorité administrante d'accélérer les progrès du Tanganyika vers l'autonomie ou l'indépendance et de fixer des dates successives pour atteindre cet objectif.

Chapitre II

RUANDA-URUNDI

I. — GÉNÉRALITÉS

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

1. Le Ruanda-Urundi, qui s'étend sur une superficie de 54.172 kilomètres carrés, est la région la plus fortement peuplée de l'Afrique centrale (densité moyenne 81,5 habitants au kilomètre carré). La population coutumière du Ruanda-Urundi était estimée, au 31 décembre 1956, à 4.415.595 habitants (contre 4.297.103 en 1955). A ce chiffre s'ajoutent 68.996 autochtones vivant dans des régions extra-coutumières, non soumises au régime des chefferies (65.312 en 1955), 6.486 Européens (6.052 en 1955), 2.492 Asiatiques (2.499 en 1955) et 967 métis (883 en 1955). La population totale s'élève donc à 4.494.536 contre 4.402.577 en 1955.

2. La population autochtone du Ruanda (Banyaruanda) et de l'Urundi (Barundi) se compose d'environ 15 pour 100 de Batutsi, éleveurs d'origine hamitique qui détiennent le pouvoir ; 84 pour 100 de Bahutu, cultivateurs d'origine bantoue, probablement fixés dans le pays avant l'arrivée des Batutsi auxquels ils se sont soumis ; et un petit nombre de Batwa, représentant 1 pour 100 de la population, chasseurs sylvicoles ou potiers, d'origine pygmôide.

3. L'Autorité administrante et le Conseil de tutelle ont considéré depuis de nombreuses années que l'accroissement de la population posait de graves problèmes pour le Territoire. L'Autorité administrante a cherché à décongestionner les zones surpeuplées du Ruanda en faisant glisser une partie de sa population vers les régions voisines du Congo belge (environ 85.000 habitants ont ainsi émigré de 1937 à 1954). Au cours de l'année 1955, 1.200 familles et, au cours de l'année 1956, 1.700 familles ont émigré au Kivu (Congo belge) suivant un programme d'installation élaboré par les autorités du Kivu et par la Mission d'immigration des Banyaruanda.

4. L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, qu'il se produisait une assez importante émigration, spontanée et définitive, vers la province du Kivu au Congo belge et vers l'Ouganda. Le nombre des émigrants s'élevait à plusieurs centaines de milliers. De nouvelles démarches

étaient en cours pour ouvrir aux candidats émigrants du Ruanda-Urundi des terres peu occupées du nord de la province du Katanga au Congo belge.

5. La Mission de visite de 1957 a noté que le taux d'accroissement de la population en 1956 a été de 2,6 pour 100, ce qui représentait une possibilité de doubler la population en une trentaine d'années. Elle a estimé que vu le manque de terres, la pauvreté générale des sols et des ressources du pays et l'absence d'industrialisation, l'évolution démographique pourrait devenir une menace des plus sérieuses pour l'avenir, et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait de son mieux pour que la population prenne conscience de la gravité de la situation démographique.

6. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante et la population du Territoire des réalisations importantes accomplies dans divers domaines pendant la période considérée. Il considère que le Territoire en est arrivé, grâce à leurs efforts persévérants, à un tournant de son évolution. Le Conseil appuie l'avis exprimé par la Mission de visite selon lequel le Territoire est à même d'assimiler un nombre croissant de réformes profondes, et espère que la transition menant à des institutions démocratiques se fera dans l'esprit de la Charte.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

7. Le représentant de la France a déclaré que l'Autorité administrante s'était attachée avec constance et ténacité à arracher le Territoire à l'état médiéval dans lequel il sommeillait pour assurer sa progression vers le bien-être et la justice d'une nation moderne.

8. Le représentant du Royaume-Uni a noté les vastes possibilités qu'offrait une population appelée à un grand avenir et les progrès remarquables qu'elle faisait actuellement sous la direction des autorités belges. Il a reconnu que, dans certains domaines, le Territoire se heurtait à des problèmes concrets d'un caractère pratique qu'il était extrêmement difficile de résoudre.

9. Le représentant de l'Italie s'est déclaré satisfait des progrès accomplis par le Territoire au cours de la période considérée et en a félicité l'Autorité administrante.

10. Le représentant de la Syrie a estimé que l'évolution politique du Territoire s'était faite jusqu'à présent à un rythme très lent et que le Territoire avait atteint un degré d'évolution qui lui donnait le droit de compter sur des réformes radicales, notamment du fait qu'il s'y formait une classe de gens instruits.

11. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que la lecture du rapport de la Mission de visite devait inciter le Conseil à louer les efforts déployés par l'Autorité administrante pendant la période considérée.

12. Selon le représentant de l'Australie, il était manifeste que l'Autorité administrante poursuivait méthodiquement une politique sincère de développement qui méritait l'approbation du Conseil.

13. Le représentant de la Chine a félicité l'Autorité administrante de l'œuvre remarquable qu'elle avait accomplie dans de nombreux domaines pendant la période considérée. Tout en pensant comme l'Autorité administrante qu'il ne pouvait y avoir d'indépendance politique sans prospérité économique et sans progrès social, il a souligné la nécessité de mettre en place des institutions politiques démocratiques dans le Territoire.

14. Le représentant du Guatemala a dit que le Ruanda-Urundi se trouvait à la veille d'une transformation profonde et accélérée de sa structure politique, économique et sociale. L'Autorité administrante devrait prendre des initiatives hardies tout en faisant preuve d'imagination et de persévérance pour que la population appuie l'exécution de ses plans. Le Territoire en est arrivé à un point où le progrès politique ne devrait pas rester en arrière du progrès économique ou social.

II. — PROGRÈS POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

15. La Mission de visite de 1957 a estimé que le rythme de l'adaptation de la société traditionnelle du Ruanda-Urundi aux idées et formes démocratiques modernes s'accélère et que l'on peut s'attendre à ce que le Territoire assimile un nombre croissant de réformes profondes qui assureront son passage d'un régime encore riche en vestiges féodaux à des institutions plus conformes aux principes démocratiques. D'après la Mission, il y a tout lieu d'espérer que la transition se fera avec un minimum de tension, de heurts et de difficultés. La Mission a constaté que l'administration locale est réceptive à l'opinion

publique qui s'éveille, et qui cherche sa voie, et elle a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ne sous-évaluerait pas la capacité de la population du Ruanda-Urundi à s'adapter rapidement aux conditions de la vie politique moderne.

16. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que des progrès politiques importants ont été réalisés dans le Territoire au cours des dernières années, que la société traditionnelle s'adapte de plus en plus rapidement à ces idées et aux institutions démocratiques modernes et que la conscience politique de la population s'est développée. Le Conseil espère que l'évolution du Territoire connaîtra bientôt un nouvel essor dans tous les domaines grâce à la coopération active de tous les intéressés.

STATUT DU TERRITOIRE ET UNION ADMINISTRATIVE AVEC LE CONGO BELGE

17. Le statut du Territoire continue d'être régi par les lois du 21 août 1925 (dispositions organiques, fixant le statut du Territoire) et du 25 avril 1949 (approbation de l'Accord de tutelle). Le Territoire est uni administrativement au Congo belge dont il forme un Vice-Gouvernement général distinct, mais les lois du Congo belge ne sont applicables au Ruanda-Urundi que si elles contiennent une disposition expresse à cet effet, ou si le Gouverneur du Territoire les rend exécutoires par voie d'ordonnance. Le Ruanda-Urundi a la personnalité juridique et a un budget spécial. Il forme avec le Congo belge une union douanière.

18. La question de l'union administrative avec le Congo belge a fait l'objet d'études et de recommandations diverses des missions de visite et du Conseil de tutelle. A sa dix-septième session, le Conseil a invité à nouveau l'Autorité administrante à étudier la possibilité de modifier la loi organique du 21 août 1925 pour l'adapter aux pratiques administratives actuelles et pour rendre les dispositions de cette loi plus précises en regard des clauses de l'Accord de tutelle.

19. La Mission de visite de 1957 a cité l'avis de la Commission du budget du Conseil général du Ruanda-Urundi, d'après lequel la séparation budgétaire du Ruanda-Urundi était en opposition avec le principe d'union douanière et financière du Ruanda-Urundi et du Congo belge, et que là résidait le malaise profond des finances publiques du Ruanda-Urundi. Il avait en effet été dit que les efforts du Ruanda-Urundi en vue d'accroître sa production nationale ne pouvaient améliorer la situation budgétaire que pour autant que l'accroissement des revenus et de l'activité donnât lieu à des recettes au profit du pays et non au profit du territoire voisin.

20. Le maintien de l'ordre public au Ruanda-Urundi est assuré notamment par un contingent de la force publique du Congo belge, comprenant neuf Belges et 645 Africains qui ne sont pas originaires du Territoire sous tutelle.

21. A sa dix-neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante d'augmenter progressivement la participation des habitants autochtones dans la force publique. Il a exprimé l'espoir qu'elle encouragera et aidera les autochtones à accéder aux positions les plus élevées de ce service et a invité l'Autorité administrante à l'informer, à la vingt et unième session du Conseil, des mesures prises à cet égard.

22. L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, que les forces chargées de la défense du Territoire et du maintien de l'ordre public étaient purement congolaises, pour des raisons en partie historiques et en partie pratiques ; ce sont ces forces qui ont conquis en 1916 le Territoire occupé alors par les Allemands et depuis elles sont restées à demeure dans le Territoire. L'Administration n'a pas organisé de recrutement parmi les autochtones ; ceux-ci ne souhaitaient pas s'engager dans les forces armées. D'ailleurs, cela pouvait créer des difficultés juridiques et la création de camps d'instruction aurait été une entreprise coûteuse.

23. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil de tutelle constate que les accords douaniers actuels entre le Ruanda-Urundi et le Congo belge ne permettent en aucune manière de déterminer avec exactitude si l'union douanière existant entre les deux territoires fonctionne d'une manière équitable. Il note cependant que l'Autorité administrante a entrepris une étude approfondie du fonctionnement de l'union douanière, en particulier des aspects mentionnés par la Mission de visite de 1957 dans son rapport au Conseil, et que les résultats de cette étude seront communiqués au Conseil.

DUALITÉ DU TERRITOIRE : RUANDA ET URUNDI

24. Le Ruanda-Urundi est divisé en deux États indigènes, dits pays, dont chacun a à sa tête un Mwami. Cette situation a fait l'objet de recommandations diverses du Conseil de tutelle. A ses quinzième et dix-septième sessions notamment, le Conseil s'est prononcé en faveur de l'établissement entre les deux pays de rapports aussi étroits que possible dans l'intérêt de l'avenir du Territoire sous tutelle dans son ensemble ; à sa dix-neuvième session, le Conseil a constaté que l'Autorité administrante avait pris certaines mesures utiles contribuant à créer dans le Territoire un sens de l'unité, en encourageant le rapprochement des habitants du Ruanda et de l'Urundi, et a recommandé à l'Autorité administrante de persévérer dans ce sens, notamment en favorisant l'évolution d'institutions communes à ces deux pays.

25. La Mission de visite de 1957, rappelant que le Ruanda et l'Urundi constituent des blocs homogènes de population de 2 millions à 2 millions et demi d'habitants chacun, a donné plusieurs exemples de particularisme de ces pays, et a estimé avec l'Autorité administrante que l'avenir commun du Ruanda

et de l'Urundi ne devrait pas nécessairement consister en une unification pure et simple, et que la situation pourrait peut-être justifier dans l'avenir une formule fédérale ou une autre forme de décentralisation.

26. A la vingt et unième session, l'Autorité administrante a informé le Conseil qu'elle devrait continuer à tenir compte des aspirations de la population indigène au maintien de l'individualité politique des deux régions tout en favorisant le développement d'institutions et d'organes centraux, communs aux deux régions.

27. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil considère que le Ruanda et l'Urundi ont, du point de vue politique et économique, un avenir commun ; que, dans l'intérêt de l'ensemble du Territoire sous tutelle, on devrait continuer les efforts tendant à consolider les relations entre les deux pays et qu'à cet effet, et sans minimiser les difficultés, il conviendrait d'encourager la création et le développement d'institutions communes dans les domaines politique, économique, social et culturel, l'intégration progressive des administrations européenne et autochtone et l'extension du suffrage universel pour la constitution des conseils et l'élection des chefs et des sous-chefs.

STATUT DES HABITANTS DU TERRITOIRE

28. En vertu de la loi du 21 août 1925, les droits reconnus aux Congolais par les lois du Congo belge appartiennent, suivant les distinctions qu'elles établissent, aux ressortissants du Ruanda-Urundi. En principe, l'Administration s'efforce d'unifier le statut de tous les habitants du Ruanda-Urundi. Mais selon elle, il demeurera longtemps encore impossible d'unifier totalement la législation, et chaque section de la population a ses droits et ses obligations, mesurés sur son degré d'évolution.

29. Les autochtones peuvent être inscrits aux registres de la population civilisée et sont alors assimilés totalement, en matière judiciaire, aux non-autochtones ; d'autre part, les détenteurs de la carte du mérite civique sont à certains égards assimilés aux non-autochtones. L'Autorité administrante a déclaré que cette réglementation n'avait été appliquée que dans des cas très rares.

30. A sa dix-neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes mesures utiles afin d'éviter que de nouvelles sections ou classes juridiques distinctes soient reconnues et de réduire progressivement celles qui existent encore dans le Territoire.

31. La Mission de visite de 1957 a signalé qu'un membre autochtone du Conseil général a déclaré que l'existence de la carte du mérite civique et de l'immatriculation étaient deux formes dangereuses de discrimination qui ne reposent sur aucun fondement culturel.

32. A sa dix-neuvième session, le Conseil de tutelle a également recommandé à l'Autorité administrante

d'étudier la possibilité de donner un nom officiel aux habitants autochtones du Territoire.

33. En discutant la question de la création d'une citoyenneté du Ruanda-Urundi avec l'Administration, la Mission de visite de 1957 a été informée que les élites autochtones auraient de la peine à admettre la nationalité « Ruanda-Urundi » et réclameraient deux nationalités. Pour cette raison, l'Administration temporise à trancher ce problème. La Mission de visite a mentionné les débats qui avaient eu lieu au Conseil général en 1957, pour illustrer combien la question de l'établissement d'une citoyenneté du Ruanda-Urundi était délicate et combien son règlement était difficile.

34. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à examiner constamment, en consultation avec les organes représentatifs du Territoire, la possibilité de conduire les habitants du Ruanda-Urundi vers l'adoption d'une dénomination nationale et de symboles nationaux acceptables pour tous les habitants, en vue de favoriser l'unité nationale et de définir avec plus de précision le statut des habitants.

CONSULTATIONS ENGAGÉES AVEC LES HABITANTS AU SUJET DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES EN VUE DE L'AUTONOMIE

35. L'Autorité administrante répète dans son rapport pour 1956 que tout ce que l'on peut dire à l'époque actuelle au sujet de la politique par laquelle le Territoire sera amené à l'autonomie ou à l'indépendance, c'est qu'il faudra assurer le développement économique du Ruanda-Urundi, supprimer la menace de famine et amener la population à ce minimum de sécurité sans lequel aucun progrès n'est concevable, puis développer les services médicaux, mettre l'enseignement à la portée de tous, trouver une solution satisfaisante aux autres questions sociales, enfin développer la conscience morale, sociale et politique des autochtones jusqu'à ce qu'ils puissent être considérés comme pleinement capables de se conduire selon les normes que l'on peut attendre d'un peuple civilisé et de collaborer ainsi avec les autres sections de la population à l'établissement progressif d'un gouvernement émanant directement des habitants.

36. Les habitants sont consultés au sujet du développement et de l'évolution du Territoire dans la mesure où ils participent aux divers conseils, notamment au Conseil général d'une part, et aux conseils de sous-chefferie, de chefferie, de territoire, et aux conseils supérieurs des pays, d'autre part.

37. La Mission de visite de 1957 a signalé la parution au cours de l'année d'un document intitulé « Une mise au point » émanant du Conseil supérieur du Ruanda. Ce document examine le problème de la préparation du Ruanda à l'autonomie par la pleine utilisation de ses élites ; l'autonomie est l'aboutissement normal de la tutelle, déclare ce document,

et s'il est malaisé de préciser dès à présent l'époque où l'autonomie pourra être accordée, il faut déjà y préparer le pays.

38. La Mission de visite a signalé la parution d'un autre document intitulé « Manifeste des Bahutu

Note sur l'aspect social du problème racial indigène du Ruanda » ; d'après ce document, le problème du Ruanda est avant tout celui du monopole politique, économique, social et culturel dont disposent les Batutsi et auquel il faut mettre fin. L'autorité administrante a expliqué à la Mission de visite qu'il y avait là deux tendances contradictoires : d'une part, le Conseil supérieur du Ruanda, composé de Batutsi demandant un enseignement supérieur pour l'élite et l'octroi de pouvoirs politiques toujours plus étendus ; d'autre part, le « Manifeste des Bahutu » plaçant les réformes politiques après les réformes économiques et sociales de manière à assurer l'émancipation de la masse paysanne. L'Administration considère que sa tâche est délicate. Elle veut aider les Bahutu à s'affirmer et à conquérir les places qui leur reviennent, mais sans pour cela léser les intérêts légitimes des Batutsi. Elle veut éviter les chocs inutiles et amener les Batutsi à comprendre et à admettre que l'émancipation des Bahutu est pour eux non seulement acceptable mais même souhaitable. La Mission de visite a souligné le danger qu'il y aurait à attacher trop d'importance à l'opposition des Bahutu aux Batutsi ; elle estime que sous l'influence de l'instruction secondaire et universitaire, et des contacts avec le monde extérieur, il se créera avec le temps plus de communauté de vue, entre les nouvelles générations de Batutsi et de Bahutu, qu'il n'y en aura entre la vieille génération tutsi et la jeune génération tutsi. Elle a estimé que l'Autorité administrante pourrait contribuer à une évolution favorable de la situation en veillant de très près à ce que la jeunesse hutu profite pleinement de toutes les possibilités d'éducation au Ruanda-Urundi et ailleurs, et en s'efforçant de modifier les institutions politiques aussi rapidement que possible de manière à garder les nouvelles élites en haleine et à éviter des déceptions.

RAPPORTS ENTRE BAHUTU ET BATUTSI

39. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil partage la conviction de l'Autorité administrante que les sections Bahutu et Batutsi de la population pourraient entretenir, dans l'harmonie et l'unité, des relations plus compatibles avec les principes démocratiques que l'Autorité administrante cherche à implanter dans le Territoire. Il estime que, sous l'effet des mesures adoptées pour combattre les abus, des réformes politiques, des progrès sociaux et économiques, de la modification des coutumes et du développement de l'instruction, les rapports entre Batutsi et Bahutu tendent à se modifier. Le Conseil estime en outre que des efforts constants dans le domaine politique économique et social sont des moyens importants

d'accélérer l'intégration de ces deux sections de la population.

CRÉATION D'ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

a) *Pouvoirs législatif et exécutif*

40. Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement belge par voie de lois et par le Roi, sur avis du Conseil colonial qui siège à Bruxelles, par voie de décrets. En cas d'urgence, le Gouverneur général du Congo belge ou le Gouverneur du Ruanda-Urundi peut signer des ordonnances législatives. Le pouvoir exécutif est délégué au Gouverneur du Ruanda-Urundi.

41. Le Conseil de Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, organe consultatif institué en 1947, et dont le Conseil de tutelle avait à plusieurs reprises recommandé d'étendre les fonctions ainsi que d'en élargir la composition de manière à en faire dans un bref délai un organe législatif, a été remplacé le 26 mai 1957 par le Conseil général. Cet organe consultatif est composé de 45 membres : neuf membres de droit (sept hauts fonctionnaires européens et les deux Bami), quatre membres choisis par les Conseils supérieurs du Ruanda et de l'Urundi, et 32 membres nommés par le Gouvernement du Ruanda-Urundi : six représentants des entreprises de capitaux, six représentants des classes moyennes indépendantes, six représentants de l'emploi, six notables, quatre représentants des milieux extra-ruraux et quatre personnes n'appartenant ni à l'administration générale ni à l'administration indigène.

42. La Mission de visite de 1957 a fait remarquer qu'en juillet 1957, sur 43 membres présents, il y avait en fait 26 Européens, 16 Africains et un Asiatique, mais qu'il n'y avait pas de composition raciale fixe, étant donné que les membres étaient nommés non pas à cause de leur race, mais compte tenu de leurs fonctions.

43. Comme l'ancien Conseil de Vice-Gouvernement général, le Conseil général est exclusivement consultatif. Il a siégé pour la première fois du 29 juillet au 3 août 1957, et la Mission de visite signale qu'à en juger par les procès-verbaux, il a fait preuve d'une grande activité, et que les membres africains semblent avoir pleinement participé à ses travaux. La Mission de visite note avec intérêt le désir du Conseil général de participer plus étroitement à l'élaboration de la législation applicable dans le Territoire.

44. A la vingt et unième session, l'Autorité administrante a informé le Conseil que le Conseil général a siégé en session extraordinaire le 29 octobre 1957 pour approuver un prêt de 4.800.000 dollars de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de nouveau du 6 au 9 janvier 1958. A cette dernière session, à laquelle ont participé 24 Européens, 18 Africains et un Asiatique, les principaux points étudiés ont été l'étude d'un statut spécial pour les grandes agglomérations, le développe-

ment économique des centres extra-coutumiers et des circonscriptions autochtones et les prévisions d'utilisation de certains crédits que rendait disponibles l'emprunt contracté auprès de la Banque internationale. La participation des membres africains aux débats avait été très importante.

45. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a transformé le Conseil de Vice-Gouvernement général en un Conseil général dont le bon fonctionnement est très encourageant.

Le Conseil souscrit aux idées de la Mission de visite qui a fait confiance à l'Autorité administrante, laquelle est expérimentée et progressiste, et à la population du Ruanda-Urundi, qui fait maintenant preuve de ses capacités à exprimer et à discuter des idées générales en matière d'organisation politique moderne. Le Conseil espère que la portée et les responsabilités des pouvoirs législatif et exécutif seront élargies davantage par une collaboration étroite entre l'Autorité administrante et la population du Ruanda-Urundi. Il s'associe à la Mission de visite pour recommander que les réformes à intervenir continuent à s'orienter dans les directions suivantes : utilisation accrue d'élections au suffrage universel, augmentation des responsabilités des autorités et des conseils locaux et intégration progressive de l'administration européenne et indigène. En particulier, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à élargir la représentation de la population autochtone au Conseil général, d'accorder progressivement à celui-ci des pouvoirs législatifs de manière qu'il puisse devenir un jour l'organe législatif du Territoire et de créer une délégation du Conseil général ayant des pouvoirs consultatifs auprès de l'Administration.

Le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'appliquer dans la mesure du possible des législations séparées au Ruanda-Urundi, réserve faite de la procédure actuelle suivant laquelle le Gouverneur du Ruanda-Urundi serait toujours autorisé à rendre applicables au Territoire sous tutelle des décrets concernant le Congo belge s'il le juge désirable.

b) *Structure politique indigène*

46. Le Territoire est divisé en deux Etats indigènes, dits pays, dont chacun a à sa tête un Mwami désigné par la coutume et investi par le Gouverneur du Territoire du Ruanda-Urundi. Les Bami, qui ne reçoivent pas de traitement du gouvernement, ont continué en 1956 à toucher les contributions coutumières sur la base de 3 francs par contribuable et par an au Ruanda et de 2 francs en Urundi. Le système de rémunération des autorités indigènes par un traitement fixe augmenté d'indemnités diverses, établi le 1^{er} janvier 1955, en Urundi, et le 1^{er} janvier 1956, au Ruanda, donne selon le rapport pour 1956 entière satisfaction. Les contributions coutumières entrant, avec le subside du gouvernement, dans la masse des traitements représentaient, en 1956, une charge de 91 francs par contribuable.

47. Aux termes du décret du 14 juillet 1952, entré en vigueur le 1^{er} août 1953, des conseils ont été créés au niveau des sous-chefferies, des chefferies, des territoires et des pays. Ces conseils se composent de notables, de sous-chefs et de chefs élus suivant un système de suffrage indirect.

48. C'est ainsi que le conseil de sous-chefferie (présidé par le sous-chef) comprend de cinq à neuf membres choisis au sein d'un collège électoral composé des notables qui figurent sur une liste établie par le sous-chef en tenant compte des préférences des habitants.

49. Le conseil de chefferie (présidé par le chef) comprend de cinq à neuf sous-chefs élus par leurs pairs, et des notables en nombre égal à celui des sous-chefs, choisis au sein d'un collège électoral désigné par les conseils de sous-chefferie, à raison de trois notables par conseil.

50. Le conseil de territoire comprend les chefs du territoire, un nombre égal de sous-chefs élus par leurs pairs et un nombre de notables égal au total du nombre des chefs et des sous-chefs ; ces notables sont choisis au sein d'un collège électoral désigné par les conseils de chefferie, à raison de trois notables par conseil.

51. Le conseil supérieur du pays (présidé par le Mwami) comprend les présidents de chaque conseil de territoire, six chefs élus par leurs pairs, un représentant élu par chaque conseil de territoire parmi les notables qui y siègent, quatre personnes choisies en raison de leur connaissance des problèmes du pays, et quatre indigènes porteurs de la carte du mérite civique ou immatriculés. La députation permanente du Conseil supérieur du pays comprend cinq membres, dont trois élus par le conseil et deux désignés par le Mwami.

52. Ces conseils doivent être consultés pour toutes les questions intéressant leur circonscription ; en ce qui concerne les conseils de pays et de chefferie, leur avis conforme est requis pour donner validité aux décisions des Bami et des chefs, notamment pour l'approbation des budgets de leur ressort.

53. La Mission de visite de 1957 signale que les conseils indigènes, et particulièrement les conseils supérieurs des pays, se sont révélés des organismes vivants et constructifs qui exercent une influence indiscutable sur le pays. Elle signale, d'autre part, qu'il y a déjà en l'air une atmosphère d'expectation pour des réformes plus radicales de la structure indigène et que l'idée générale qu'il faut faire participer davantage les autochtones à l'administration du pays commence à se faire sentir partout.

INSTITUTION DU SUFFRAGE UNIVERSEL DES ADULTES ET D'ÉLECTIONS DIRECTES

54. Le décret du 14 juillet 1952 sur l'organisation politique indigène du Ruanda-Urundi a délégué au sous-chef le soin d'établir, selon les préférences des habitants, la liste des notables chargés d'élire ceux

d'entre eux qui deviendront membres des conseils de chefferie.

55. Lors des premières élections de 1953, les sous-chefs avaient procédé eux-mêmes à l'établissement des listes des notables, constituant les collèges électoraux.

56. En 1956, il est apparu, tant aux instances coutumières qu'à l'Autorité administrante, que le moment était venu de faire accomplir par la population son premier geste démocratique et qu'à cette fin, les préférences des habitants ne pouvaient mieux s'exprimer que par leurs suffrages. Aussi les collèges électoraux, qui choisissent les membres des conseils de sous-chefferie, ont été constitués cette fois au moyen d'élections auxquelles tous les habitants mâles adultes ont eu le droit de participer et qui ont eu lieu par la voie du vote secret ; 75 pour 100 des hommes adultes y ont participé et il est à remarquer qu'un nombre considérable de Bahutu entrèrent dans les conseils de sous-chefferie.

57. En ce qui concerne les centres extra-coutumiers, la législation de 1934 prévoit que certains des membres des conseils de centre sont choisis en tenant compte des préférences de la population ; dans un but d'éducation politique, l'Administration a amené les habitants de ces centres à exprimer leurs préférences par voie d'élection. Des nouvelles élections ont eu lieu en 1956 pour les centres extra-coutumiers d'Usumbura.

58. A sa dix-neuvième session, le Conseil a constaté avec satisfaction que le suffrage des hommes adultes par voie d'élections indirectes a été introduit avec succès parmi la population autochtone pour la constitution des conseils de sous-chefferie. Il a exprimé l'espoir que des élections directes seront entreprises le plus tôt possible et que le système sera étendu à tous les conseils du Territoire. Le Conseil de tutelle a souhaité, en outre, que le suffrage soit accordé aux femmes et a noté l'intérêt manifesté par l'Autorité administrante à l'établissement des registres électoraux convenables.

59. Le Gouverneur du Ruanda-Urundi a indiqué à la Mission de visite qu'il espérait qu'en 1959, la possibilité serait légalement donnée de procéder à l'élection directe des conseillers de sous-chefferie.

60. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil considère que la tenue d'élections en 1956 pour la constitution des collèges électoraux des conseils de sous-chefferie et la participation d'un nombre élevé de votants à ces élections constituent un fait encourageant. Il note avec satisfaction que les autorités du Territoire, comme elles l'ont déclaré à la Mission de visite de 1957, espèrent qu'il sera bientôt possible d'effectuer des élections directes pour les conseils de sous-chefferie. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante d'introduire progressivement, mais aussi rapidement que les circonstances le permettront, un système d'élections basé sur le suffrage universel pour la constitution de tous les conseils, et il lui recommande

d'étudier la possibilité de transformer ces conseils en organes de gouvernement local dans le cadre d'une administration unifiée commune à tout le Territoire.

FONCTION PUBLIQUE : FORMATION ET NOMINATION D'AUTOCHTONES A DES POSTES ADMINISTRATIFS IMPORTANTS

61. L'Administration belge, distincte de l'Administration indigène, est sous les ordres du Gouverneur et comprend 667 fonctionnaires européens (629 en 1955) et 862 agents autochtones ou congolais (782 en 1955). Les conditions exigées des candidats aux fonctions supérieures écartent pratiquement de ces fonctions les candidats non européens, mais les fonctions subalternes sont remplies en grande partie par des agents autochtones ou congolais ayant, en général, accompli des études secondaires.

62. A plusieurs reprises, le Conseil de tutelle a recommandé à l'Autorité administrante d'élargir les possibilités offertes aux Africains d'accéder à des postes importants de l'Administration.

63. A sa dix-neuvième session, le Conseil de nouveau a rappelé à l'Autorité administrante l'importance qu'il attache à l'accession des Africains aux postes élevés de l'Administration et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante encouragerait et aiderait un nombre croissant d'autochtones à acquérir les connaissances leur permettant d'occuper ces postes le plus tôt possible.

64. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante des progrès réalisés dans la formation des autochtones et prend note de la déclaration de l'Autorité administrante qu'au fur et à mesure que le nombre de diplômés augmentera il sera possible de nommer un plus grand nombre de ressortissants du Ruanda-Urundi à la fonction publique du Territoire et aux positions plus élevées de ce service.

ORGANISATION JUDICIAIRE

65. Le Territoire possède des juridictions non indigènes, qui connaissent des affaires criminelles et civiles selon le droit écrit, et des juridictions indigènes, qui règlent les différends civils et personnels entre Africains en appliquant le droit coutumier, et qui ont une compétence limitée en matière criminelle.

66. A ses sessions antérieures, le Conseil a noté les réformes prises par l'Autorité administrante en vue de réaliser une séparation plus complète des pouvoirs exécutif et judiciaire. A l'heure actuelle, les tribunaux de résidence et de territoire sont présidés par des fonctionnaires de l'Administration et les tribunaux indigènes des chefferies, par les chefs eux-mêmes. Cependant, les Bami ont nommé des délégués judiciaires pour présider leurs tribunaux. A sa dix-neuvième session, le Conseil a de nouveau recommandé à l'Autorité administrante de continuer

ses efforts pour réaliser progressivement la séparation complète des pouvoirs exécutif et judiciaire.

67. La Mission de visite de 1957 a signalé qu'un nouveau projet de code de l'organisation et de la compétence judiciaire avait été soumis pour avis au Conseil général en juillet 1957. Ce projet envisageait la suppression de la discrimination raciale, la substitution des magistrats de carrière aux juges fonctionnaires et l'accroissement de la protection de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Un projet de réforme des juridictions indigènes avait aussi été soumis, pour avis, au Conseil général. La Mission de visite a reconnu que le problème des juridictions indigènes est aussi important que délicat, parce qu'il ne met pas seulement en question la séparation des pouvoirs et des pouvoirs traditionnels des chefs et des Bami, mais soulève toute la question des rapports entre Batutsi et Bahutu. Suivant des communications écrites et orales reçues par la Mission, certains habitants du Ruanda-Urundi n'ont pas une pleine et entière confiance dans les juges des tribunaux indigènes. La Mission estime que le système actuel des juridictions indigènes n'engendre pas la confiance et ouvre la voie aux abus.

68. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil considère que le projet de code d'organisation judiciaire du Territoire constitue un progrès notable dans la voie de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire autochtones. Il fait confiance à l'Autorité administrante pour attirer l'attention du Conseil général sur l'importance de continuer à étudier cette question et sur l'intérêt qu'il y aurait à organiser un pouvoir judiciaire séparé et indépendant.

ORGANISATIONS POLITIQUES

69. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

Le Conseil note que l'Autorité administrante n'a pas pu, pour des considérations d'ordre pratique, approuver la fondation de certaines organisations politiques dans le Territoire. Considérant que l'établissement et le fonctionnement de partis politiques constituent un principe fondamental de l'organisation démocratique du Territoire, le Conseil note avec plaisir que la population du Ruanda-Urundi commence à manifester de l'intérêt pour les mouvements politiques organisés, et espère que l'Autorité administrante continuera de développer et d'encourager la création d'institutions politiques.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

70. Le représentant de la France a souligné que la Mission de visite avait eu l'impression que le Ruanda-Urundi se trouvait, du point de vue poli-

tique, à un moment essentiel de son évolution. Il a noté en outre que, de l'avis de la Mission de visite, le climat nouveau instauré dans le Territoire favoriserait une évolution politique plus rapide que par le passé. Le passage d'une forme d'existence semi-féodale au fonctionnement d'institutions marquées par les principes démocratiques devrait cependant s'opérer harmonieusement et sans heurts.

71. Le représentant de l'URSS a déclaré que les progrès politiques du Territoire étaient extrêmement lents parce que l'Autorité administrante entendait exploiter le Ruanda-Urundi comme une entreprise. Telle était également la raison pour laquelle la Belgique se refusait obstinément à tenir compte des nombreuses recommandations de l'Assemblée générale tendant à la fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour la réalisation des fins du régime de tutelle.

72. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que l'Autorité administrante avait clairement montré, au cours de la période considérée, qu'elle était résolue à ne négliger aucune possibilité de progrès politique.

73. Le représentant de la Chine a relevé que la société traditionnelle du Territoire s'adaptait de plus en plus rapidement aux idées et aux institutions démocratiques modernes. A son avis, le Territoire est en mesure d'assimiler des réformes importantes qui assureront la transition entre le régime traditionnel et les institutions politiques modernes.

74. Le représentant de l'Inde a noté que l'évolution récente du Territoire annonçait un nouvel élan vers l'indépendance et témoignait à la fois d'une plus grande compréhension de la part de l'Administration et d'un renouveau de dynamisme parmi la population. Cette évolution pourrait cependant être accélérée.

75. Le représentant du Guatemala a constaté que la population se montrait déjà capable d'exprimer des idées générales sur l'organisation politique moderne et d'en discuter ; il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ne manquerait pas de tirer parti du dynamisme de la population locale.

76. Le représentant de la Birmanie a fait observer que l'évolution politique du Territoire était extrêmement lente et qu'il incombait à l'Administration de prendre les mesures nécessaires et de créer un climat propice au développement harmonieux d'institutions démocratiques bien conçues.

STATUT DU TERRITOIRE

ET UNION ADMINISTRATIVE AVEC LE CONGO BELGE

77. Le représentant de l'URSS a déclaré que l'Autorité administrante considérait le Territoire sous tutelle comme une partie inséparable et intégrante du Congo belge. Par suite de la politique appliquée au Congo et dans le Territoire sous tutelle, le progrès politique du Territoire était lent.

78. Le représentant a souligné les conséquences néfastes de l'union douanière entre le Ruanda-

Urundi et le Congo belge. Il a également noté qu'une partie des ressources du Fonds de stabilisation du café était investie au Congo belge, tandis que le Territoire était contraint de faire des emprunts à l'étranger, à des conditions très onéreuses.

79. Le représentant de l'Inde a estimé que l'union administrative devrait être examinée sous tous ses aspects en vue de permettre un arrangement plus équitable pour le Ruanda-Urundi. L'Autorité administrante devrait reverser chaque année au Territoire une somme représentant approximativement le montant des droits de douane perçus par le Congo belge pour le Ruanda-Urundi.

80. Le représentant du Guatemala a exprimé l'avis que l'union douanière et administrative du Territoire avec le Congo belge n'était pas, en fin de compte, favorable au Ruanda-Urundi. Des mesures devraient être prises afin que le Ruanda-Urundi ne soit pas subordonné au Congo belge et que la personnalité distincte du Territoire soit sauvegardée.

81. Le représentant de la Birmanie a exprimé le regret qu'éprouvait sa délégation à constater que le statut du Ruanda-Urundi résulte du fait qu'il s'agit d'un Territoire sous tutelle et ne dépend pas de la législation du Congo, ce qui place le Ruanda-Urundi dans une situation d'infériorité par rapport au Congo.

82. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a souligné qu'en maintenant l'union administrative du Ruanda-Urundi avec le Congo belge, l'Autorité administrante agissait conformément à l'esprit et à la lettre de l'Accord de tutelle. Le Ruanda-Urundi avait tout à gagner à cette union et rien à y perdre.

83. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a confirmé que l'Administration s'occupait de l'étude demandée par le Conseil général au sujet des droits d'entrée.

DUALITÉ DU TERRITOIRE : RUANDA ET URUNDI

84. Le représentant de l'Australie a déclaré que bien que du point de vue historique, ethnique et géographique, l'unité du Territoire n'était pas encore vraiment réalisée, on constaterait de plus en plus une tendance à l'institution d'organismes communs. La création du Conseil général marquait un progrès réel et important dans cette voie.

85. Le représentant de l'Inde a indiqué qu'il attachait une grande importance à la mise en place d'institutions communes aux deux régions.

86. Le représentant du Guatemala a appuyé la suggestion de la Mission de visite selon laquelle le Conseil général devrait de temps à autre tenir ses sessions à Astrida. Il a proposé en outre la création d'organismes administratifs, économiques, sociaux et scolaires communs, qui seraient composés de représentants des deux régions et qui s'occuperaient des problèmes du Territoire.

87. Le représentant de la Birmanie a déclaré que

les autorités autochtones semblaient avoir de plus en plus conscience que l'avenir du Territoire dépend d'une union solide entre les deux pays. On devrait resserrer les liens entre ces deux pays.

STATUT DES HABITANTS DU TERRITOIRE

88. Le représentant du Guatemala a fait observer que le statut juridique des habitants du Territoire devrait être déterminé, défini et unifié. Les habitants devraient avoir une nationalité, une identité nationale, un drapeau et un hymne national.

89. Le représentant de la Birmanie a exprimé l'avis que l'adoption d'un drapeau et d'un hymne national constituerait un moyen très efficace de favoriser l'unité du Territoire et d'éveiller la conscience nationale.

CONSULTATIONS AVEC LES HABITANTS AU SUJET DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES EN VUE DE L'AUTONOMIE

90. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il était apparu nettement que les barrières qui, depuis des générations, distinguaient à certains égards les Batutsi et les Bahutu commençaient à s'écrouler.

91. Le représentant d'Haïti a signalé que le manifeste des Bahutu et la mise au point du Conseil supérieur du Ruanda démontraient une prise de conscience par la population des nombreux problèmes qui se posaient au Ruanda-Urundi et auxquels il fallait apporter des solutions justes et raisonnables dans un minimum de temps.

92. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la solution du problème des relations entre les Batutsi et les Bahutu ne pourrait être trouvée que grâce à l'extension progressive du processus de démocratisation qui commençait à s'implanter solidement dans le Territoire.

93. Le représentant de la Chine a estimé que l'intégration définitive des Bahutu et des Batutsi serait considérablement accélérée par une plus large diffusion de l'enseignement et par l'effondrement rapide de la structure politique traditionnelle.

94. Le représentant du Guatemala a été d'avis qu'au stade actuel il fallait faire un effort concerté pour remplacer le régime féodal par un régime démocratique. Cet effort devait tendre vers des objectifs bien définis, de manière que la population sentît qu'il était de son devoir de coopérer activement à la réalisation de ces objectifs.

95. Le représentant du Guatemala a estimé que l'Autorité administrante pouvait éviter la perpétuation des différends entre les groupes raciaux et régionaux en supprimant toutes les mesures juridiques ou administratives qui contribuaient à aggraver ces différends.

96. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a partagé l'avis de la Mission de visite et

de plusieurs représentants selon lequel les Batutsi et les Bahutu pourraient assurer leur propre salut dans l'harmonie et l'unité et dans un avenir prochain. Cependant, on ne parviendrait à cette fusion que si l'on se gardait de favoriser une couche sociale au détriment d'une autre.

CRÉATION D'ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS, ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

a) *Pouvoirs législatif et exécutif*

97. Le représentant de l'URSS a noté l'absence d'organe législatif dans le Territoire. Le Conseil général actuel n'était qu'un organe consultatif et, comme le Conseil supérieur du Ruanda l'a signalé dans son mémoire explicatif, les fonctions consultatives des conseils existants étaient elles-mêmes illusoires. L'Autorité administrante n'avait pas tenu compte des recommandations répétées du Conseil de tutelle qui avait demandé l'élargissement des fonctions du Conseil général de manière à le transformer rapidement en un organe législatif.

98. Le représentant d'Haïti s'est demandé quand le Territoire serait pourvu d'un organe législatif propre, puisque le Conseil général n'avait que des pouvoirs consultatifs. L'Autorité administrante devait également accorder toute l'attention désirable à la possibilité d'assurer une représentation africaine plus large au Conseil général.

99. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que le bon fonctionnement du Conseil général était très encourageant.

100. Le représentant de l'Australie a déclaré que le Conseil pourrait envisager une extension progressive des pouvoirs et des fonctions du Conseil général, ainsi que la constitution d'une délégation du Conseil général en vue de consultations directes et objectives avec l'Administration.

101. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que le Conseil général deviendrait bientôt un organe législatif élu comprenant un plus grand nombre de membres africains et doté de pouvoirs élargis.

102. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que le Gouverneur modifierait la représentation actuelle au Conseil général si la situation l'exigeait. Il faudrait peut-être nommer plus de quatre membres des conseils supérieurs ; d'autre part, le secteur commercial avait peut-être trop de représentants. L'Administration devrait examiner sérieusement la suggestion visant à créer un organe consultatif de six membres au Conseil général.

103. Le représentant du Guatemala a déclaré que la participation indirecte de la population autochtone à l'exercice du pouvoir législatif était encore incomplète et limitée. Il faudrait qu'un plus grand nombre d'autochtones soient élus au Conseil général auquel on devrait conférer peu à peu des pouvoirs législatifs. L'Autorité administrante devrait s'abstenir de prendre des décrets applicables à la fois au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

104. Le représentant de la Birmanie, notant que les membres du Conseil général avaient exprimé le désir de participer plus étroitement à la préparation des lois applicables au Territoire, a estimé que l'on devrait demander l'avis du Conseil général sur les problèmes importants et délicats.

105. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, sous sa forme actuelle, le Conseil général pouvait rendre d'énormes services. L'Autorité administrante avait considérablement augmenté les possibilités d'accession pour les Africains. La Belgique continuerait d'exercer la plénitude du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire jusqu'à la fin de la tutelle. On ne pourrait donc accorder au Conseil général que des pouvoirs réglementaires ou des pouvoirs législatifs dans des matières mineures. L'administration belge était convaincue que si les membres du Conseil étaient immédiatement élus au suffrage universel et si le Conseil était investi du pouvoir législatif dans toute sa plénitude, les conséquences seraient très graves, pouvant aboutir à la séparation des deux pays et, fort probablement aussi, à la fin de l'effort économique et social.

b) *Structure politique autochtone*

106. Le représentant de l'URSS a indiqué que sa délégation avait l'impression que l'Autorité administrante avait définitivement pris le parti de maintenir les traditions féodales et mettait obstacle aux réformes démocratiques propres à accélérer le progrès politique des autochtones.

107. Le représentant d'Haïti a déclaré que l'utilité d'une double administration — belge et autochtone — serait sans doute de plus en plus sujette à caution dans l'avenir. Les Bami étaient conscients de la limitation de leurs pouvoirs et demandaient une intégration des administrations belge et autochtone ou la dévolution à cette dernière de responsabilités plus étendues.

108. Le représentant de la Syrie a appuyé la suggestion de la Mission de visite tendant à ce qu'il soit mis un terme à la dualité de l'administration autochtone et de l'administration européenne par la transformation des conseils autochtones en conseils locaux dont la compétence ne serait pas limitée aux seules affaires autochtones.

109. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que le principe électif avait été étendu aux conseils supérieurs et que chaque conseil assumait à présent des pouvoirs et des responsabilités plus larges.

110. Selon le représentant de la Chine, il importait au plus haut point que le Territoire fût doté d'une administration unique. L'Autorité administrante devrait poursuivre ses efforts en vue de transformer plus rapidement les divers conseils en des organes locaux vraiment représentatifs.

111. Le représentant du Guatemala a recommandé l'élimination de la double administration européenne et autochtone. Il a suggéré en outre le remplacement

des chefs traditionnels par des fonctionnaires élus au suffrage universel.

112. Le représentant de la Birmanie a estimé que l'Autorité administrante devrait prendre des mesures hardies pour augmenter les responsabilités des autorités locales et des conseils autochtones et pour amener l'intégration progressive des administrations européenne et indigène.

113. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il n'était pas exact que les conseils autochtones créés par le décret du 14 juillet 1952 étaient des organes purement consultatifs, sans pouvoirs réels. Il a énuméré les fonctions de ces conseils.

INSTITUTION DU SUFFRAGE UNIVERSEL DES ADULTES ET D'ÉLECTIONS DIRECTES

114. Le représentant de la France a estimé qu'il convenait de féliciter l'Autorité administrante pour les progrès accomplis en ce qui concerne le suffrage des adultes et les élections directes.

115. Le représentant de l'URSS a considéré que rien ne pouvait justifier la lenteur extraordinaire avec laquelle on organisait le système électoral.

116. Le représentant d'Haïti a loué le Gouverneur du Territoire d'avoir introduit le suffrage universel au niveau des sous-chefferies. Il a cependant exprimé l'espoir que des élections directes au suffrage universel auraient lieu très prochainement pour tous les conseils.

117. Le représentant de l'Italie a noté que l'Autorité administrante avait déjà commencé d'introduire le suffrage universel avec des résultats encourageants.

118. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir qu'il serait possible d'étendre progressivement aux conseils supérieurs du Territoire le principe des élections directes au suffrage universel.

119. Le représentant de la Chine a appris avec satisfaction qu'en 1959 la loi autoriserait l'élection directe des conseillers de sous-chefferie. A son avis, l'application progressive à tous les conseils d'un système d'élections directes au suffrage universel amènerait graduellement l'Autorité administrante à déléguer ses pouvoirs à ces organes.

120. Le représentant de l'Inde a été heureux de constater que le Gouverneur espérait que des élections directes aux conseils de sous-chefferie auraient lieu en 1959. A son avis, il conviendrait d'appliquer simultanément le principe électif à tous les organes représentatifs de manière à assurer la présence d'un certain nombre de représentants élus à tous les échelons de l'autorité autochtone.

121. Le représentant du Guatemala a recommandé qu'un système électoral fondé sur le suffrage universel soit appliqué plus rapidement pour la constitution des organes représentatifs du Territoire.

122. Le représentant de la Birmanie a déclaré que la participation croissante de la population aux

élections était un phénomène sain dont l'Administration et la population pouvaient s'enorgueillir. Il a considéré, toutefois, que ce progrès important devait être suivi d'élections aux conseils autochtones à tous les niveaux, fondées sur le suffrage universel des adultes. De plus, la participation des femmes devait être encouragée.

FONCTION PUBLIQUE : FORMATION ET NOMINATION D'AUTOCHTONES A DES POSTES ADMINISTRATIFS IMPORTANTS

123. Le représentant de la France, notant qu'un nombre croissant d'Africains a été nommé à des postes administratifs, a estimé que, au cours des années à venir, l'africanisation de la fonction publique se poursuivrait à un rythme accéléré.

124. Le représentant de l'URSS a signalé que la situation n'avait pas du tout changé en ce qui concerne la formation de spécialistes autochtones au niveau de l'enseignement supérieur. Il n'y avait toujours pas de tels spécialistes dans le Territoire, et les Africains n'occupaient donc aucun poste administratif important.

125. Le représentant du Royaume-Uni a noté la déclaration du représentant spécial selon laquelle on pouvait espérer une augmentation constante du nombre des fonctionnaires autochtones.

126. Selon le représentant de la Chine, il était évident que l'on devrait donner à un plus grand nombre d'autochtones la possibilité de participer plus pleinement à l'administration du Territoire.

127. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que des autochtones qualifiés pourraient entrer dans les cadres européens de l'administration.

ORGANISATION JUDICIAIRE

128. Le représentant de la France a félicité l'Autorité administrante pour les réformes effectuées en vue de réaliser une séparation plus complète des pouvoirs exécutif et judiciaire.

129. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, parlant du problème de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire, a déclaré que des modifications fondamentales, bien que limitées, avaient déjà été apportées dans un sens que le Conseil pourrait approuver.

130. Le représentant du Guatemala a recommandé que l'on établisse une séparation plus nette entre les pouvoirs administratifs et judiciaires. Le projet de code d'organisation judiciaire du Territoire constituait un progrès notable. Il était regrettable, cependant, que le Comité des tribunaux indigènes du Conseil général n'ait pas approuvé la séparation immédiate des fonctions judiciaires et administratives conférées aux chefs, et il fallait espérer que l'Autorité administrante et le Conseil général continueraient d'étudier cette question.

III. — PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

ECONOMIE GÉNÉRALE ; FINANCES PUBLIQUES ; MESURES PRISES POUR ASSURER AU TERRITOIRE DES RECETTES SUFFISANTES

131. Le Ruanda-Urundi est avant tout un pays pauvre et surpeuplé. Au point de vue vivrier, il se suffit à lui-même bien que l'irrégularité du régime des pluies ait causé dans le passé des famines tragiques. La population pose un problème continuuel à cause du manque de terre et des difficultés causées par la surcharge d'un bétail sans intérêt économique (*overstocking*). La seule exportation actuelle vraiment importante est le café.

132. Le budget ordinaire du Territoire est alimenté exclusivement par les recettes du Territoire. Sur une prévision de 647 millions de francs¹ de recettes pour 1956, 2,78 pour 100 provient des impôts personnels, 16,05 pour 100 des impôts sur le revenu, 33,60 pour 100 des droits de douane et accises, 18,99 pour 100 des impôts indigènes, 7,80 pour 100 de l'impôt sur le bétail, 14,25 pour 100 des recettes judiciaires et administratives, et 6,73 pour 100 des recettes diverses. En ce qui concerne les dépenses, sur un total de prévisions de 746 millions, 19,60 pour 100 sont consacrés aux services administratifs, judiciaires et de la Force Publique, 38,08 pour 100 aux services sociaux, 36,90 pour 100 aux services économiques et 5,42 pour 100 à des dépenses diverses. Les dépenses prévues pour 1957 s'élèvent à près de 921 millions de francs.

133. En outre, les pays et chefferies possèdent leurs budgets propres, dont le total représentait, à la fin de 1956, 365 millions de francs.

134. Pour financer les projets mis en œuvre dans le cadre du plan décennal de développement économique et social, on a recours au budget extraordinaire dont l'essentiel des recettes est une avance annuelle de 400 millions de francs sans intérêt, que le Parlement belge vote chaque année depuis 1952. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa vingt et unième session qu'il était possible que, pour 1958, cette avance soit portée à 600 millions de francs. Les crédits budgétaires au titre du plan décennal s'élevaient, à la fin de 1956, à 1.919 millions, et sur ce total 1.010 millions de dépenses avaient été engagés (dont 331 millions pour les transports, 362 millions pour les constructions, et 177 millions pour l'enseignement). A la vingt et unième session, l'Autorité administrante a informé le Conseil que le montant des prêts sans intérêts faits au Territoire par la Belgique se montait dès maintenant à près de 3 milliards de francs belges, soit 60 millions de dollars.

135. Suite à des voyages d'études faits en 1955

¹ 50 francs belges ou congolais = 1 dollar des Etats-Unis.

et 1956 par ses représentants, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé en 1957 un emprunt de 4.800.000 dollars pour financer la construction du nouveau port d'Usumbura et la construction d'un nouvel axe routier. La Mission de visite de 1957 a signalé que cet emprunt n'a été ratifié qu'avec peu d'enthousiasme par le Conseil général du Ruanda-Urundi.

136. A sa dix-neuvième session, le Conseil de tutelle a souligné notamment la nécessité qu'il y avait à poursuivre les efforts pour augmenter les recettes publiques en utilisant pleinement les capacités diverses de tous les éléments de la population.

137. La Mission de visite de 1957 a été favorablement impressionnée par les réalisations spectaculaires des dernières années, les travaux en cours et le vigoureux effort d'équipement du pays. Elle a cependant noté que l'Autorité administrante considérait la situation budgétaire comme sérieuse et estimait qu'il y avait lieu d'assurer une conversion profonde et systématique des méthodes actuelles d'exploitation des ressources naturelles du pays, qui assoirait les finances publiques du Ruanda-Urundi sur une économie consolidée.

138. La Mission de visite de 1957 a souligné que le facteur essentiel de succès ou d'échec sera la mesure dans laquelle la population autochtone elle-même participera activement, consciemment et volontairement à la mise en valeur du Ruanda-Urundi, et elle a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ferait un très gros effort de propagande et de persuasion dans ce sens.

139. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante d'avoir continué à maintenir le rythme du développement économique du Territoire et de l'effort vigoureux qu'elle déploie pour l'équipement du pays, assuré principalement par l'application du plan décennal. Le Conseil appuie l'opinion de la Mission de visite selon laquelle l'Autorité administrante a fait preuve de hardiesse et de courage dans ces efforts, et prend note en particulier des mesures prises en vue d'introduire des réformes fondamentales dans le régime du bétail et le régime foncier, d'accroître la production des cultures vivrières, du café et des autres cultures de rapport, d'entreprendre une étude des gisements minéraux et de développer l'énergie hydro-électrique afin d'encourager l'industrialisation du pays. Le Conseil exprime l'espoir que ces efforts seront poussés de manière que, par une augmentation de la productivité agricole et industrielle, l'on puisse venir à bout des difficultés budgétaires croissantes et résoudre les problèmes posés par l'augmentation rapide d'une population relativement dense.

Le Conseil, notant que l'augmentation des dépenses initiales, certaines difficultés techniques et les difficultés budgétaires résultant des dépenses récurrentes croissantes ont retardé la mise en œuvre de certains projets du plan décennal, exprime l'espoir que l'Autorité administrante sera à même de continuer à assurer l'exécution fidèle du plan.

MARCHÉ COMMUN

140. A sa dix-neuvième session, le Conseil a prié l'Autorité administrante, dans l'éventualité où le Territoire serait associé au Marché commun européen, de l'informer de l'application des accords de Rome au Territoire et des repercussions qu'ils pourraient avoir sur son économie. L'Assemblée générale, lors de sa douzième session, a adopté une résolution [résolution 1210 (XII)] dans le même sens.

141. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil rappelle sa recommandation adoptée lors de la dix-neuvième session et prie l'Autorité administrante de l'informer des circonstances dans lesquelles le Territoire se trouvera associé au Marché commun européen et de toute opinion que ses organes représentatifs pourraient exprimer sur cette question.

RÉGIME FONCIER ET AGRICULTURE

142. Le Territoire comprend 22.440 kilomètres carrés de terres arables, 18.539 kilomètres carrés de pâturages, 1.550 kilomètres carrés de forêts, 609 kilomètres carrés de terrains de reboisement, 85 kilomètres carrés de terrains miniers en exploitation ; le reste du Territoire est constitué de superficies impropres à l'agriculture.

143. En 1956, les autochtones possédaient environ 36.000 kilomètres carrés de terres. L'Administration en possédait environ 152 kilomètres carrés et les non-autochtones occupaient environ 221 kilomètres carrés de terrain (dont environ 48 kilomètres carrés occupés par les établissements d'enseignement ou de culte des missions religieuses).

144. Dans les régions du Territoire où la population est la plus dense, la superficie de terres arables dont dispose une famille est, en moyenne, inférieure à un hectare et demi, ce qui, de l'avis de l'Administration, est au-dessous du minimum qu'il faut pour assurer un niveau de vie convenable et maintenir la fertilité du sol. C'est pourquoi les autorités prévoient, dans le cadre du plan décennal, un regroupement progressif de la population, dont on provoquerait l'exode vers des régions moins occupées, à l'intérieur ou à l'extérieur du Territoire.

145. En ce qui concerne la production, un quart environ de la superficie totale du Territoire est cultivé et la comparaison des statistiques estimatives de 1955 et de 1956 fait ressortir une faible diminution de la superficie consacrée à l'ensemble des cultures vivrières (1.355.388 hectares en 1955 et 1.348.406 hectares en 1956), mais une augmentation de la production globale (6.468.842 tonnes en 1955 et 6.624.366 tonnes en 1956). Parmi les résultats obtenus en 1956 au titre du programme agricole, on compte les suivants : la superficie drainée au cours de 1956 s'élève à 2.233 hectares portant la superficie totale ainsi récupérée à 94.446 hectares (92.865 hectares en 1955) ; l'irrigation de 6.017 hectares qui, de ce fait, ont pu être livrés aux cultures durant la saison

sèche ; l'établissement de 87.660 kilomètres de fossés et haies en vue de créer des terrasses sur 113.108 hectares. Le relevé total des travaux antiérosifs s'élève, fin 1956, à 341.405 kilomètres de fossés et de haies et la superficie totale ainsi mise en protection contre l'érosion peut être estimée à 546.373 hectares (407.112 en 1955). On peut également noter que 28 tonnes de semences sélectionnées et 150.000 boutures de manioc ont été introduites en milieu indigène.

146. La production (en tonnes) des cultures industrielles indigènes comporte notamment du café arabica (17.805 tonnes de café en parche en 1956, contre 21.399 en 1955) ; du coton (5.185 tonnes de coton non égrené en 1956, contre 7.283 en 1955) ; de l'huile de palme, de l'huile de ricin et du tabac.

147. La valeur de la récolte de café est estimée à 588 millions de francs (sur un total de 656 millions de francs pour toutes les cultures industrielles indigènes). En 1956, on a planté environ 5 090.000 nouveaux caféiers. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa vingt et unième session que l'année 1957 avait été excellente pour l'agriculture ; 23.240 tonnes de café avaient déjà été exportées, contre 13.000 tonnes en 1956 ; la production totale de 1957 atteindra près de 28.000 tonnes. La production de coton est passée de 5.200 à 6.000 tonnes.

148. A la dix-neuvième session, l'Autorité administrante a annoncé au Conseil de tutelle que l'Administration se proposait de choisir, d'accord avec les Bami, une région dans chaque pays où la propagande agricole pour les cultures vivrières serait faite, en 1957, uniquement par les autochtones, sans intervention d'Européens.

149. A sa dix-neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre des mesures en vue d'augmenter davantage les terres cultivables, d'introduire l'emploi de machines agricoles et de méthodes d'agriculture modernes, de poursuivre la propagande en matière de production alimentaire, de diversifier l'agriculture commerciale et d'assurer une participation plus complète des autochtones dans le traitement et la vente de leurs produits.

150. La Mission de visite de 1957 a été très favorablement impressionnée par les paysannats de la Ruzizi, du Mosso et du Ntyazo, ainsi que par les secteurs pilotes. Elle a rendu hommage aux réalisations en matière de drainage, de mise en culture des fonds marécageux, de lutttes antiérosives et de reboisement, et s'est réjouie de voir que l'Autorité administrante allait s'attaquer maintenant aux problèmes de génie rural sur une échelle plus grande et avec des moyens beaucoup plus considérables. La Mission a reconnu l'importance et la complexité des problèmes fonciers au Ruanda-Urundi et a recommandé à l'Autorité administrante de continuer par tous les moyens à en hâter la solution.

151. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction les mesures prises par l'Autorité administrante pour mettre en culture les terres marécageuses, réduire l'excédent de la population dans les zones surpeuplées et instituer un régime foncier et une utilisation des terres plus modernes et plus productifs, grâce à l'usage de paysannats et de secteurs pilotes, et aux travaux de génie rural et de conservation du sol.

Le Conseil note avec intérêt les mesures que l'Autorité administrante est en train de prendre pour encourager la diversification des cultures de rapport, en développant la culture du coton, de la canne à sucre, du riz, du blé et du thé, ainsi que les mesures adoptées en vue d'encourager le développement et l'efficacité de l'industrie du café. Il exprime l'espoir que ces efforts seront continués et poussés davantage et que l'Autorité administrante fera de même en vue d'assurer une production alimentaire suffisante.

Le Conseil exprime l'espoir que les études entreprises par l'Autorité administrante permettront de créer bientôt un système plus étendu de crédit rural au profit des petits cultivateurs.

Le Conseil, reconnaissant l'importance et la complexité des problèmes fonciers, note qu'une étude du régime foncier autochtone est en voie de réalisation et recommande à l'Autorité administrante de continuer à rechercher activement les solutions de ces problèmes.

ELEVAGE

152. Le cheptel bovin du Territoire est pléthorique et s'élevait, à la fin de 1956, à 930.024 têtes aux mains des autochtones (soit une augmentation de 23.407 unités par rapport à l'année précédente). Il y avait en outre 1.572.972 caprins appartenant aux autochtones (augmentation de 107.014 têtes), 524.344 ovins (augmentation de 65.386 têtes) et 61.483 porcins (augmentation de 3.941 unités).

153. Des autochtones considèrent le bétail comme un signe de richesse et de prestige social. Dans la plupart des cas, les éleveurs ne sont pas les propriétaires du bétail, mais des clients qui bénéficient d'une espèce de droit d'usage prolongé en échange de certaines obligations de caractère semi-féodal qu'ils contractent envers leur patron. Ce régime coutumier d'usage contractuel du bétail s'appelle *ubuhake* au Ruanda et *ubugabire* en Urundi.

154. En 1954, le Mwami du Ruanda a établi la suppression de l'*ubuhake*. Un arrêté analogue, tendant à la suppression de l'*ubugabire*, a été pris en 1955 par le Mwami de l'Urundi. Les opérations de partage du bétail se poursuivent depuis lors. Au 31 décembre 1956, 79.461 contrats de servage pastoral (*ubuhake*, *ubugabire*) ont été rompus et le bétail en faisant l'objet, soit quelque 204.000 têtes, partagé entre les ayants droit.

155. La Mission de visite de 1957 a rappelé que le plan décennal de 1951 proposait de réduire le cheptel bovin de 973.000 têtes en 1949 à 530.000 en 1959 ; mais elle a constaté qu'en fait, le nombre de ce bétail était resté stationnaire au cours des huit

dernières années et se maintenait aux environs de 900.000 à 950.000 têtes. Par contre des progrès ont été réalisés dans l'amélioration du cheptel à conserver.

156. La Mission a conclu qu'elle avait tendance à croire que le chemin à parcourir était encore long pour transformer une richesse virtuelle et dangereuse par les menaces qu'elle comporte (*overstocking*) en une autre richesse réelle et productive, celle-là.

157. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, notant les difficultés qui entravent la mise en œuvre des programmes tendant à réduire le nombre excessif de têtes de bétail dans le Territoire, recommande à l'Autorité administrante de continuer ses efforts pour convaincre la population autochtone de l'intérêt qu'il y a à réduire les troupeaux de bétail soit par l'exportation, soit par la consommation locale, afin que cette richesse potentielle puisse être transformée en biens réels et productifs. Il espère que l'Autorité administrante poursuivra également ses efforts pour améliorer la qualité du bétail.

INDUSTRIE

158. L'industrie est encore peu développée dans le Territoire. L'Autorité administrante envisage, dans le cadre du plan décennal, la construction d'une centrale hydro-électrique sur la Ruzizi capable de développer une puissance de 20.000 kilowatts.

159. A sa dix-neuvième session, le Conseil a attiré l'attention de l'Autorité administrante sur l'intérêt de développer des industries dans le Territoire, et a recommandé de rechercher des moyens de faire progresser les industries secondaires et familiales et l'artisanat.

160. Le Gouverneur du Ruanda-Urundi a estimé lui aussi que le Territoire devait s'engager résolument dans la voie de l'industrialisation. C'était là la seule chance, à son avis, de modifier un indice démographique pléthorique, qui constitue une menace pour l'avenir agricole du Territoire, en un atout majeur, générateur de richesse, dans le cadre d'une économie industrialisée.

161. En attendant qu'Usumbura soit alimenté en électricité par la centrale de la Ruzizi (ce qui est prévu pour fin 1958), le Gouvernement a adopté une politique de tarifs réduits pour stimuler la consommation.

162. La production minière du Ruanda-Urundi s'est élevée en 1956 à environ 5.800 tonnes (dont 102 kilogrammes d'or, 2.308 tonnes de cassitérite, 583 tonnes de tantalo-colombite, 795 tonnes de wolframite, 1.811 tonnes d'amblygonite, 356 tonnes de bastnaesite et 41 tonnes de béryl), contre 5.500 tonnes en 1955. La valeur de la production minière de 1956 est évaluée à 270 millions de francs.

163. Le Conseil a été informé à sa vingt et unième

session que le contingentement de la production de l'étain et la baisse assez générale des cours des produits minéraux avaient forcé des entreprises à arrêter leur production et à licencier une partie du personnel. La plupart des entreprises minières envisageaient pour 1958 une situation déficitaire.

164. La Mission de visite rapporte que la situation de l'industrie minière du Ruanda-Urundi n'est pas particulièrement encourageante. Le prix de revient des minerais exploités se situe souvent à la limite de la rentabilité des gisements, et les perspectives de découverte de produits minéraux ne peuvent être considérées à priori comme très prometteuses, mais la Mission estime qu'un inventaire aussi complet que possible de ces richesses est une tâche à accomplir dans l'intérêt de tous les habitants du Territoire. Aussi la Mission a-t-elle estimé que le service géologique du Ruanda-Urundi devrait être renforcé, que la stabilité de son personnel devrait être garantie ; elle a aussi suggéré qu'il serait peut-être intéressant d'étudier la création d'un organisme analogue au bureau minier des territoires français.

165. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil, considérant que la prospérité future du Territoire exigerait une économie diversifiée, accueille avec faveur les mesures prises par l'Autorité administrante pour développer l'énergie hydro-électrique, les réseaux de transport, les installations portuaires et les petites industries, et exprime l'espoir que ces efforts assureront la pleine participation des autochtones et amèneront la création d'industries nouvelles.

Le Conseil signale à l'attention de l'Autorité administrante les suggestions de la Mission de visite relatives aux services géologiques et l'invite à étudier cette question et à lui communiquer ses idées à ce sujet.

COMMERCE ET NÉGOCE ; COOPÉRATIVES

166. Le commerce extérieur et le commerce de gros du Territoire sont presque entièrement aux mains d'entreprises européennes ou asiatiques.

167. A sa dix-neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante remédierait à cette situation en accordant de plus grandes facilités de crédit aux Africains et en leur donnant la possibilité d'acquérir l'expérience. Le Conseil a souhaité, en outre, que l'Autorité administrante encourage la formation de nouvelles coopératives autochtones pour la transformation et la vente des produits agricoles d'exportation.

168. La population autochtone participe de manière croissante au commerce de détail grâce à l'augmentation du nombre de centres de négoce dans lesquels seuls les autochtones ont le droit d'exercer un commerce. Il existait, à la fin de 1956, 103 centres de ce genre (87 en 1955) auxquels il faut ajouter 54 centres commerciaux ouverts aux commerçants de toute race.

169. En matière coopérative, la législation de

1949 prévoyait que les coopératives indigènes ne pouvaient être créées que pour une durée maximum de cinq ans ; ces coopératives étaient soumises à une tutelle très étroite de l'Administration. Cette législation a été remplacée par un décret du 24 mars 1956, qui prévoit la création non plus seulement de coopératives indigènes, mais encore de groupements de coopératives indigènes. Le nouveau décret porte à 30 ans la durée d'existence maximum de ces associations et relâche considérablement la tutelle de l'Administration à l'égard des coopératives.

170. A la vingt et unième session, l'Autorité administrante a informé le Conseil que le mouvement coopératif continuait à se développer. Il existait 12 coopératives, plus trois qui, constituées et fonctionnant en fait, étaient en voie d'agrégation. De ces 15 coopératives, huit étaient des coopératives de production du café, une s'intéressait aux produits vivriers de la plaine de la Ruzizi et les six autres étaient des groupements de consommateurs.

171. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

Le Conseil, estimant qu'il n'y a pas eu d'accroissement important dans la participation des autochtones au commerce d'importation et d'exportation ainsi qu'au commerce de gros du Territoire pendant la période considérée, exprime l'espoir que l'Autorité administrante n'épargnera aucun effort pour remédier à cette situation en étudiant la possibilité d'accorder de plus grandes facilités de crédit aux Africains. Le Conseil exprime également l'espoir que l'Autorité administrante encouragera la formation de nouvelles coopératives autochtones pour la transformation et la vente des produits agricoles d'exportation.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

ECONOMIE GÉNÉRALE ; FINANCES PUBLIQUES ; MESURES PRISES POUR ASSURER AU TERRITOIRE DES RECETTES SUFFISANTES

172. Le représentant de la France a estimé que des progrès notables avaient été accomplis dans le développement de l'économie en dépit de la pauvreté générale du Territoire ainsi que du problème démographique.

173. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a appelé l'attention sur le déficit du budget qui était, à son avis, la conséquence de la politique économique de l'Autorité administrante visant à consolider l'état de dépendance du Territoire et à construire des routes, des installations portuaires et des aéroports en vue d'intensifier encore l'exploitation des ressources et de la main-d'œuvre du Ruanda-Urundi ; il était clair qu'en ce qui concerne le développement du Territoire, le souci des intérêts étrangers primait sur celui des besoins de la population autochtone ; en effet, l'Admi-

nistration ne se préoccupait nullement de développer l'industrie de transformation, surtout dans les secteurs dont dépendait essentiellement l'autonomie du pays.

174. Le représentant d'Haiti a noté l'aide généreuse accordée annuellement au Territoire par l'Autorité administrante. Les résultats des investissements effectués apparaîtraient à plus ou moins longue échéance.

175. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que l'Autorité administrante avait maintenu à un rythme des plus satisfaisants le développement économique du Territoire. Sa délégation avait été heureuse d'apprendre que le Gouvernement belge envisageait un accroissement très substantiel, pour 1958, de la subvention annuelle qu'il accordait au Ruanda-Urundi.

176. Le représentant de l'Australie a estimé que l'Autorité administrante envisageait un avenir économique adapté aux besoins du Territoire, fondé sur une diversification croissante de l'économie et sur la création d'industries secondaires.

177. Le représentant de la Chine a souligné l'importance de la formation d'une solide classe moyenne de propriétaires qui contribuerait considérablement au développement de l'industrialisation.

178. Le représentant de l'Inde a vu dans le déficit croissant du budget et dans le surpeuplement deux problèmes capitaux qui pourraient devenir aigus. Il a noté que la subvention annuelle venait d'être augmentée et que des expériences hardies étaient entreprises en matière agricole. Le Gouverneur avait déclaré qu'il croyait fermement à l'industrialisation et mettait au point une nouvelle méthode de mise en valeur des ressources naturelles du Territoire. Ces mesures contribueraient vraisemblablement de façon plus efficace à la solution des problèmes essentiels que les résultats très limités obtenus grâce à l'émigration volontaire.

179. Le représentant du Guatemala a estimé que, en dépit des efforts déployés par l'Autorité administrante pour élargir la structure fondamentale de l'économie et accroître la productivité, les résultats étaient encore de beaucoup inférieurs à ce qu'il faudrait pour améliorer le niveau de vie.

180. Le représentant de la Birmanie s'est dit heureux d'apprendre que le Gouverneur s'attaquait avec hardiesse à une tâche rendue plus difficile par l'existence de nombreux problèmes économiques.

MARCHÉ COMMUN

181. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la Communauté économique européenne aurait pour effet de grouper les puissances coloniales en un front commun qui s'opposerait à l'union croissante des peuples africains dans leur lutte pour l'indépendance. La solidarité ainsi établie entre les colonisateurs avait pour but de retarder l'effondrement du système colonial et de

freiner l'accession à l'indépendance des peuples des colonies et des territoires sous tutelle africains. On avait inclus le Territoire sous tutelle dans la Communauté économique européenne sans consulter sa population et sans demander l'accord de l'Organisation des Nations Unies. Cette mesure était contraire aux Articles 73 et 76 de la Charte et constituait une violation unilatérale de l'Accord de tutelle.

182. Le représentant du Guatemala a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante fournirait aussitôt que possible au Conseil les renseignements relatifs à l'association du Ruanda-Urundi au Marché commun européen. Il s'est déclaré surpris qu'on n'eût pas essayé de consulter la population ou ses représentants au sujet d'une pareille mesure.

183. Le représentant de l'Autorité administrante a fait observer que l'association en question n'implique pour le Ruanda-Urundi aucune responsabilité et ne lui impose aucune obligation et que, par conséquent, une consultation de la population du Ruanda-Urundi au sujet du Marché commun serait sans objet.

RÉGIME FONCIER ET AGRICULTURE

184. Le représentant de la France a noté les progrès de l'accroissement des ressources du Territoire.

185. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il n'y avait eu, durant l'année considérée, aucun changement appréciable dans la situation agricole. Il a appuyé la conclusion de la Mission de visite qui estime que le système d'utilisation des terres est l'un des problèmes essentiels du Territoire. Il a relevé que l'aliénation des terres se poursuivait au Ruanda-Urundi et il a estimé indispensable que, dans ses recommandations, le Conseil insiste de façon appropriée sur cette question.

186. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que l'Autorité administrante, en collaboration avec les chefs et les populations, accomplissait des efforts extraordinaires, tant sur le plan humain que sur le plan matériel, afin de résoudre les problèmes qui touchent à la vie même du Territoire. Il s'est particulièrement intéressé aux mesures destinées à développer la production du thé, et il a estimé qu'il faudrait rechercher les moyens propres à faire du thé une culture paysanne.

187. Le représentant d'Haïti a fait observer que les problèmes du surpeuplement et de la surcharge pastorale étaient résolus de façon partielle par les paysannats et les secteurs pilotes combinés avec la *destocking*.

188. Le représentant de l'Italie a félicité l'Autorité administrante de son vaste programme de paysannats. Néanmoins, il demeure persuadé que la solution permanente du problème doit être recherchée dans l'industrialisation du pays et dans l'émigration.

189. Le représentant de la Syrie a déclaré que la réforme agraire était d'une très grande importance.

190. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, notant qu'il est souhaitable de diversifier davantage l'économie du Territoire, a estimé que l'Autorité administrante avait montré, notamment en établissant une industrie sucrière et en encourageant la production du thé, qu'elle ne perdait pas de vue cet objectif.

191. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction que, si l'émigration volontaire aidait dans une certaine mesure à remédier à la pénurie des terres, les plans de redistribution des terres à l'intérieur du Territoire permettaient d'apporter une contribution substantielle à la solution de ce problème.

192. Le représentant de l'Australie a estimé qu'il était possible de diversifier les productions primaires. La création de communautés villageoises méritait tous les encouragements. Il a exprimé l'espoir que le problème foncier et celui de l'élevage seraient résolus en temps voulu grâce aux efforts patients et soutenus de l'Autorité administrante et à la collaboration des autochtones.

193. Le représentant de la Chine a déclaré que l'Autorité administrante avait fait de grands efforts et obtenu des résultats spectaculaires. Elle envisageait une révision complète et systématique des méthodes suivies actuellement pour développer les ressources naturelles du pays. Les efforts qu'elle déployait pour résoudre le problème des terres méritaient les éloges du Conseil. L'Autorité administrante n'avait d'autre solution que de prendre l'initiative en incitant les communautés traditionnelles à utiliser les terres de façon complète et efficace. Le représentant de la Chine s'est félicité d'apprendre que l'on avait entrepris une étude complète sur la question du régime foncier et il a exprimé l'espoir que les conclusions de cette étude seraient bientôt mises à la disposition du Comité du développement de l'économie rurale.

194. Le représentant du Guatemala a déclaré que les paysannats favorisaient le dégoût des zones surpeuplées et marquaient le début d'un régime foncier plus moderne et d'une utilisation plus productive des terres. Il a exprimé la conviction que les projets pilotes donneraient des résultats satisfaisants, ce qui permettrait d'en augmenter le nombre. Il a recommandé la création d'établissements de crédit rural au profit de la population autochtone.

195. Le représentant de la Birmanie a félicité l'Administration des efforts qu'elle avait faits en ce qui concerne la mise en culture des terres non exploitées, l'irrigation, la lutte contre l'érosion et le reboisement. Il a insisté sur le caractère grave et délicat du problème foncier.

196. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le problème des droits fonciers exigeait une étude préalable du régime foncier autochtone et que cette étude était en cours.

ELEVAGE

197. Le représentant du Royaume-Uni a fait sienne la conclusion de la Mission de visite selon laquelle il restait encore un long chemin à parcourir avant que la richesse potentielle représentée par le bétail puisse être transformée en biens réels et productifs.

198. Le représentant de l'Italie a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante saurait convaincre les autochtones du bien-fondé d'une politique de réduction du cheptel, et qu'elle s'efforcerait de créer une industrie de conservation des viandes.

199. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a appris avec regret qu'il n'avait pas été possible d'atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne la réduction du bétail excédentaire.

200. Le représentant du Guatemala a estimé qu'il serait utile d'organiser une campagne en faveur d'une consommation accrue de viande. Il a exprimé le regret que l'on ait abandonné l'idée de créer une industrie de conservation de la viande.

INDUSTRIE

201. Le représentant de la France a déclaré que l'Autorité administrante avait pratiqué une politique hardie dans le domaine de l'énergie.

202. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'utilisation de l'énergie hydro-électrique n'avait pas dépassé le stade des plans sur le papier. Une nouvelle politique d'industrialisation s'imposait et, comme le Gouverneur l'avait dit lui-même, il fallait modifier profondément et systématiquement les méthodes d'exploitation des ressources naturelles du Territoire. Il y avait lieu de repenser radicalement tout le problème du développement économique du pays, afin de hâter son accession à l'indépendance.

203. Le représentant du Royaume-Uni a considéré que la première tâche devait être de fournir les services économiques de base tels que l'adduction d'eau et l'énergie; de toute évidence, l'Autorité administrante faisait des efforts efficaces dans ce sens et y consacrait des capitaux importants.

204. Le représentant d'Haïti a estimé qu'un grand effort devait être fait en vue de réaliser une prospection géologique complète du Territoire.

205. Le représentant de la Syrie a déclaré que l'industrialisation revêtait une importance capitale.

206. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a considéré que les plans de développement industriel de l'Administration étaient utiles et nécessaires à l'avenir économique du Territoire. Il s'est particulièrement félicité des progrès accomplis dans le développement des ressources hydro-électriques, des réseaux de transport, des installations portuaires et des petites industries.

207. Le représentant de la Chine a constaté que l'Autorité administrante poursuivait avec énergie

l'industrialisation du Territoire, et a estimé qu'il était indispensable d'obtenir la pleine coopération des autochtones.

208. Le représentant du Guatemala a estimé que l'Administration pourrait favoriser la création d'industries nouvelles par des stimulants et des moyens appropriés. Il a appuyé la suggestion de la Mission de visite visant à renforcer le service géologique et à créer un bureau des mines.

209. Le représentant de la Birmanie a estimé que l'Autorité administrante devrait, parallèlement aux mesures prises en faveur de l'agriculture, rechercher les moyens propres à développer les industries de transformation, les industries familiales et l'artisanat.

210. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les centrales électriques dont on avait décidé la construction suffiraient aux besoins actuels et futurs.

ACTIVITÉS COMMERCIALES ; MOUVEMENT COOPÉRATIF

211. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que l'industrie des transports et le commerce de détail pouvaient encore être développés. Peut-être faudrait-il prendre des dispositions spéciales pour résoudre le problème posé par l'octroi de crédit aux Africains.

212. Le représentant du Guatemala a considéré que le revenu de la population autochtone pourrait être augmenté en créant des coopératives pour la transformation et le moulage du café.

IV. — PROGRÈS SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

213. Dans le domaine social, les principaux organismes publics sont les services médicaux et le service des affaires indigènes et de la main-d'œuvre, qui s'occupe également des questions sociales d'ordre général. Parmi les autres organismes de caractère social qui exercent leur activité au Ruanda-Urundi comme au Congo belge, il faut citer le Fonds colonial des invalidités qui protège les travailleurs indigènes contre les accidents du travail, l'Office des cités africaines et le Fonds du bien-être indigène. Ce dernier organisme, dont le capital initial provenait du remboursement, par la Belgique, des dépenses de guerre faites par le Congo belge, a consacré, en 1956, environ 87 millions de francs (contre 62 millions de francs en 1955) à son action au Ruanda-Urundi. Le total de l'intervention du Fonds de 1948 à 1956 s'élève à 565 millions de francs. Le programme de 1956, comme celui des années précédentes, consistait avant tout à améliorer l'approvisionnement en eau des milieux coutumiers.

214. Les organismes privés qui s'occupent des programmes sociaux sont principalement les missions catholiques et protestantes et les organisations apparantées ; en 1956, diverses organisations catholiques occupaient 1.274 personnes dont 596 autochtones ; 251 personnes, dont 96 Africains, étaient au service des Missions protestantes, et 81 personnes, dont 51 Africains, au service des missions adventistes du septième jour.

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

215. L'Autorité administrante signale qu'il n'existe pas entre les différentes sections de la population, une barrière infranchissable fondée formellement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou les opinions. Les distinctions que le législateur a dû maintenir ont toutes leur justification dans les mœurs, les coutumes, l'éducation, des circonstances particulières ou dans une protection spéciale qu'il faut accorder aux parties les moins développées de la population. L'Administration considère ces distinctions comme provisoires et s'attache à les réduire.

216. Le Conseil de tutelle s'était particulièrement intéressé dans le passé à la suppression de tout ce qui, dans la législation en vigueur, pouvait avoir l'apparence de discriminations raciales, notamment dans les lois sur la résidence, le régime foncier, les boissons alcooliques, le régime pénitentiaire, l'immigration et la liberté de déplacement des autochtones.

217. L'Autorité administrante déclare que la réglementation de la circulation nocturne et l'établissement d'un couvre-feu dans les circonscriptions urbaines et les centres extra-coutumiers, sont dictés par un souci de protection contre les malfaiteurs ; les conseils des centres extra-coutumiers, consultés en 1954 sur cette question, se sont prononcés pour le maintien du couvre-feu, en l'adoucissant toutefois à Usumbura par un recul des heures limites. En 1957, la réglementation sur le couvre-feu a été complètement supprimée pour toutes les agglomérations, sauf Usumbura. A Usumbura, les conseils de centre ont maintenant le pouvoir d'assouplir ou d'abolir cette réglementation sous leur propre responsabilité. La Mission de visite de 1957 a signalé que les conseils de centre allaient revoir complètement la question du couvre-feu, dès que l'éclairage public serait complètement installé dans le centre.

218. Le Conseil de tutelle avait marqué, à ses sessions antérieures, son désir de voir abolir l'obligation pour les autochtones d'obtenir un passeport de mutation pour quitter leur circonscription pendant plus de 30 jours. L'Autorité administrante justifiait cette mesure par la nécessité de conserver un certain contrôle sur les absences de longue durée susceptibles de compromettre l'exécution de certains travaux agricoles obligatoires. La Mission de visite de 1957 signale que, depuis le 1^{er} mars 1957, il a été mis fin au régime des passeports de mutation pour tous déplacements à l'intérieur du pays, quelle que soit leur durée. L'obligation d'obtenir un passeport de

mutation ne subsiste que pour un autochtone se rendant pour plus de 30 jours dans un milieu non coutumier. Ce contrôle est conservé pour éviter que les habitants des campagnes ne désertent sans raison suffisante les milieux ruraux (notamment pour échapper aux travaux agricoles obligatoires) et ne viennent s'installer en parasites chez leurs frères de race travaillant dans les centres.

219. Tout indigène qui compromet la tranquillité publique peut être contraint par ordonnance motivée de s'éloigner d'un certain lieu ou d'habiter dans un lieu déterminé. Cette ordonnance est fort rarement appliquée et l'a surtout été dans le passé pour tenir à l'écart d'une chefferie ou d'une région des agitateurs politiques ou des insoumis. Les non-indigènes peuvent, eux, être expulsés du Territoire pour des motifs analogues.

220. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté la déclaration du représentant spécial de l'Autorité administrante selon laquelle une amélioration sensible s'est produite dans les relations entre les différents groupes ethniques de la population, et a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante poursuivrait vigoureusement ses efforts afin d'éliminer dans un bref délai toutes les pratiques discriminatoires.

221. La Mission de visite de 1957 a souligné que la politique de l'Administration et l'attitude de la grande majorité des non-Africains du Ruanda-Urundi sont résolument hostiles à tout aspect de la discrimination raciale. Mais elle a aussi observé que les habitants autochtones, qui désirent de plus en plus affirmer leur place dans la société, ont parfois trop tendance à interpréter ou à expliquer les faits ou des situations par la discrimination raciale, et ceci précisément à une époque où l'Administration et la majorité des non-autochtones font un effort incontestable pour favoriser de meilleures relations humaines entre Africains et Européens. Il a en effet semblé à la Mission que beaucoup d'autochtones ont conservé l'impression que la discrimination raciale sous une forme ou l'autre est encore un phénomène très courant. L'existence d'une « discrimination économique », c'est-à-dire la différence qu'il y a entre les niveaux de vie des Européens et des autochtones, est l'exemple le plus courant qu'ils donnent de la discrimination raciale.

222. L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, que le principe de la discrimination raciale a été rejeté par tous et que dans tous les domaines les Africains avaient forcé les barrières parce que ces barrières étaient établies non sur la couleur, mais sur l'éducation, la langue et les mœurs.

223. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, notant l'abolition du couvre-feu dans toutes les villes, à l'exception d'Usumbura où il relève maintenant des conseils locaux et la suppression de la plupart des restrictions apportées à la liberté de déplacement des autochtones dans le Territoire, répète

la recommandation adoptée lors de la dix-neuvième session, selon laquelle il a exprimé l'espoir que toutes ces restrictions seront supprimées entièrement dès que possible.

Le Conseil note avec satisfaction la déclaration de la Mission de visite selon laquelle la politique de l'Administration et l'attitude de la grande majorité des non-Africains du Ruanda-Urundi sont résolument hostiles à tout aspect de la discrimination raciale.

Le Conseil partage l'avis de la Mission de visite selon lequel il est hors de doute que l'Autorité administrante est pleinement consciente du danger qu'un complexe de discrimination raciale peut représenter pour le développement du Territoire, et qu'elle saura l'éviter en éliminant systématiquement tous les vestiges de discrimination raciale réelle ou apparente, et en développant au maximum des rapports harmonieux de confiance, de compréhension et de collaboration entre les races du Territoire sous tutelle.

PRESSE ET RADIODIFFUSION

224. La publication de journaux et périodiques est soumise à l'autorisation du Gouverneur général du Congo belge. En fin 1956, il y avait vingt journaux imprimés ou diffusés dans le Territoire, outre le *Bulletin officiel du Ruanda-Urundi*. Dix sont publiés en français, deux en kiswahili, cinq en kinyarwanda, trois en kirundi. Deux de ces journaux (hebdomadaires ou bihebdomadaires) sont publiés plutôt pour les Européens ; un bulletin mensuel est publié par le Groupe scolaire d'Astrida ; les autres publications — pour la plupart mensuelles — émanent des missions religieuses.

225. Quatre équipements de *public address* ont fonctionné en 1956 au Ruanda-Urundi : deux à Usumbura, un à Astrida et un à Kigali. Un cinquième équipement est en réserve et sera monté à Ngagara (Usumbura). Le *public address* retransmet, au moyen de haut-parleurs montés dans les cités, les programmes diffusés par Radio-Congo belge pour les Africains, ainsi que des avis et communiqués de l'Administration, et de la musique enregistrée.

226. La Mission de visite de 1957 a signalé que certains autochtones allèguent qu'il n'existe pas de presse indigène libre, alors que la presse européenne est non seulement libre, mais que certains de ces journaux auraient tendance à abuser de cette liberté pour dresser les uns contre les autres.

227. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa vingt et unième session que l'Administration s'abstenait aussi bien d'encourager que de décourager la presse indigène. Les autochtones étaient entièrement libres de publier tout ce qu'ils voulaient dans les journaux qui avaient obtenu une autorisation préalable. Aucune censure ne s'exerçait sur les articles publiés dans la presse.

MAIN-D'ŒUVRE

228. L'effectif moyen des travailleurs autochtones employés en 1956 était estimé (les chiffres de 1955

sont indiqués entre parenthèses) à 121.931 (124.000) environ, dont 25.529 (28.000) dans l'agriculture, 20.431 (21.000) dans les industries extractives, 14.846 (15.000) dans la construction, 10.761 (11.000) dans le commerce et 21.382 (20.000) dans les services.

229. En outre, 1.435 travailleurs ont été recrutés pour travailler au Congo belge et 2.461 pour travailler dans les territoires britanniques. Un important courant spontané de travailleurs se dirige vers le Congo belge (1.689 environ en 1956) et vers les territoires britanniques (environ 40.170 en 1956, essentiellement des saisonniers).

230. Le régime du contrat de travail des travailleurs autochtones, qui était fixé par le décret du 16 mars 1922 et définissait les principaux droits et obligations des employeurs et des travailleurs autochtones, a été profondément modifié par le décret du 30 juin 1954. Le principe qui préside à la conclusion des contrats de travail est que les parties déterminent librement par contrat leurs droits et obligations, sauf sur certains points où la législation limite leur liberté, notamment au sujet de l'engagement de non-adultes, de l'aptitude physique des employés, de la durée du contrat (qui ne peut dépasser trois ans) et d'un certain nombre d'obligations imposées à l'employeur.

231. Depuis le 1^{er} janvier 1955, la servitude pénale ne peut plus être imposée au Ruanda-Urundi pour des contraventions aux obligations imposées aux travailleurs par le décret, la convention ou l'usage ou pour les infractions à la discipline du travail.

232. La nouvelle législation prévoit aussi, outre un repos hebdomadaire de 24 heures minimum, et les jours fériés, un régime de congés payés, à raison d'une journée par deux mois entiers de service. Elle contient aussi des dispositions sur l'organisation des loisirs. La durée du travail journalier est de huit heures. Le taux du salaire minimum légal, dont le montant est fixé par le Gouverneur, est revu annuellement par les commissions du travail et du progrès social indigènes.

233. Un décret entré en vigueur le 1^{er} janvier 1957 institue un régime de pensions pour tous les travailleurs et un régime d'allocations pour les anciens travailleurs.

234. L'Inspection du travail existe dans le Territoire depuis 1953. En 1954, il a été institué dans les entreprises des comités de sécurité et d'hygiène, composés de représentants de l'entreprise et des travailleurs.

235. Il existe un comité local des travailleurs indigènes à Usumbura ; des conseils indigènes d'entreprises fonctionnent dans les principaux centres industriels et il existe trois commissions du travail et du progrès social indigènes : deux commissions régionales, pour chacune des deux résidences, et la commission du Ruanda-Urundi. En août 1955, un syndicat professionnel du personnel auxiliaire de l'Administration a été constitué.

236. La Mission de visite de 1957 a signalé deux décrets de janvier 1957 instaurant le droit d'asso-

ciation et la liberté syndicale pour les agents et travailleurs de l'Administration et du secteur privé, et une ordonnance législative mettant en vigueur de nouvelles méthodes de règlement des conflits de travail.

237. A sa dix-neuvième session, le Conseil a constaté que les salaires, même avec l'appoint de tous les bénéfices sociaux, continuent d'être bas dans le Territoire et qu'un nombre important d'autochtones émigrent pour chercher du travail. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait de nouvelles mesures pour remédier à cette situation. Le Conseil, en outre, a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante favoriserait la création de syndicats et d'autres organes où les travailleurs africains seraient directement représentés.

238. Le régime du travail obligatoire n'a pas subi de changements depuis 1953, et porte en ordre principal sur des travaux de culture, de conservation des sols, de reboisement, etc., en dehors des centres extra-coutumiers. Ces travaux ne sont pas rémunérés, mais ils sont dans l'intérêt exclusif de la population, et sont répartis de telle manière que nul ne soit contraint d'y coopérer plus de soixante jours par an.

239. A sa dix-neuvième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante trouverait moyen d'abolir le régime du travail forcé dans le reste du Territoire.

240. A cette même session, le Conseil de tutelle a prié l'Autorité administrante d'inclure dans ses rapports annuels des renseignements plus détaillés sur l'application des conventions de l'Organisation internationale du Travail et de la législation concernant la main-d'œuvre.

241. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante signale que par une loi du 13 janvier 1955, elle a approuvé les conventions internationales 82, 84 et 85 du 11 juillet 1947 sur la politique sociale, le droit d'association et le règlement des conflits du travail, et sur l'inspection du travail, dans les territoires non métropolitains. Par une loi du 25 juin 1956, elle a approuvé la convention internationale élaborée à Genève par la Conférence internationale du travail au cours de sa troisième session et concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.

242. L'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, de l'adoption de nouvelles lois concernant le droit d'association et la liberté syndicale ou fixant la durée du travail et les jours obligatoires de repos. Le salaire minimum avait été relevé tant à Usumbura qu'à l'intérieur du Territoire et une ordonnance législative applicable le 1^{er} janvier 1958 avait instauré des allocations familiales spéciales pour les enfants des travailleurs qui ne recevaient pas de logement en nature. Le régime des pensions instauré par le décret du 6 juin 1956 était entré en vigueur le 1^{er} janvier 1957. Plusieurs associations professionnelles s'étaient constituées depuis la mise en vigueur du décret du

25 janvier 1957. Il y avait cinq associations syndicales envoyant chacune un délégué au Conseil général du Ruanda-Urundi pour y siéger comme représentant de l'emploi.

243. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, notant la promulgation de deux décrets instaurant le droit d'association et la liberté syndicale pour les agents et travailleurs de l'Administration et du secteur privé, de dispositions législatives mettant en vigueur de nouvelles méthodes de règlement des conflits de travail, et d'un décret instituant un régime de pensions pour tous les travailleurs et d'un régime d'allocations pour les anciens travailleurs, exprime l'espoir que l'Autorité administrante introduira de nouvelles mesures en vue de protéger les intérêts des travailleurs.

Le Conseil invite l'Autorité administrante à inclure dans son prochain rapport annuel des renseignements sur l'application des conventions et recommandations pertinentes de l'Organisation internationale du Travail.

Le Conseil rappelle la recommandation faite lors de la dix-neuvième session et selon laquelle il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante trouvera le moyen d'abolir le régime du travail obligatoire.

LOGEMENT

244. L'Office des cités africaines, qui a été créé en 1952, a construit 347 nouvelles maisons en 1956, ce qui porte à 2.441 le nombre de logements construits depuis 1952 par cet organisme dans l'agglomération indigène d'Usumbura.

245. A la suite de la visite royale au Congo belge et au Ruanda-Urundi, un Fonds du Roi destiné à améliorer les conditions de logement des populations autochtones a été constitué, créant pour le Territoire sous tutelle un fonds de 200 millions de francs, représentant un revenu annuel de 8 millions de francs.

246. La Mission de visite de 1957 a constaté que, dans certaines régions, les autochtones commencent spontanément à se construire des maisons en matériaux durables.

SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

247. Les crédits inscrits au budget ordinaire de 1956 au titre des services médicaux et sanitaires se sont élevés à 120 millions de francs, soit 16,02 pour 100 du montant total des dépenses du Territoire (14,64 pour 100 en 1955) ; 40 pour 100 de ce total va à des dépenses d'équipement et 60 pour 100 à des dépenses périodiques.

248. Il existait, en 1956, 36 hôpitaux dans le Territoire (gouvernement, missions et privés), 76 dispensaires totalisant 4.470 lits et 50 dispensaires sans lits. Il y avait aussi 101 centres de consultations de nourrissons, 41 centres de consultations prénata-

les, 30 maternités, deux sanatoriums pour tuberculeux et une léproserie. Plusieurs constructions ont été effectuées en 1956 : création d'une école pour infirmières accoucheuses à Usumbura et pour aides-infirmières à Kimbubu et construction de neuf dispensaires.

249. Le personnel européen de l'Administration, des missions et des sociétés privées s'élevait en 1956 à 201 contre 201 en 1955, y compris 67 médecins, un médecin hygiéniste, quatre dentistes, 40 auxiliaires médicaux et agents sanitaires et 29 infirmières et accoucheuses. Le personnel indigène était de 776 (898 en 1955), y compris 81 assistants médicaux et 12 assistants stagiaires ; les autres étaient pour la plupart des infirmières et des aides-infirmières.

250. La prophylaxie du paludisme s'est poursuivie par des pulvérisations de DDT.

251. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté notamment les développements des services hospitaliers, l'hygiène communautaire et la lutte contre certaines maladies endémiques et a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'agrandir les hôpitaux et dispensaires existants et d'en construire d'autres, de diffuser une instruction sanitaire, de hâter la formation du personnel africain qualifié et de mettre en œuvre les mesures préconisées par l'Organisation mondiale de la santé.

252. La Mission de visite de 1957 a constaté que les éloges décernés au service médical par les missions précédentes étaient pleinement mérités. Elle a mentionné, en particulier, la lutte antituberculeuse et la lutte contre le paludisme.

253. L'Autorité administrante a signalé à la vingt et unième session du Conseil que les réalisations récentes ont été l'ouverture de dix nouveaux dispensaires, la déparasitation totale des huttes situées au-dessous de 2.000 mètres d'altitude, la radiographie de 53.000 personnes ainsi que la vaccination de 360.000 personnes contre la tuberculose.

254. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction l'action de l'Autorité administrante tant dans le domaine de la médecine curative que dans celui de la médecine préventive et sociale, notamment en ce qui concerne la lutte antituberculeuse et la lutte contre le paludisme, ainsi que le programme visant à fournir de l'eau potable aux communautés indigènes. Il prie instamment l'Autorité administrante de continuer à améliorer la formation du personnel médical soit en établissant des moyens de formation supplémentaires dans le Territoire, soit en envoyant en stage à l'étranger les candidats ayant les aptitudes requises.

Le Conseil signale à l'attention de l'Autorité administrante les observations et recommandations de l'Organisation mondiale de la santé² au sujet des services médicaux et sanitaires du Territoire.

RÉGIME PÉNITENTIAIRE

255. Dans le passé, le Conseil avait à plusieurs reprises demandé la suppression, dans le plus bref délai possible, des châtiments corporels, notamment le fouet, comme peine disciplinaire dans les prisons. Cette peine est limitée à un à quatre coups et ne s'applique pas aux femmes, aux vieillards, aux malades ou aux enfants ; les prisonniers en détention préventive, les prisonniers politiques ou les personnes emprisonnées pour non-paiement de l'impôt, et les porteurs de la carte du mérite civique en sont également exempts.

256. L'Autorité administrante a déclaré que la solution de la question de l'abolition des châtiments corporels dans les prisons était liée à la réforme du système pénitentiaire, laquelle était elle-même subordonnée au programme de construction des prisons. Le rapport annuel signale que dans le cadre de la réforme du régime pénitentiaire, la peine du fouet a été supprimée, à titre d'essai et d'expérience, pour une durée de trois mois dans deux prisons ; cette période étant insuffisante pour tirer des conclusions de cet essai, celui-ci a été prolongé de trois mois.

257. La Mission de visite de 1957 a été informée que l'expérience a été étendue à quatre autres prisons, et que dans l'ensemble elle s'était bien passée, mais que dans deux prisons il y avait eu des difficultés. La pratique à titre disciplinaire du régime cellulaire accompagné de diète est maintenant à l'étude.

258. L'Autorité administrante a signalé que le programme de la réforme pénitentiaire se précisera dans les années à venir par la construction d'une prison en dehors des centres.

259. A sa dix-neuvième session, le Conseil a recommandé l'abolition rapide et complète des châtiments corporels. Il a recommandé, en outre, de procéder à une réforme pénale comportant des mesures pour la prévention de la délinquance et le reclassement des délinquants, et de hâter la mise en œuvre de la réforme du régime pénitentiaire, actuellement en cours d'élaboration.

260. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil, notant que les châtiments corporels ont été abolis à titre d'essai dans six prisons, et que, dans l'ensemble, cette expérience a bien réussi, espère que l'Autorité administrante prendra toutes les mesures nécessaires en vue de l'abolition complète desdits châtiments.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

261. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la lecture des passages des rapports de l'Autorité administrante

² T/1363.

et de la Mission de visite concernant la situation sociale du Territoire l'avait profondément affligé. Le niveau de vie de la population autochtone restait effroyablement bas, tant dans l'absolu que par comparaison avec celui des Européens.

262. Le représentant de la Birmanie a estimé qu'il convenait de consulter officiellement les éléments éclairés de l'opinion publique autochtone, tels que les membres du Conseil général, des conseils supérieurs du Ruanda-Urundi et des conseils de chefferie, au sujet de la question de l'émigration.

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

263. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation dans le Territoire était rendue encore plus inquiétante par les manifestations répétées de discrimination raciale et de conflit racial. Il a appelé l'attention du Conseil sur les nombreux cas, signalés par la Mission de visite, de discrimination raciale devant les tribunaux, dans l'exercice de la liberté syndicale, dans les services médicaux, dans l'enseignement et ailleurs. A son avis, l'Autorité administrante manquait d'énergie dans la répression de la discrimination actuellement pratiquée. Certaines mesures discriminatoires, comme le couvre-feu et les châtiments corporels, étaient manifestement appliquées avec l'accord de l'Autorité administrante ; jusqu'à présent, cette dernière ne s'était guère préoccupée d'éliminer l'hostilité et les conflits raciaux qui empoisonnaient les rapports entre les principaux groupes de la population africaine. Les réformes économiques et sociales, pour insuffisantes qu'elles fussent, n'avaient même pas encore touché les Batwa.

264. Le représentant d'Haïti a dit qu'un effort conscient et bien dirigé s'imposait pour établir l'égalité des chances entre les divers éléments de la population autochtone, de même qu'entre les autochtones et les Européens, afin d'éliminer tous les vestiges, réels ou apparents, de discrimination raciale.

265. Le représentant de l'Italie a noté une harmonie croissante et un esprit de compréhension mutuelle entre les divers groupes de la population.

266. Le représentant de la Syrie a estimé que la discrimination raciale subsistait dans le Territoire ; il a rappelé, à cet égard, l'échec du mouvement qui voulait former un « parti progressiste démocrate du Ruanda-Urundi ».

267. Le représentant de l'Inde a demandé des éclaircissements quant au refus, par l'Administration, d'autoriser l'organisation d'un parti politique, l'« Association progressive du lac Tanganyika ».

268. Selon le représentant de l'Inde, l'abolition du couvre-feu dans toutes les villes à l'exception d'Usumbura, la suppression de la plupart des restrictions apportées aux déplacements des autochtones dans le Territoire et l'abolition, à titre d'essai, des châtiments corporels, étaient autant de mesures dont le Conseil devait se réjouir. Il restait néanmoins des vestiges de discrimination raciale.

269. Le représentant du Guatemala a engagé l'Autorité administrante à abolir les restrictions à la liberté de déplacement des autochtones, le couvre-feu, le recours aux châtiments corporels et les autres mesures de même nature. A son avis, l'Administration n'avait aucune raison valable pour s'opposer à la création de l'« Association progressive du lac Tanganyika » ou du « parti progressiste démocrate du Ruanda-Urundi ».

270. Le représentant de la Belgique, se référant aux observations du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatives aux Batwa, a déclaré que les Batwa n'étaient pas plus en voie d'extinction que les Banyaruanda ou les Barundi.

271. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que son pays, qui avait assumé la tâche d'administrer le Territoire de manière à atteindre les buts fondamentaux du régime de la tutelle, entendait accomplir cette mission dans le calme et la paix. L'Autorité administrante préférait que la Tanganyika African National Union borne ses activités à son territoire d'origine.

PRESSE ET RADIODIFFUSION

272. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il n'existait dans le Territoire ni presse libre ni aucune organisation qui pût véritablement exprimer les aspirations de la population autochtone. Toutes les publications étaient aux mains des missions ou dépendaient financièrement de sociétés européennes.

MAIN-D'ŒUVRE

273. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, faute de progrès dans l'industrialisation, la grande majorité des habitants éprouvaient de graves difficultés à s'assurer un emploi. Des dizaines de milliers d'autochtones devaient quitter le Territoire pour chercher du travail, alors qu'un nombre considérable d'Européens étaient venus s'y installer.

274. Le représentant de l'Italie a constaté que la politique de sécurité sociale avait donné d'excellents résultats.

275. Le représentant de la Chine s'est félicité de l'entrée en vigueur du décret du 6 janvier 1956 relatif au régime des pensions de retraite pour les travailleurs. Il a exprimé l'espoir que l'on pourrait bientôt instituer un régime d'allocations familiales et que l'on continuerait à rapprocher le salaire minimum légal du niveau qu'il avait atteint dans les territoires voisins.

276. Le représentant de l'Inde a relevé des progrès limités dans la législation du travail.

277. Le représentant du Guatemala a suggéré à l'Autorité administrante d'étudier la possibilité d'envoyer à la Conférence internationale du travail une délégation d'observateurs choisis parmi les

habitants du Territoire. Il a engagé l'Autorité administrante à fournir, dans son prochain rapport annuel, des renseignements plus détaillés sur l'application des conventions de l'OIT dans le Territoire. Il a exprimé l'espoir que l'Administration serait en mesure d'abolir le système du travail obligatoire.

278. Le représentant de la Birmanie a émis le vœu que l'Administration prenne des mesures beaucoup plus libérales en vue de protéger les intérêts des travailleurs et de favoriser le développement d'un mouvement ouvrier solide qui permettrait d'accroître la productivité.

279. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les Européens ne prenaient pas la place des autochtones dans le commerce ou dans l'industrie. Dès que les Africains étaient capables d'occuper ces emplois, les Européens en étaient évincés par le simple jeu des lois économiques.

280. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a rappelé que l'annexe XXIII du rapport pour l'année 1956 énumérait les principales conventions internationales du travail qui s'appliquaient au Ruanda-Urundi. L'action de l'Administration dans ce domaine était en pleine harmonie avec les stipulations desdites conventions.

LOGEMENT

281. Le représentant de l'Inde a noté que des progrès limités avaient été réalisés dans le domaine du logement.

SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

282. Le représentant de l'Italie a constaté que la politique appliquée dans le domaine médical avait donné d'excellents résultats.

283. Le représentant de la Chine s'est déclaré très favorablement impressionné par les progrès que l'Administration avait récemment accomplis dans le domaine de la médecine.

284. Le représentant de l'Inde a dit que des progrès limités avaient été accomplis dans le domaine des services médicaux et sanitaires.

285. Le représentant du Guatemala a estimé que l'Autorité administrante méritait des éloges pour les efforts qu'elle avait déployés dans le domaine de la santé. Les campagnes de vaccination par le BCG, la lutte contre le paludisme ainsi que les mesures de contrôle et de purification de l'eau de boisson étaient les résultats de programmes vigoureusement exécutés. Il espérait que l'Autorité administrante n'épargnerait aucun effort pour former le personnel médical local. A son avis, on pourrait améliorer la formation des auxiliaires médicaux soit en créant une école dans le Territoire, soit en envoyant en stage à l'étranger les étudiants ayant les aptitudes requises.

V. — PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

286. L'enseignement dans le Territoire est organisé, subventionné et inspecté par le Gouvernement. A l'exception de quelques écoles officielles où l'instruction était dispensée jusqu'en 1955 par des membres de congrégations religieuses, les écoles pour les autochtones sont libres et subventionnées et presque entièrement dirigées par les missions religieuses. Dans le passé, le Conseil de tutelle s'était prononcé en faveur d'une plus large participation directe de l'Administration à l'enseignement, et en faveur du développement des écoles laïques. L'année 1955 a vu l'organisation sur le plan primaire, normal et préuniversitaire d'un embryon d'enseignement officiel laïque pour autochtones.

287. La Mission de visite de 1957 a estimé que l'introduction de l'éducation officielle laïque (dans des proportions bien modestes encore, puisqu'elle ne touche qu'environ 1 pour 100 des élèves africains de l'enseignement primaire, et 18 pour 100 dans l'enseignement postprimaire) a amélioré l'organisation de l'enseignement au Ruanda-Urundi.

288. Les dépenses prévues au budget ordinaire de 1956 au titre de l'enseignement se sont élevées à 30 millions de francs pour les dépenses générales, 3,7 millions pour les écoles de l'Etat et 10,4 millions pour les écoles libres (en 1955, ces chiffres étant de 24, 5,8 et 9,1 millions respectivement). A ces chiffres, il faut ajouter les sommes affectées aux travaux de construction qui ont été imputées sur le budget extraordinaire de 1956, à savoir 27,06 millions pour les écoles de l'Etat et 53,3 millions pour les écoles libres.

289. La Mission de visite de 1957 a relevé la proportion grandissante que les dépenses consacrées à l'enseignement représentent dans des budgets eux-mêmes en accroissement constant. La proportion des dépenses récurrentes de l'enseignement dans le budget ordinaire a été en 1946 de 5,3 pour 100 (7 millions de francs), en 1950 de 9,6 pour 100 (33 millions), en 1953 de 16 pour 100 (89 millions), en 1956 de 16,9 pour 100 (115 millions), en 1957 de 20 pour 100 (184 millions) et en 1958 vraisemblablement de 22 pour 100 (plus de 230 millions). D'autre part, la Mission a fait observer que ces dépenses, que certains considèrent déjà — et à juste titre, semble-t-il, pour une bonne gestion financière — comme disproportionnées et consenties au détriment des dépenses publiques à caractère économiquement rentable, restent toujours insuffisantes pour faire face aux demandes de la population.

290. Il existe des écoles de régime européen, des écoles pour Asiatiques et des écoles pour Africains. L'Autorité administrante précise que ces distinctions ont pour origine, non une discrimination raciale,

mais une nécessité matérielle résultant des différences profondes de mœurs, d'éducation et surtout de langues qui rendent impossible un enseignement commun.

291. Les enfants mulâtres, asiatiques et autochtones sont admis dans les écoles de régime européen s'ils parlent le français, et font preuve d'une éducation semblable aux Européens de leur âge. L'Autorité administrante déclare qu'il est de la volonté du gouvernement de s'acheminer progressivement vers une conception totalement exempte de discrimination raciale et vers un enseignement interracial.

292. La Mission de visite de 1957 a été très favorablement impressionnée par l'interracialité des écoles secondaires. Elle a été heureuse de voir le principe de l'interracialité admis et appliqué dans le Territoire, même si ce n'est encore que sur une échelle infime dans les écoles primaires, et en a félicité l'Autorité administrante.

293. En 1956, les effectifs de l'enseignement primaire et secondaire se présentaient comme suit pour les enfants africains :

	<i>Ecoles de l'Etat</i>	<i>Ecoles libres subventionnées</i>	<i>Total</i>
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			
Ecoles à programme européen:			
Garçons	28	46	74
Filles	2	2	4
Ecoles à programme africain:			
Garçons	2.337	172.283	174.620
Filles	153	61.342	61.595
	2.520	233.673	236.293
ENSEIGNEMENT POSTPRIMAIRE			
<i>Enseignement secondaire général:</i>			
Ecoles à programme européen:			
Garçons	35	159	194
Filles	—	7	7
Ecoles à programme africain:			
Garçons	271	—	271
Filles	—	—	—
	306	156	472
<i>Enseignement pédagogique:</i>			
Garçons	96	1.338	1.434
Filles	1	568	569
	97	1.906	2.003
<i>Enseignement spécialisé (technique, ménager, agricole, médical):</i>			
Garçons	392	816	1.208
Filles	—	653	653
	392	1.469	1.861
Total, enseignement postprimaire	795	3.541	4.336
TOTAL GÉNÉRAL	3.315	237.214	240.529

294. Le Mission de visite de 1957 a noté que suivant les évaluations de l'UNESCO près de 400.000 enfants de 7 à 12 ans sur 600.000 ne fréquentent pas

l'école, et que de plus il y avait une déperdition considérable au cours des six années primaires. Elle a partagé l'avis de l'UNESCO que le problème de la généralisation de l'enseignement primaire constituait encore une tâche immense, et qu'il était particulièrement aigu pour l'éducation des filles.

295. La Mission a également observé que l'enseignement secondaire était encore manifestement insuffisant, et que moins de 1 pour 100 de la population de 13 à 19 ans fréquentait une école postprimaire. Néanmoins, elle s'est plu à reconnaître qu'au cours des dernières années, un progrès considérable avait été fait dans ce domaine.

296. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, en 1956, 33 ressortissants du Ruanda-Urundi (21 en 1955) poursuivaient des études supérieures hors du Territoire; 12 d'entre eux étudiaient au Congo belge, 12 en Belgique, quatre au Vatican et deux au Caire.

297. Il existe à Léopoldville, au Congo belge, depuis 1954, un Centre universitaire, Lovanium, où les programmes sont essentiellement les mêmes qu'aux universités belges. Le Gouvernement belge a inauguré en 1956 une université officielle à Elisabethville, au Congo belge. L'Institut préuniversitaire qui avait fonctionné pendant l'année universitaire 1955-1956 à Usumbura a été déplacé en 1956 à Elisabethville. Il est à noter cependant qu'il entre dans l'intention du Gouvernement belge de créer à Astrida un institut agronomique et zootechnique de niveau universitaire, dépendant directement de l'Université officielle d'Elisabethville. La Mission de visite a signalé que la décision prise en 1956 d'établir l'université officielle à Elisabethville, au Congo belge, et non à Usumbura, au Ruanda-Urundi, a été une grosse déception pour beaucoup de ressortissants du Ruanda-Urundi.

298. La Mission de visite de 1957 a insisté sur l'immensité de l'œuvre qui reste à accomplir au Ruanda-Urundi et a suggéré que l'Administration étudie la possibilité de constituer un Fonds spécial de l'enseignement du Ruanda-Urundi qui servirait à financer certains aspects des programmes d'enseignement du Territoire. Pour l'alimenter, on pourrait faire appel à la générosité des budgets de la Belgique et du Congo belge, et rechercher des moyens pour permettre à la population du Ruanda-Urundi d'y contribuer. Si ce Fonds spécial de l'enseignement était ainsi créé, la Mission a exprimé l'espoir qu'il donnerait priorité à l'aide à l'enseignement secondaire et à la formation des maîtres.

299. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa vingt et unième session que les progrès suivants ont été réalisés en 1957: ouverture d'une école secondaire, d'une école de monitrices et de trois écoles ménagères destinées aux filles; création de la Commission de l'enseignement dont il est question dans le rapport de la Mission de visite, inauguration à Astrida d'une nouvelle section de l'Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi, et extension des écoles professionnelles d'Usumbura et de Kigali et de l'école d'assistants agricoles d'Astrida.

300. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, tout en constatant avec satisfaction la proportion grandissante des dépenses consacrées à l'enseignement dans le Territoire, prend note cependant de l'avis de la Mission de visite que la généralisation de l'enseignement primaire constitue encore une tâche immense, notamment en ce qui concerne l'éducation des filles, et que l'enseignement secondaire est encore manifestement insuffisant, bien qu'un progrès considérable ait été fait au cours des dernières années. A ce propos, le Conseil rappelle les recommandations qu'il a adoptées à sa dix-neuvième session au sujet de l'enseignement primaire et secondaire.

Le Conseil appuie les observations et recommandations contenues dans le rapport de la Mission de visite, particulièrement celles qui ont trait à l'augmentation du nombre d'enfants appartenant à toutes les classes sociales fréquentant les écoles primaires et secondaires, à la création d'un fonds spécial pour financer certaines parties du programme d'enseignement, à la formation de maîtres et à l'augmentation de la participation directe de l'Administration à l'enseignement et au développement des écoles d'Etat. En outre, le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'étudier la possibilité d'utiliser la radiodiffusion comme moyen d'enseignement.

Le Conseil recommande à l'attention de l'Autorité administrante les observations et recommandations faites par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture³ au sujet de la situation de l'enseignement dans le Territoire.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT

301. Le représentant de la France a noté les efforts considérables qui étaient accomplis en matière d'enseignement malgré les difficultés financières. L'enseignement interracial témoignait de l'esprit libéral qui animait ces efforts.

302. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été d'avis que la période examinée n'avait apporté aucune amélioration dans le domaine de l'enseignement. Exercée sans contrôle, l'action scolaire des missions religieuses ne pouvait qu'inspirer de l'inquiétude. L'Autorité administrante favorisait les écoles de type européen qui bénéficiaient d'un régime spécial. Elles ne comptaient jusqu'ici que 30 enfants autochtones. Le représentant de l'Union soviétique a demandé quand le Territoire commencerait à tirer parti de ses richesses humaines en formant son propre personnel africain. Il a exprimé la crainte que, dans l'avenir, tous les postes ne soient occupés par des Européens.

303. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que l'Autorité administrante s'employait activement à développer le système scolaire et qu'elle consacrait à l'enseignement une proportion importante des recettes du Territoire. L'organisation d'une école d'agriculture et d'art vétérinaire constituait un progrès extrêmement important. Si le nombre de personnes qui recevaient un enseignement supérieur était relativement réduit, il semblait devoir augmenter rapidement grâce aux progrès de l'enseignement secondaire. Le représentant du Royaume-Uni avait également le ferme espoir que la formation du personnel enseignant se développerait sans à-coups.

304. Le représentant d'Haïti a noté avec satisfaction que les élèves des diverses races entretenaient d'excellents rapports et que l'enseignement progressait. Il a appuyé la suggestion faite par la Mission de visite concernant la création d'un fonds spécial de l'enseignement au Ruanda-Urundi et a exprimé l'espoir que l'on trouverait des moyens propres à développer l'école officielle laïque. Il a estimé que les foyers sociaux pourraient servir à enseigner la lecture et l'écriture aux femmes.

305. Le représentant de l'Italie a déclaré que, si l'école primaire ne recevait qu'un tiers environ de la population d'âge scolaire, l'augmentation du nombre des élèves des écoles primaires, l'ouverture de cinq écoles postprimaires de jeunes filles et le développement des écoles professionnelles, représentaient des progrès encourageants.

306. Le représentant de la Syrie a relevé que l'enseignement secondaire était presque inexistant.

307. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation comprenait qu'il n'était pas possible, pour le moment, d'augmenter la part du budget consacrée à l'enseignement. Il s'est demandé si l'Administration ne pourrait pas jouer un plus grand rôle dans la formation des maîtres, domaine où les besoins étaient manifestement urgents.

308. Le représentant de la Chine a rendu hommage à l'Autorité administrante pour l'immense effort qu'elle avait fait en développant les moyens d'enseignement dans le Territoire et l'a félicitée d'avoir rendu l'enseignement secondaire entièrement interracial. Notant cependant l'importante déperdition des effectifs dans les écoles primaires, il a appuyé la recommandation de l'UNESCO quant à l'attention constante que requiert ce problème. Il a souligné la nécessité de développer le système d'inspection, d'élever le niveau du personnel enseignant et de continuer à encourager l'éducation des filles. Il a estimé, comme la Mission de visite, que les écoles primaires et secondaires devraient comprendre un pourcentage minimum d'enfants bahunu, de manière à unir plus étroitement les deux groupes principaux de la population. Il a instamment recommandé que l'Administration élargisse sa participation directe à l'enseignement.

309. Le représentant de l'Inde a estimé que le Conseil devait recommander à l'Autorité adminis-

³ T/1352.

trante de prendre en considération les observations de l'UNESCO. A son avis, les problèmes posés par l'enseignement s'étaient aggravés. Toutefois, un nombre croissant d'étudiants semblaient se rendre à l'étranger pour faire des études supérieures et, dans le Territoire même, on voyait naître un enseignement interracial. La délégation de l'Inde appuyait la suggestion de la Mission de visite concernant la création d'un fonds spécial de l'enseignement.

310. Le représentant du Guatemala a fait siennes les observations et les recommandations contenues dans le rapport de la Mission de visite ainsi que les observations de l'UNESCO. Il s'est associé en particulier à celles qui avaient trait à une augmentation du nombre des enfants bahutu dans les écoles primaires et secondaires, à la création d'un fonds spécial pour financer certaines parties du programme scolaire, à la formation des maîtres et au développement des écoles officielles.

311. Le représentant de la Birmanie a félicité l'Autorité administrante d'avoir consacré une proportion relativement importante du budget ordinaire du Territoire aux services de l'enseignement. Il a rappelé en revanche que, selon l'UNESCO, la population autochtone jouait un rôle relativement limité dans l'élaboration de la politique scolaire et dans l'administration de l'enseignement. Il a insisté sur la nécessité d'augmenter les moyens de formation des maîtres, de réglementer le statut des maîtres non diplômés et de favoriser l'éducation des jeunes Africaines. A son avis, l'existence de deux universités au Congo belge ne devrait pas faire obstacle à la prompte création d'une université au Ruanda-Urundi.

312. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'enseignement dispensé par les missions était soumis aux mêmes exigences de programme, de compétence et d'inspection que tout autre enseignement. Tous les autochtones instruits sortaient de ces écoles qui pouvaient soutenir la comparaison avec tous les autres établissements.

DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

313. Le représentant du Guatemala a présenté les suggestions suivantes en vue de mieux faire connaître l'Organisation des Nations Unies dans le Territoire : le drapeau et l'emblème des Nations Unies devraient figurer dans les bureaux de l'Administration centrale, dans les services autochtones et dans les écoles ; on devrait rédiger un bulletin ou une brochure expliquant la nature, les fonctions et le rôle de l'Organisation, la structure et l'objet du régime de tutelle, et en particulier, les rapports entre le Ruanda-Urundi, en tant que Territoire sous tutelle, et l'Organisation des Nations Unies ; la radio devrait diffuser des renseignements sur les Nations Unies ; des conférences, des cours, des concours de composition devraient être consacrés à l'Organisation, de même que des projections de

films ou de vues fixes ; enfin, la presse du Territoire devrait publier des articles concernant l'Organisation et spécialement les rapports entre le Territoire sous tutelle et les Nations Unies.

VI. — FIXATION D'UN DÉLAI DÉFINITIF ET ÉTAPES INTERMÉDIAIRES POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDÉPENDANCE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

314. En ce qui concerne les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale qui ont pour effet d'inviter l'Autorité administrante à faire figurer dans chaque rapport annuel des renseignements sur le délai qu'elle juge nécessaire pour appliquer les mesures prises ou envisagées en vue de conduire le Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance et pour atteindre cet objectif, l'Autorité administrante n'a pas donné de renseignements de cet ordre dans ses rapports annuels pour 1955 et 1956 et n'a pas communiqué au Conseil de tutelle, à sa dix-neuvième session, de déclaration précise à ce sujet.

315. A sa dix-neuvième session, le Conseil, rappelant sa recommandation antérieure tendant à ce que l'Autorité administrante fixe les objectifs et étapes intermédiaires de développement du Territoire et prenant note de la réorganisation du Conseil de Vice-Gouvernement général et du fait que la population a élu indirectement des représentants aux conseils de sous-chefferie, a estimé que la création d'un organisme législatif central et l'extension du suffrage des adultes à l'élection de tous les organes représentatifs constitueraient des objectifs appropriés au regard de la mise en œuvre de sa recommandation rappelée ci-dessus, et a recommandé à l'Autorité administrante d'en envisager la mise en œuvre dans ce sens.

316. La Mission de visite de 1957 a mentionné que l'Autorité administrante a réaffirmé son point de vue qu'elle était dans l'impossibilité de dire quand les buts énoncés à l'Article 76 de la Charte seraient atteints, en totalité ou en partie ; que ce qui importait était d'assurer l'autonomie véritable en harmonie avec les progrès réels et stables accomplis par le peuple, et qu'au lieu de hâter le progrès politique on l'entraverait en promettant à l'avance que des réformes interviendraient. Certains membres de la Mission ont approuvé le point de vue de l'Autorité administrante. D'autres ont estimé qu'un programme politique simple, mais suffisamment précis et détaillé, dans le temps, même s'il était provisoire et sujet à des modifications suivant les circonstances, contribuerait à faciliter l'évolution du pays et à obtenir un ralliement compréhensif et intelligent d'un plus grand nombre d'Africains en faveur des institutions et des formes politiques nouvelles.

317. Le représentant de la Belgique a informé le Conseil à sa vingt et unième session que le progrès politique ne serait pas accéléré si l'on promettait d'avance que des réformes seraient introduites à date fixe. L'Autorité administrante a l'intention de modifier les institutions existantes conformément aux besoins et aspirations de la population.

318. Ayant examiné en détail la situation du Territoire sous tutelle, le Conseil a adopté, à sa vingt et unième session, la conclusion suivante :

Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a faites antérieurement à ce sujet et en particulier la conclusion qu'il a formulée lors de sa dix-neuvième session, note avec satisfaction que l'Autorité administrante a adopté un plan d'ensemble dans le domaine du développement économique, de même qu'un plan visant l'élection directe des conseillers de sous-chefferie en 1959, et exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à adopter d'autres plans avec, le cas échéant, des étapes intermédiaires et des dates, dans le domaine du développement politique, économique, social et culturel du Territoire, toutes les fois qu'elle sera convaincue que cela créera les conditions préalables à l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

319. Le représentant de la France a souligné les dangers qu'il pourrait y avoir à formuler trop tôt des pronostics sur les délais nécessaires à l'achèvement d'une œuvre poursuivie avec vigueur et bonne foi dans un pays dont l'économie posait des problèmes épineux.

320. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a jugé indispensable que l'Autorité administrante prenne des mesures urgentes pour que le Territoire puisse accéder rapidement à l'indépendance. Elle devrait en outre appliquer sans tarder la résolution de l'Assemblée générale qui l'invitait à fixer les délais dans lesquels cette tâche serait accomplie. Pour faire un premier pas dans cette voie, elle devrait créer aussi rapidement que possible dans le Territoire des organes représentatifs, législatifs et exécutifs et y établir le suffrage universel.

321. Le représentant d'Haïti a réaffirmé que sa délégation était convaincue qu'un programme politique défini dans ses grandes lignes et dans le temps ne serait nullement une chose nuisible ou irréalisable.

322. Le représentant de la Syrie a déclaré que le Conseil devait insister pour que l'Administration

établit, conformément à l'Article 76, un programme prévoyant des délais précis.

323. Le représentant de l'Australie a estimé que le Conseil aurait tout à fait tort de penser que l'Autorité administrante devait, au stade actuel, fixer des dates ou des étapes précises en ce qui concerne le développement politique.

324. Le représentant de l'Inde a attaché de l'importance à l'établissement d'un programme pratique élaboré en consultation avec la population et énonçant les objectifs politiques et les délais qui seraient nécessaires pour les atteindre. Un tel programme permettrait des progrès ordonnés ; le système lui-même ferait l'objet de révisions périodiques et les délais seraient modifiés pour tenir compte de la capacité à s'administrer elle-même dont ferait preuve la population.

325. Le représentant du Guatemala a considéré que la fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession du Territoire à l'objectif final du régime de tutelle appuierait les efforts déployés dans le domaine politique et dans celui de l'enseignement tout en favorisant le développement économique du Territoire. Le fait de savoir qu'il y avait des plans concrets stimulerait l'intérêt de la population et l'encouragerait à atteindre de nouveaux objectifs.

326. Le représentant de la Birmanie ne pouvait souscrire à l'opinion selon laquelle l'établissement d'un programme politique était plus difficile que l'élaboration de mesures économiques. L'Autorité administrante avait le devoir, en vertu de l'Accord de tutelle et des principes de la Charte, d'accélérer les progrès du pays vers le but visé : la liberté.

327. Le représentant de la Belgique a déclaré que le fait de promettre d'avance que des réformes interviendraient à date fixe n'aurait pas pour effet d'accélérer le progrès politique. L'Autorité administrante estimait qu'il serait peu sage de préfabriquer les institutions futures du Territoire. Elle avait l'intention, au fur et à mesure des besoins et en accord avec les représentants qualifiés des populations locales, de modifier les institutions existantes conformément aux besoins et aux aspirations des habitants.

328. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il était impossible de fixer des dates pour l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance. L'Autorité administrante, a-t-il dit, ne doit pas être mise devant l'alternative de réaliser une réforme prématurée ou de manquer à ses engagements. Elle veut, pour le Ruanda-Urundi, une indépendance qui soit réelle.

Chapitre III

CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

I. — GÉNÉRALITÉS

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉOGRAPHIE ET POPULATION

1. Le rapport que le Conseil de tutelle a présenté à l'Assemblée générale à la onzième session¹ contenait une description du Territoire et de ses habitants. Au milieu de 1956, la population totale du Territoire sous tutelle était évaluée à 1.530.000 habitants (734.000 dans le Nord et 796.000 dans le Sud).

2. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil, notant que des changements sont imminents dans le Territoire sous tutelle, ne doute pas que tous les intéressés continuent d'aider la population, en particulier au cours de la présente période de transition, à atteindre les objectifs envisagés dans la Charte des Nations Unies de la façon la moins heurtée et la plus harmonieuse possible.

II. — PROGRÈS POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

CONSULTATIONS ENGAGÉES AVEC LES HABITANTS AU SUJET DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES EN VUE DE L'AUTONOMIE OU DE L'INDÉPENDANCE

3. Les rapports précédents du Conseil à l'Assemblée générale et, notamment, le rapport préparé pour la onzième session de l'Assemblée² rendent compte des consultations qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur de la Constitution de la Nigéria de 1954 et auxquelles ont participé les Africains du Territoire sous tutelle. La Constitution de 1954 devait être revue au cours d'une nouvelle conférence de représentants qui devait primitivement se tenir en septembre 1956,

mais qui, par la suite, a été reportée à mai 1957. Le Conseil a été informé de cet ajournement par l'Autorité administrante à sa dix-neuvième session, au cours de laquelle il a notamment réaffirmé la satisfaction que lui causaient les assurances de l'Autorité administrante selon lesquelles les délégations à la conférence seraient composées de manière à représenter dûment tous les principaux mouvements d'opinions du Territoire sous tutelle. Le Conseil a également déclaré qu'il était sûr que les habitants du Territoire pourraient exprimer librement et convenablement leurs vues dans une atmosphère qui ne pourrait manquer de développer leur esprit de solidarité sociale.

4. L'Autorité administrante a informé le Conseil à sa vingt et unième session que la Conférence constitutionnelle de la Nigéria s'était tenue en mai et juin 1957. Cette conférence était présidée par le Secrétaire d'Etat aux colonies et les représentants de la Nigéria comprenaient 10 délégués et cinq conseillers pour chacune des trois régions de la Fédération nigérienne, y compris la région du Nord avec laquelle est administré le Cameroun septentrional, et de cinq délégués et trois conseillers pour le Cameroun méridional, choisis par leur gouvernement respectif « de manière à assurer une représentation satisfaisante de toutes les nuances de l'opinion politique dans la Fédération ». Parmi les représentants de la région du Nord se trouvait un délégué du Cameroun septentrional. Dans la délégation du Cameroun méridional, trois délégués représentaient le Kamerun National Congress, parti majoritaire à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, un délégué représentait le Kamerun National Democratic Party et un délégué le Kamerun People's Party. Ces partis sont ceux qui, à la suite des élections de mars 1957, ont eu des représentants à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional.

5. En outre, les intérêts de la Fédération étaient représentés par le Gouverneur général, les trois gouverneurs régionaux, le Commissaire du Cameroun, deux des principaux ministres fédéraux et le chef de l'opposition à la Chambre fédérale des représentants, assistés de trois conseillers fonctionnaires et de trois conseillers non fonctionnaires. Lagos était, pour sa part, représenté par deux délégués.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément n° 4 (A/3170), p. 118.

² Ibid.

6. Avant la Conférence, une conférence préliminaire qui réunissait les représentants de tous les partis politiques du Cameroun méridional ainsi que des personnalités influentes de chaque division s'était tenue à Bamenda du 28 mai au 1^{er} juin 1956, afin d'étudier quels changements il serait souhaitable et possible d'apporter à la Constitution existante. La conférence est parvenue à une large mesure d'accord sur des propositions dont l'une des principales visait l'octroi du statut intégral de région au Cameroun méridional, qui aurait une chambre d'assemblée élargie et presque entièrement élue, une chambre de chefs et un système de gouvernement ministériel. Aucun accord n'est cependant intervenu sur la question de savoir si le Cameroun méridional devrait ou non continuer à faire partie de la Fédération nigérienne. Tous les partis politiques avaient discuté publiquement des questions de l'intégration et de l'unification.

7. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil note que des représentants du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional ont assisté à la Conférence constitutionnelle pour la Nigéria qui s'est tenue à Londres en 1957.

DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES ; ÉLARGISSEMENT DES ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS, ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

a) *Evolution en 1956 et jusqu'en mai 1957*

8. Au cours de l'année 1956, le Territoire sous tutelle a continué d'être administré en tant que partie intégrante de la Fédération nigérienne, de la manière décrite dans les rapports précédents du Conseil à l'Assemblée générale, et la structure des gouvernements de même que les aspects législatifs, administratifs et judiciaires du régime sont restés fixés par la Constitution de la Nigéria qui était entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1954 et qui a été exposée en détail dans le rapport du Conseil de tutelle à la onzième session de l'Assemblée générale³. Brièvement résumée, la situation était la suivante : le Cameroun septentrional restait administré en tant que partie intégrante de la région du Nord de la Fédération nigérienne, tandis que le Cameroun méridional était toujours doté d'un statut « quasi fédératif » et continuait d'avoir ses propres organes exécutif et législatif. A sa dix-neuvième session, le Conseil a constaté avec satisfaction que la Constitution de 1954 fonctionnait efficacement et que le développement des partis et des groupes politiques s'était poursuivi de façon normale.

9. La Chambre d'assemblée du Cameroun méridional s'est réunie trois fois en 1956 et a adopté seize projets de loi. Elle a été dissoute le 29 décembre 1956 et une nouvelle chambre a été élue le 15 mars 1957, selon de nouvelles modalités électorales. Sur les treize sièges pourvus par voie d'élection,

six sont allés au Kamerun National Congress, cinq au Kamerun National Democratic Party et deux au Kamerun People's Party.

10. Pour l'élection de la Chambre d'assemblée de la région du Nord qui a eu lieu en 1956, l'unité électorale a été la circonscription et non plus la province. Cinq circonscriptions étaient entièrement situées dans le Cameroun septentrional et une sixième se trouvait en partie dans cette région. Ainsi, sur les 131 membres élus de la Chambre, cinq étaient des personnes originaires de la partie septentrionale du Territoire sous tutelle. Un Ministre des affaires du Cameroun septentrional continuait d'être chargé des intérêts propres du Cameroun septentrional et le Ministre était le représentant élu d'une circonscription électorale de cette partie du Territoire. Le Comité consultatif a continué de signaler au Conseil exécutif de la région du Nord les besoins propres du Cameroun septentrional. Le Comité consultatif a tenu sa troisième réunion en août 1956 et a mis l'accent sur le développement des services médicaux et des voies de communication dans le Territoire sous tutelle.

b) *Résultats de la Conférence constitutionnelle de mai-juin 1957 ; faits nouveaux intervenus depuis*

11. Le Conseil a été informé par l'Autorité administrante, à sa vingt et unième session, des nouvelles étapes de l'évolution constitutionnelle qui avaient fait l'objet de décisions prises d'un commun accord à la Conférence constitutionnelle de 1957, de la mesure dans laquelle certaines de ces réformes avaient déjà été mises à exécution et des plans établis pour appliquer d'autres réformes à l'avenir. On trouvera ci-après les renseignements pertinents.

12. En ce qui concerne le gouvernement fédéral, les trois membres fonctionnaires ne devaient plus faire partie du Conseil des ministres, qui se composerait désormais du Gouverneur général, exerçant les fonctions de Président, du Premier Ministre et d'au moins 10 ministres (dont l'un devrait être originaire du Cameroun méridional) nommés sur proposition du Premier Ministre. Les 11 membres fonctionnaires ne feraient plus partie non plus de la Chambre des représentants. Après l'expiration du mandat actuel (à la fin de 1959), la Chambre se composerait de 320 représentants élus au suffrage universel des adultes (sauf dans la région du Nord où les élections auraient lieu au suffrage des hommes adultes) à raison d'un représentant par circonscription. (La Chambre des représentants, instituée par la Constitution de 1954, se compose, mis à part les trois membres siégeant qui n'en feront plus partie, d'un *speaker*, de 184 représentants élus et de membres spéciaux, au nombre de six au maximum, désignés par le Gouverneur général pour représenter des intérêts insuffisamment représentés par ailleurs.) D'après les nouvelles dispositions, l'Autorité administrante conserverait le pouvoir de modifier la Constitution, et le Parlement du Royaume-Uni de légiférer en ce qui concerne la Nigéria ; d'autre part,

³ *Ibid.*, p. 119.

le pouvoir général que possède Sa Majesté de légiférer par ordre en conseil en ce qui concerne la Nigéria subsisterait aussi. Jusqu'à l'accession à l'indépendance, les pouvoirs du Gouverneur général resteraient essentiellement les mêmes qu'actuellement ; il conserverait ses pouvoirs exécutifs et législatifs réservés et, en particulier, il serait chargé de la défense et des affaires extérieures.

13. Il a également été décidé d'un commun accord que, lorsque la Chambre des représentants actuelle serait dissoute, un Sénat viendrait s'ajouter à cet organe. Le Sénat comprendrait 12 membres pour chacune des régions et le Cameroun méridional, quatre membres représentant Lagos, quatre membres spéciaux désignés par le Gouverneur général, et le Président s'il était choisi en dehors du Sénat. Les membres du Conseil des ministres qui étaient membres de la Chambre des représentants feraient aussi partie du Sénat, mais n'auraient pas le droit de vote. Les pouvoirs du Sénat seraient analogues à ceux de la Chambre des représentants, avec cette différence qu'il ne pourrait prendre d'initiative en matière de textes financiers, ni en retarder l'adoption, et qu'il ne pourrait retarder l'adoption des autres projets de loi pendant un laps de temps supérieur à six mois.

14. A la Conférence, les délégués de la région du Nord ont déclaré qu'ils ne se proposaient pas de réclamer l'autonomie régionale avant 1959. Les mesures transitoires ci-après ont été décidées :

Le Gouverneur et l'*Attorney-General* continueraient de siéger au Conseil exécutif ; d'autre part, des ministres choisis parmi les représentants de la région du Nord prendraient charge de tous les portefeuilles et, en conséquence, les postes de Secrétaire civil et de Secrétaire financier seraient supprimés. Le Conseil exécutif comprendrait, outre le Gouverneur et l'*Attorney-General*, au moins 12 membres de la Chambre d'assemblée dont l'un serait Premier Ministre, ainsi que des membres de la Chambre des chefs, dont le nombre ne serait pas inférieur à deux ni supérieur à quatre. Au sein de la nouvelle Chambre d'assemblée, le nombre des représentants élus serait augmenté, mais les dispositions qui prévoient l'existence de membres spéciaux seraient maintenues, comme les délégués de la région du Nord l'avaient demandé. La Chambre comprendrait un Président, l'*Attorney-General*, 170 représentants élus au lieu de 131, et cinq membres spéciaux. Le nombre des membres de la seconde Chambre législative, la Chambre des chefs, serait aussi augmenté.

On créerait également un Conseil des chefs, qui aurait le pouvoir de statuer sur la nomination des chefs, la confirmation de leurs pouvoirs, leur classement dans la hiérarchie et leur déposition.

15. A la Conférence, le représentant du Cameroun septentrional a déclaré qu'il tenait à confirmer de nouveau la décision, prise par le Cameroun septentrional en 1953, de continuer à faire partie de la région du Nord.

16. A la suite de la Conférence, au mois de juillet 1957, le Gouvernement de la région du Nord a décidé de réorganiser le Comité consultatif pour le Cameroun septentrional, afin d'en faire officiellement un comité du Conseil exécutif de cette région, et le gouvernement a donné une approbation de principe à la nomination de quatre nouveaux membres non fonctionnaires. Le Comité se composait ainsi de seize membres et était chargé d'examiner les progrès accomplis dans la partie septentrionale du Territoire sous tutelle, ainsi que de faire des recommandations sur toute question l'intéressant et qu'il souhaiterait signaler à l'attention du Gouvernement de la région du Nord. Le Gouvernement de la région du Nord a décidé en octobre qu'il convenait d'accorder au développement du Cameroun septentrional une priorité spéciale.

17. En ce qui concerne le Cameroun méridional, le Secrétaire d'Etat s'est entretenu en particulier, au cours de la Conférence constitutionnelle, avec les délégués de cette région et les propositions ci-après ont reçu l'approbation de la Conférence plénière :

Le Gouverneur général devrait, dans la mesure où ses fonctions se rapportent au Cameroun méridional, porter le titre de Haut Commissaire du Cameroun méridional. Le Commissaire continuerait d'être responsable devant le Haut Commissaire. Le Conseil exécutif deviendrait l'organe exécutif principal. Toutefois, le Commissaire détiendrait des pouvoirs généraux réservés dans l'ordre exécutif et dans l'ordre législatif et serait tenu, en outre, de se conformer aux instructions que le Haut Commissaire lui donnerait dans l'intérêt de la Fédération ou en raison des responsabilités qui incombent à l'Autorité administrante aux termes de l'Accord de tutelle.

Le Commissaire resterait Président du Conseil exécutif et il y aurait, comme par le passé, trois membres siégeant ès qualité. Toutefois, le nombre des membres non fonctionnaires serait porté de quatre à cinq, ce qui donnerait la majorité aux membres non fonctionnaires, dont l'un porterait le titre de Premier Ministre et les autres de ministres. Les ministres seraient nommés par proposition du Premier Ministre.

Le nombre des membres élus de la Chambre d'Assemblée serait porté de 13 à 26. Les trois membres siégeant ès qualité seraient maintenus et, comme par le passé, des sièges seraient prévus pour deux membres spéciaux chargés de représenter des intérêts ou des communautés insuffisamment représentés par ailleurs. La représentation spéciale des autorités indigènes serait abolie.

18. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, qu'il y aurait lieu, afin de donner plein effet aux réformes mentionnées ci-dessus, de procéder à des élections générales qui, espérait-on, auraient lieu en juillet 1958.

Il serait créé une Chambre des Chefs, dotée d'attributions consultatives, notamment du droit de donner des avis en ce qui concerne la législation

elle comprendrait une vingtaine de membres. Les membres du Conseil exécutif pourraient assister aux séances et y prendre la parole, mais ne pourraient pas prendre part aux votes.

L'appellation de « territoire quasi fédéral » (*Quasi-Federal Territory*) donnée à cette partie du Territoire sous tutelle par la Constitution de 1954 serait abandonnée et le Territoire serait désigné sous le nom de Cameroun méridional.

19. Ainsi qu'il avait été décidé d'un commun accord à la Conférence, trois commissions ont été créées par la suite pour examiner des questions particulières intéressant la Nigéria et le Cameroun. C'étaient la Commission financière, la Commission des minorités et la Commission de délimitation chargée de délimiter les 320 circonscriptions prévues pour les élections à la nouvelle Chambre fédérale des représentants.

20. La Conférence n'a pu fixer aucune date définitive pour l'accession de la Fédération nigérienne à l'indépendance. A l'ouverture de la Conférence, les trois Premiers Ministres régionaux et le *Leader of Government Business* du Cameroun méridional avaient demandé que le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à accorder l'indépendance à la Fédération en 1959. Au cours d'une série de déclarations faites à la Conférence, le Secrétaire d'Etat aux colonies a indiqué qu'aucun engagement de ce genre ne pouvait être pris, bien que le Gouvernement de Sa Majesté fût aussi attaché que quiconque en Nigéria à la réalisation de l'objectif qu'il a proclamé être le sien, à savoir l'autonomie complète au sein du Commonwealth. Il a déclaré que l'on n'avait pas encore affronté l'épreuve de l'autonomie sur le plan régional et qu'il fallait attendre, pour avoir une vue plus claire de la situation, les rapports de la Commission des minorités, qui permettraient de savoir s'il y aurait lieu de créer de nouveaux Etats, ainsi que la Commission financière, laquelle aurait à régler un important contentieux. Cependant, après qu'il eut été convenu, à la Conférence, que le nouveau Parlement nigérien qui serait élu en 1959-1960 discuterait une résolution demandant au Gouvernement de Sa Majesté d'accorder, à une date se situant en 1960, l'autonomie complète au sein du Commonwealth, le Secrétaire d'Etat a donné l'assurance que son gouvernement ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour donner satisfaction, d'une manière raisonnable et pratique, à la demande qui serait formulée dans cette résolution.

21. Exprimant la déception que leur causait la déclaration du Secrétaire d'Etat, les trois Premiers Ministres régionaux et le *Leader of Government Business* du Cameroun méridional ont déclaré conjointement que l'année 1959 avait été choisie unanimement par le peuple nigérien. S'ils avaient eux-mêmes envisagé une date se situant en 1960, c'était seulement parce qu'ils se rendaient compte que la solution des divers problèmes à régler avant l'indépendance prendrait plus de temps qu'ils ne l'avaient pensé. Ils avaient donc fait la part de la raison et

du réalisme et pensaient, en conséquence, que le Secrétaire d'Etat accèderait au désir qu'ils avaient exprimé en commun. Dans ces conditions, ils estimaient pouvoir seulement prendre note de la déclaration du Secrétaire d'Etat, tout en se réservant le droit de reprendre cette question afin de faire en sorte que le Gouvernement de Sa Majesté comprenne la nécessité d'accorder l'indépendance à la Fédération nigérienne au plus tard le 2 avril 1960.

22. Au cours de ses entretiens particuliers avec les délégués du Cameroun méridional, le Secrétaire d'Etat a fait une déclaration, dont la Conférence a pris note par la suite, sur la situation qui serait celle du Territoire sous tutelle lors de l'accession de la Nigéria à l'indépendance. Voici le texte de cette déclaration :

« Le Gouvernement de Sa Majesté est pleinement conscient des obligations que lui impose l'Accord de tutelle pour le Cameroun.

» Une de ces obligations a été et est toujours d'administrer le Territoire en tant que partie intégrante de la Nigéria. Le postulat sur lequel repose cette obligation est évidemment que la Nigéria constitue un territoire non autonome. Lorsque la Nigéria deviendra un pays indépendant, ce système d'administration ne sera plus possible, de sorte que l'Accord de tutelle devra de toutes façons être revu à ce moment.

» Lorsque la Nigéria deviendra indépendante, une possibilité serait que le Cameroun continue d'en faire partie. Cela impliquerait l'abrogation de l'Accord de tutelle et obligerait à consulter l'Organisation des Nations Unies. Je puis déclarer catégoriquement qu'il ne saurait être question d'obliger le Cameroun à continuer de faire partie contre son gré d'une Nigéria indépendante.

» Avant que la Nigéria ne devienne indépendante, la population du nord et du sud du Cameroun serait appelée à exprimer librement ses désirs en ce qui concerne son avenir. Au nombre des options qui lui seront offertes figurerait la possibilité de continuer à être placée sous l'Administration de tutelle du Royaume-Uni. Je dois vous avertir en toute franchise que vous ne recevriez pas pour cela la clef d'or de la Banque d'Angleterre ! Mais nombreux parmi les grands amis du Cameroun sont ceux qui estiment qu'aucune solution n'est plus propre à faire le bonheur et la prospérité du Cameroun qu'une association définitive avec la Nigéria.

» Le Gouvernement de Sa Majesté accordera naturellement la plus grande attention à ces opinions, quelle que puisse en être l'expression. »

23. A la vingt et unième session du Conseil, le représentant de l'Autorité administrante, après avoir rappelé la déclaration ci-dessus, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention, pour le moment présent, de traiter de l'avenir du Territoire sous tutelle. Cette question serait examinée en son temps. Le moment venu, l'Autorité administrante soumettrait des propositions relatives à l'avenir du Territoire.

24. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil prend note de la déclaration du Secrétaire d'Etat aux colonies du Royaume-Uni qui a précisé qu'« il ne saurait être question d'obliger le Cameroun à demeurer contre son gré partie intégrante d'une Nigéria indépendante » et qu'« avant que la Nigéria ne devienne indépendante, la population du nord et du sud du Cameroun serait appelée à exprimer librement ses desirs en ce qui concerne son avenir ».

Le Conseil décide d'attendre, pour examiner les réformes envisagées à la Conférence constitutionnelle de Londres au sujet du Cameroun, une occasion plus opportune, à savoir la remise du rapport de la Mission de visite de 1958 sur la situation dans le Territoire sous tutelle.

PARTIS ET ACTIVITÉS POLITIQUES

25. Il ressort du rapport annuel qu'en 1956 la partie méridionale du Territoire a connu, comme par le passé, une activité politique plus intense que le Nord. Au cours de l'année, les principaux partis du Cameroun méridional ont été le Kamerun National Congress, parti majoritaire à la Chambre d'assemblée et partisan de l'autonomie administrative du Cameroun méridional, et le Kamerun People's Party qui souhaitait que le Cameroun méridional continue d'être associé à la région de l'Est de la Nigéria. Un autre parti, le Kamerun National Democratic Party, était pour la rupture des liens politiques avec la Fédération nigérienne et pour l'administration du Territoire en tant qu'entité distincte relevant du Colonial Office ; il avait aussi comme objectif final l'unification avec le Cameroun sous administration française auquel le Cameroun sous administration britannique s'associerait sur une base fédérale. Au cours de 1956 est apparu un nouveau parti, le Kamerun United Commoners Party. L'Union des populations du Cameroun (UPC), dissoute en juillet 1955 dans le Territoire sous tutelle voisin du Cameroun sous administration française, s'est également montrée très active au Cameroun méridional au cours de l'année, de même que les organisations de jeunesse et de femmes qui lui sont affiliées : la Jeunesse démocratique du Cameroun et l'Union démocratique des femmes camerounaises.

26. L'UPC a envoyé au Conseil des pétitions dans lesquelles elle protestait, notamment, contre la manière dont s'étaient déroulées les élections de mars à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional et contre une perquisition que les autorités avaient effectuée dans ses bureaux le 25 février 1957. Dans des observations écrites⁴, l'Autorité administrante a démenti les allégations de l'UPC concernant le déroulement des élections et déclaré que la perquisition avait été effectuée parce qu'il y avait lieu de croire que des machines à écrire que l'on disait avoir été volées au Cameroun sous administration

française se trouvaient dans les bureaux de l'UPC.

27. En juin 1957, l'UPC et les organisations qui lui sont affiliées ont été déclarées associations illégales par le Gouverneur général en Conseil et des arrêtés d'expulsion ont été pris contre 13 de leurs dirigeants. Le Conseil de tutelle a reçu d'autres pétitions dont les auteurs protestaient contre ces arrêtés et demandaient à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir pour assurer la mise en liberté de tous les prisonniers politiques. Ils demandaient également que la décision soit prise proclamant l'unification et l'indépendance immédiates du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française. Des pétitionnaires du parti et un pétitionnaire du One Kamerun Party, organisation créée dans le Territoire sous tutelle, mais qui a des objectifs analogues à ceux du parti dissous, se sont présentés devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale à sa douzième session. Dans des observations écrites⁵ ayant trait à la dissolution de l'UPC, l'Autorité administrante a cité une déclaration que le Gouvernement de la Fédération nigérienne avait publiée en déclarant l'organisation illégale. Le gouvernement expliquait que, si les « dirigeants étrangers » s'étaient tenus tranquilles pendant de nombreux mois, il était cependant apparu de plus en plus manifeste au cours de la période 1950-1957 que ces dirigeants et leur parti constituaient une menace continuelle au maintien de l'ordre dans le Cameroun méridional et qu'à partir de juin 1957 il était sérieusement à craindre qu'afin d'atteindre ses objectifs politiques, ce parti ne soit amené à avoir recours à la violence au Cameroun méridional, comme cela avait déjà été le cas au Cameroun sous administration française.

28. Après avoir entendu les déclarations des pétitionnaires ainsi qu'un exposé du représentant de l'Autorité administrante concernant la mise hors la loi du parti et l'expulsion de ses dirigeants⁶, l'Assemblée générale a adopté, à sa douzième session, une résolution [1211 (XII)] relative aux deux Camerouns dans laquelle elle disait, notamment, avoir confiance que les mesures appropriées que prendraient les Autorités administrantes faciliteraient encore la réalisation, dans les deux territoires, des fins ultimes du régime de tutelle, conformément aux aspirations librement exprimées des populations intéressées, toutes les solutions relatives à leur statut futur ayant été envisagées.

29. Dans une lettre en date du 17 décembre 1957⁷, l'Autorité administrante faisait savoir au Conseil de tutelle qu'aucune pétition concernant le Cameroun sous administration britannique dont la date serait postérieure au 30 mai 1957 et qui émanerait de membres ou de sections de l'Union des populations du Cameroun et des organisations qui lui sont affiliées, ne serait reconnue par le Gouvernement du

⁴ Voir T/C.2/L.325.

⁵ A/C.4/SR.721.

⁷ Voir T/OBS.4/39.

⁴ Voir T/C.2/L.325; T/OBS.4/33, sect. 3, T/OBS.4 et 5/15.

Royaume-Uni et qu'aucune observation ne serait présentée au sujet de telles pétitions.

30. D'après le rapport annuel, la population du nord du Territoire a continué en 1956 à manifester peu d'intérêt pour les divers partis politiques de la région du Nord. Des sections des deux principaux partis, le Northern People's Congress et le Northern Elements Progressive Union, existaient dans le Territoire sous tutelle, mais leurs partisans actifs étaient peu nombreux.

ADMINISTRATION LOCALE

31. La responsabilité de l'administration purement locale a continué d'incomber, au cours de l'année 1956, aux autorités indigènes, qui peuvent consister en un petit nombre de chefs héréditaires relativement puissants, assistés de conseils de notables et d'autres chefs traditionnels, comme dans le Nord, ou bien, comme dans le Sud, en un assez grand nombre de conseils de clans. Sous la direction des fonctionnaires de l'Administration, ces organes édictent et appliquent les règlements locaux et gèrent les budgets locaux, dont les ressources proviennent principalement des impôts indigènes et des subventions de l'Administration.

32. Au cours de l'année 1956, des innovations ont eu lieu en matière d'administration locale dans le nord comme dans le sud du Territoire ; certaines ont été signalées au Conseil, lors de sa dix-neuvième session, par l'Autorité administrante. C'est ainsi que, dans le Sud, trois autorités indigènes de la division de Mamfe ont été réorganisées : elles sont devenues des organes élus de manière démocratique et ont été réunies à sept autres autorités indigènes pour la constitution d'une commission mixte chargée de gérer la trésorerie commune de la division ; dans la division de Bamenda, des élections ont eu lieu au scrutin secret pour la désignation des conseillers membres de l'autorité indigène de Bani et dans la division de Victoria plusieurs conseils ont été remplacés par un seul organe collégial dans lequel des élus de la nombreuse population « étrangère » représenteront pour la première fois les intérêts de cette population. Dans le Nord, l'autorité indigène de l'Adamaoua s'est réorganisée et son conseil comprend maintenant pour la première fois six membres élus ; l'autorité indigène de Tigon, Kentu et Ndoro, dans la division de Wukari de la province de la Bénoué, a fusionné avec les autres autorités indigènes pour former l'autorité indigène fédérale de Wukari ; enfin, les régions païennes du district de Gwoza, dans la division de Dikwa, ont été réorganisées en vue d'associer la population de façon plus étroite au fonctionnement d'une administration locale moderne.

33. Le Conseil, qui avait formulé à des sessions antérieures un certain nombre de recommandations et d'observations en faveur d'une réorganisation des organes d'administration locale selon un système stable et plus démocratique, notamment dans le

Nord, a noté avec intérêt, à sa dix-neuvième session, les nouvelles réformes opérées sur le plan de l'administration locale, notamment l'adoption progressive du principe du vote au scrutin secret, et a exprimé l'espoir qu'en raison de la rapide évolution politique du Territoire, ces progrès se poursuivraient.

34. Le Conseil a été informé à sa vingt et unième session que l'élection des nouveaux conseils de la division de Victoria aurait lieu dans un proche avenir et qu'en janvier 1958 il n'existait pas, dans la partie septentrionale du Territoire sous tutelle, de conseil qui n'eût une majorité élue.

35. Le Conseil a été informé également qu'il avait été décidé à la Conférence constitutionnelle de 1957 que le Gouverneur en Conseil de la région du Nord serait autorisé par un acte officiel à créer, dans chaque province de la région, une administration provinciale, composée d'un conseil provincial et d'une autorité provinciale, qui exercerait les fonctions spécifiées dans l'acte officiel. Le président de l'autorité provinciale serait un fonctionnaire de l'administration régionale ; il serait le chef exécutif de l'autorité et porterait le titre d'administrateur provincial.

36. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil constate que l'évolution du système démocratique d'administration locale se poursuit dans les deux parties du Territoire et exprime l'espoir que le rythme du progrès ira en s'accéléralant.

INSTITUTION DU SUFFRAGE UNIVERSEL DES ADULTES ET D'ÉLECTIONS DIRECTES

37. Au cours de l'année 1956, ainsi que le Conseil en a été informé lors de sa dix-neuvième session, le système électoral du Cameroun méridional a été révisé par l'adoption du règlement relatif aux élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional. Ce règlement prévoit l'inscription des électeurs et le vote au scrutin secret. Il accorde le droit de vote à certains immigrants établis depuis longtemps dans le pays. Ainsi qu'il a été signalé au Conseil à sa dix-neuvième session, 68,6 pour 100 des personnes ayant le droit de vote se sont fait inscrire entre le 1^{er} septembre et le 15 novembre 1956 en vue des élections de mars 1957 à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé en outre que 76,2 pour 100 des personnes inscrites sur les listes électorales avaient voté. Pour ces élections, toutefois, l'exercice du droit de vote continuait d'être subordonné au paiement de l'impôt direct ou de l'impôt sur le revenu, sauf en cas d'exemption. Ainsi, les femmes avaient le droit de se faire inscrire et de voter mais devaient avoir été préalablement inscrites comme contributables. Comme peu de femmes payent l'impôt dans le Territoire, le nombre de celles qui pouvaient se faire inscrire sur les listes électorales était réduit.

38. Au Cameroun septentrional, les élections ont eu lieu, comme par le passé, selon un système de

collèges électoraux et seuls les hommes adultes avaient le droit de vote. En général, il y avait deux collèges, mais, dans certains cas, lorsque la circonscription était très étendue, il y en avait trois. Le vote était public au premier degré des élections ; il était au scrutin secret à leur dernier degré.

39. Lors de sessions antérieures, le Conseil avait exprimé l'espoir que les organes législatifs du Territoire étudieraient avec soin les moyens d'étendre le droit de vote aux femmes et il a formulé une recommandation analogue à sa dix-neuvième session. A cette même session, le Conseil a également exprimé l'espoir qu'un système nouveau serait mis au point en temps opportun pour permettre d'abroger la disposition qui subordonne l'octroi du droit de vote au paiement de l'impôt.

40. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que, comme il a été noté plus haut, il avait été décidé à la Conférence constitutionnelle que, sauf dans la région du Nord où le droit de vote resterait limité aux hommes adultes, la nouvelle Chambre fédérale des représentants serait élue au suffrage universel des adultes, à raison d'un représentant par circonscription. Lors des prochaines élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, les 26 membres élus seraient également élus au scrutin secret et au suffrage universel des adultes, à raison d'un représentant par circonscription. Comme le principe du cens électoral avait été abandonné, le principal obstacle au droit de vote des femmes avait disparu et elles pouvaient maintenant voter et être élues à la Chambre. Toutefois, pour les élections aux conseils locaux, les personnes admises à voter devaient être des contribuables.

41. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

Le Conseil se félicite de la suppression du cens électoral dans le règlement sur les élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional et du fait que les femmes auront la possibilité de prendre part à ces élections et de se porter candidates. Le Conseil note cependant que dans le Cameroun septentrional le droit de vote continue d'être réservé aux adultes du sexe masculin et, rappelant les recommandations qu'il a formulées précédemment à ce sujet, il exprime l'espoir que le suffrage universel sera institué dans cette partie du Territoire sous tutelle.

FONCTION PUBLIQUE : FORMATION D'AUTOCHTONES CAPABLES D'OCCUPER DES POSTES D'AUTORITÉ

42. Le Cameroun septentrional, en tant que partie de la région du Nord de la Nigéria, a continué, en 1956, de disposer de personnel relevant du cadre indépendant de fonctionnaires créé pour cette région en vertu de la Constitution de 1954. Le Cameroun méridional a continué de disposer d'un personnel fourni par le Service fédéral, sous le contrôle et la direction du Gouverneur général, qui a délégué certains de ses pouvoirs au Commissaire du Cameroun.

43. Le Gouvernement fédéral et les gouvernements

régionaux ont pour principe, ainsi que le Conseil en a été précédemment informé, de recruter le moins possible de personnel à l'étranger, tout en veillant à assurer la bonne marche des services, et de transférer dans le Territoire sous tutelle les fonctionnaires camerounais en poste dans la Fédération nigérienne. L'Autorité administrante a fait savoir que les habitants du Territoire ont accès aux postes administratifs de tous les échelons et que, si le nombre des Camerounais ayant les capacités techniques requises pour accéder à des postes supérieurs est peu élevé, ce nombre tend à augmenter. A sa dix-neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir que les autorités intéressées continueraient à examiner toutes les possibilités d'accélérer la formation des Camerounais pour les mettre en mesure d'occuper des postes d'autorité dans la fonction publique, notamment dans les services techniques.

44. D'après le rapport annuel, le nombre des fonctionnaires de l'Administration employés à plein temps dans le Territoire sous tutelle a encore augmenté en 1956, passant du chiffre de 6.428 en 1955 au chiffre de 6.732, dont 1.809 étaient employés dans le Nord et 4.923 dans le Sud. Sur ce chiffre total, 4.752 étaient Camerounais, contre 4.543 en 1955 ; 1.846 étaient des Africains d'une autre origine et 134 des non-Africains. La grande majorité (4.368) de tous ceux employés en 1956 étaient au service du Département des travaux publics.

45. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé qu'il avait été décidé à la Conférence constitutionnelle de 1957 que les fonctionnaires du Cameroun méridional continueraient d'appartenir au corps des fonctionnaires de la Fédération mais que des dispositions seraient prises pour créer au Cameroun méridional une sous-commission de la Commission fédérale de la fonction publique qui serait chargée de donner des conseils sur certaines nominations à des emplois prévus dans le projet de budget du Cameroun méridional. Le Gouverneur général a déclaré qu'il s'efforcerait, si possible, de nommer un Camerounais du Sud dûment qualifié à la Commission fédérale de la fonction publique.

46. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil note que le nombre de Camerounais qui occupent des postes supérieurs dans l'Administration reste limité. Rappelant les recommandations qu'il a faites à des sessions précédentes, le Conseil espère que l'Autorité administrante poursuivra ses efforts en vue d'accélérer la formation des Camerounais et d'augmenter sensiblement, le plus tôt possible, le nombre des Camerounais occupant des postes supérieurs d'autorité dans la fonction publique, y compris l'Administration.

TROUBLES SURVENUS AU COURS DE L'ANNÉE

47. Selon le rapport annuel, deux émeutes se sont produites au cours de l'année. La première, qui s'est accompagnée de troubles sérieux, a éclaté

en avril dans le clan nsaw de la division de Bamenda, au moment où un chef en exil est revenu inopinément à Kumbo, où réside le chef des Nsaws. Il en est résulté immédiatement des violences qui ont fait deux morts et 48 blessés. Deux cent dix-huit personnes ont été traduites devant les tribunaux et 158 condamnées à la suite de ces événements. Une enquête a eu lieu en application de la *Collective Punishment Ordinance* ; ses résultats devaient être rendus publics en 1957.

48. Une seconde émeute s'est produite en octobre à Akwaja, en raison d'un différend d'ordre foncier. La police est intervenue pour mettre fin à l'émeute et 69 hommes ont été inculpés pour y avoir pris part.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES : ÉLARGISSEMENT DES ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS ET EXTENSION DE LEURS POUVOIRS

49. Le représentant du Guatemala a déclaré que, même si la Conférence constitutionnelle n'avait pu prendre de décision précise concernant la date à laquelle la Nigéria deviendrait indépendante, il y avait cependant toute raison de croire que cette date serait probablement fixée au début de 1960. En ce cas, la consultation des populations camerounaises sur leur statut futur devrait avoir lieu avant avril 1960 étant donné que, entre le mois de mars 1958 et le commencement de 1960, l'Assemblée générale ne tiendrait que deux sessions ordinaires, il espérait que l'Autorité administrante mettrait l'Organisation des Nations Unies au courant, le plus prochainement possible, de ses plans en la matière et qu'elle comprendrait, dans ses propositions, une invitation demandant aux Nations Unies de collaborer à l'organisation des consultations et à leur exécution.

50. Il a noté que la déclaration du Secrétaire d'Etat faisait voir que le Gouvernement du Royaume-Uni souhaitait le maintien de l'association du Territoire sous tutelle avec la Nigéria. Il espérait cependant que l'observation du Secrétaire d'Etat, selon laquelle le fait pour le Cameroun de demeurer sous la tutelle du Royaume-Uni ne lui donnerait pas pour autant la « clef d'or de la Banque d'Angleterre », ne visait pas à avertir le Cameroun que le Royaume-Uni réduirait son appui financier au Territoire si la population se prononçait pour cette solution.

51. Il a émis l'avis que l'Autorité administrante devait agir en liaison étroite et permanente avec le Gouvernement français pour faire en sorte que les habitants des deux Camerouns soient consultés simultanément au sujet de leur statut futur.

52. Il a estimé que les décisions prises à la Conférence de Londres marquaient un progrès vers le développement des institutions politiques du Territoire. D'une manière générale, toutefois, la séparation

entre les deux parties du Territoire sous tutelle s'était accentuée et, malgré les recommandations du Conseil, aucune mesure n'avait été prise pour les rapprocher : le Cameroun septentrional était pratiquement incorporé dans la région du Nord de la Nigéria et rien n'avait été fait pour lui garder son identité. La Commission consultative du Cameroun septentrional ne paraissait pas avoir réussi à sauvegarder l'identité du Territoire.

53. Il a fait aussi observer que, d'après les communications émanant des partis politiques du Territoire, une grande partie de la population était divisée quant à l'avenir du Territoire.

54. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a considéré que la Conférence constitutionnelle avait donné au progrès politique une impulsion évidente dans les deux parties du Territoire. Il ne croyait pas toutefois que le Conseil fût en mesure pour le moment de formuler des conclusions nettes sur la question générale de l'avenir du Territoire, lequel n'avait pas été l'objet de la Conférence constitutionnelle. Le Conseil avait reçu l'assurance que l'Autorité administrante soulèverait la question au moment opportun, qui ne devait pas être trop éloigné.

55. Il a déclaré que les principaux groupes politiques de l'ensemble du Cameroun se tournaient de leur propre mouvement vers la Nigéria pour y trouver un exemple et une aide. Il était difficile de concevoir pour le Territoire un avenir qui ne serait pas lié à celui du grand territoire voisin. Toutefois, comme l'Autorité administrante l'avait souligné, les populations du nord et du sud du Cameroun devraient exprimer librement leurs aspirations au sujet de leur avenir, avant qu'une décision quelconque puisse intervenir.

56. En conclusion, il a déclaré que les réformes politiques et constitutionnelles n'avaient fait qu'élargir le rôle des représentants du Cameroun dans la mise en valeur des ressources du Territoire et dans l'application au jour le jour des décisions de principe.

57. Le représentant de la France a relevé que les résultats de la Conférence constitutionnelle de 1957 faisaient clairement apparaître la ligne de conduite suivie pour atteindre les objectifs de la Charte et que l'Autorité administrante avait donné l'assurance que le peuple camerounais pourrait s'exprimer en toute liberté sur son avenir, avant même que la Nigéria ne devînt indépendante.

58. Le représentant de la Birmanie a estimé que l'Autorité administrante, dans l'exécution d'un plan de grande envergure, avait déjà réussi à détruire l'unité du Cameroun, à morceler cet ensemble national solide et à faire absorber le Territoire par la Fédération nigérienne.

59. Se référant aux déclarations faites par le Secrétaire d'Etat devant la Conférence constitutionnelle, le représentant de la Birmanie a estimé qu'il y avait peu de chances pour que l'indépendance de la Fédération nigérienne devînt une réalité en 1959 ou même en 1960.

60. En ce qui concerne la déclaration du Secr-

taire d'Etat relative au Cameroun, il a estimé qu'on avait certainement exercé une pression excessive sur la population camerounaise en lui déclarant qu'elle ne recevrait pas d'aide financière du Royaume-Uni si elle décidait de rester sous le régime de la tutelle.

61. A son avis, l'évolution constitutionnelle de la Nigéria semblait conforme à la pratique normalement suivie dans la plupart des colonies britanniques, à la veille de l'autonomie ou de l'indépendance ; toutefois, il ne voyait pas très bien pourquoi le Gouverneur général devait présider le Conseil des ministres de la Fédération. Le fait que plusieurs membres non fonctionnaires du Conseil exécutif du Cameroun méridional assumeraient la responsabilité des services gouvernementaux et que ce Conseil deviendrait le principal organe politique constituerait un progrès certain par rapport à la situation actuelle, mais non un progrès considérable, étant donné le maintien des membres fonctionnaires. A la Chambre d'assemblée, le progrès constitutionnel était marqué, mais la présence des membres de plein droit et des membres nommés à titre spécial et la possibilité d'avoir un *speaker* étranger à la Chambre en dénatureraient le caractère représentatif et permettraient à des intérêts camerounais d'avoir des représentants non élus.

62. La création d'une Chambre des chefs dans le Cameroun méridional favoriserait les manœuvres dilatoires des chefs et pourrait retarder dangereusement l'adoption des mesures de progrès.

63. Quant au Conseil exécutif et à la Chambre d'assemblée du Cameroun septentrional, le représentant de la Birmanie ne voyait pas pourquoi l'*Attorney-General* devait y garder un siège. Il se demandait également pourquoi des intérêts non autochtones et le corps des fonctionnaires devaient être représentés dans le Comité consultatif pour le Cameroun septentrional.

64. Le représentant de la Chine a estimé que la déclaration faite par le Secrétaire d'Etat au sujet de l'avenir du Cameroun était parfaitement conforme aux obligations qui incombait au Royaume-Uni en vertu de l'Accord de tutelle.

65. Dans le Cameroun septentrional, la réorganisation du Comité consultatif représentait un progrès important, ce Comité pouvant désormais jouer un rôle plus actif.

66. Le représentant de la Belgique s'est félicité de la déclaration du Secrétaire d'Etat concernant le Cameroun.

67. Le représentant d'Haïti a noté que la date de l'indépendance de la Fédération nigérienne n'était encore qu'une hypothèse ; les populations du Cameroun et de la Nigéria devaient avoir été très déçues de ne pas obtenir de l'Autorité administrante aucune assurance à ce sujet. L'on avait fait un pas en avant, mais les recommandations contenues dans la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale étaient loin d'être appliquées. Il était certain du moins que le peuple camerounais serait consulté

sur son avenir avant que la Nigéria n'obtienne son indépendance.

68. Il n'était pas sûr que les tendances qui s'étaient fait jour à la Conférence constitutionnelle traduisaient les aspirations véritables des Camerounais ; selon lui, c'était à cause de l'union administrative avec la région du Nord qu'il s'était formé un sentiment séparatiste au Cameroun septentrional. Il a déploré que l'on n'eût pas déployé de plus grands efforts pour susciter un sentiment d'unité entre le nord et le sud du Territoire.

69. Il a estimé que l'Autorité administrante devait entreprendre sans tarder, indépendamment des partis politiques, une campagne destinée à éclairer la population sur l'importance des prochaines consultations relatives à leur statut futur et à lui faire connaître pleinement toutes les solutions possibles. La Mission de visite de 1958 aurait à observer comment la population serait préparée à ces consultations.

70. Le représentant de l'Italie a estimé que la Conférence constitutionnelle marquait incontestablement un pas en avant dans la voie de l'autonomie ou de l'indépendance. La déclaration faite par le Secrétaire d'Etat au sujet de l'avenir du Territoire était rassurante.

71. Il s'est félicité des réformes importantes qui avaient encore accru la participation des Camerounais à la gestion de leurs propres affaires.

72. Le représentant de l'Inde a constaté avec satisfaction que l'évolution politique du Territoire au cours des dernières années et les progrès constitutionnels avaient amené les habitants au seuil de l'autonomie. Les progrès constitutionnels du Cameroun méridional, approuvés par la Conférence de Londres, étaient considérables et les dernières mesures en vue de l'autonomie complète devaient être synchronisées avec l'indépendance de la Fédération nigérienne. Ces mesures seraient cependant subordonnées à la volonté librement exprimée de la population du Territoire, conformément à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte et à la promesse faite par le Secrétaire d'Etat pour les colonies dans sa déclaration à la Conférence de 1957.

73. Il a reconnu que la tâche d'assurer les progrès du Territoire dans le domaine économique et social et dans celui de l'enseignement incombait désormais principalement aux représentants de la population.

74. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la décision qui accordait au Cameroun méridional un statut semblable à celui d'une région de la Nigéria ne modifiait que très peu la situation : les organes du Cameroun méridional ne pourraient toujours pas se prononcer sur un grand nombre de questions figurant sur la liste de législation exclusive et devraient se conformer aux lois nigériennes pour toutes les questions figurant sur la liste de législation concurrente. La compétence de l'Assemblée du Cameroun méridional serait donc très limitée. D'autre part, le Haut Commissaire pourrait continuer à ne pas tenir compte des vues

du Conseil exécutif chaque fois qu'il voudrait invoquer la nécessité de maintenir « la confiance publique, l'ordre et la bonne administration ». Même élargie, la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional compterait toujours des fonctionnaires nommés par l'Autorité administrante. L'objet de la création d'une Chambre des chefs n'était pas clair, puisque les chefs pouvaient être élus à l'Assemblée dans les mêmes conditions que les autres habitants du Territoire. Mais cette mesure, qui risquait d'augmenter les dissensions entre les différentes couches sociales, avait été prise sans même consulter la Chambre d'assemblée.

75. Le représentant a fait observer qu'aucune modification n'avait été apportée au statut des régions centrale et septentrionale du Territoire sous tutelle, groupées sous le nom de Cameroun septentrional. Ces régions étaient, comme par le passé, privées d'organes politiques indépendants et administrées comme partie intégrante de la région du Nord de la Nigéria. L'Autorité administrante n'avait pris aucune mesure pour susciter un sentiment d'unité parmi les populations du Territoire sous tutelle, qui avaient pourtant un seul et même objectif, celui d'accéder le plus tôt possible à la liberté et à l'indépendance.

76. Il a estimé que l'Autorité administrante devait élargir sans délai les pouvoirs de la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, afin de permettre à la population de cette partie du Territoire de prendre une part active dans toutes les décisions intéressant l'ensemble du Territoire sous tutelle. L'Autorité administrante devait donner aux populations des autres parties du Territoire une possibilité réelle de créer leurs propres organes représentatifs, habilités à prendre les décisions intéressant la vie et le sort du Territoire, de concert avec la population des régions méridionales. Elle devait encourager par tous les moyens le développement du sentiment de l'intérêt commun, de l'esprit de solidarité et des liens économiques et politiques entre les différentes parties du Territoire, au lieu de perpétuer des divisions artificielles. Elle devait prendre toutes les mesures nécessaires pour que, très prochainement, les habitants de toutes les régions du Cameroun accèdent à l'indépendance et aient le droit de se prononcer librement et sans aucune ingérence étrangère sur tout ce qui concerne leur vie et leur avenir.

77. Le représentant de l'Australie, notant les divers changements intervenus dans le Territoire à la suite de la Conférence constitutionnelle, a estimé qu'ils marquaient un progrès politique satisfaisant qu'il convenait de reconnaître.

78. Le représentant spécial de l'Autorité administrante, répondant au représentant de la Birmanie, a dit que le Gouverneur général continuait de présider le Conseil des ministres, parce que les délégués à la Conférence l'avaient demandé expressément. De même, les membres fonctionnaires faisaient encore actuellement partie du Conseil exécutif et de la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional parce

que les délégués du Cameroun méridional l'avaient demandé.

79. Il a déclaré que la Chambre des chefs avait été créée parce qu'on l'avait demandé. La Chambre des chefs n'aurait pas de pouvoir suspensif si elle tardait à donner son avis ; cela n'empêcherait pas d'ailleurs le gouvernement de poursuivre son action législative concernant les problèmes importants.

80. En ce qui concerne le Cameroun septentrional, le représentant spécial a estimé que les critiques adressées au Comité consultatif étaient dénuées de fondement. En fait, aucun fonctionnaire ne faisait partie du Comité, et à l'exception du Lamido de l'Adamaoua qui exerçait sa juridiction sur une partie considérable du Territoire sous tutelle, tous les membres de comité étaient Camerounais.

81. Le représentant de l'Autorité administrante, répondant aux critiques selon lesquelles les liens du Territoire avec la Nigéria risqueraient d'avoir une influence fâcheuse sur les consultations populaires qui auraient lieu au Cameroun, a rappelé que le Secrétaire d'Etat avait déclaré qu'il ne saurait être question d'obliger le Cameroun à faire partie malgré lui d'une Nigéria indépendante, qu'avant l'accession de la Nigéria à l'indépendance, les Camerounais du Nord et du Sud auraient la possibilité d'exprimer librement leurs aspirations au sujet de leur avenir et que le Gouvernement de Sa Majesté tiendrait le plus grand compte de leur vœu, quel qu'il puisse être.

82. Le représentant de l'Autorité administrante a nié que la déclaration du Secrétaire d'Etat ait pu signifier que le Territoire cesserait d'obtenir une assistance financière s'il décidait de rester sous le régime de la tutelle. On ne se servirait certainement pas de la question de l'assistance financière comme d'un moyen de pression sur la population du Cameroun méridional.

83. Il s'est demandé comment l'unité du Cameroun pouvait avoir été détruite ou diminuée du fait que le Territoire sous tutelle était administré en tant que partie de la Nigéria, alors que, dans la pratique, la géographie rendait impossible une telle unité.

84. Il a fait ressortir que la disposition relative aux pouvoirs réservés était courante dans les territoires britanniques et que le Haut Commissaire ou le Commissaire n'intervenait pratiquement jamais. Il a trouvé surprenant qu'on eût reproché au gouvernement fédéral d'exclure de certains domaines l'Assemblée législative du Cameroun alors que toute fédération impliquait des dispositions de ce genre. En fait, le Cameroun méridional avait ses représentants propres au sein du gouvernement fédéral.

85. Le représentant de l'Autorité administrante a promis au Conseil que l'Autorité administrante lui ferait connaître, dès qu'elle le pourrait, ses propositions touchant la façon dont les populations du Cameroun seraient consultées.

86. L'Autorité administrante avait agi conformément aux dispositions de l'Accord de tutelle et de la Charte des Nations Unies en associant le Cameroun

aux derniers progrès constitutionnels de la Fédération nigérienne. Elle avait ainsi créé les conditions qui permettraient aux populations du Nord et du Sud de décider, le moment venu, si elles voudraient rester associées ou non avec une Nigéria indépendante. Elles seraient en mesure d'exprimer leur vœu en toute liberté et sans subir la moindre pression.

PARTIS ET ACTIVITÉS POLITIQUES

87. Le représentant du Guatemala a été d'avis que l'Union des populations du Cameroun, en tant que parti légalement constitué qui avait pris part aux élections, aurait dû pouvoir présenter sa défense avant d'être dissoute. Quant à l'expulsion de 13 de ses dirigeants, l'avenir pourrait montrer que cette mesure n'avait été ni juste, ni opportune.

88. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction que le système des partis politiques avait continué à fonctionner d'une manière saine et démocratique.

89. Le représentant de la Chine a estimé que les mesures prises par l'Autorité administrante, avec l'appui et l'approbation sans réserve du Conseil exécutif du Cameroun méridional, pour mettre un terme aux activités subversives de l'Union des populations du Cameroun et de ses organisations affiliées, étaient conformes à l'intérêt général du Territoire.

90. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante avait continué à restreindre systématiquement les libertés démocratiques de la population autochtone. Il a évoqué notamment l'interdiction des publications d'organisations internationales telles que la Fédération mondiale des syndicats, et la dissolution de l'Union des populations du Cameroun ainsi que de ses organisations de jeunesse et de femmes. L'Autorité administrante n'avait pu fournir aucun motif raisonnable qui pût justifier la dissolution de l'UPC ; elle n'avait même pas cherché à justifier l'interdiction des deux autres organisations démocratiques autochtones. Il s'agissait là, de toute évidence, d'une atteinte aux libertés d'expression et d'association, garanties aux autochtones par l'Accord de tutelle. Le Conseil devait recommander à l'Autorité administrante d'observer scrupuleusement les obligations que lui imposait l'Accord de tutelle et d'assurer réellement le respect absolu des droits et des libertés démocratiques des habitants autochtones.

91. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'interdiction de certaines publications communistes et la dissolution de l'Union des populations du Cameroun et des organisations qui lui étaient affiliées avait été décidée sur l'avis du Conseil fédéral des ministres et avec l'assentiment du Conseil exécutif du Cameroun méridional.

ADMINISTRATION LOCALE

92. Le représentant du Guatemala a trouvé que les progrès étaient lents dans le domaine de l'administration locale, étant donné surtout l'imminence de réformes constitutionnelles importantes.

93. Le représentant de la France a constaté que les réformes constitutionnelles s'accompagnaient d'importants progrès dans le sens d'une modernisation et d'une démocratisation de l'administration locale.

94. Le représentant de l'Italie a noté les progrès réguliers de la démocratisation de l'administration locale.

INSTITUTION DU SUFFRAGE UNIVERSEL DES ADULTES ET D'ÉLECTIONS DIRECTES

95. Le représentant du Guatemala a noté avec satisfaction que la condition relative au paiement de l'impôt avait été éliminée du nouveau règlement sur les élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional et que les femmes seraient désormais électrices et éligibles. Il a été d'avis, cependant, que l'Autorité administrante et le Gouvernement du Cameroun méridional devaient envisager d'abaisser à 18 ans l'âge requis pour être électeur.

96. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité de la suppression du cens électoral au Cameroun méridional, ainsi que de l'extension du droit de suffrage qui est prévue pour les élections dans le Cameroun septentrional.

97. Le représentant de l'Italie a noté avec satisfaction que les prochaines élections dans le Cameroun méridional se feraient sur la base du suffrage universel des adultes.

98. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'un quart environ seulement de la population adulte du Cameroun méridional avait participé aux élections de 1957. Ce fait montrait que les élections étaient loin d'être représentatives et que le suffrage était loin d'être universel. De plus, les pétitions reçues par l'Organisation des Nations Unies signalaient des cas de violation des règlements électoraux. Tout en constatant qu'au Cameroun méridional, le droit de vote n'était plus subordonné au paiement de l'impôt, il a relevé que les femmes étaient encore officiellement privées du droit de vote dans certaines parties du Territoire.

FONCTION PUBLIQUE : FORMATION D'AUTOCHTONES CAPABLES D'OCCUPER DES POSTES D'AUTORITÉ

99. Le représentant de la France a fait observer que, dès maintenant, tous les Camerounais avaient la possibilité d'accéder aux postes supérieurs de l'Administration. Ceux qui possédaient les capacités techniques requises étaient encore rares, mais leur nombre ne cessait pas d'augmenter.

100. Le représentant de la Chine s'est inquiété du petit nombre de Camerounais qualifiés pour occuper des postes d'autorité dans l'Administration. Il s'est déclaré convaincu cependant que l'Autorité administrante faisait tout ce qui était en son pouvoir pour accélérer leur formation.

ORGANISATION JUDICIAIRE

101. Le représentant de l'Inde a vu, dans l'installation de la Cour suprême du Cameroun méridional et dans l'adoption par la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional de la nouvelle loi relative aux tribunaux coutumiers, un progrès important vers la séparation des organes judiciaires et des organes exécutifs de l'Etat.

III. — PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

SITUATION GÉNÉRALE ; DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

102. La situation économique générale du Territoire demeure telle qu'elle a été exposée dans les précédents rapports du Conseil à l'Assemblée générale. En 1956, la valeur des exportations des quatre principales denrées a été indiquée comme étant la suivante : 2.428.000 livres sterling pour les bananes, 976.000 livres sterling pour le cacao, 266.000 livres sterling pour les produits du palmier à huile et 236.000 livres sterling pour le caoutchouc. Les importations de produits manufacturés, d'articles de métal, de tissus, etc., ont été évaluées à 1.517.300 livres sterling et les importations de produits alimentaires, de boissons et de tabac à 46.000 livres sterling. Les bananes, les produits du palmier à huile et le caoutchouc proviennent presque exclusivement des plantations de la Cameroons Development Corporation et des plantations de deux compagnies privées. Le cacao est surtout produit par les Camerounais. Ces derniers produisent en outre une certaine quantité de café, d'arachides et de coton destinés à l'exportation.

103. Un programme économique fédéral 1955-1960 pour la Nigéria et le Cameroun, qui prévoit des investissements d'un montant de 91.750.000 livres sterling, a été approuvé par la Chambre fédérale des représentants en 1956. Les dépenses fédérales qui seront effectuées au Cameroun même porteront principalement sur les communications, notamment les routes, et quelque 2.940.000 livres sterling, sur un total légèrement supérieur à 13.500.000 livres alloué pour des routes de grandes communications et des ponts, doivent être consacrées au réseau routier intérieur du Territoire sous tutelle, ou à des routes y conduisant.

104. Le Cameroun méridional a continué au cours de l'année à exécuter son propre plan quinquennal de développement (1.560.000 livres sterling) sur lequel des détails ont été donnés au Conseil à sa dix-septième session et dans lequel priorité est également donnée à la construction de routes, 659.000 livres sterling étant affectées à ce poste.

105. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que le Gouvernement du Royaume-Uni avait récemment accordé une nouvelle subvention de 450.000 livres au Cameroun méridional au titre du *Colonial Development and Welfare Act*.

106. Le Gouvernement du Cameroun méridional, qui pratique une politique visant à encourager les investissements de capitaux étrangers, a déclaré qu'il était disposé à accorder à cette fin des droits d'occupation de terres et autres concessions. Une compagnie cacaotière britannique a commencé en 1957 à aménager une plantation de cacaoyers d'une superficie de 480 hectares aux environs de Kumba. Une autre compagnie a entrepris, conformément à un accord signé en septembre 1955, l'exploitation de 440 kilomètres carrés de forêts pendant une période de 21 ans dans la division de Kumba et commencé d'exporter des grumes dès la fin de 1956. Une troisième compagnie avait, dès la fin de 1956, pris à bail des terres d'une superficie de près de 1.600 hectares à 130 kilomètres au nord de Bamenda pour y créer une plantation de thé et le plantage devait commencer au début de 1957. A sa dix-neuvième session, le Conseil a constaté avec satisfaction le premier succès des efforts que fait le Gouvernement du Cameroun méridional pour encourager les capitaux privés étrangers à se placer dans le Territoire et a exprimé la conviction qu'en appliquant cette politique le Gouvernement continuerait à tenir dûment compte des intérêts du peuple camerounais.

107. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que l'industrie du bois continuait de se développer et qu'il y avait trois entreprises en activité dans le Territoire. Les exportations de bois en grumes devaient, selon les prévisions, atteindre dans un proche avenir 6.000 tonnes par mois. Tout en assurant des emplois aux habitants, le développement de cette industrie avait procuré, au Cameroun méridional et aux autorités indigènes sur le territoire desquelles se trouvaient les forêts et qui recevaient 50 pour 100 du montant total des droits et redevances perçus sur les arbres abattus, des recettes dont ils avaient grand besoin. Les droits à l'exportation perçus sur le bois étaient passés de 300 livres en 1955 à plus de 13.000 livres en 1957.

108. Le Southern Cameroons Production Development Board, dont les ressources financières proviennent en majeure partie des subventions du Southern Cameroons Marketing Board, et qui avait reçu, avant 1956, 200.000 livres de cette source et 51.432 livres sterling de l'ancien Nigerian Cocoa Marketing Board, a financé en 1956 un certain nombre de projets, en plus de l'extension continuée de sa plantation de café de Santa. Selon le rapport annuel, ces projets visaient tous à favoriser le

développement de la production des exploitants africains. Une loi votée au milieu de 1956 a prévu que les fonctions du Board seraient reprises par la Southern Cameroons Development Agency, organisme à attributions multiples chargé d'encourager le développement économique et de consentir des prêts. Le Conseil s'est félicité de cet événement à sa dix-neuvième session.

109. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que la nouvelle Cameroons Development Agency avait été officiellement créée et que son premier président était un Camerounais. Au cours de 1957, une nouvelle usine de traitement du café avait été ouverte à la plantation de café de Santa appartenant à cet organisme et des négociations étaient en cours pour que l'Agency fournisse le capital d'apport d'une banque coopérative dont la création était envisagée. Dans chaque division du Cameroun méridional, on constituait des *loans boards* chargés de donner des conseils à l'Agency au sujet des demandes de prêts pour le financement de petits projets économiques.

110. La création, au début de 1956, de la Northern Regional Development Corporation qui a repris les fonctions du Northern Regional Production Development Board et du Regional Development (Loans) Board a été favorablement accueillie par le Conseil lors de sa dix-neuvième session. Cette société a pour attributions générales d'élaborer des plans destinés à servir les intérêts économiques des producteurs et des régions de production ; elle a reçu une première somme de 500.000 livres pour effectuer des prêts. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que la société avait consenti un prêt de 12.500 livres à l'autorité indigène de l'Adamaoua et un prêt de 10.700 livres à l'autorité indigène de Dikwa.

111. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

Le Conseil recommande que l'Autorité administrante continue de veiller à ce que les ressources du Territoire sous tutelle soient mises en valeur dans l'intérêt des autochtones et avec leur entière participation.

Le Conseil exprime l'espoir que grâce à l'expansion des facilités de crédit, au développement du mouvement coopératif et à l'encouragement donné à la formation technique des autochtones, ceux-ci prendront une part de plus en plus grande à l'exploitation des ressources économiques du Territoire.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

112. Il n'existe dans le Territoire ni industrie lourde ni production industrielle organisée et, à part l'artisanat, toute l'activité industrielle consiste à peu près dans le traitement des produits primaires destinés à l'exportation, la préparation de l'huile de palme et du caoutchouc en feuilles et le tannage des peaux. Il s'agit là simplement d'activités liées à l'agriculture et exercées principalement par les grandes plantations ou pour leur compte. Celles-ci subviennent également à leurs propres besoins en matière de construc-

tion, de réparations du matériel, de travail du bois, de production laitière, de commerce de détail, d'énergie électrique et de transports ; elles assurent aussi le fonctionnement des principales installations portuaires.

113. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil, persuadé que la création d'industries présente une grande importance pour le progrès économique du Territoire sous tutelle et qu'il convient de ne négliger aucune mesure propre à développer l'économie de l'ensemble du Territoire, invite l'Autorité administrante à faire figurer dans son prochain rapport annuel des renseignements plus détaillés sur le développement et les perspectives de l'industrie.

COMMUNICATIONS

114. Le développement des communications, en particulier du réseau routier, occupe une place prépondérante dans les plans de développement de deux régions du Territoire et l'importance de ce développement a déjà été soulignée par le Conseil et par ses missions de visite. Au Cameroun méridional, le gouvernement fédéral est chargé de la construction des grandes routes principales et le Gouvernement du Cameroun méridional de celle des principales routes de raccordement. Le gouvernement fédéral se propose de consacrer 866.500 livres sterling environ à la construction de routes et de ponts au Cameroun méridional et le Gouvernement du Cameroun méridional réserve une somme de 659.000 livres pour les principales routes de raccordement. A sa dix-neuvième session, le Conseil a loué l'Autorité administrante, le gouvernement fédéral et les gouvernements territoriaux d'avoir abordé le problème avec énergie et d'avoir consacré des fonds importants au développement des routes.

115. On se propose de prolonger la grande route principale (Victoria-Mamfe-Bamenda-Nkambe) située au Cameroun méridional, qui passerait par Misaje et Bissaula pour aboutir à Takum, dans la région septentrionale. (On construit actuellement une grande route principale qui sera située à l'extérieur du Territoire sous tutelle mais parallèle à sa frontière occidentale et qui ira de Takum à Yola reliant ainsi pour la première fois le Cameroun septentrional au Cameroun méridional.) On a commencé en 1956 la construction de la route de Misaje à Takum et les travaux sont terminés sur une longueur de 6 milles environ. A l'extrême nord du Territoire, on a poursuivi la construction de la grande route principale d'Uba à Bama ; la construction de la route praticable en toutes saisons allant de Beli à Jamtari (d'une longueur de 30 milles) est terminée et l'on prolonge actuellement cette route jusqu'à Serti. On a également commencé la construction d'une route (d'une longueur de 83 milles) reliant Dong à Abong.

116. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé des nouveaux progrès qui avaient été

réalisés dans le programme de constructions routières. Ces progrès comprenaient l'achèvement du pont du Moungo, l'octroi par le Gouvernement de la région du Nord d'un crédit de 30 000 livres sterling pour des levés aériens et autres travaux préparatoires nécessaires pour la construction de la route jusqu'à l'escarpement nord du plateau de Mambila, et d'un autre crédit de 190.000 livres pour la construction de la route en 1958-1960 ; enfin, l'octroi par le Gouvernement fédéral d'une somme de 150.000 livres pour la construction des tronçons Jamtari-Serti et Jada-Sugu de la grande route Yola-Takum.

117. L'amélioration des communications téléphoniques est également à l'étude et l'installation d'un réseau radiotéléphonique à très haute fréquence est en cours.

118. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil, considérant que le développement des communications est une des conditions essentielles du développement économique du Territoire et de la création d'industries, prend note de la place prépondérante accordée aux communications dans le développement du Territoire.

AGRICULTURE, ÉLEVAGE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU

119. Au cours de sessions antérieures, le Conseil a fait un certain nombre de recommandations concernant l'amélioration de l'agriculture. L'Autorité administrante a signalé qu'au cours de l'année 1956, le Département de l'agriculture du Cameroun méridional, créé en 1955, avait transféré son siège de Barombi-Kang à Buea et qu'il avait, grâce à ses stations agricoles et ses fermes modèles, stimulé la culture du riz, du café et du cacao. Des progrès ont été également réalisés en ce qui concerne l'adoption par les autorités indigènes de règlements prescrivant la culture selon les courbes de niveau, question au sujet de laquelle le Conseil avait manifesté de l'intérêt. Toutes les autorités indigènes de la région de Bamenda, dont l'étendue est d'environ 18.000 kilomètres carrés, ont adopté une réglementation relative à la conservation du sol et des enquêtes ont été effectuées au Cameroun septentrional afin de déterminer s'il est possible d'y appliquer une législation rendant obligatoires les méthodes de conservation du sol.

120. Au Cameroun septentrional, il a été procédé en 1956, sur le plateau de Mambila, à une enquête générale comportant des études sur l'utilisation du sol, sa mise en culture et les méthodes d'élevage. Les efforts déployés en vue d'introduire sur ce plateau la culture du café ont éveillé un intérêt croissant dans la population et 24 hectares de caféiers ont été plantés. La production de la culture du coton s'est développée considérablement ; cette production, virtuellement nulle il y a quelques années, a atteint 500 tonnes de coton-graine en 1957 et on prévoit une production de 750 à 1.000 tonnes en 1958. Les

travaux d'irrigation de Wulgo, dans la division de Dikwa, ont en revanche provoqué une déception, du fait de crues anormalement abondantes et ils ont été suspendus pendant l'année 1957. Le projet de colonisation intérieure de Gwoza, également dans la division de Dikwa, avait été élargi et l'on espérait qu'un meilleur système d'approvisionnement en eau encouragerait de nouveaux colons à s'installer. Une enquête écologique avait eu lieu dans l'émirat de Dikwa, où l'on avait commencé à creuser des réservoirs par des moyens mécaniques. Cinq de ces réservoirs avaient été creusés en 1956. On estimait que l'achèvement des 15 réservoirs prévus avant la saison des pluies de 1957 contribuerait beaucoup à résoudre le problème de l'approvisionnement en eau dans la moitié nord de l'émirat. A sa dix-neuvième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Administration n'épargnerait aucun effort pour donner aux projets d'irrigation toute l'ampleur possible.

121. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé de certains faits nouveaux concernant l'approvisionnement en eau. C'est ainsi qu'au Cameroun méridional le système d'approvisionnement en eau de Kumba était en voie d'achèvement, qu'à Bali trois béliers hydrauliques avaient été installés et qu'à Buea un réservoir en béton armé d'une contenance de 6.000 hectolitres avait été construit. Au Cameroun septentrional, des puits artésiens avaient été découverts dans les districts de Bama et de Gulumba ; dans la région de Jada, on avait entrepris la construction de 15 puits, cependant que dans la province de Bornou 15 réservoirs à l'air libre avaient été achevés et 13 étaient en construction.

122. Un centre de recherches sur l'élevage existe au Cameroun méridional. On a procédé, en 1956, à une étude préliminaire des itinéraires suivis par les vendeurs de bestiaux dans la région, en vue d'améliorer l'approvisionnement en viande par l'organisation des mouvements du bétail. Une enquête de grande envergure concernant la mouche tsé-tsé a également été menée à bien sur le plateau de Filange. Durant l'année 1957, un agent vétérinaire employé à plein temps avait été affecté en poste sur le plateau de Mambila.

123. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil, prenant acte des améliorations apportées par l'Autorité administrante aux méthodes agricoles autochtones, notamment de la protection des cultures par des pulvérisations, de l'introduction de semences et de plants améliorés, de l'extension de la polyculture, de l'utilisation des engrais et des mesures prises pour prévenir l'érosion, exprime l'espoir que l'Autorité administrante prendra de nouvelles mesures générales pour améliorer l'agriculture autochtone et accroître sa productivité.

RÉGIME FONCIER

124. La superficie totale du Territoire est de 34.081 milles carrés. Sur cette superficie 12 milles

carrés environ sont la propriété du gouvernement, 395 milles carrés de la Cameroons Development Corporation et 55 milles carrés de sociétés de commerce, de missions et de non-autochtones. Tout le reste des terres appartient aux autochtones.

125. Selon le rapport annuel de l'Autorité administrante, la Chambre d'Assemblée du Cameroun méridional a adopté en 1956 deux lois portant amendement de la *Land and Native Rights Ordinance*. La première prévoyait de nouvelles méthodes de versement des indemnités aux termes de l'ordonnance principale et dissipait les doutes qui existaient sur la compétence des tribunaux pour les litiges concernant des terres auxquelles s'appliquait l'ordonnance. La seconde portait de 480 à 2.000 hectares la superficie des terres sur lesquelles des droits d'occupation aux fins de mise en culture pouvaient être accordés à des non-autochtones. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que cette extension avait été décidée parce que la limite fixée auparavant ne permettait pas d'exploiter économiquement certaines plantations. La loi prévoyait également des sanctions contre les occupants autochtones qui aliéneraient leurs droits d'occupation dans des conditions autres que celles qui étaient stipulées par la loi. Cette disposition a été introduite dans la loi parce que les aliénations et les tentatives d'aliénation étaient fréquentes au Cameroun méridional de telle sorte que des terres étaient tombées entre les mains d'étrangers (d'autres Africains) qui n'avaient pas le droit de les occuper.

126. En ce qui concerne l'affaire des terres des Bakweris dont le Conseil s'est occupé précédemment, l'Autorité administrante a signalé que le Bakweri Land Committee avait continué en 1956 à revendiquer les terres occupées par les plantations de la Cameroons Development Corporation et que ce n'était qu'à la fin de l'année qu'il est apparu qu'une reprise des pourparlers serait féconde.

127. En ce qui concerne le différend entre les Balis et les Widekums dont le Conseil s'est également occupé dans le passé, l'Autorité administrante a indiqué qu'en 1956 les Mengon-Mbo avaient montré peu d'enthousiasme pour le développement planifié et s'étaient contentés de continuer leur vie de petits agriculteurs, pratiquant des cultures individuelles et préférant bâtir leurs habitations sur leurs propres parcelles plutôt que d'après un plan communal. Les plans de construction d'un village moderne et d'organisation d'une exploitation coopérative n'ont pas été abandonnés ; ils seront mis en œuvre lorsque l'intérêt qu'ils suscitent apparaîtra suffisant.

128. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil note que l'Autorité administrante indiquera dans son prochain rapport annuel les pourcentages des terres cultivées, des terres cultivables et des forêts exploitables détenues par les autochtones d'une part et par des compagnies étrangères, des plantations et des particuliers d'autre part.

NIVEAUX DE VIE

129. Depuis 1950-1951, il n'a été fait sur le revenu national de la Nigéria aucune enquête générale dont les résultats puissent être publiés. Le Département fédéral de statistique rassemble des statistiques économiques en vue d'établir de nouvelles estimations du revenu national.

130. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante redoublera d'efforts en vue d'élever le niveau de vie et d'améliorer les conditions matérielles d'existence de la population autochtone et qu'il pourra enregistrer de nouveaux progrès dans ce domaine.

COMPTOIRS DE VENTE

131. Alors que le principal produit d'exportation, la banane, est écoulé en vertu d'accords commerciaux, principalement par l'intermédiaire de la Cameroons Development Corporation, l'exportation du cacao et des produits du palmier à huile dans le Sud et des arachides et du coton dans le Nord, est assurée respectivement par le Southern Cameroons Marketing Board et le Northern Regional Marketing Board. Les comptoirs sont chargés d'organiser la commercialisation des récoltes, d'assurer la stabilité des prix et de vendre les produits au Nigeria Central Marketing Board, lequel organise l'expédition et la vente outre-mer. Ils surveillent et fixent les prix payés aux producteurs et ils utilisent une partie des bénéfices pour financer les travaux des organismes de développement régional dont il a été question plus haut.

132. Le Southern Cameroons Marketing Board, créé en janvier 1955, disposait d'un capital initial d'un million de livres sterling provenant d'anciens comptoirs de la Nigéria qui s'occupaient de la vente du cacao et des produits du palmier à huile. Pendant la première année d'activité du comptoir, les ventes se sont élevées à 243.334 livres. Au cours de la même année, le comptoir a accordé au Southern Cameroons Production Development Board une subvention de 100.000 livres en promettant pour les années 1956, 1957 et 1958 des subventions d'un montant équivalent ; il a fait au Gouvernement du Cameroun méridional un don de 14.000 livres pour financer la construction d'un pont sur le Mounjo ; il a accordé une subvention de 15.000 livres à la Cameroons Co-operative Exporters Ltd. (l'organisation qui groupe, à l'échelon supérieur, les coopératives de vente du cacao, des palmistes et du café) pour une campagne de pulvérisation contre la pourriture brune de la cabasse du cacaoyer ; il a engagé une dépense de 5.000 livres pour l'achat de graines de cacao et il a versé 9.119 livres au titre des dépenses d'administration. Le total des dépenses du comptoir s'est donc élevé à 143.119 livres, laissant ainsi un solde disponible de 100.215 livres qui, si l'on y ajoute la somme d'un million de livres qui se trouvait déjà dans le fonds de réserve, porte le montant total de la réserve à 1.100.215 livres.

133. Au cours de sa deuxième année d'activité, le comptoir a enregistré un déficit d'exploitation de 278.699 livres sterling ; il a dépensé 100.000 livres pour la seconde subvention promise au Production Development Board et 13.258 livres au titre des dépenses d'administration et il a mis en réserve 32.000 livres pour combler le déficit prévu pour la récolte de cacao de 1955-1956, ce qui porte le montant total brut des sommes engagées à 423.957 livres. Les recettes du comptoir se sont élevées à 37.928 livres. A la fin de l'année, les engagements du comptoir s'élevaient donc à une somme de 386.029 livres qui, une fois déduite du fonds de réserve, ramène celui-ci à 714.186 livres.

134. Le comptoir se charge également de donner à la Cameroons Co-operative Exporters Ltd. une garantie bancaire annuelle pour aider cette société qui est acheteur agréé du comptoir à financer ses achats. En 1954-1955, cette garantie s'est élevée à 120.000 livres et en 1955-1956 à 90.000 livres. Le comptoir a également réduit le capital minimum exigé des sociétés demandant à être nommées acheteurs agréés et la Cameroons Co-operative Exporters Ltd. a été nommée acheteur pour les palmistes en 1957. Le comptoir n'a reçu aucune autre demande de nomination et a déploré ce fait. L'Autorité administrante a déclaré qu'il fallait espérer qu'un plus grand nombre de Camerounais acquerraient en temps voulu l'expérience et les capitaux nécessaires pour occuper, en qualité d'acheteurs agréés, la place qui leur revenait dans le commerce du Territoire.

COOPÉRATIVES

135. Dans le Sud, le mouvement coopératif africain fonctionne dans le cadre des dispositions prises par le comptoir pour ce qui est de la vente des produits réglementés ; il s'occupe également de la vente des produits non réglementés comprenant une partie de la production de bananes et le café. Le Gouvernement du Cameroun méridional entend donner au mouvement coopératif qui, à l'heure actuelle, comprend surtout des sociétés de vente, un rôle important dans le développement économique du Territoire. Le 1^{er} avril 1956, la loi sur les sociétés coopératives du Cameroun méridional (*Southern Cameroons Co-operative Societies Law 1955*) est entrée en vigueur et tous les pouvoirs qui étaient détenus par le Gouverneur général ont été transférés au Commissaire pour le Cameroun. En 1956, le nombre de sociétés enregistrées est passé de 73 à 94 et 10 autres sociétés allaient être constituées. Le nombre des membres de ces sociétés est passé de 5.000 à environ 7.000. En 1958, le nombre des sociétés avait encore augmenté et il était passé à 130. A l'échelon supérieur, il existe une organisation de caractère représentatif créée en 1955 et à laquelle sont affiliées 95 pour 100 des sociétés : la Co-operative Union of the Southern Cameroons. Il a été signalé que dans l'ensemble, la situation financière du mouvement coopératif s'était considérablement améliorée. En 1956, les bénéfices nets se sont élevés à 25.500 li-

vres au total, contre 6.500 livres en 1955. Sept sociétés seulement ont enregistré un déficit contre 23, l'année précédente.

136. Deux sociétés dépendent de l'organisation existant à l'échelon supérieur, à savoir la Cameroons Co-operative Exporters Ltd., qui s'occupe de la vente du cacao en qualité d'acheteur agréé du Southern Cameroons Marketing Board et qui, en 1957, devait être nommé acheteur pour les palmistes et le café, et la Bakweri Co-operative Union of Farmers, qui s'occupe de la vente des bananes. En 1956, la première de ces sociétés a écoulé un peu moins de 25 pour 100 de la production de cacao du Cameroun. En 1956, la Bakweri Co-operative Union of Farmers comptait environ 2.000 membres qui se livraient à la culture bananière. La production est passée de 200.000 régimes en 1955 à 440.000 régimes, évaluée à 250.000 livres, en 1956. En 1958, la production avait atteint près d'un million de régimes par an. En 1957, la coopérative a également cessé d'écouler ses produits par l'intermédiaire de la Cameroons Development Corporation et elle traite maintenant directement avec ses agents d'expédition et de vente.

137. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé en outre que les deux sociétés de l'échelon supérieur avaient fondé ensemble une nouvelle Co-operative Engineering and Transport Union afin de mettre en commun et d'assurer plus efficacement leurs transports.

138. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté avec satisfaction l'assistance financière accordée aux coopératives par le Southern Cameroons Production Development Board. Il a également relevé avec intérêt que les autorités du Territoire favorisaient la création de caisses d'épargne coopératives et envisageaient la possibilité d'organiser ultérieurement une banque coopérative. Il ressort du rapport annuel de l'Autorité administrante qu'en 1956, le nombre des sociétés d'épargne et de prêt est tombé à 142, ce qui représente une légère diminution, mais que le montant de l'épargne est passé de 130 livres sterling à 5.580 livres. Il a été créé une société semi-urbaine d'épargne et de crédit, ce qui porte à quatre le nombre total de ces sociétés, qui comptent 82 membres et dont l'actif s'élève à 167 livres. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que, comme il a été indiqué plus haut, des échanges de vues étaient en cours en vue d'organiser une banque coopérative.

139. Au Cameroun septentrional, il n'existait encore en 1956 que deux sociétés coopératives, la Dikwa Native Authority Staff Co-operative Thrift and Loan Society et la Gowza Co-operative Consumers Society. A sa dix-neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir que les progrès importants réalisés par le mouvement coopératif dans le Sud serviraient d'exemple dans le Nord. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que le Gouvernement de la région du Nord suivait de très près le développement du mouvement coopératif dans cette région. Deux sociétés de vente venaient d'être créées pour le coton et l'arachide et des propositions tendant

à étendre le mouvement à d'autres branches d'activité, notamment à la vente du poisson séché, étaient à l'étude.

140. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil se félicite de l'accroissement du nombre des sociétés coopératives dans le Cameroun méridional et exprime l'espoir que l'Autorité administrante intensifiera ses efforts en vue d'encourager le mouvement coopératif dans le Cameroun septentrional.

CAMEROONS DEVELOPMENT CORPORATION

141. La création de la Cameroons Development Corporation, qui est une société publique, et ses activités ont été mentionnées dans les précédents rapports du Conseil à l'Assemblée générale. Les bénéfices que ladite société tirerait de la production et de la vente des bananes, du caoutchouc, des produits du palmier à huile, du cacao et du bois doivent être versés, après les déductions prévues dans l'ordonnance relative à la société, au Trésor du Cameroun méridional.

142. Depuis sa création, en 1946, la société finance ses dépenses d'équipement dans toute la mesure du possible au moyen des recettes courantes. Toutefois, la mission de la Banque internationale a estimé en 1953 qu'il faudrait concilier les besoins d'investissement de la société avec ceux des autres secteurs de l'économie camerounaise ; elle a recommandé que la société verse au Gouvernement du Cameroun méridional 200.000 livres sterling par an pendant les cinq années à venir, bien que cette somme soit beaucoup plus importante que les bénéfices de la société au cours des années qui ont suivi sa création, les bénéfices les plus importants, réalisés en 1953, s'élevant à 60.285 livres. A cet égard, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle estimait que le rapport de la Banque internationale était trop optimiste et qu'à moins que l'on n'engage d'importants capitaux nouveaux, il était probable qu'au cours des vingt prochaines années, les bénéfices qui pourraient être versés au Cameroun méridional ne s'élèveraient pas à plus de 300.000 livres et que la société ne commencerait pas à en réaliser avant 1961. Il ressort de la comptabilité de la société qu'en 1956, le montant total de ses recettes s'est élevé à 2.566.911 livres sterling, les recettes provenant des plantations étant de 2.469.245 livres, ce qui représente une diminution de 248.569 livres par rapport à 1955 et le chiffre de ventes le plus bas depuis 1952. Les dépenses se sont élevées à 2.492.975 livres ; le poste le plus important (1.524.625 livres) représentait l'entretien des plantations parvenues à maturité et la production, les services accessoires et l'administration. Les autres postes principaux étaient les suivants : 668.828 livres pour les amortissements statutaires, 157.175 livres pour les services médicaux et sociaux et 89.645 livres pour l'intérêt des emprunts, sommes auxquelles il faut ajouter

un déficit de 28.215 livres pour 1955. Les bénéfices de la société se sont donc élevés à 15.117 livres, qui devaient être versées au Trésor du Territoire.

143. A sa dix-neuvième session, le Conseil, rappelant qu'il avait précédemment exprimé l'espoir que la Cameroons Development Corporation pourrait augmenter le montant des sommes qu'elle versait annuellement au Gouvernement du Cameroun méridional, a noté que les autorités avaient fait une étude spéciale de la structure financière de la société ; il attendait avec intérêt d'être informé de toute décision qui serait prise pour tenir compte de ces conclusions d'experts. L'Autorité administrante a signalé que l'on avait achevé cette étude financière au cours de l'année 1956 et que l'on examinait le rapport. Le gouvernement fédéral étudiait des propositions concernant la composition future du capital de la société et les moyens de se procurer des capitaux. Dans le rapport de la société pour 1956, il était indiqué qu'au début de l'année on avait prévu que le gouvernement fédéral verserait 1 million de livres sous forme de prêt en vue d'exécuter de nouveaux programmes de développement. Toutefois, la société a été informée au début de l'année que cette somme ne lui serait pas versée immédiatement parce que l'enquête mentionnée ci-dessus n'était pas terminée. En conséquence, les programmes relatifs aux plantations, les programmes de développement et tous les travaux entrepris pour développer les biens d'investissement ont été considérablement réduits, de telle sorte que la société a dû diminuer considérablement le personnel et la main-d'œuvre et faire preuve de la plus grande parcimonie. Par la suite, le Gouvernement fédéral a octroyé un prêt de 258.000 livres et a accordé pour l'année un moratoire pour le remboursement des prêts et le paiement des intérêts.

144. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé en outre que la Colonial Development Corporation avait été invitée à examiner la situation de la Cameroons Development Corporation en vue d'y apporter sa participation. Aucune décision définitive n'avait cependant été prise.

145. A ses sessions précédentes, le Conseil s'est préoccupé d'assurer au maximum la participation des Camerounais à la gestion de la société. Des Africains sont membres du conseil d'administration et, selon le rapport de la société, huit Africains de plus occupaient des postes dans les cadres supérieurs ; le nombre total d'Africains employés dans ce service n'était pas indiqué mais en 1954, il y avait 27 Africains, dont 10 Camerounais, et, en 1955, on comptait six Africains de plus. Toutefois, le nombre total des personnes employées par la société a été diminué de 5.193 et ramené à 17.980 pendant l'année.

146. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil, notant que la Cameroons Development Corporation est une source de revenu importante pour le Cameroun méridional, mais que jusqu'à présent sa contribution directe au Trésor du Cameroun méridional

est limitée, exprime l'espoir que toutes les mesures nécessaires seront prises pour permettre à la société de contribuer de plus en plus largement au développement du Territoire.

ACCROISSEMENT DES RECETTES PUBLIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TERRITOIRE

147. Chaque région de la Fédération nigérienne, y compris le Cameroun méridional, a son propre budget. Pendant les deux exercices financiers qui se sont écoulés depuis qu'il a été chargé de ses propres finances, le Gouvernement du Cameroun méridional a eu des difficultés à se procurer des recettes suffisantes pour satisfaire aux besoins financiers de la région. L'Autorité administrante a déclaré dans son rapport annuel pour 1956 qu'en raison de ces difficultés, le gouvernement avait dû, en 1956-1957, gérer ses finances en faisant preuve d'une prudence et d'une modération extrêmes, que les prévisions de dépenses supplémentaires étaient soumises à un contrôle sévère et que l'on faisait des économies dans toute la mesure du possible.

148. Après vérification des comptes il apparaît qu'au cours de la première année qui a pris fin le 31 mars 1956, les recettes se sont élevées à 1.013.236 livres sterling. Elles comprenaient des recettes ordinaires d'un montant de 247.859 livres, la subvention accordée conformément à la loi par le gouvernement fédéral soit 613.958 livres, l'excédent des bénéfices de la Cameroons Development Corporation pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1954 soit 19.204 livres et des subventions d'une valeur de 132.214 livres comprenant une somme globale représentant un don de 110.595 livres du gouvernement fédéral. Les dépenses se sont élevées à 1.153.783 livres entraînant un déficit de 140.547 livres. D'après les prévisions budgétaires approuvées pour l'année 1956-1957, les dépenses étaient évaluées à 1.355.520 livres et les recettes à 1.282.255 livres, ce qui impliquait un déficit de 73.265 livres. Le total des dépenses relatives au développement des biens d'investissement était évalué à 435.895 livres dont près de 300.000 devaient être prélevées sur les subventions accordées par le Royaume-Uni au titre du *Colonial Development and Welfare Act*. En ce qui concerne les recettes, on évaluait à 480.000 livres environ les recettes provenant de la subvention accordée conformément à la loi et des bénéfices de la Cameroons Development Corporation que le gouvernement fédéral devait garantir.

149. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que la Commission fiscale constituée conformément aux recommandations de la Conférence constitutionnelle de 1957 procéderait à la révision de l'organisation financière de la Fédération. Il a été reconnu cependant que le cas du Cameroun méridional devait faire l'objet d'une étude particulière et le mandat donné à la Commission à cet égard était le suivant :

« Examiner quelles dispositions d'ordre financier conviendraient le mieux au Cameroun méridional,

et notamment la question de savoir si ce territoire devait être traité comme une région aux fins de l'attribution des recettes ; donner des avis sur la mesure dans laquelle une aide financière accrue peut être nécessaire pour permettre à ce Territoire de faire face à ses besoins immédiats et lui donner des moyens de se développer de la façon souhaitable ; préciser la forme que cette aide devrait revêtir. »

150. Il n'a pas été établi de budget distinct pour le nord du Territoire sous tutelle qui est administré comme partie intégrante de la région du Nord de la Nigéria. Celle-ci reçoit un pourcentage fixe du produit des droits d'importation perçus par le gouvernement fédéral dans la région, 50 pour 100 des droits d'exportation, tout le produit de l'impôt sur le revenu perçu dans la région et la totalité des redevances minières. Dans son rapport pour 1956, l'Autorité administrante a déclaré qu'il ressortait des enquêtes menées pour l'année 1955-1956 que les dépenses combinées du gouvernement fédéral et de celui de la région du Nord relatives au Cameroun septentrional étaient beaucoup plus importantes que les recettes provenant de cette région et que cette conclusion était amplement confirmée par l'expérience acquise en matière de finances par le Gouvernement autonome du Cameroun méridional depuis sa constitution en 1954.

151. Les autorités indigènes ont leur budget propre. En 1956-1957, le montant des recettes des autorités indigènes a été de 268.100 livres pour le Cameroun méridional et de 306.600 livres pour le Cameroun septentrional.

152. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil note que les représentants du Territoire sous tutelle auront la possibilité d'exprimer leur avis avant que des décisions ne soient prises en dernier ressort sur les recommandations de la Commission fiscale.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

SITUATION GÉNÉRALE ; DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

153. Le représentant du Guatemala a noté qu'on n'avait rien fait pour favoriser l'unité économique entre les deux parties du Territoire sous tutelle. Il a estimé que le Gouvernement du Cameroun méridional et l'Autorité administrante devaient veiller à ce que les entreprises venues de l'outre-mer dans le Cameroun méridional constituent un élément de prospérité pour le Territoire et sa population au lieu d'en limiter les capacités productrices.

154. Il a estimé que la Southern Cameroons Development Agency ne s'était pas entièrement acquittée de sa tâche ; l'Autorité administrante devait étudier la possibilité d'inclure le crédit rural

contrôlé dans le programme ordinaire de l'Agence et de la Northern Regional Development Corporation. Il a demandé à l'Autorité administrante de fournir dans ses prochains rapports des données plus complètes sur les travaux financés par la Development Agency pour accroître la productivité des agriculteurs camerounais.

155. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté les grands efforts déployés en vue d'affermir l'économie par l'apport de capitaux extérieurs, la vulgarisation agricole au profit des producteurs locaux et le développement continu du réseau routier.

156. Il a estimé que la nouvelle subvention de 450.000 livres sterling accordée au Cameroun méridional par l'Autorité administrante permettrait de poursuivre l'exécution de projets prioritaires.

157. Le représentant de la France a noté avec satisfaction l'exécution minutieuse du programme économique fédéral ainsi que du plan relatif au Cameroun méridional. Il a exprimé l'espoir que le développement du réseau routier ouvrirait des débouchés à la production du cacao et à celle des bananes.

158. Le représentant de la Birmanie a relevé avec inquiétude que les firmes étrangères avaient toute latitude pour exploiter les ressources agricoles et les autres ressources du Territoire et que l'Autorité administrante ne les obligeait pas à donner aux autochtones une formation professionnelle et à les faire participer à l'exploitation de ces ressources. L'Autorité administrante avait fait preuve d'une indulgence inquiétante à l'égard des firmes étrangères et des sociétés de développement. Il était regrettable que l'Autorité administrante n'eût pas encouragé les autochtones à prendre leur place dans le commerce de gros et plus encore dans le commerce de détail, qui devrait être pratiquement leur apanage.

159. Le représentant de la Chine a estimé que le Territoire faisait des progrès aussi rapides sur le plan économique que sur le plan politique. Il a noté avec satisfaction les efforts déployés dans plusieurs directions pour améliorer l'agriculture, ainsi que la création de la Southern Cameroons Development Agency. Il a exprimé l'espoir que la banque coopérative et les offices de crédit prévus pour les divisions seraient bientôt créés dans le Cameroun méridional.

160. Il s'est dit persuadé que les sociétés d'outre-mer contribueraient largement aux recettes publiques du Cameroun méridional.

161. Le représentant de l'Italie a noté la nouvelle et généreuse subvention de 450.000 livres sterling accordée au Cameroun méridional par l'Autorité administrante et il a déclaré que l'Autorité administrante faisait un louable effort pour surmonter les difficultés économiques de l'heure.

162. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les observations et recommandations que sa délégation avait faites au cours des précédentes sessions du Conseil restaient valables, puisque la situation dans le Territoire sous tutelle n'avait guère changé. L'économie

conservait son caractère manifestement colonial, tout en étant subordonnée aux intérêts des sociétés et monopoles étrangers. L'activité économique des autochtones restait au second plan et employait des méthodes primitives. L'activité industrielle faisait complètement défaut et il n'existait aucun programme permettant d'espérer le développement d'une industrie nationale dans un avenir prochain. L'Autorité administrante faisait tout ce qu'elle pouvait pour faciliter l'activité croissante des entreprises étrangères et l'intrusion du capital étranger, en négligeant les intérêts des autochtones, livrés à la misère et aux maladies. Il a fait remarquer qu'il était difficile de parler du Cameroun septentrional, car on ne disposait d'aucun renseignement sur cette partie du Territoire, intégrée dans la région du Nord de la Nigéria, et qu'il n'y avait pas de liens économiques entre les différentes parties du Territoire sous tutelle. Il a recommandé à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles pour développer l'économie de l'ensemble du Territoire, sous tous ses aspects et dans l'intérêt des populations autochtones, pour améliorer l'agriculture autochtone et pour créer une industrie nationale. Elle devait enfin prendre des mesures pour élever le niveau de vie et la situation matérielle de la population autochtone.

163. Le représentant de l'Australie a fait observer que si, dans certains domaines, le gouvernement devait se réserver tant la propriété que la gestion des entreprises, les circonstances propres au Territoire incitaient à laisser à des particuliers ou groupes de particuliers l'exercice de nombreuses activités économiques, l'intérêt général étant sauvegardé par le contrôle de l'Etat. Une large répartition des biens, jointe à une décentralisation de la propriété ou de l'usufruit fournirait à la longue une base économique éminemment souhaitable en vue du développement social du Territoire. Il a ajouté que l'investissement dans le Territoire de capitaux d'outre-mer, ainsi que de capitaux locaux, dans la mesure où il s'en trouverait, méritait d'être encouragé par le Conseil.

164. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que la politique qui faisait appel à des capitaux d'outre-mer avait l'appui de toute la population et l'approbation sans réserve de la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional. Dans l'application de cette politique, toutes les dispositions avaient été prises pour que les terres et d'autres facilités ne fussent données qu'à des entreprises solides possédant un capital suffisant et des compétences techniques appropriées. Chaque concession devait être approuvée par le Conseil exécutif. Les intérêts de la population indigène étaient garantis ; c'est ainsi qu'une société entretenait une route publique longue de 12 milles et avait bâti une école et un hôpital.

COMMUNICATIONS

165. Le représentant de la France a souligné l'importance de la construction d'une grande route principale qui relierait le nord et le sud du Territoire.

166. Le représentant de la Birmanie a noté que la construction routière commençait à donner des résultats, et il s'est déclaré satisfait de voir que l'Administration utilisait de plus en plus des machines pour la construction des routes et s'occupait d'améliorer les communications téléphoniques.

167. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction les progrès réalisés en ce qui concerne les communications et il a exprimé l'espoir de trouver dans les prochains rapports annuels des renseignements complets sur ce point.

168. Le représentant d'Haïti a estimé que le réseau routier était encore insuffisant.

169. Le représentant de la Belgique a exprimé l'espoir que le programme routier en cours d'exécution serait poursuivi avec vigueur.

AGRICULTURE

170. Le représentant de la Belgique a noté avec satisfaction que dans la région de Bamenda un règlement relatif à la conservation du sol avait été adopté et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante et les autorités locales s'efforceraient d'étendre le système à d'autres régions. Il a aussi estimé que le Conseil devrait reconnaître la valeur du plan relatif à la région de Gwoza et encourager son extension.

171. Le représentant d'Haïti s'est plu à constater que des efforts avaient été faits pour améliorer l'agriculture et des mesures prises pour la conservation du sol. Il a félicité également l'Autorité administrante d'avoir intensifié l'exploitation des ressources forestières, mais il a exprimé le regret que le Territoire en tant que tel n'ait pas été associé à cette exploitation. Il a noté que le projet de Gwoza ne faisait pas partie d'un plan général et il a estimé qu'en concentrant plus d'attention et de ressources sur des projets de ce genre, on pourrait ouvrir la voie à une ère nouvelle pour le développement du Territoire.

RÉGIME FONCIER

172. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que de nouvelles concessions avaient été accordées au cours de l'année considérée et que les pétitions reçues montraient que l'aliénation des terres se poursuivait. Il convenait de mettre un terme à ces procédés, et l'Autorité administrante devrait fournir au Conseil des renseignements sur la proportion des terres agricoles cultivées et des forêts propres à l'exploitation détenues par les autochtones, d'une part, et par les compagnies, plantations et particuliers non autochtones, d'autre part.

COOPÉRATIVES

173. Le représentant du Guatemala a jugé encourageants les progrès réalisés par le mouvement coopératif et a exprimé l'espoir que les pourparlers

engagés pour la création d'une banque coopérative seraient couronnés de succès. Cependant, il fallait redoubler d'efforts pour encourager le mouvement coopératif dans le Nord.

174. Le représentant de la Birmanie a noté avec plaisir que le mouvement coopératif avait fait des progrès remarquables dans le Cameroun méridional et que l'administration de la région du Nord se préoccupait du développement des coopératives dans le Cameroun septentrional. Il a exprimé l'espoir que l'Administration enverra un plus grand nombre d'agents dans la région pour aider les gens à administrer leurs sociétés.

175. Les représentants de la Chine et d'Haïti ont noté avec satisfaction que dans le Cameroun méridional le mouvement coopératif ne cessait de prendre de l'ampleur.

176. Le représentant de l'Australie a constaté avec plaisir l'augmentation du nombre des coopératives dans le Cameroun méridional et a exprimé l'espoir qu'il serait possible sous peu d'accroître l'aide apportée aux coopératives dans le Cameroun septentrional.

CAMEROONS DEVELOPMENT CORPORATION

177. Le représentant du Guatemala a jugé décourageante la déclaration de l'Autorité administrante suivant laquelle la Cameroons Development Corporation ne serait capable de fournir au cours des 20 prochaines années que 300.000 livres sterling de recettes au Cameroun méridional. Il a exprimé cependant l'espoir qu'à la suite de l'étude sur la situation financière de la société, l'Autorité administrante serait en mesure de trouver le moyen d'augmenter le capital de la société et de veiller à ce que les fonds fédéraux permettent à la société d'éviter de restreindre ou de suspendre son activité.

178. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est inquiété de ce que l'étude en cours sur la situation financière de la Cameroons Development Corporation traîne en longueur. Le rapport de la société avait, semble-t-il, fait apparaître la difficulté dans les circonstances actuelles de définir une politique à long terme. Une telle situation était sans doute justiciable de la Commission fiscale.

179. Le représentant de la Chine a exprimé des inquiétudes au sujet des réductions de personnel et de main-d'œuvre opérées par la société et de l'imposition en 1956 d'économies sévères. Il attendait cependant avec intérêt les résultats de l'étude spéciale sur la situation financière de la société et espérait qu'une fois prises, les décisions permettraient à la société d'étendre son action au maximum et d'y faire participer le plus grand nombre possible de Camerounais.

180. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que le Trésor du Cameroun méridional n'avait tiré presque aucune recette de la Cameroons Development Corporation, alors que celle-ci devrait constituer une source

essentielle de revenus pour l'administration de cette région. En outre, la société projetait de faire de nouvelles dettes et avait déjà commencé de céder à des sociétés privées les terres mises à sa disposition. Puisque la société était censée servir les intérêts du Territoire, son activité devrait être placée sous le contrôle d'organes représentatifs du Cameroun méridional.

181. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a assuré au Conseil que le gouvernement fédéral était pleinement conscient de la nécessité de résoudre les problèmes financiers de la Cameroon Development Corporation. Il a fait observer que la société apportait une contribution substantielle à l'économie du Territoire, non seulement en versant au Trésor une partie de ses bénéfices, mais encore en payant des impôts, en procurant du travail à la population et en mettant à la disposition de ses employés d'importants services médicaux et d'enseignement. La contribution tant directe qu'indirecte de la société se situait chaque année entre 400.000 et 500.000 livres sterling.

182. Quant à l'aliénation des terres, il fallait souligner que la société ne pouvait céder aucune terre sans le consentement du Gouvernement du Cameroun méridional.

ACCROISSEMENT DES RECETTES PUBLIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TERRITOIRE

183. Le représentant du Guatemala a constaté que le déficit budgétaire du Cameroun ne paraissait pas irrémédiable, puisque l'on avait bon espoir de pouvoir développer l'agriculture. Le Territoire avait besoin d'une infrastructure économique solide et d'un programme intensif de développement agricole et d'exploitation forestière.

184. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le Conseil ferait bien d'attendre de connaître les conclusions de la Commission d'experts en matière fiscale avant de se prononcer sur la situation financière du Territoire.

185. Le représentant de la Birmanie s'est inquiété de ce que la situation budgétaire du Cameroun méridional devenait grave, mais il a noté avec satisfaction que le gouvernement s'efforçait d'équilibrer le budget et faisait preuve de prudence en matière d'administration financière, sans sacrifier pour autant l'exécution des plans de développement nécessaires. Il a constaté, cependant, que le gouvernement devait s'en remettre à la bienveillance du Gouvernement du Royaume-Uni, situation qui risquait d'exercer une influence considérable sur la décision qu'il prendrait quant à son statut futur.

186. Le représentant de la Chine a estimé qu'étant donné les difficultés financières auxquelles se heurtait le Gouvernement du Cameroun méridional, la Cameroon Development Corporation devrait verser une part plus importante de ses bénéfices au Trésor.

187. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'organe

représentatif du Cameroun méridional était privé du droit de décider quelle proportion des biens produits dans cette partie du Territoire devait lui revenir, quel était le montant des impôts et droits que les sociétés et les plantations fonctionnant dans son territoire devaient payer, etc. Il a proposé au Conseil de recommander que les organes législatifs du Territoire sous tutelle se voient octroyer tous leurs droits en matière de perception et d'utilisation des recettes dans le Territoire. Le Conseil devait également recommander que les conclusions et recommandations de la Commission fiscale soient soumises à l'examen des organes représentatifs du Cameroun méridional.

188. Le représentant de l'Australie était convaincu que l'Autorité administrante viendrait à bout du déficit budgétaire continu du Cameroun méridional et qu'elle avait pris les mesures de contrôle nécessaires pour éviter que cette situation ne se prolonge indûment.

IV. — PROGRÈS SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

189. Au cours de l'année considérée, les conditions sociales dans le Territoire n'ont pratiquement pas subi de changements dans l'ensemble par rapport à la situation dont rendait compte le rapport du Conseil à la douzième session de l'Assemblée générale⁸. A sa dix-neuvième session, le Conseil avait recommandé notamment de poursuivre les efforts qui tendent à encourager le développement communautaire dans le Nord et avait noté avec satisfaction que les futurs dirigeants des deux parties du Territoire recevaient, à Man O'War Bay, une formation civique très précieuse. Le Conseil exprimait l'espoir que l'Autorité administrante s'attacherait à resserrer les liens entre les populations du Nord et du Sud en favorisant de nouveaux contacts en toute occasion.

190. D'après le rapport annuel, les associations de villages, de villes et de tribus, généralement formées par les hommes les plus jeunes et les plus instruits, les clubs et les sociétés sportives ont joué, en 1956 comme au cours des années précédentes, un rôle important en contribuant à renverser les barrières sociales et tribales. Au cours de l'année 1956-1957, une somme supplémentaire de 18.000 livres sterling a été mise à la disposition des autorités indigènes pour réaliser divers projets d'intérêt public ; des routes, des ponts et une école ont été construits par les collectivités elles-mêmes. (Dans le cadre du Southern Cameroons Development and Welfare Plan,

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 4 (A/3595), p. 118.

1955-1960, un crédit de 90.000 livres a été affecté au développement communautaire.)

191. A sa dix-neuvième session, le Conseil s'était félicité d'apprendre qu'un organisme de radiodiffusion politiquement indépendant avait été créé, dont le conseil d'administration comprenait des représentants des trois régions et du Cameroun méridional et qui diffusait un programme spécial pour le Territoire. Cet organisme s'est beaucoup intéressé à la mise au point de récepteurs bon marché, adaptés aux conditions locales, et il a entrepris des émissions radiophoniques scolaires.

192. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil exprime l'espoir que les contacts entre les populations du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional seront favorisés à l'avenir.

PRESSE

193. Un certain nombre de journaux et de périodiques publiés dans la Nigéria sont mis en vente dans le Territoire. Bien qu'aucun n'appartienne à des habitants du Cameroun ou ne soit administré par eux, beaucoup ont, dans le Territoire, des représentants dont la mission consiste notamment à développer les ventes et à recueillir et transmettre les nouvelles. Deux journaux importants publient une édition pour le Cameroun dans la mesure où les nouvelles le justifient.

194. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

Le Conseil, constatant qu'il est nécessaire de constituer dans le Territoire une presse indigène, exprime l'espoir que les administrations locales donneront l'aide et les facilités en leur pouvoir aux journalistes du Territoire qui en feraient la demande.

CONDITION DE LA FEMME

195. Au cours des sessions précédentes, le Conseil s'était préoccupé tout particulièrement de la condition de la femme dans le Territoire et, lors de sa dix-neuvième session, le Conseil avait noté les progrès réguliers accomplis en vue d'améliorer la condition de la femme, progrès dont témoignait l'augmentation du nombre des filles qui fréquentent les écoles et les établissements d'enseignement professionnel. L'Autorité administrante a déclaré qu'en 1956 on a poursuivi sans relâche tous les efforts entrepris pour encourager l'éducation des femmes et que, comme le Conseil l'avait noté à sa dix-neuvième session, la première école secondaire de filles a été ouverte, ainsi que le premier cours de formation pour institutrices de deuxième classe. Dans le Cameroun septentrional, le Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria a également poursuivi ses efforts en vue d'améliorer la condition de la femme. Les préjugés contre l'éducation des femmes existent

toujours dans le Nord ; néanmoins, les chefs, les ministres du culte et les personnalités importantes de la collectivité font de leur mieux pour dissiper ces préjugés en envoyant leurs propres filles à l'école.

196. Selon le rapport annuel, la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional a adopté au cours de l'année une résolution dans laquelle elle déplore que depuis la guerre le montant de la dot ait accusé une augmentation et recommande que les autorités indigènes prennent les dispositions législatives nécessaires pour réglementer ce prix et pour rendre obligatoire l'enregistrement des mariages. La façon dont la région de Bamenda a réagi en présence de cette proposition prouve que les autorités indigènes sont conscientes du problème et sont disposées à proposer des mesures législatives en vue de remédier à cet état de choses.

197. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil exprime l'espoir que toutes les mesures appropriées seront prises, grâce notamment à l'extension des services sociaux et de l'enseignement dans le Territoire, pour permettre aux femmes de jouir prochainement du même statut que les hommes dans tous les domaines.

SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

198. Les services sanitaires du Territoire restent placés sous la direction d'un médecin principal dans le Cameroun méridional et relèvent toujours, dans la partie septentrionale du Cameroun, du Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria. Un médecin-chef a été nommé à Yola, dans la province de l'Adamawa, et les régions de Nubi et de Bama situées au Cameroun septentrional font partie de son ressort. Dans l'ensemble du Territoire, l'action médicale relève du gouvernement, des autorités indigènes et des missions religieuses. Dans le Sud, les plantations contribuent également de façon appréciable aux soins médicaux.

199. Au cours de l'année considérée, le personnel médical du Territoire comptait au total 645 agents, contre 548 en 1955. Il comprenait 29 médecins agréés (soit deux de plus qu'en 1955), 38 religieuses infirmières et 135 infirmières diplômées ; 119 de ces agents, dont deux médecins, exerçaient dans la partie nord du Territoire.

200. En 1956, il existait dans le Cameroun méridional 15 hôpitaux, dont six dépendant du gouvernement, cinq de la Cameroons Development Corporation, un d'une mission et trois de l'United Africa Company. Le Cameroun du Nord possède un hôpital, qui dépend du gouvernement. Dans le Cameroun méridional, il y a en tout 82 dispensaires, léproseries et maternités, alors qu'il y en a 47 dans le nord du Territoire.

201. Au cours de l'exercice financier 1956, les dépenses de l'Administration au titre des services médicaux se sont élevées à 200.700 livres contre 132.700 livres en 1955. De leur côté, les autorités indi-

gènes ont dépensé 41.600 livres contre 31.600 livres l'année précédente. Sur les 242.300 livres dépensées par l'Administration et les autorités indigènes, 26.100 l'ont été dans le Cameroun du Nord et 216.200 dans le Cameroun méridional ; en 1955, les chiffres correspondants étaient de 28.400 et 135.000 livres. Dans le Cameroun du Nord, les missions religieuses ont consacré 1.600 livres aux soins médicaux et dans le Cameroun méridional les dépenses des missions et des entreprises commerciales dans ce domaine se sont élevées à 135.900 livres.

202. Lors de sessions antérieures, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts pour développer les services médicaux, particulièrement dans le Cameroun du Nord. A sa dix-neuvième session, rappelant ses recommandations antérieures, le Conseil avait déclaré qu'il comptait qu'une amélioration générale des services médicaux du Territoire pourrait être réalisée, en particulier dans le Nord. En 1956, comme le Conseil l'a noté, un nouvel hôpital de 102 lits, administré par le gouvernement et construit grâce aux fonds du Colonial Development and Welfare a été ouvert à Bamenda et 40.000 livres, provenant de la même source, ont été affectées à la construction d'un hôpital du gouvernement à Wum, qui a été mis en chantier à la fin de l'année ; en outre, un nouvel hôpital de 34 lits situé à Nkambe était presque terminé, et un hôpital privé de 38 lits, réservé aux employés des plantations, a été ouvert à Lobe, dans la division de Kumba. L'Autorité administrante a donc pu déclarer que l'objectif final, un hôpital dans chaque division du Cameroun méridional, n'était plus éloigné.

203. Dans le Cameroun du Nord, comme le Conseil l'a noté avec satisfaction à sa dix-neuvième session, le Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria a décidé d'allouer, en plus des fonds fournis au titre du plan quinquennal, une somme supplémentaire de 60.000 livres au développement des services médicaux. Le Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria a donné son approbation à la mise en œuvre au cours de l'année des projets suivants dans le Cameroun du Nord : a) construction par la Sudan United Mission d'une salle d'hôpital de 16 lits à Gwoza ; b) reconstruction d'une salle d'hôpital de 12 lits pour un centre sanitaire et d'une maison pour un médecin à Sugu ; c) octroi d'une subvention à l'autorité indigène de l'Adamaoua pour lui permettre de construire un centre sanitaire à Gashaka.

204. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé qu'un hôpital de 48 lits avait été ouvert à Mubi et que la construction d'un pavillon de 16 lits et de bâtiments auxiliaires était sur le point de commencer à Bama.

205. A sa dix-neuvième session, le Conseil, sachant combien il convient d'encourager l'enseignement des notions fondamentales d'hygiène et de santé publique, avait indiqué qu'il considérait avec intérêt l'œuvre qui était accomplie par les infirmières visiteuses et les centres sanitaires ruraux et qu'il espérait que leur action prendrait de plus en plus d'am-

pleur. Le Conseil avait constaté que des progrès avaient été réalisés dans le domaine de la médecine préventive et dans celui de la nutrition. L'Autorité administrante a signalé, en particulier, qu'en 1956 la lutte contre la lèpre s'est développée ; elle a informé en outre le Conseil à sa vingt et unième session qu'il y avait 11 dispensaires pour lépreux dans le Cameroun méridional et 17 dans le Cameroun septentrional. L'action entreprise a été aidée dans une large mesure par l'octroi généreux du produit pharmaceutique Dapsone par le FISE.

206. La campagne antipianique menée par l'OMS et le FISE s'est également poursuivie pendant toute l'année dans la division de Wum et, pendant une campagne générale de vaccination antivariolique, environ 57.250 personnes ont été vaccinées dans la partie de la province de l'Adamaoua qui se trouve dans le Territoire sous tutelle.

207. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note que les services médicaux du Territoire se sont améliorés, mais estime qu'il faut les développer davantage encore pour qu'ils puissent être considérés comme suffisant aux besoins de la population. Le Conseil exprime l'espoir que tous les intéressés prendront les mesures nécessaires pour augmenter le nombre des hôpitaux, ainsi que celui des docteurs et autres membres du personnel médical, surtout dans le Cameroun septentrional.

Le Conseil prend acte en outre des observations de l'OMS⁹ concernant les services médicaux et sanitaires du Territoire et les recommande à l'attention de l'Autorité administrante ; il y relève en particulier qu'il serait peut-être nécessaire de créer, dans l'une des divisions, un service pilote qui servirait de secteur de formation et de démonstration pour l'élaboration et l'exécution d'un programme sanitaire équilibré visant à intégrer les services préventifs dans les services curatifs existants.

MAIN-D'ŒUVRE

208 Les salariés ayant un emploi régulier ne représentent encore qu'une petite partie de la population ; leur nombre ne dépasse pas 33.127 et la plupart d'entre eux se trouvaient, en 1956, dans le Cameroun méridional. Environ 80 pour 100 de la main-d'œuvre salariée continue de travailler dans les plantations de la Cameroons Development Corporation. Cependant, comme on l'a déjà signalé, le nombre total des employés de la société a diminué de 5.193 unités et est tombé à 17.980.

209. Au cours de l'année, une équipe de chercheurs du West African Institute of Social and Economic Research a terminé une étude relative au recrutement de la main-d'œuvre qui travaille dans les plantations du Cameroun méridional et aux répercussions qu'ont les migrations sur les régions d'où proviennent les

⁹ T/1359.

travailleurs. Il ressort de cette étude que la région qui constitue actuellement le Cameroun méridional n'a jamais fourni la totalité ni même plus de 70 pour 100 des travailleurs employés sur les plantations. Le reste de la main-d'œuvre qui, jusqu'à une époque récente, se recrutait essentiellement dans le Cameroun sous administration française, provient désormais de plus en plus souvent, de la Nigéria. Les auteurs de cette étude ont recommandé qu'étant donné les ressources limitées de main-d'œuvre dont dispose le Territoire et l'importance que prend le développement de l'arrière-pays, le Département du travail examine périodiquement la question du recrutement de la main-d'œuvre et s'efforce de réunir plus régulièrement des données plus précises sur les migrations des travailleurs.

210. La *Labour Code Ordinance* a été amendée de façon à interdire aux fonctionnaires du gouvernement d'avoir recours au travail forcé pour faire assurer certains transports. L'ordonnance principale reconnaît toujours au Gouverneur général le pouvoir de requérir toute personne de fournir un travail en cas de guerre, de famine, de tremblement de terre, d'épidémie grave ou de catastrophe de cet ordre.

211. En 1956, le Gouvernement du Cameroun méridional a accepté d'augmenter, à dater du 1^{er} avril 1956, les salaires de ceux de ses employés qui sont payés à la journée. Le salaire des employés les moins payés est ainsi passé de 2 shillings à 2 shillings 4 pence par jour et celui des employés les mieux rétribués de 4 shillings 5 pence à 5 shillings 5 pence par jour.

212. La *Cameroons Development Corporation* a institué, au cours de l'année, un système de consultations entre la direction et les travailleurs et a accordé à tous ses employés une fois tous les deux ans un congé payé accompagné d'une indemnité de transport. La durée du congé et le montant de l'indemnité varient de 30 jours et 6 livres (pour le personnel payé au mois qui n'appartient pas aux cadres du premier échelon) à 84 jours et 12 livres (pour le personnel de l'échelon intermédiaire qui gagne plus de 300 livres par an).

213. Au cours de l'année, le syndicat des travailleurs de la société, le plus important du Territoire, s'est trouvé aux prises avec des difficultés internes en raison des luttes de tendances qui s'y déroulaient ; le Département du travail a dû intervenir pour faire procéder à de nouvelles élections. Selon l'Autorité administrante, la direction qui a été élue à l'appui de la majorité des travailleurs. Depuis que cette réorganisation a été opérée, le syndicat fonctionne normalement.

214. Le nombre des syndicats est passé, dans le Territoire, de 15 à 17 en 1956 et le nombre de leurs adhérents s'élève à environ 22.000.

215. Selon l'Autorité administrante, le seul conflit du travail qui ait eu une certaine importance au cours de l'année s'est produit à la plantation de café Santa de Bamenda où un groupe d'environ 400 travailleurs s'est mis en grève en invoquant certains griefs à l'encontre du régisseur de la plantation.

Une enquête a révélé que les prétendus griefs des grévistes étaient dépourvus de tout fondement. L'insistance des travailleurs, qui demandaient le départ du régisseur et refusaient de reprendre le travail tant qu'il resterait en fonctions, a abouti au renvoi de tous les employés et à la fermeture de la plantation. On a embauché de nouveaux ouvriers et rappelé nombre de ceux qui avaient été renvoyés ; les travaux ont repris sur la plantation au bout de quelques semaines.

216. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

Le Conseil exprime l'espoir que l'on continuera à prendre toutes les mesures possibles afin d'améliorer la situation matérielle des travailleurs et d'encourager l'activité syndicale dans le Territoire.

CHÂTIMENTS CORPORELS

217. Comme le Conseil l'avait noté avec satisfaction lors de sa dix-neuvième session, la loi de 1956 sur les tribunaux coutumiers a enlevé formellement aux tribunaux indigènes du Cameroun méridional le pouvoir d'infliger des châtiments corporels à des personnes autres que les jeunes délinquants du sexe masculin. A la même date le Conseil avait réaffirmé, comme il l'avait déjà fait, l'espoir, également exprimé par l'Assemblée générale lors de sessions précédentes, que de nouvelles mesures législatives conduiraient à l'abolition complète de cette peine. Actuellement, les châtiments corporels ne sont guère infligés qu'aux adolescents, quoique les tribunaux de droit anglais soient habilités à infliger cette peine aux adultes du sexe masculin qui se sont rendus coupables de certaines infractions graves contre les personnes et les mœurs. En 1956, la Haute Cour a condamné une personne à la peine du fouet ; les juges de paix (*magistrates' courts*) du Cameroun méridional ont condamné 22 fois des adultes et 47 fois des adolescents à cette même peine, qui a été imposée, d'autre part, 63 fois par les autorités indigènes du Cameroun du Nord.

218. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Considérant qu'il est urgent d'abolir complètement les châtiments corporels, le Conseil prend note de l'intention du Gouvernement du Cameroun méridional de déposer à la prochaine session de la Chambre d'assemblée un projet de loi tendant à supprimer les châtiments corporels sauf en ce qui concerne un nombre limité de délits graves.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

219. Le représentant du Guatemala a recommandé à l'Autorité administrante d'examiner la possibilité d'élaborer, tant au niveau de l'administration cen-

trale qu'à celui de l'administration locale, des plans plus complets de développement communautaire en vue de tenir la population au courant des questions d'agriculture, d'hygiène et d'enseignement.

220. Il s'est réjoui de l'établissement en Nigéria d'une station de radiodiffusion politiquement indépendante qui diffuse des programmes spéciaux pour le Territoire, mais il a estimé que les autorités devraient envisager de créer une station propre au Territoire et de fournir aux autochtones des récepteurs peu coûteux.

221. Le représentant de la Birmanie a estimé que les conditions sociales continuaient de s'améliorer régulièrement dans le Cameroun méridional mais que les progrès étaient plus lents dans le Cameroun septentrional. Il a recommandé de fournir aux populations des deux parties du Territoire des occasions plus fréquentes de se rencontrer, notamment par l'organisation de conférences culturelles et sociales.

222. Le représentant d'Haïti a déclaré qu'il était urgent de trouver le moyen d'effectuer un brassage des populations du Territoire si l'on voulait renverser les barrières que les différences de coutumes et de religions dressaient entre elles, et il a souligné l'importance que présentaient à cet égard les projets de développement communautaire.

223. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'il était difficile de revenir sur ce qui avait été dit à maintes reprises dans le passé en ce qui concerne les conditions sociales dans le Territoire sous tutelle. Ces conditions étaient toujours loin de donner satisfaction et n'avaient guère évolué au cours de l'année considérée.

224. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le gouvernement du Cameroun méridional était parfaitement conscient de l'intérêt que présente le développement communautaire ; dans les prévisions budgétaires on avait alloué 18.000 livres à cette fin.

225. En ce qui concerne la radiodiffusion, il y avait désormais au Cameroun méridional un service des programmes de la Nigeria Broadcasting Corporation. On envisageait également d'installer un émetteur dans le Cameroun méridional.

PRESSE

226. Le représentant de la Birmanie a estimé qu'il était indispensable de créer dans le Territoire même une presse libre et indépendante.

CONDITION DE LA FEMME

227. Le représentant du Guatemala a noté que les nouvelles dispositions qui facilitaient l'accès de la femme à la vie politique avaient sensiblement amélioré la condition de la femme.

228. Selon le représentant de l'Italie, les mesures prises pour réglementer la pratique de la dot mon-

traient que le gouvernement du Cameroun méridional était décidé à faire face à la situation que créait cette vieille coutume bien enracinée, que seule l'évolution de la société pourrait faire disparaître. La condition de la femme avait été considérablement améliorée du fait qu'on venait de lui reconnaître le droit de participer aux élections.

SERVICES MÉDICAUX ET SANITAIRES

229. Le représentant du Guatemala a noté que les principales maladies qui sévissent dans le Territoire pourraient être éliminées si l'on prenait des mesures efficaces, notamment en ce qui concerne l'éducation en matière d'hygiène et d'assainissement. Il a noté également le besoin d'intensifier la formation d'un personnel local pour les services d'hygiène publique et autres services médicaux et connexes, d'organiser des projets pilotes d'hygiène rurale et de développer l'enseignement de l'hygiène dans les écoles.

230. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que, dans le domaine médical, la mise en œuvre des programmes s'effectuait à un rythme de plus en plus rapide.

231. Le représentant de la Birmanie a noté des progrès constants dans le domaine médical. Cependant, un plus grand nombre d'autochtones devraient recevoir une formation médicale et sanitaire.

232. Le représentant de la Chine a noté le développement régulier des services médicaux et a félicité le gouvernement de la région du Nord d'avoir accordé au Cameroun septentrional une subvention supplémentaire de 60 000 livres pour le développement de ses services médicaux. Il semblait, cependant, que l'on n'ait pas fait grand-chose pour favoriser la formation d'un personnel médical et sanitaire.

233. Le représentant de la Belgique a noté que des progrès substantiels avaient été enregistrés en 1956, mais que l'écart entre les zones nord et sud au point de vue des services médicaux semblait s'être accentué. Il a estimé, cependant, que l'on obtiendrait dans un avenir proche des résultats plus encourageants dans le nord, étant donné les grands efforts déployés pour l'extension des services médicaux dans le Cameroun septentrional.

234. Le représentant d'Haïti a été d'avis que l'Autorité administrante devrait apporter au Territoire une aide beaucoup plus substantielle pour améliorer les services de santé, particulièrement dans le Cameroun septentrional.

235. Le représentant de l'Italie a estimé que les services médicaux s'amélioreraient lentement mais régulièrement.

236. Le représentant de l'Inde a appelé l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité d'entreprendre dans le Territoire un projet pilote qui pourrait servir de centre de formation et d'administration pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme sanitaire bien équilibré, en vue d'intégrer les services préventifs dans les services curatifs existants, comme l'avait suggéré l'OMS.

237. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'aucun changement notable n'était survenu dans le domaine de la santé publique. Des maladies, dont beaucoup étaient dues à la malnutrition et aux mauvaises conditions d'existence, sévissaient dans le Territoire, même celles que l'on pourrait facilement éliminer si l'on créait les services de santé nécessaires. Il y avait une grave pénurie de médecins et d'hôpitaux. On n'avait pratiquement rien fait pour former un personnel médical dans le Territoire et la situation était absolument inadmissible dans le Cameroun septentrional où l'on ne comptait que trois médecins, deux hôpitaux et une maternité pour une population de 700.000 habitants. L'Autorité administrante devrait prendre les mesures nécessaires pour améliorer les services de santé, et notamment pour construire de nouveaux hôpitaux et former des médecins ainsi que du personnel médical auxiliaire compétent recrutés parmi les autochtones du Territoire ; elle devrait aussi prendre immédiatement des dispositions pour augmenter considérablement le nombre des médecins et des hôpitaux au Cameroun septentrional.

MAIN-D'ŒUVRE

238. Le représentant du Guatemala a noté avec satisfaction que le Code du travail avait été modifié et que les traitements du personnel de l'Administration avaient été augmentés. Il a ajouté toutefois que les salaires étaient encore très bas et qu'il conviendrait d'étudier la possibilité de les relever. Il ne pouvait approuver les méthodes de l'Administration et les sanctions prises contre une grève légale dans la plantation de café de Santa. Il a suggéré que l'Autorité administrante désigne un Camerounais pour faire partie de la délégation qu'elle enverrait à la prochaine Conférence internationale du Travail.

239. Le représentant de la Chine s'est réjoui de l'ampleur du mouvement syndical dans le Cameroun méridional.

240. Le représentant de l'Italie a noté avec satisfaction que la législation du travail du Territoire était maintenant conforme en tout point aux dispositions de la Convention sur le travail forcé.

241. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que lorsque l'Organisation internationale du Travail présenterait ses propositions relatives aux conditions de travail dans les plantations, les autorités compétentes du Cameroun les étudieraient avec le plus grand soin.

242. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les syndicats du Territoire sous tutelle n'avaient aucune liberté et que leurs activités étaient, comme auparavant, contrôlées par les fonctionnaires de l'Administration. D'autre part, en organisant les élections à la Cameroon Development Workers' Union de manière à assurer la constitution d'un comité exécutif qui convienne à l'Administration et en renvoyant des grévistes à la plantation de café de Santa,

le Département du travail de l'Autorité administrante avait de nouveau violé les libertés syndicales et les droits des travailleurs. Les mesures nécessaires devraient être prises pour garantir les droits des travailleurs et la liberté syndicale dans le Territoire.

CHÂTIMENTS CORPORELS

243. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que les châtiments corporels étaient toujours couramment appliqués dans le Territoire sous tutelle. Il était temps de mettre un terme à cette pratique humiliante.

244. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante souhaitait voir abolir les châtiments corporels. Cependant, c'était à la population camerounaise qu'il appartenait désormais de se prononcer sur ce point, et les mesures que le Gouvernement du Cameroun méridional pourrait prendre dépendraient surtout de l'opinion publique. Le gouvernement avait l'intention de soumettre à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, à sa prochaine session, un projet de loi portant abolition des châtiments corporels sauf pour un très petit nombre d'infractions graves.

V. — PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

245. La plupart des écoles du Territoire dépendent des autorités indigènes ou d'institutions privées (y compris la Cameroon Development Corporation et une société exploitant des plantations) qui reçoivent des subventions de l'Administration. Au Cameroun septentrional, l'enseignement relève du Directeur de l'enseignement de la région du Nord et, au Cameroun méridional, de l'Administrateur principal de l'enseignement ainsi que du Conseil de l'enseignement, organisme récemment créé. Au cours de l'année, il a été créé un comité consultatif de l'enseignement technique et professionnel, chargé de donner des avis au Gouvernement du Cameroun méridional sur l'expansion et la formation à prévoir pour répondre aux besoins de l'industrie et du commerce.

246. En 1956, les dépenses d'enseignement du Cameroun méridional se sont élevées au total à 491.300 livres, dont 335.400 ont été déboursées par l'Administration et par les autorités indigènes, 52.700 par les missions et 7.700 par des sociétés ; 50.800 livres provenaient des droits de scolarité et 9.500 livres venaient de sources non indiquées (le montant des subventions a été de 256.000 livres). Le montant total représentait environ 24 pour 100 de l'ensemble du budget du Cameroun méridional

et marquait une augmentation de plus de 100 pour 100 par rapport au chiffre correspondant pour 1953-1954. Le Fonds de développement et de bien-être colonial (Colonial Development and Welfare Fund) accorde des subventions et l'Administration de coopération internationale des Etats-Unis fournit une aide financière pour développer la formation manuelle dans les écoles primaires. Les dépenses totales d'enseignement du Cameroun septentrional se sont élevées à 49.100 livres, dont 47.000 ont été déboursées par l'Administration et par les autorités indigènes et 1.900 par les missions, 200 livres provenant des droits de scolarité.

247. Au cours des sessions précédentes, le Conseil s'est constamment préoccupé du besoin d'accroître le nombre des écoles, en particulier dans le nord du Territoire. Il a également recommandé que l'on augmente la fréquentation scolaire féminine. A sa dix-neuvième session, le Conseil avait noté que le budget de l'enseignement avait été augmenté au Cameroun méridional et il avait constaté avec satisfaction que le nombre des écoles primaires s'était accru ; il s'était félicité tout particulièrement de pouvoir noter qu'un nombre croissant de filles allaient à l'école et qu'une première école secondaire de filles avait été ouverte dans le Territoire ; considérant néanmoins que la situation continuait d'exiger des mesures énergiques et reconnaissant que le développement de l'instruction était une nécessité primordiale, le Conseil avait exprimé l'espoir que les gouvernements intéressés accéléreraient encore les progrès de l'enseignement, notamment dans le nord du Territoire. Il avait également exprimé l'espoir que les autorités locales s'efforceraient activement de faciliter la tâche des gouvernements, notamment par un plus large recours aux taxes destinées aux dépenses d'enseignement.

248. L'Autorité administrante a fait savoir qu'en 1956, la fréquentation scolaire était encore faible dans tout le Territoire, à l'exception des zones de plantations du Cameroun méridional. Au Cameroun méridional, c'était surtout l'absence d'un véritable désir de disposer d'écoles et la difficulté de financer l'enseignement primaire qui continuaient à entraver les progrès de l'enseignement. En 1956 le montant de l'état estimatif des contributions locales a été relevé, mais l'avantage que l'on en escomptait a été annulé par la hausse des traitements des instituteurs et il sera nécessaire de majorer encore ces contributions en 1958. L'Administration continuait à avoir pour politique d'encourager le financement de l'enseignement primaire au moyen de taxes scolaires locales et, en plus du système déjà en vigueur dans les divisions de Nkambe et de Wum, on envisageait de créer des taxes de ce genre dans certains districts de la division de Mamfe. En raison de la réorganisation de l'autorité indigène de Victoria, on pensait pouvoir parvenir à un accord permettant la création d'une taxe scolaire dans l'ensemble de la division de Victoria. L'objectif final était de couvrir toutes les dépenses d'enseignement primaire grâce au produit de cette taxe et aux subventions.

249. D'après le rapport annuel, les principaux obstacles au progrès de l'enseignement au Cameroun septentrional étaient le manque d'instituteurs qualifiés, la diversité des langues et les difficultés aiguës de transport, qui rendaient difficile une surveillance suffisante. Ultérieurement, le financement pourrait aussi poser un problème. En 1956, le Ministère de l'éducation de la région du Nord a porté une attention vigilante au Cameroun septentrional et un inspecteur de l'enseignement a visité toutes les écoles de la région, sauf celles du plateau de Mambila, où s'est rendu l'administrateur de l'enseignement de la province de l'Adamaoua. Les rapports de ces deux fonctionnaires vont être d'un grand intérêt pour l'élaboration des plans d'amélioration de l'enseignement au Cameroun septentrional. Dans l'immédiat, les plans de développement prévoient notamment la transformation, en janvier 1957, de l'école normale vernaculaire de Mubi en une école normale élémentaire (pour instituteurs de troisième classe) et la création de nouvelles écoles primaires supérieures à Jada et à Gembu.

250. Trente et une nouvelles écoles ont été ouvertes dans le Territoire au cours de l'année 1956, ce qui a porté le nombre total à 459 (dont 72 dirigées par l'Administration ou les autorités indigènes, 231 par des institutions privées subventionnées et 156 par des institutions privées non subventionnées). Parmi les écoles récemment ouvertes figurent 28 écoles vernaculaires ou primaires, l'unique école secondaire de filles et deux écoles normales. On compte au total 444 écoles vernaculaires ou primaires, dont 385 au Cameroun méridional, trois écoles secondaires subventionnées, situées au Cameroun méridional, huit écoles normales, dont sept au Cameroun méridional, et quatre écoles professionnelles, dont trois au Cameroun méridional.

251. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé en outre qu'en 1957, on avait ouvert 29 nouvelles écoles primaires ; que des subventions s'élevant à 30.000 livres sterling, et provenant des fonds fournis au titre du *Colonial Development and Welfare Act*, avaient été consenties à des organisations bénévoles pour la construction de nouveaux bâtiments d'écoles primaires au Cameroun méridional ; qu'on dépenserait 16.000 livres sterling provenant des fonds fournis au titre du *Colonial Development and Welfare Act* pour la construction de nouveaux bâtiments à l'école secondaire de Bali, de la mission de Bâle, qui s'appelle désormais Southern Cameroons Protestant College ; et qu'une nouvelle école primaire supérieure avait été ouverte à Jada, au Cameroun septentrional.

252. En 1956, l'effectif scolaire total était de 52.206 élèves (dont 10.775 filles) contre 49.520 (dont 9.823 filles) en 1955. Il y avait 51.123 enfants (dont 10.685 filles) dans les écoles vernaculaires et primaires, 468 élèves (dont 26 filles) dans les écoles secondaires, 393 élèves (dont 45 filles) dans les écoles normales et 222 élèves (dont 19 filles) dans les écoles professionnelles. Au total 47.791 élèves (dont 9.964 filles) étaient inscrits dans les écoles du Cameroun

méridional, contre 4.415 dans celles du Cameroun septentrional (dont 811 filles, toutes élèves des écoles primaires, à l'exception de 19 qui suivaient les cours de l'école professionnelle).

253. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que le nombre de filles qui fréquentent les écoles de la région du Nord était passé à 965 et que le nombre des enfants qui fréquentent les écoles secondaires avait augmenté d'environ 70.

254. L'école publique pratique d'Ombe River, à Victoria, reste le seul centre important bien organisé pour la formation d'apprentis ; en 1956, elle était fréquentée par 183 élèves. L'enseignement dure de trois à cinq ans après la sortie de l'école primaire. Les garçons et les filles du Cameroun septentrional peuvent recevoir une formation professionnelle dans la Nigéria.

255. Le Fonds de développement et de bien-être colonial a accordé pour la période 1955-1960 une subvention de 265.000 livres, en vue du développement des moyens d'enseignement technique et rural au Cameroun méridional.

256. Au cours de l'année considérée, les écoles publiques et les écoles de mission du Cameroun méridional ont augmenté les droits de scolarité à la suite du relèvement du montant de l'état estimatif des contributions locales. Le droit annuel de scolarité dans les écoles primaires va de 18 à 60 shillings. A l'école secondaire Saint-Joseph, il s'élève au total à 30 livres par an et, au collège de Bali, à 21 livres par an. D'autre part, en 1956, les écoles de la Cameroons Development Corporation ont commencé à percevoir un droit de scolarité et ont cessé de fournir des repas gratuits. Au total, 1.552 enfants fréquentaient les écoles de la société en 1956.

257. Au Cameroun septentrional, les autorités indigènes ne perçoivent pas de droits ; quant aux écoles de mission, elles n'exigent qu'un droit nominal, qui n'est pas demandé dans tous les cas.

258. L'Administration accorde aux élèves des écoles primaires des bourses d'études secondaires dans les écoles publiques et dans les écoles de mission agréées de la Nigéria. D'autres bourses d'études sont offertes par les autorités indigènes, les missions et la Cameroons Development Corporation, laquelle accorde en outre une subvention annuelle de 5.000 livres au Service des bourses du Cameroun méridional.

259. Comme le Conseil en a été informé à sa dix-neuvième session, le Service des bourses a été créé en 1955. En 1956, il a accordé 61 bourses d'études secondaires à des Camerounais et 26 à des Camerounaises, ainsi que 19 bourses d'enseignement supérieur ; parmi les titulaires de ces dernières, neuf devaient se rendre outre-mer et 10 en Afrique occidentale. Trente-quatre enfants du personnel de la Cameroons Development Corporation faisaient des études secondaires gratuites et huit employés suivaient des cours dans des établissements d'enseignement supérieur grâce à des bourses accordées par la société.

260. A sa vingt et unième session, le Conseil

a été informé que les gouvernements avaient continué de favoriser l'enseignement secondaire par l'octroi de bourses et qu'environ 50 pour 100 des enfants qui fréquentent les écoles secondaires le font grâce à des bourses octroyées par les gouvernements, les autorités indigènes ou la Cameroons Development Corporation.

261. En 1956, 27 boursiers originaires du Cameroun méridional se trouvaient dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger. Six autres suivaient les cours de l'University College d'Ibadan, et deux autres ceux de l'University College de la Côte-de-l'Or ; 10 étudiants suivaient les cours postsecondaires du Nigerian College of Arts, Science and Technology, et un étudiant se trouvait au Fourah Bay College du Sierra-Leone.

262. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé que le nombre des étudiants qui suivaient des cours postsecondaires hors du Territoire s'élevait au total à 92, dont 89 bénéficiaient de bourses.

263. A sa dix-neuvième session, le Conseil, considérant qu'un nombre croissant, mais encore relativement faible, d'étudiants autochtones faisaient des études supérieures, avait noté que les effectifs et le nombre des titulaires de bourses d'études s'étaient accrus dans les écoles secondaires, et il avait exprimé l'espoir que cette situation se traduirait bientôt par une augmentation du nombre des étudiants désireux et capables de recevoir une instruction supérieure. A cet égard, le Conseil avait pris acte de la déclaration du représentant spécial de l'Autorité administrante d'où il ressortait que, jusqu'à présent, les établissements d'enseignement supérieur ouverts aux étudiants du Territoire sous tutelle avaient suffi à la demande et que les étudiants du Territoire ayant les aptitudes requises n'avaient eu aucune difficulté à s'y faire inscrire.

264. L'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a présenté, avec une analyse de la situation de l'enseignement dans le Territoire, des observations et recommandations qui figurent dans le document T/1353.

265. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil tient à signaler les observations de l'UNESCO¹⁰ à l'attention de l'Autorité administrante ; il exprime l'espoir que des progrès ininterrompus seront accomplis vers l'objectif que constitue la gratuité de l'enseignement pour tous les enfants en âge de fréquenter une école primaire. Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante intensifiera ses efforts en vue de développer sensiblement l'enseignement secondaire dans tout le Territoire sous tutelle et de donner à un plus grand nombre d'autochtones les moyens de recevoir un enseignement supérieur ou un enseignement secondaire spécialisé. Le Conseil espère en outre que l'Autorité administrante accélérera le rythme du progrès dans

¹⁰ T/1353.

le domaine de l'enseignement technique et invite l'Autorité administrante à donner la priorité au développement de l'enseignement des adultes, en s'appuyant sur les avis que donnera l'UNESCO.

MAÎTRES ET FORMATION PÉDAGOGIQUE

266. L'Autorité administrante déclare que le Cameroun méridional possède maintenant des écoles normales suffisantes pour former des instituteurs de deuxième classe (écoles primaires supérieures) et des instituteurs de troisième classe (écoles primaires élémentaires). Il s'agissait en 1956 de quatre écoles normales pour instituteurs de troisième classe et d'une école normale pour institutrices de troisième classe, que fréquentaient respectivement 226 étudiants et 36 étudiantes, et de l'école normale publique de Kumba pour instituteurs de deuxième classe, dont les effectifs étaient de 90 en 1956. De plus, pendant cette même année, il a été ouvert à Kumba une école normale pour institutrices de deuxième classe, que fréquentait un premier contingent de neuf étudiantes.

267. Dans le Nord, on forme des instituteurs à l'école normale vernaculaire de Mubi, qui doit devenir une école normale élémentaire en janvier 1957. De plus, 14 étudiants suivaient des cours de formation pédagogique dans la Nigéria en 1956. Les institutrices des écoles élémentaires sont formées à l'école normale d'institutrices de Maiduguri, et celles d'entre elles qui doivent enseigner dans les classes les plus élevées suivent les cours de l'école normale d'institutrices de Kabba.

268. A sa vingt et unième session, le Conseil a été informé en outre qu'en 1957 une nouvelle école normale avait été ouverte à Bazza et qu'une autre était sur le point d'être créée dans la province du Bornou.

269. Au cours de l'année 1956, le nombre total des maîtres dans toutes les catégories d'écoles s'élevait à 1.943, dont 255 femmes, contre 1.761, dont 227 femmes, en 1955. Mille sept cent trente-six d'entre eux enseignaient au Cameroun méridional.

270. A sa dix-neuvième session, le Conseil avait constaté que les moyens de formation pédagogique avaient été sensiblement développés dans les deux parties du Territoire; il avait estimé néanmoins qu'étant donné l'augmentation constante des effectifs scolaires, il fallait continuer à accorder une attention particulière à la formation des maîtres, et il avait prié instamment les autorités compétentes de poursuivre leurs efforts dans ce domaine.

EDUCATION DES ADULTES

271. Au cours des sessions précédentes, le Conseil s'est intéressé aux efforts que l'on a faits, dans le Territoire, pour réduire l'analphabétisme, dont le

taux est actuellement de 80 à 90 pour 100, et pour organiser des campagnes de lutte contre l'analphabétisme des adultes.

272. D'après le rapport annuel, en raison d'une pénurie le personnel dans le Cameroun méridional, le fonctionnaire de l'Administration indigène de la division de Victoria chargé d'organiser l'éducation des adultes a dû retourner à l'enseignement proprement dit et l'organisation des cours pour adultes a été confiée aux directeurs des écoles du voisinage. Cette situation a eu un fâcheux effet et, pendant l'année, le nombre d'élèves fréquentant les cours dans la division de Victoria est tombé à 186. Cependant, le programme de la Cameroons Development Corporation a continué à être exécuté et 600 élèves ont suivi régulièrement les 94 cours donnés, mais c'est le fonctionnaire chargé de l'éducation des adultes dans la région de Bamenda qui a, de loin, obtenu les plus grands progrès: 2.917 hommes et 2.052 femmes ont suivi régulièrement les 196 cours. Le gouvernement a examiné l'ensemble du problème de l'analphabétisme des adultes au Cameroun méridional et il a demandé à l'UNESCO d'envoyer un expert dans le Territoire pour coopérer à l'élaboration d'un plan général de lutte contre l'analphabétisme des adultes.

273. Au Cameroun septentrional, on faisait tous les efforts possibles pour amplifier et améliorer la campagne d'éducation des adultes. Il y avait dans la région 550 cours d'adultes suivis par 11.917 personnes; au cours de l'année, il a été décerné 2.562 certificats d'instruction de base. On constatait une augmentation de près de 100 pour 100 du nombre des élèves par rapport à l'année précédente et près de 9.000 certificats d'instruction de base avaient été décernés depuis le début de la campagne.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

274. Le représentant du Guatemala a exprimé le regret que l'on ait différé l'application du plan tendant à introduire dans l'enseignement primaire un cycle commun de six ans suivi d'un cycle spécial de deux ans. D'après lui, on n'insistait pas comme il convenait sur la nécessité de développer et de renforcer l'enseignement primaire, et il était essentiel que cet enseignement fût gratuit, universel et obligatoire.

275. Les efforts déployés pour financer l'enseignement étaient beaucoup plus importants dans le sud du Cameroun que dans le nord, et l'effectif scolaire y était plus nombreux. Les points faibles de l'enseignement primaire se reflétaient sur l'enseignement secondaire, et moins de 1 pour 100 des enfants qui avaient terminé leurs études primaires entrepre-

naît des études secondaires. Il y avait lieu de se réjouir des progrès accomplis dans la formation pédagogique.

276. Selon le représentant de la Nouvelle-Zélande, les programmes d'enseignement étaient exécutés à un rythme de plus en plus rapide et les progrès accomplis dans l'enseignement supérieur étaient particulièrement dignes d'éloges.

277. Dans le Cameroun méridional, un tiers des dépenses publiques était consacré à l'enseignement.

278. Le représentant de la France a déclaré que les progrès de l'enseignement étaient évidents.

279. Le représentant de la Birmanie a dit qu'à son avis, l'Autorité administrante devrait redoubler d'efforts en vue de former des instituteurs et envisager sérieusement de modifier sa politique actuelle appuyant officiellement les droits de scolarité. Il s'est réjoui d'apprendre que le nombre des filles qui fréquentaient les écoles du Cameroun septentrional avait augmenté. Il a exprimé l'espoir que l'accès de l'enseignement supérieur ne serait pas, faute de bourses d'études, fermé aux élèves doués.

280. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction qu'en 1956-1957 les dépenses publiques consacrées à l'éducation avaient nettement augmenté. Cependant, le manque d'intérêt pour l'éducation dans le Territoire exigeait la révision du système actuel des droits de scolarité. Il fallait espérer que les autorités compétentes du Cameroun septentrional élaboreraient un programme coordonné pour le développement de l'enseignement.

281. Le représentant d'Haïti a noté qu'aucun recul ne s'était produit dans le domaine de l'enseignement, mais que presque rien n'avait été fait pour améliorer l'enseignement du premier degré. Il fallait davantage de fonds pour augmenter le nombre des écoles et une campagne d'envergure était nécessaire pour combattre l'analphabétisme. Il fallait rendre l'instruction gratuite et obligatoire. Une attention spéciale devait aussi être accordée à l'enseignement secondaire, dont les progrès étaient particulièrement lents, et à la formation des instituteurs.

282. Le représentant de l'Italie a noté avec satisfaction que le nombre des écoles primaires et le nombre des filles qui fréquentaient ces écoles augmentaient.

283. Le représentant de l'Inde a attaché une grande importance à l'observation de l'UNESCO selon laquelle l'Administration faciliterait l'extension de l'enseignement en rendant les écoles primaires gratuites au lieu de favoriser le maintien du système des droits de scolarité. L'Autorité administrante devrait accomplir des progrès plus rapides dans le domaine de l'enseignement technique.

284. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité administrante ne prenait pas les mesures nécessaires pour développer l'enseignement. Le très faible accroissement du nombre des élèves inscrits dans les écoles secondaires n'était guère satisfaisant : en 1956, ce

nombre représentait moins de 1 pour 100 de l'effectif des écoles primaires et les trois quarts des enfants ne fréquentaient pas l'école. En outre, l'augmentation de 5 pour 100 de l'effectif scolaire était nettement insuffisante puisqu'elle ne correspondait même pas à l'accroissement naturel de la population. L'Autorité administrante avait déclaré que la population ne s'intéressait pas à l'éducation ; mais elle n'avait rien fait pour susciter un tel intérêt. Toutes les écoles percevaient des droits de scolarité, et dans les écoles secondaires ces droits étaient si élevés que les familles de condition moyenne ne pouvaient même pas y envoyer un seul enfant. Le représentant de l'URSS a également signalé l'absence d'établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire et a dit que le nombre d'étudiants envoyés à l'étranger pour y faire des études supérieures ne suffisait pas aux besoins du Territoire.

285. De l'avis du représentant soviétique, l'Autorité administrante devrait mettre au point, en collaboration avec les autochtones, des plans précis destinés à développer tout le système d'enseignement du Territoire. Elle devrait aussi instituer dans un proche avenir l'enseignement primaire gratuit et universel, et créer un réseau d'écoles publiques secondaires réellement accessibles à la grande masse de la population camerounaise. Elle devrait enfin se procurer les fonds nécessaires en les prélevant sur les bénéfices provenant de l'exploitation des ressources du Territoire, et prendre toutes les mesures nécessaires pour former parmi les autochtones un nombre suffisant de spécialistes, notamment de spécialistes ayant fait des études supérieures, pour répondre aux besoins du Territoire.

286. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer au sujet de la gratuité de l'enseignement primaire que les écoles primaires étaient déjà gratuites dans le Cameroun septentrional. Mais ni le gouvernement de la région du nord ni le Gouvernement du Cameroun méridional ne disposaient des ressources nécessaires pour introduire un système d'instruction primaire gratuite et universelle. D'après une déclaration où le Gouvernement du Cameroun méridional définissait sa politique en matière d'enseignement primaire, l'intention de ce gouvernement était d'instaurer un système d'enseignement universel dès que les moyens financiers le permettraient. Le gouvernement continuerait de supporter la plus grande partie des charges financières mais encouragerait les autorités locales à financer l'enseignement primaire au moyen d'impôts perçus à cet effet, et c'était aux collectivités locales qu'il appartiendrait de décider si l'on continuerait de percevoir des droits de scolarité. Finalement, la totalité des frais de l'enseignement primaire seraient couverts conjointement par les subventions et les impôts.

287. Le représentant spécial a signalé que les dépenses d'enseignement dans le Cameroun septentrional étaient à la charge non seulement des autorités locales, mais aussi du Gouvernement de la région du Nord.

VI. — FIXATION D'UN DÉLAI DÉFINITIF ET D'ÉTAPES INTERMÉDIAIRES POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDÉPENDANCE

288. En ce qui concerne les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale qui invitent l'Autorité administrante à indiquer dans chacun de ses rapports annuels le laps de temps qu'elle juge nécessaire à l'exécution des mesures prises ou envisagées pour conduire les territoires à l'autonomie ou à l'indépendance et pour atteindre cet objectif, le Conseil constate que l'Autorité administrante n'a donné aucune indication de cet ordre dans son rapport annuel pour 1956 et qu'elle ne lui a transmis, pendant sa vingt et unième session, aucune déclaration à ce sujet.

289. A sa dix-septième session, le Conseil avait pris note de certaines dispositions constitutionnelles adoptées en 1954. Le Conseil avait également noté que ces dispositions devaient être revues au cours d'une conférence de caractère représentatif prévue pour septembre 1956.

290. A sa dix-neuvième session, le Conseil a été informé de l'ajournement de la conférence jusqu'en mai 1957.

291. A sa vingt et unième session, le Conseil a appris que la conférence s'était réunie à Londres en mai-juin 1957 et que ses recommandations étaient en voie d'exécution.

292. Le Conseil a pris note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle, avant que la Nigéria ne devienne indépendante, la population du Territoire sous tutelle serait appelée à exprimer librement ses aspirations en ce qui concerne son propre avenir. Compte tenu de ce qui précède, et de l'examen détaillé qu'il fait périodiquement de la situation dans le Territoire, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation ci-après :

Le Conseil attire l'attention de l'Assemblée générale sur les faits mentionnés plus haut, ainsi que sur les renseignements qui figurent dans la section du présent chapitre relative à la situation politique et sur les recommandations adoptées à ce sujet.

Le Conseil prie l'Autorité administrante d'informer à une date rapprochée le Conseil des nouvelles mesures qui seront nécessaires pour que le Territoire atteigne

l'objectif final de la tutelle et, en particulier, des dispositions envisagées pour consulter la population du Territoire au sujet de l'avenir qui l'attend lorsque la Nigéria deviendra indépendante.

293. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que, malgré plusieurs résolutions de l'Assemblée générale, l'Autorité administrante n'avait fourni aucun renseignement au sujet de la date à laquelle le peuple du Territoire sous tutelle accèderait à l'autonomie et à l'indépendance. Au lieu d'administrer le Territoire sous tutelle en tant que tel, conformément aux directives énoncées à l'article premier de l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante avait intégré les différentes parties du Territoire sans les provinces de la Nigéria. L'Autorité administrante avait déclaré qu'elle était tenue d'administrer le Territoire sous tutelle comme partie intégrante de la Nigéria, mais ces déclarations n'étaient guère convaincantes, car l'Accord de tutelle n'imposait aucune obligation de ce genre et ne mentionnait même pas une seule fois la Nigéria. En revanche, l'Accord de tutelle imposait à l'Autorité administrante l'obligation de réaliser les fins énoncées à l'Article 76 de la Charte. Cet Accord permettait d'accorder l'indépendance au Territoire sous tutelle indépendamment de l'évolution de la Nigéria.

294. Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante des efforts patients et constants qu'elle déployait pour créer les conditions qui permettraient à la population autochtone, dans les deux parties du Territoire, d'exprimer, le moment venu, sa volonté quant à son statut politique futur. La politique de l'Autorité administrante visait à atteindre les objectifs du régime de tutelle ; le succès final dépendrait de la population du Territoire.

295. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'il n'était pas possible de fixer une date ferme pour l'accession à l'indépendance ; cela n'était d'ailleurs pas nécessaire, la bonne volonté de l'Autorité administrante ayant été amplement démontrée et le mécanisme qui devait amener la Nigéria à l'indépendance étant déjà mis en branle. Chacune des mesures tendant à l'indépendance avait été prise en consultation étroite avec les dirigeants de la population. L'Autorité administrante ne manquerait pas de communiquer au Conseil, dès qu'elle serait à même de le faire, ses propositions touchant les consultations à engager avec les populations du Cameroun.

Chapitre IV

CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

I. — GÉNÉRALITÉS

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉOGRAPHIE ET POPULATION

1. Le Territoire du Cameroun sous administration française a une superficie de 432.000 kilomètres carrés. La population africaine, estimée à 3.169.554 habitants, n'a pas d'homogénéité ethnique. Au dernier recensement, qui date du 13 novembre 1951, la population européenne et assimilée comptait 12.269 individus.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

2. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais du développement des institutions politiques, économiques et sociales et des progrès accomplis dans tous les domaines pendant l'année considérée.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

3. Le représentant de la Belgique a constaté avec satisfaction que des progrès réels et importants avaient été enregistrés dans le Territoire au cours de l'année considérée.

4. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé qu'au cours de l'année écoulée, l'atmosphère était malheureusement restée tendue dans le Territoire. La crise que connaissait actuellement le Territoire avait son origine dans la politique de l'Autorité administrante, qui avait causé la dissolution de l'Union des populations du Cameroun (UPC) et de deux autres partis qui dirigeaient le mouvement de libération nationale et représentaient la majorité de la population.

5. Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante de ce que le Cameroun sous

administration française offre dans l'ensemble le tableau d'un progrès constant.

6. Le représentant de l'Italie a déclaré que l'année considérée avait été marquée par des réalisations remarquables dont il convenait de féliciter l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais.

7. Le représentant du Guatemala a noté avec satisfaction le développement des institutions politiques, économiques et sociales du Territoire et la participation croissante que la population y prend et qui montre sa maturité.

II. — PROGRÈS POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS

8. Le statut du Territoire et des habitants, tel qu'il existait en 1956, est décrit dans le rapport annuel le plus récent de l'Autorité administrante¹. Ce statut a été considérablement modifié en 1957.

9. En application de la loi-cadre du 23 juin 1956, un projet de statut pour le Cameroun avait été soumis pour avis à l'Assemblée territoriale du Cameroun, le 28 janvier 1957. Cette assemblée y avait proposé de nombreux amendements. Le projet avait ensuite été discuté à l'Assemblée de l'Union française, puis adopté au Parlement français. En vertu du décret n° 57-501 du 16 avril 1957 portant statut du Cameroun, le Cameroun est devenu un Etat sous tutelle, tout en y maintenant le régime de tutelle. Le Cameroun continue de participer, par l'intermédiaire de ses élus, au fonctionnement des organes centraux de la République française (art. 4). Une citoyenneté camerounaise a été créée (art. 7). Les citoyens camerounais jouissent des droits civils, civiques et sociaux des citoyens français, et sont électeurs et éligibles dans l'ensemble de la République française ; les citoyens français jouissent par

¹ Pour les détails, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément n° 4* (A/3170), p. 162 et 163.

réciprocité au Cameroun des droits attachés à la qualité de citoyen camerounais (art. 8).

10. A sa dix-neuvième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante d'avoir adopté le nouveau statut qui, à son avis, marquait une étape importante vers la réalisation des fins du régime de tutelle, à savoir l'autonomie ou l'indépendance. Le Conseil a noté que le statut avait établi dans le Territoire une Assemblée législative élue au suffrage universel et un gouvernement responsable devant l'Assemblée, qu'une large autonomie interne avait été accordée au Territoire et que la citoyenneté camerounaise avait été instituée pour les habitants autochtones du Territoire sous tutelle.

CRÉATION D'ORGANES REPRÉSENTATIFS, EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS

a) *L'Assemblée législative du Cameroun et le Gouvernement camerounais*

11. La loi-cadre du 23 juin 1956 a institué le collège unique et le suffrage universel. Afin de donner au Territoire une Assemblée territoriale élue au suffrage universel par un collège unique et habilitée à examiner le projet de statut du Territoire, l'Autorité administrante, par décret du 8 novembre 1956, a dissous l'ancienne Assemblée territoriale dont les pouvoirs ne devaient expirer qu'en mars 1957. Par décret du 16 novembre 1956, elle a fixé au 23 décembre 1956 les élections à la nouvelle Assemblée territoriale du Cameroun. La loi du 15 novembre 1956 a porté le nombre des membres de l'Assemblée territoriale du Cameroun de 50 à 70.

12. 1.685.059 électeurs ont été inscrits sur les listes électorales contre 853.932 précédemment. Ce chiffre représente plus de 56 pour 100 de la population du Cameroun. 55 pour 100 des électeurs inscrits ont voté dans les élections du 23 décembre. Le pourcentage des abstentions n'a été très élevé que dans une seule région, la Sanaga-Maritime.

13. Le nouveau statut (art. 9 à 17) transforme l'Assemblée territoriale du Cameroun en une Assemblée législative qui a le pouvoir législatif, à l'exception de certaines matières qui relèvent des organes centraux de la République française : le régime des libertés publiques, les affaires étrangères et la défense, le régime de la monnaie et des changes, les programmes et examens de l'instruction publique du second degré et de l'enseignement supérieur, le code pénal, le contentieux administratif, la législation et la réglementation commerciales, la procédure pénale et les services publics de la République française. L'Assemblée législative camerounaise peut être dissoute par décret pris en Conseil des ministres de la République française, sur proposition du Conseil des ministres camerounais. L'Assemblée législative camerounaise peut être dissoute par décret pris en Conseil des ministres de la République française, sur proposition du Conseil des ministres camerounais.

14. Le statut (art. 18 à 30) établit un Gouvernement camerounais. Le Premier Ministre est désigné

par le Haut Commissaire et est investi par l'Assemblée législative à la majorité simple. Il nomme les ministres dont le nombre ne peut être supérieur à neuf. Les ministres sont collectivement responsables devant l'Assemblée législative de la politique générale du cabinet, et individuellement de leurs actes personnels. L'Assemblée législative met fin aux fonctions du Premier Ministre par le vote d'une motion de censure adoptée à la majorité des deux tiers. Le Premier Ministre peut poser la question de confiance ; la majorité absolue est requise pour le refus de la confiance ; ce refus entraîne la démission collective du cabinet.

15. Le Haut Commissaire (art. 6 et 39 à 46), nommé par décret en Conseil des ministres de la République française, est le représentant de la République française au Cameroun et le dépositaire des pouvoirs de la République. Il exerce une tutelle sur le fonctionnement des institutions camerounaises (art. 47 à 49). Le statut énumère les services de la République française au Cameroun (art. 50 à 53). Les chefs de circonscription administrative et leurs adjoints sont nommés par le Haut Commissaire après accord du Premier Ministre (art. 54). L'Assemblée législative peut demander par voie de résolution la modification du statut. Cette modification interviendra dans les formes qui ont présidé à l'établissement du statut (art. 59)².

16. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté que l'Assemblée avait reçu des pouvoirs plus étendus et des attributions plus larges. Il a noté avec satisfaction l'établissement d'un régime prévoyant un cabinet ministériel responsable devant l'Assemblée législative élue au suffrage universel.

17. La transformation de l'Assemblée territoriale en une Assemblée législative a eu lieu le 9 mai 1957 et le lendemain l'Assemblée a élu le président de sa première session, M. Jules Ninine, député du Nord-Cameroun à l'Assemblée nationale française.

18. A la suite de cette élection, le Haut Commissaire a invité M. André-Marie Mbida, député du sud-est du Cameroun, à désigner les membres du Conseil des ministres afin d'établir le premier Gouvernement camerounais. Celui-ci a nommé neuf ministres, ainsi que cinq secrétaires d'Etat, et l'Assemblée législative l'a investi comme Premier Ministre le 15 mai 1957. Au ministère, il y avait des membres des trois groupes de la majorité, sept du Groupe des démocrates camerounais, celui du Premier Ministre, deux du Groupe des paysans indépendants, cinq du Groupe d'union camerounais, plus le sénateur Kotouo, non membre de l'Assemblée législative.

19. L'Assemblée se sépara le 25 mai pour permettre au Gouvernement camerounais d'effectuer les études nécessaires et de prendre une possession effective de ses attributions.

20. A la rentrée parlementaire effectuée le 8 octobre 1957, l'Assemblée a procédé à une nouvelle élec-

² Pour plus de détails, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 4 (A/3595), p. 130.*

tion de son bureau qui a porté à la présidence M. Daniel Kemajou, conseiller de l'Union française, maire de Nkongsamba, élu par 35 voix contre 30 au président sortant. A cette session, l'Assemblée a créé un emblème, un hymne et une devise pour l'Etat sous tutelle du Cameroun³. L'emblème officiel est le drapeau vert, rouge et jaune ; une vieille chanson populaire, « O Cameroun, berceau de nos ancêtres », a été adoptée comme hymne officiel ; la devise officielle est : Paix, Travail, Patrie.

21. Le représentant de l'Autorité administrante a informé le Conseil, à sa vingt et unième session, d'une crise ministérielle qui s'est produite au mois de février 1958. Il a déclaré que le gouvernement de M. Mbida s'est dissocié, un certain nombre de ministres ayant donné leur démission parce qu'ils n'étaient plus d'accord avec le Premier Ministre. D'autre part, des motions de censure étaient déposées devant l'Assemblée camerounaise. Le Premier Ministre s'est retiré et un nouveau Premier Ministre, M. Ahidjo, a été investi par 45 voix avec 15 abstentions. Ces 15 abstentions étaient celles du groupe démocrate de M. Mbida. Les membres de l'opposition, à savoir le groupe d'action nationale, sont représentés au gouvernement.

22. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec intérêt l'excellent usage qui a été fait par l'Assemblée législative et le Gouvernement camerounais des pouvoirs étendus qui leur ont été attribués par le statut, et est heureux d'apprendre que les éléments du nord et du sud du Territoire ont coopéré avec succès au sein de ces institutions. Le Conseil note que d'après le statut l'Assemblée législative du Cameroun peut demander de nouveaux transferts de pouvoirs aux autorités camerounaises. Il est convaincu que l'Autorité administrante accueillera avec sympathie toutes demandes de nouveaux transferts de pouvoirs que l'Assemblée législative du Cameroun pourrait lui adresser.

b) *L'administration régionale, urbaine et locale et l'organisation provinciale*

23. Du point de vue administratif, le Territoire est divisé en 19 régions et 57 subdivisions. Dans les subdivisions les plus peuplées, on a créé des postes administratifs (du 17 au 31 décembre 1956), confiés à un fonctionnaire qui est responsable devant le chef de subdivision. Les chefs de région sont assistés par un conseil des notables.

24. L'administration locale est assurée par trois types de communes : les communes de plein exercice, les communes mixtes urbaines, et les communes mixtes rurales⁴.

25. A sa dix-neuvième session, le Conseil, notant que les membres de trois conseils municipaux ont été

élus au suffrage universel et que les conseils ont élu les maires, a exprimé l'espoir qu'il serait possible de créer un plus grand nombre de communes de plein exercice.

26. Dans le Nord, où la société traditionnelle a des assises beaucoup plus solides, le système des communes mixtes rurales n'a pas encore été institué ; il existe toutefois deux communes mixtes urbaines, Garoua et Ngaoundéré. Le Conseil de tutelle, à sa dix-septième session, a formulé le vœu de voir ériger un plus grand nombre de communes dans le Nord.

27. Le nouveau statut du Cameroun a porté (art. 31 à 38)⁵ que les régions administratives du Cameroun peuvent être groupées en provinces, et il a créé une province du Nord-Cameroun, dont le chef-lieu est fixé à Garoua. Le chef de province, nommé par le Haut Commissaire après accord du Premier Ministre, est responsable de l'administration de la province. Il est créé dans chaque province une assemblée provinciale.

28. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté l'innovation que constituait la création d'une province du Nord en conformité du vœu de la majorité des membres de l'Assemblée législative. Il a exprimé l'espoir que, grâce à l'expérience acquise à la suite de l'examen de problèmes communs au sein de l'Assemblée législative, la nécessité d'assurer l'unité nationale l'emporterait sur les différences régionales et contribuerait ainsi à faire échec aux tendances séparatistes dans le Territoire.

29. Une Association des maires et élus municipaux du Territoire a été créée et son premier congrès s'est réuni à Yaoundé le 11 décembre 1957. Le maire de Yaoundé, M. André Fouda, a été élu président.

30. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a noté pendant la vingt et unième session du Conseil que sur 68 maires de communes urbaines ou rurales, plus du tiers sont maintenant Camerounais, ainsi que la quasi-totalité des maires adjoints et des conseillers municipaux.

31. Il a déclaré que la province du Nord n'a pas encore d'existence. L'article 38 du statut stipule que « des lois camerounaises fixeront en tant que de besoin les modalités d'application » du chapitre III, qui traite de l'organisation provinciale. Ces lois n'ont pas été prises.

32. A sa vingt et unième session le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil se félicite du développement de l'administration municipale et locale dans le Cameroun et exprime l'espoir que le Gouvernement camerounais continuera à renforcer ces institutions d'administration locale, notamment en créant de nouvelles communes ayant des conseils élus.

Le Conseil note que la création d'une province du Nord distincte a été retardée.

³ Voir les lois nos 57-46 du 29 octobre 1957, 57-47 du 6 novembre 1957 et 57-48 du 5 novembre 1957, respectivement.

⁴ *Ibid.*, p. 130 et 131.

⁵ *Ibid.*, p. 131.

CONSULTATION ENGAGÉE AVEC LES HABITANTS AU Sujet DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES EN VUE DE L'AUTONOMIE

33. A sa dix-neuvième session, le Conseil a pris note avec intérêt du fait qu'au cours de la campagne électorale toutes les opinions s'étaient exprimées, et que ceux qui devaient devenir les chefs de groupe de la majorité et de la minorité à l'Assemblée territoriale s'étaient déclarés en faveur de l'indépendance comme but final à atteindre par le Territoire, encore que certains eussent exprimé leur préférence pour une évolution plus complète et plus rapide. Il a noté avec approbation que les représentants à l'Assemblée territoriale et trois conseils municipaux avaient été élus au suffrage universel direct et que l'Autorité administrante avait consulté l'Assemblée territoriale ainsi élue sur les dispositions du nouveau statut. Il a noté avec intérêt qu'après avoir amplement discuté du projet de statut, l'Assemblée territoriale avait proposé de nombreux amendements, et il était heureux d'apprendre que le statut avait été accepté par la majorité des membres de l'Assemblée territoriale.

INSTITUTION DU SUFFRAGE UNIVERSEL

34. La loi du 23 juin 1956 a établi dans le Territoire le suffrage universel pour toutes les élections pour les citoyens des deux sexes, quel que soit leur statut, âgés de 21 ans accomplis, régulièrement inscrits sur les listes électorales et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi.

PARTIS ET ACTIVITÉS POLITIQUES

35. Dans son rapport annuel pour l'année 1956, l'Autorité administrante donne une liste de neuf partis politiques plus ou moins actifs au Territoire. Elle donne également une place à part à l'Union des populations du Cameroun (UPC) ainsi qu'à ses deux filiales : la Jeunesse démocratique camerounaise et l'Union démocratique des femmes camerounaises. Ces trois organisations ont toutes été dissoutes par l'Autorité administrante en raison de leurs activités subversives par décret du 13 juillet 1955⁶. L'UPC avait demandé d'abord l'unification des deux Camerouns et la fixation d'un délai pour l'indépendance, et ensuite l'unification et l'indépendance immédiate du Cameroun. Le représentant spécial a rappelé que l'UPC avait été dissoute non pas à cause de son programme politique, mais en vertu de la loi du 19 janvier 1936, parce qu'elle avait organisé des bandes armées.

36. Lors de la promulgation de la loi-cadre au mois de juin 1956 est apparu un mouvement dit d'action nationale lancé par le président en exercice de l'Assemblée territoriale, M. Soppo Priso, et tendant à rassembler un certain nombre d'individus

ou de groupements relevant ou non d'autres partis, y compris des adhérents des partis dissous, sur un programme minimum. Des scissions se sont produites parmi les promoteurs du mouvement sur la question de participer ou non aux élections.

37. L'Autorité administrante a déclaré également que parallèlement aux partis politiques, certains groupements traditionnels ont pris au cours des dernières années une forme nouvelle et une certaine importance politique.

38. Les élections du 23 décembre 1956 afin de renouveler l'Assemblée territoriale ont provoqué la formation de nouveaux groupements politiques correspondant aux principales tendances politiques du pays. Après les élections, les conseillers se sont groupés selon leurs affinités régionales et politiques. Les groupes ainsi formés sont les suivants :

a) L'Union camerounaise, qui comprend 30 conseillers, dont les élus du Nord ;

b) Le Mouvement démocratique camerounais, formé de 20 élus du Centre et du Sud et dirigé par le Premier Ministre, M. Mbida ;

c) Le Groupe des paysans indépendants, qui comprend les neuf élus de la région bamiléké ;

d) Le Groupe d'action nationale, présidé par M. Charles Assalé, qui compte huit conseillers, y compris M. Soppo Priso (la majorité sont des élus de la région côtière du Cameroun).

39. Le Secrétariat a reçu pendant l'année 1957 plus de 6.000 pétitions⁷ en provenance du territoire. La plupart de ces communications reflètent les revendications de l'Union des populations du Cameroun et réclament l'indépendance immédiate et l'unification des deux Camerouns, la révocation du décret du 13 juillet 1955 et la reconstitution légale des partis politiques dissous, la libération des détenus politiques, y compris des chefs nationalistes, ainsi que la demande d'une amnistie totale pour « les victimes de la répression de mai 1955 et des troubles de décembre 1956 ». Elles protestent contre les mesures répressives, imputées à l'Autorité administrante et qui auraient été prises depuis mai 1955 contre les autochtones (surtout dernièrement en région bamiléké), les restrictions imposées à la circulation des nationalistes, la loi-cadre, l'organisation d'élections « fantoches » en décembre 1956 et le nouveau statut, et la présence de troupes dans le Territoire, notamment l'arrivée de renforts depuis le 11 septembre 1957. Elles demandent aussi le rétablissement immédiat de la vie politique normale dans le Territoire. Il y en a quelques-unes qui condamnent les activités de l'Union des populations du Cameroun.

40. Ces revendications ont été réitérées par certains des pétitionnaires à la douzième session de l'Assemblée générale, en novembre et décembre 1957. A cette occasion, la Quatrième Commission a entendu

⁶ Voir la section suivante.

⁷ La plupart de ces pétitions ont été analysées dans les documents T/PET.4 et 5/L.17 et Add.1 et 2. Les cinq sixièmes d'entre elles consistent en formules dactylographiées ou manuscrites.

un nombre de pétitionnaires camerounais : MM. Paul Soppo Priso, Charles Assalé, et Jean Ekwabi, représentants du Groupe d'action nationale du Cameroun ; M. Félix Roland Moumié, représentant de l'Union des populations du Cameroun ; M. Jacques Ngom, représentant de la Confédération générale camerounaise du travail ; M. Dika Akwa, représentant de la Fédération des syndicats indépendants du Cameroun ; ainsi que M. Ndeh Ntumazah, représentant de l'Un Kamerun (One Kamerun), parti politique établi au Cameroun sous administration britannique après la dissolution de l'UPC dans ce territoire. Chaque groupe préconisait l'unification des deux territoires sous tutelle du Cameroun ainsi que l'octroi de leur indépendance. Ils ont aussi demandé que l'Autorité administrante favorise la détente des tensions politiques en promulguant une loi d'amnistie⁸. La plupart d'entre eux s'opposaient au nouveau statut ; cependant, les représentants du Groupe d'action, tout en le critiquant, étaient disposés à reconnaître qu'il constituait un progrès⁹.

41. L'Assemblée a adopté une résolution sur la situation dans les Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française par laquelle elle a, entre autres, transmis au Conseil, aux fins d'étude complémentaire, les déclarations des pétitionnaires ; recommandé au Conseil, à sa vingt et unième session, de tenir compte des observations et suggestions formulées au cours des débats à la Quatrième Commission¹⁰ ; exprimé l'espoir que, par l'application de mesures appropriées, notamment la promulgation rapide par l'Autorité administrante de la loi d'amnistie et la renonciation de tous les partis à l'emploi de la violence, il serait possible de créer, au Cameroun sous administration française, des conditions favorisant un rétablissement prochain de la situation normale dans la région troublée, ainsi que le développement du progrès démocratique et de l'activité politique dans le Territoire ; eu confiance que les mesures appropriées que l'Autorité administrante serait appelée à prendre faciliteraient encore la réalisation dans les deux territoires des fins ultimes du régime de tutelle, conformément aux aspirations que les populations intéressées auraient librement exprimées, toutes les solutions relatives à leur statut futur ayant été envisagées, et prié le Conseil de charger sa prochaine mission de visite en 1958 de tenir compte des observations et suggestions formulées pendant la douzième session de l'Assemblée générale¹¹.

42. Le Secrétaire général a reçu deux câblogrammes¹² du Premier Ministre du Cameroun, M. André-Marie Mbida. Dans le premier, en date du 2 décembre 1957, le Premier Ministre a déclaré que le Gouvernement camerounais protestait contre des audien-

ces accordées par la Quatrième Commission à certains Camerounais qui, à son avis, n'étaient pas habilités à se substituer aux représentants qualifiés, issus des élections du mois de décembre 1956. Par le deuxième câblogramme, en date du 14 décembre 1957, M. Mbida a déclaré que le Gouvernement camerounais avait appris avec indignation la teneur de la résolution adoptée par l'Assemblée concernant le Cameroun. Il disait qu'une amnistie serait susceptible d'apporter un encouragement illusoire aux bandes rebelles anti-démocratiques qui tuent et pillent encore chaque jour en Sanaga-Maritime. En plus, le Gouvernement camerounais protestait contre « l'ignorance systématique » de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les nouvelles institutions camerounaises responsables, dont le renouvellement pourrait l'amener à reconsidérer sa position vis-à-vis des instances de l'ONU.

43. Au cours de sa vingt et unième session, le Conseil a entendu une déclaration du prince Douala Manga Bell, un député du Territoire à l'Assemblée nationale française, auquel il avait accordé une audience. Le pétitionnaire a préconisé l'unification des deux Territoires sous tutelle et a suggéré qu'un référendum ait lieu sur cette question.

DÉSORDRES AU TERRITOIRE

44. Des incidents se sont produits en avril et mai 1955 en différents endroits de la partie méridionale du Territoire, à la suite desquels l'Autorité administrante a prononcé, par décret du 13 juillet 1955, la dissolution de l'un des partis politiques du Territoire, l'Union des populations du Cameroun (UPC), et de deux organisations affiliées.

45. A sa dix-septième session le Conseil de tutelle, après avoir constaté avec regret que ces désordres s'étaient produits au Territoire, avait exprimé l'espoir que la politique d'apaisement poursuivie par l'Autorité administrante, ainsi que la continuation et l'intensification des programmes de réformes et de développement général, rétabliraient une activité politique normale et mettraient un terme aux tensions qui avaient marqué récemment la vie politique du Territoire¹³.

46. En décembre 1956, lors des élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale du Cameroun, de nouveaux désordres avaient eu lieu dans la Sanaga-Maritime. L'Autorité administrante avait déclaré pendant la onzième session de l'Assemblée générale et la dix-neuvième session du Conseil de tutelle que ces désordres avaient été provoqués par les dirigeants des organisations dissoutes qui voulaient, en se livrant à des actes de terrorisme, imposer l'abstention aux élections.

47. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté qu'il lui serait soumis un exposé détaillé de ces incidents, ainsi que des mesures prises pour rétablir

⁸ Voir la section suivante.

⁹ Pour les déclarations détaillées de ces pétitionnaires, voir A/C.4/SR.714 à 717.

¹⁰ Voir A/C.4/SR.721 à 734.

¹¹ Résolution 1211 (XII) de l'Assemblée générale.

¹² Voir T/PET.5/L.449.

¹³ Pour plus de détails, voir A/3170, p. 154.

des conditions normales dans cette région. Il a exprimé l'espoir que le respect des pratiques démocratiques normales par toutes les sections de l'opinion publique du Territoire, ainsi que l'adoption de mesures de clémence et notamment de la loi d'amnistie envisagée par l'Autorité administrante, contribueraient à créer dans le Territoire un climat de totale confiance¹⁴.

48. En 1957, selon plusieurs pétitionnaires, dont un a parlé devant la Quatrième Commission à la douzième session de l'Assemblée générale¹⁵, la région bamiléké aurait été le théâtre de violences et d'effusions de sang, par suite de l'intervention de l'Autorité administrante dans l'élection du chef traditionnel de Baham. Plusieurs personnes auraient été tuées, des maisons incendiées, des camps de concentration construits, et les habitants auraient cherché refuge dans la forêt. Des massacres et des effusions de sang ont également continué dans la Sanaga-Maritime. L'Autorité administrante a imputé ces désordres aux éléments de l'UPC, toujours actifs dans le Territoire.

49. Bien que les pétitionnaires qui se sont présentés devant la Quatrième Commission n'aient pas été d'accord sur la responsabilité des désordres, ils ont tous signalé la gravité de la situation au Territoire et demandé à l'Assemblée générale de recommander l'adoption d'une loi d'amnistie.

50. Le représentant de la France a informé la Quatrième Commission, à cette même session, que le Gouvernement français a déposé au mois d'août 1956 un projet de loi d'amnistie que l'Assemblée nationale française a adopté le 11 décembre de la même année. Cependant, en raison des nouvelles violences qui ont eu lieu en décembre 1956 et du fait que certaines responsabilités avaient déjà été transférées au Gouvernement camerounais en vertu du nouveau statut, il a fallu reprendre l'étude du projet en question. Le Gouvernement français ne pouvait plus présenter ce projet sans consulter le Gouvernement camerounais qui assumait déjà pour une large part la responsabilité de la gestion des affaires intérieures du pays. En outre, il était nécessaire de s'assurer que les bénéficiaires de l'amnistie s'engageraient à respecter la légalité à leur retour dans la vie publique.

51. Il a déjà été noté que l'Assemblée générale, dans sa résolution 1211 (XII), a exprimé l'espoir que, par l'application de mesures appropriées, notamment la promulgation rapide par l'Autorité administrante de la loi d'amnistie et la renonciation de tous les partis à l'emploi de la violence, il sera possible de réaliser, au Cameroun sous administration française, des conditions favorisant le rétablissement prochain d'une situation normale dans la région troublée, ainsi que le développement du progrès démocratique et de l'activité politique dans le Territoire.

52. Il faut signaler également la protestation du Premier Ministre du Cameroun contre cette recommandation de l'Assemblée générale¹⁶.

53. Le représentant ainsi que le représentant spécial de l'Autorité administrante ont signalé, à la vingt et unième session du Conseil, de nouveaux événements qui sont intervenus dernièrement et qui touchent matériellement le fond de cette question. Ils ont déclaré que les extrémistes ont tenté à nouveau, à partir de septembre 1957, d'imposer à la population le refus des lois par des violences de tous ordres systématiquement organisées, et en particulier par l'assassinat de paysans qui n'acceptaient pas d'obéir à leurs mots d'ordre. D'autre part, dans la subdivision de Bafoussam (région bamiléké), des coups de main, exécutés par des groupes de brigands se réclamant de partis dissous, ont causé l'incendie de plusieurs villages et la mort d'un certain nombre de personnes. Le 13 décembre 1957, le député Samuel Wanko a été tué dans une embuscade. A la suite de sa mort, l'Assemblée camerounaise a voté une motion demandant l'abrogation de la loi d'amnistie.

54. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que malgré ces circonstances, celle-ci a été votée définitivement le 7 février 1958 par l'Assemblée nationale française. La loi prévoit que peuvent être admises par décret au bénéfice de l'amnistie les personnes poursuivies ou condamnées : 1) pour les faits commis au Territoire au cours des événements dits de mai 1955 ou lors des incidents qui les ont précédés ; 2) pour les faits commis au cours ou à l'occasion de conflits du travail et de campagnes électorales, antérieurement au 2 janvier 1956 ; 3) pour les infractions à la loi sur la presse commises antérieurement au 2 janvier 1956. Le bénéfice de l'amnistie ne peut être accordé qu'aux personnes frappées ou susceptibles d'être frappées d'une peine privative de liberté, assortie ou non d'une amende, d'une durée égale ou inférieure à vingt ans ; c'est-à-dire que sont exclus du bénéfice éventuel les individus coupables de meurtre avec préméditation. Les intéressés auront un délai d'un an, à compter de la publication de la loi ou de la date à laquelle la condamnation sera devenue définitive, pour demander le bénéfice de l'amnistie.

55. Le représentant de l'Autorité administrante a cité le passage suivant de la déclaration d'investiture du nouveau Premier Ministre : « L'indépendance à laquelle le Cameroun aspire ne peut se concevoir que dans l'union de tous ses enfants. Car que servirait à notre pays que de se présenter devant le concert des nations s'il est encore divisé par des querelles et des luttes fratricides. C'est pourquoi je lance un appel à tous à la veille du pas décisif que nous allons franchir, afin que tous pénétrés des sentiments du même patriotisme, nous fassions preuve d'un esprit de concorde et de compréhension pour nous unir. »

¹⁴ Pour plus de détails, voir A/3595, p. 125 et 126.

¹⁵ Voir A/C.4/SER.715.

¹⁶ Pour plus de détails, voir la section ci-dessus.

56. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil déplore que des éléments de la population aient continué à recourir à la violence, particulièrement dans la Sanaga-Maritime, et fait appel aux intéressés pour coopérer avec le reste de la population en vue de promouvoir une vie politique normale du Territoire.

A cet égard, le Conseil note avec intérêt la promulgation récente de la loi d'amnistie. Il est heureux de l'appel du nouveau premier ministre, et exprime l'espoir que cet appel ainsi que l'application libérale de la loi d'amnistie contribueront à une sensible amélioration de la situation. Le Conseil invite l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais à rechercher de nouvelles mesures en vue de rétablir une situation normale dans les régions en question.

FORMATION ET NOMINATION DE CAMEROUNAIS A DES POSTES ADMINISTRATIFS SUPÉRIEURS

57. L'Autorité administrante déclare que la promotion des autochtones aux postes supérieurs des services publics est l'objet des préoccupations des autorités responsables. En 1956, en raison de la conjoncture économique défavorable, les effectifs ont été réduits de 216 unités pour le personnel européen (contractuels surtout) et de 736 unités pour les Africains (auxiliaires et journaliers exclusivement) ramenant les chiffres globaux à 2.411 et 16.260 respectivement.

58. Pendant 1956, deux fonctionnaires des cadres supérieurs du Territoire ont été envoyés à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer pour suivre un nouveau cycle de perfectionnement. Ils reviendront avec le grade d'administrateur.

59. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté avec satisfaction que 60 Camerounais avaient été nommés à des postes supérieurs dans l'Administration et que l'adoption du nouveau statut permettait d'accélérer le processus d'africanisation des cadres de manière à suivre l'évolution politique du Territoire.

60. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a signalé au Conseil, à sa vingt et unième session, la création d'une fonction publique camerounaise distincte, opérée par la loi camerounaise du 20 décembre 1957, et qui représente le premier pas vers l'établissement de règles propres au Territoire pour la rémunération, le recrutement, l'avancement et la gestion du personnel du Cameroun.

61. L'effort systématique de camerounisation des cadres s'est poursuivi pendant 1957 dans les branches techniques. C'est ainsi que quatre ingénieurs adjoints et deux architectes camerounais sont en cours de recrutement au Ministère des travaux publics. Sont maintenant Camerounais cinq agronomes régionaux, trois chefs de sous-secteur vétérinaire, huit chefs de sous-secteur forestier, deux contrôleurs du travail, deux prospecteurs des mines et deux assistantes sociales chefs de secteur social ; la grande majorité

des bureaux de poste et des stations de radio et un grand nombre d'emploi d'agents supérieurs des PTT sont tenus par des Camerounais. Dix-neuf tribunaux du premier et du second degré, dont la présidence était jadis réservée aux administrateurs chefs de subdivision, ont été attribués, en 1957, à des Camerounais, et neuf Camerounais sont maintenant élèves à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer.

62. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

Le Conseil note avec satisfaction la création d'une fonction publique camerounaise distincte. Il estime qu'il est important d'accélérer la camerounisation de la fonction publique et recommande qu'on examine l'élaboration d'un programme de formation accélérée des Camerounais dans toutes les branches de l'Administration et l'établissement d'un plan détaillé visant à la nomination progressive de Camerounais à des postes de responsabilité.

ORGANISATION JUDICIAIRE

63. L'organisation judiciaire du Territoire comprend deux ordres de juridictions, les tribunaux de droit local qui appliquent les coutumes locales, et les tribunaux de droit commun qui appliquent le droit français. Cette distraction n'est valable qu'en matière civile et commerciale. En matière pénale, tous les habitants du Territoire relèvent des juridictions qui jugent selon la loi française.

64. L'organisation judiciaire a été décrite précédemment dans les rapports du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale¹⁷.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

DÉVELOPPEMENT D'ORGANES EXÉCUTIFS ET LÉGISLATIFS AYANT UN CARACTÈRE REPRÉSENTATIF

a) Assemblée législative et Gouvernement camerounais

65. Le représentant de la Chine a déclaré que le nouveau statut avait amené le Territoire au seuil de l'indépendance et avait confié aux Camerounais des responsabilités importantes. Il n'était pas possible à son avis d'accélérer davantage le rythme du développement politique.

66. Le représentant de l'Inde a noté avec satisfaction l'extension des responsabilités confiées au Gouvernement camerounais pour l'administration du Territoire, mais a estimé que les pouvoirs financiers dudit gouvernement n'étaient pas suffisants pour qu'on puisse le considérer comme entièrement responsable de l'administration interne. Il a noté également que l'Autorité administrante continuait

¹⁷ Pour plus de détails, voir A/3170, p. 175 à 181.

à exercer un contrôle exclusif sur les opérations de change, les droits miniers, le crédit, les droits de douane et le commerce extérieur. En outre, le Haut Commissaire continuait d'exercer une grande influence, sinon un contrôle, sur le gouvernement du Territoire, comme l'avait montré la récente démission du gouvernement, qui avait eu lieu dans des conditions différentes de celles qui étaient prévues dans le statut.

67. Le représentant de l'Inde a déclaré que les droits de l'administration camerounaise étaient limités aussi très sensiblement par la disposition du statut suivant laquelle les lois et règlements des autorités camerounaises devaient toujours être compatibles avec le préambule de la Constitution de la République française. Il était souhaitable que cette question d'appartenance à l'Union française fût laissée à la décision future d'un gouvernement camerounais pleinement compétent et souverain, au lieu d'être réglée par un statut imposé de l'extérieur.

68. Le représentant de l'Inde s'est déclaré satisfait des méthodes démocratiques qui paraissaient être appliquées par l'Assemblée législative camerounaise. Le nouveau gouvernement était issu de la coopération des éléments du nord et des éléments du sud, ce qui permettait d'espérer que les particularismes régionaux ne constitueraient pas un obstacle insurmontable.

69. Le représentant de la Belgique a déclaré que les nouvelles institutions avaient déjà donné les signes d'une belle vitalité et d'un sens des responsabilités et de la mesure. Il a noté avec satisfaction l'affermissement de la coopération entre le nord et les autres régions du Territoire.

70. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a jugé encourageante la confiance avec laquelle les représentants camerounais avaient assumé leurs nouvelles responsabilités. Même le récent changement de ministère n'avait entraîné, semble-t-il, qu'un minimum de perturbations dans le fonctionnement du gouvernement et de l'administration.

71. Le représentant de l'Australie a noté qu'il existait maintenant une Assemblée législative camerounaise élue au suffrage universel et dotée d'une compétence législative exceptionnellement large et un gouvernement camerounais responsable devant elle. Les compétences réservées à la France correspondaient aux obligations que la France continuait d'assumer en qualité d'Autorité administrante.

72. Le représentant de l'Italie a noté avec satisfaction que les nouvelles institutions démocratiques de l'Etat sous tutelle non seulement avaient assumé les responsabilités prévues dans le Statut, mais encore témoignaient par leurs réalisations d'une grande vitalité.

73. Le représentant de la Syrie a déclaré qu'on avait l'impression en lisant le Statut que ses auteurs songeaient bien plus à intégrer le Cameroun français dans l'Union française qu'à créer un Cameroun indépendant. La clause de citoyenneté réciproque favorisait plus les citoyens français que les citoyens

camerounais. Si longue que fût la liste des matières soumises à la compétence de l'Assemblée législative et du gouvernement local, il restait que ces pouvoirs étaient plus formels que réels étant donné l'autorité considérable attribuée au Haut Commissaire. Il fallait doter de pouvoirs réels les autorités législatives et exécutives du Cameroun.

74. Le représentant d'Haïti a déclaré que le Statut marquait certainement un progrès vers l'autonomie ou l'indépendance. Si les attributions de l'Assemblée législative étaient encore trop limitées, l'Assemblée pouvait, par voie de résolution, demander la modification du Statut. L'évolution constitutionnelle devrait donner satisfaction aux aspirations de la population à l'unification et à l'indépendance.

75. Le représentant de la Birmanie a été heureux de noter que le Territoire était doté d'une autonomie considérable grâce à la promulgation du Statut. Il a cependant fait observer que beaucoup de matières importantes ou vitales avaient été réservées aux organes centraux de la République française et qu'il fallait transférer d'autres pouvoirs au Territoire avant que le Statut de celui-ci puisse être considéré comme se rapprochant de celui d'un Etat souverain indépendant ; il a recommandé instamment que ces transferts soient faits à une date prochaine. Il a en outre déclaré que les pouvoirs et compétences excessifs dont le Haut Commissaire du Territoire était doté lui permettaient d'intervenir dans les travaux de l'Assemblée législative et aussi du Conseil des ministres.

76. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais établiraient un programme pour développer la compréhension entre les populations du nord et celles du sud, en encourageant des contacts plus étroits et une éducation qui puise aux deux cultures.

77. Il a noté avec satisfaction l'adoption d'une devise et d'un emblème nationaux ainsi que d'un hymne national pour le Cameroun.

78. Le représentant du Guatemala a estimé que les problèmes politiques les plus urgents étaient le rétablissement d'une vie normale du Territoire, le développement de réformes constitutionnelles menant à l'indépendance, et l'unification des deux Camerouns. Le Statut ne reconnaissait pas suffisamment le désir d'indépendance manifesté par la population. Il a exprimé l'opinion que le Gouvernement camerounais demanderait que le Statut soit modifié dans le sens d'une plus grande indépendance et de l'unification des deux Camerouns.

79. Le représentant spécial de l'Autorité administrante, répondant aux représentants qui avaient critiqué l'étendue des pouvoirs attribués aux autorités camerounaises, a précisé que le statut n'était pas un statut définitif, mais qu'il prévoyait le développement d'organes démocratiques représentatifs. L'Assemblée législative camerounaise pouvait demander de nouveaux transferts de pouvoirs ou même le transfert de l'ensemble des pouvoirs relevant encore de la République française, ce qui signifierait

la fin du régime de tutelle. En attendant, la France ne pouvait pas être requise à la fois de transférer tous ses pouvoirs et de conserver toutes ses responsabilités internationales.

80. Le représentant spécial a déclaré que les pouvoirs transférés aux compétences camerounaises étaient tout aussi réels que formels, l'Administration ne conservant dans ces domaines qu'un rôle de conseil et de contrôle. Ce rôle était d'ailleurs exercé par le Haut Commissaire de la façon la plus discrète. L'Autorité administrante ne se désintéressait pas des matières transférées, mais elle estimait qu'il serait préjudiciable au développement du Cameroun de substituer en définitive son appréciation à celle des autorités camerounaises et de fausser ainsi le fonctionnement d'institutions démocratiques à leur début.

81. Le représentant de l'Autorité administrante, répondant aux observations du représentant de l'Inde relatives à la crise ministérielle, a réaffirmé que c'était une crise de caractère normal et démocratique. L'Autorité administrante se refusait à intervenir dans les rivalités camerounaises, entendant aider le Cameroun à travers ses dirigeants légaux.

b) Administration régionale, urbaine et locale et organisation provinciale

82. Le représentant de la Chine a pris note de la création d'une association des maires et élus municipaux, mais s'est déclaré préoccupé de la lenteur avec laquelle les institutions traditionnelles évoluaient vers la démocratie ; il a exprimé l'espoir que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour accélérer l'évolution et notamment que des Camerounais seraient formés de manière à pouvoir exercer des responsabilités dans le cadre de la commune.

83. Le représentant de la Belgique a déclaré que la vitalité manifestée par l'organisation municipale était très réconfortante et que, dans les campagnes, les conseils de notables, représentants de l'ordre ancien, collaboraient harmonieusement avec les nouveaux organes administratifs.

84. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, constatant que le développement de l'administration municipale et locale s'était poursuivi à un rythme remarquable, a exprimé l'espoir que le Gouvernement camerounais continuerait à renforcer les institutions locales.

85. Il a noté avec intérêt le sens politique dont les représentants du nord avaient fait preuve en acceptant que soit retardée la création d'une province septentrionale distincte.

86. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a signalé la création d'une association des maires et élus municipaux.

PARTIS POLITIQUES ET ACTIVITÉS POLITIQUES

87. Le représentant de l'URSS a déclaré que les pétitionnaires, qui représentaient à l'Assemblée

générale cinq partis politiques différents, avaient exprimé l'opinion de la majorité écrasante de la population du Cameroun et, malgré quelques divergences de vues, avaient été unanimes dans leurs principales revendications. Les pétitionnaires avaient tous réclamé une amnistie politique générale, le rétablissement des libertés démocratiques, le droit des peuples camerounais à disposer d'eux-mêmes, l'indépendance et l'unification des deux régions du pays. Jusqu'à présent, l'Autorité administrante n'avait pas écouté la voix de la majorité du peuple.

DÉSORDRES DANS LE TERRITOIRE

88. Le représentant de la Chine a déploré que certains partis politiques aient eu recours à la violence et a dit que, si les effets que la loi d'amnistie aurait en fin de compte étaient incertains, elle donnait néanmoins au Gouvernement camerounais la possibilité de faire comprendre à la population qu'il fallait respecter les règles démocratiques normales. Il a exprimé l'espoir que le gouvernement prendrait de nouvelles mesures pour s'assurer l'appui des éléments mécontents et pour concilier les idées qui divisaient si dangereusement les Camerounais.

89. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, si la discussion des affaires publiques et la controverse étaient inévitables dans une démocratie, le recours à la violence et aux méthodes anticonstitutionnelles n'en était pas moins condamnable.

90. Le représentant de l'Inde a accueilli avec satisfaction la promulgation d'une loi d'amnistie. Il a déploré que certains membres des partis politiques aient eu recours à la violence. L'évolution rapide du Territoire vers son indépendance dépendait entièrement de l'aptitude de tous les partis politiques à poursuivre leur action d'une façon paisible sans employer la force. S'il était vrai qu'il appartenait à l'Autorité administrante de décider des mesures propres à dissiper l'atmosphère de tension et de violence, le représentant de l'Inde estimait qu'elle pourrait peut-être ordonner une enquête judiciaire, faite par des magistrats d'une intégrité reconnue, afin de déterminer les moyens à employer pour améliorer la situation. Peut-être aussi la prochaine mission de visite pourrait-elle étudier la situation et recommander les mesures propres non seulement à arrêter l'agitation, mais à en supprimer les causes.

91. Le représentant de la Belgique a déploré le terrorisme qui, bien que moins répandu, continuait à sévir dans quelques régions et il a constaté que les espoirs exprimés par le Conseil à sa dix-neuvième session avaient été déçus. Il était prématuré de porter un jugement sur les effets de la loi d'amnistie qui venait d'être promulguée et qu'il fallait féliciter l'Autorité administrante d'avoir eu la bonne volonté d'appliquer malgré un terrorisme toujours actif, mais il semblait déjà acquis que les effets pacificateurs de la mesure ne répondaient pas entièrement à l'attente. Le représentant de la Belgique a énergiquement réprouvé les attentats politiques et invité

ceux qui les avaient perpétrés à respecter les pratiques démocratiques.

92. Le représentant de l'URSS a estimé que l'UPC avait été dissoute et persécutée parce qu'elle préconisait l'unification et l'indépendance du Cameroun. Les tentatives faites pour discréditer l'UPC en lui attribuant certaines activités n'étaient nullement justifiées. La violence, sous sa forme la plus sauvage, régnait effectivement dans le Territoire, mais elle n'était pas l'œuvre du mouvement de libération nationale : elle était dirigée contre lui et s'appuyait sur les forces armées.

93. Il venait d'être déclaré que le nouveau Gouvernement camerounais — notamment l'un de ses membres, M. Soppo Priso — aurait proclamé son intention de travailler pour l'unification des deux parties du Cameroun, ce qui prouvait assurément que le programme de l'UPC (unification et indépendance du Cameroun) correspondait au vœu du peuple tout entier.

94. Le représentant de l'URSS, tout en constatant que certaines des réponses données par le représentant de la France étaient encourageantes, estimait que la loi d'amnistie du 7 février 1958 n'était pas la loi d'amnistie générale que l'Assemblée générale avait recommandée comme le seul moyen de rétablir la paix et les libertés démocratiques dans le pays et de favoriser le développement des activités politiques et du progrès démocratique : c'était un texte encore plus limité et plus étroit que l'avant-projet adopté plus d'une année auparavant en première lecture. L'application du texte dépendait d'une commission spéciale, qui pourrait même refuser purement et simplement l'amnistie. Ses dispositions ne s'appliquaient pas aux nombreux patriotes et chefs syndicaux qui avaient été emprisonnés et exilés depuis janvier 1956 et elles ne rétablissaient pas la liberté des journaux qui avaient été confisqués pour avoir dénoncé la politique de répression. Il était évident que lors de l'élaboration de la loi, on n'avait guère tenu compte des vœux de l'Assemblée générale et de l'opinion publique mondiale. En outre, l'adoption et l'application de la loi d'amnistie s'accompagnaient de mesures de plus en plus poussées d'oppression militaire, y compris l'envoi de troupes de renfort dans le Territoire, qu'il était difficile de concilier avec les buts que l'Assemblée générale se proposait d'atteindre en recommandant l'amnistie.

95. Le représentant de la Nouvelle-Zélande déplorait les actes de violence tragique, encore que de portée limitée, commis par des groupes dissidents dans certaines régions de la Sanaga-Maritime. Cependant, la loi d'amnistie devait permettre à beaucoup de personnes associées avec l'ancienne UPC de rentrer dans la vie politique et contribuer ainsi à diminuer la tension qui existait parmi les Africains.

96. Le représentant de l'Australie a dit que, dans une région relativement peu étendue du Territoire, certains groupes terroristes se livraient de temps à autre à des agissements dont le but était l'intimidation. Il a exprimé son admiration pour l'attitude du peuple et du Gouvernement camerounais devant

ces violences répétées et il a déploré la persistance des activités terroristes. Il a exprimé l'espoir que ni le Conseil ni l'Assemblée générale n'accepteraient d'entendre des individus ou des organisations mis hors la loi pour s'être livrés à de semblables activités.

97. Le représentant de l'Italie a pris acte avec une grande satisfaction des excellents rapports politiques qui existaient entre l'Autorité administrante et le peuple camerounais. Il regrettait profondément qu'une petite minorité s'obstinât à recourir à des méthodes de violence inacceptables. Tout en félicitant l'Autorité administrante d'avoir promulgué la loi d'amnistie, il estimait qu'il fallait signaler aux intéressés qu'il ne pouvait y avoir pour le Territoire de progrès pacifique et rapide si les procédures démocratiques normales n'étaient pas respectées.

98. Le représentant de la Syrie a dit que la promulgation de la loi d'amnistie semblait indiquer que les événements prenaient un tour favorable ; cependant, les renseignements récents concernant l'activité des bandes rebelles dans la Sanaga-Maritime, les renforts militaires, les meurtres, les enlèvements, les arrestations et les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques montraient que la situation était loin d'être satisfaisante. La cause essentielle de cet état de choses était le partage du Cameroun pendant la première guerre mondiale et les revendications de la population qui demandait la réunification. Le Gouvernement français avait procédé à des réformes pour tranquilliser le pays, mais il n'y avait pas la coopération nécessaire entre la population indigène et l'Autorité administrante, et l'interdiction de l'UPC avait été un événement regrettable.

99. Le représentant de la Syrie estimait qu'il fallait reconnaître les droits du Cameroun à l'indépendance et à l'unité et encourager la formation de partis politiques démocratiques qui défendissent cette cause.

100. Le représentant d'Haïti, sans excuser en rien les actes de pillage, les incendies et les meurtres qui survenaient dans le Territoire, déplorait que la loi d'amnistie eût été promulguée si tardivement et ne couvrît qu'une catégorie si limitée d'infractions qu'elle avait manqué son but et semblait même avoir poussé les éléments nationalistes à adopter malheureusement une attitude plus intransigeante. Il invitait instamment l'Autorité administrante à reviser sa politique de détente dans le sens d'une plus grande compréhension des aspirations des Camerounais à une indépendance complète.

101. Le représentant de la Birmanie a déclaré que, étant donné les nombreux risques que les désordres, en persistant, faisaient courir au Territoire, l'Autorité administrante devrait promulguer une amnistie générale qui s'appliquerait aux incidents d'avril et de mai 1955, ainsi qu'aux troubles ultérieurs. Il a déclaré que la violence, sous toutes ses formes, était déplorable, mais qu'en l'occurrence il valait mieux inciter au repentir qu'à de nouveaux actes de violence.

102. Le représentant du Guatemala a déclaré que, des troubles graves qui s'étaient produits pendant

les deux dernières années, il ressortait clairement que l'un des problèmes politiques les plus aigus était le retour à une vie normale. Conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa douzième session, l'Autorité administrante avait promulgué une loi d'amnistie le 7 février 1958, mais ce texte renfermait des limitations et des conditions qui lui retiraient beaucoup de sa valeur. Le représentant du Guatemala espérait que l'Autorité administrante dissiperait ses doutes concernant la teneur et les effets de la loi d'amnistie, car il serait décourageant qu'une mesure dont on espérait tant manquât son but et ne réussît pas à atténuer la tension politique.

103. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que les déclarations faites par les membres du Conseil dans le sens d'une condamnation de l'usage de la violence à des fins politiques rencontreraient l'assentiment non seulement des dirigeants camerounais, mais aussi de l'immense majorité du peuple camerounais qu'ils représentaient valablement. Les Camerounais verraient ainsi que la volonté d'hommes qui, aveuglés par une idéologie totalitaire, cherchaient à prendre le pouvoir à n'importe quel prix, ne saurait rencontrer l'approbation du Conseil et que le retour des égarés devrait s'effectuer dans le cadre des lois.

104. Le représentant de l'Autorité administrante, répondant au représentant de l'URSS, a déclaré que des élections libres au suffrage universel avaient clairement exprimé la volonté du peuple camerounais. L'on ne pouvait donc baptiser majorité une minorité, même agissante et illégale.

FORMATION ET NOMINATION DE CAMEROUNAIS A DES POSTES ADMINISTRATIFS SUPÉRIEURS

105. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction la création d'un corps de fonctionnaires camerounais distinct, mais s'est déclaré préoccupé de la pénurie de personnel technique et administratif. Il était d'avis de mettre en application le plus tôt possible un programme de formation dont les étapes seraient fixées d'une manière approximative, et d'affecter au service du Gouvernement camerounais, dans l'intervalle, des fonctionnaires hautement qualifiés de la Puissance administrante, qui seraient chargés aussi d'aider à la formation de personnel autochtone.

106. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'institution d'un cadre distinct de fonctionnaires camerounais était une initiative particulièrement heureuse et il estimait que l'augmentation du nombre de Camerounais dans la fonction publique, dont il y avait tout lieu de se féliciter, était l'aboutissement des efforts intenses accomplis depuis des années par l'Autorité administrante pour favoriser le progrès de l'instruction.

107. Le représentant de l'Inde était d'avis que l'Autorité administrante établisse une sorte de calendrier pour régler le rythme auquel les autochtones pourraient assumer les fonctions des cadres

français dans le Territoire, en vue d'accélérer la camerounisation de la fonction publique.

108. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec plaisir que la loi du 20 décembre 1957 fournissait le cadre dans lequel on pourrait hâter la nomination de Camerounais à des postes administratifs supérieurs.

109. Le représentant de la Birmanie a pris note avec satisfaction de la création d'un cadre distinct de fonctionnaires camerounais. Il a préconisé l'application, dans le Territoire même, d'un programme visant à accélérer la formation des Camerounais dans toutes les branches de l'administration civile et il estimait qu'il faudrait faire appel, pour ce programme, à la participation de fonctionnaires expérimentés et de ceux qui avaient achevé leurs études à l'étranger. Il a exprimé l'espoir que le Territoire posséderait bientôt une université qui lui permettrait de préparer des autochtones possédant les titres universitaires requis pour le moment où il pourrait instituer un recrutement par concours pour les postes supérieurs de la fonction publique.

110. Le représentant spécial de l'Autorité administrante, notant que la camerounisation des services publics relevait des autorités camerounaises, a ajouté que celles-ci étaient conscientes des nécessités à cet égard et a cité une déclaration du nouveau Premier Ministre où ce dernier parlait de l'intensification de l'effort dans ce sens.

III. — PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

111. L'économie du Cameroun sous administration française est essentiellement fondée sur l'agriculture, l'élevage et l'exploitation de la forêt, et la plus grande partie de la population est occupée par cette activité économique. Le développement de l'industrie et des mines est encore limité. La majeure partie des produits vivriers est destinée à la consommation locale, mais le cacao, le café et la majeure partie de la production des bananes sont vendus à l'extérieur et constituent l'essentiel des exportations. La production du cacao est le fait exclusif des autochtones, celle du café et des bananes est partagée entre les Africains et des sociétés ou planteurs européens. L'élevage, à quelques exceptions près, dont une société française assez importante, est entre les mains d'éleveurs africains. L'exploitation forestière, en ce qui concerne les bois destinés à l'exploitation ou aux scieries, est assurée principalement par des sociétés françaises.

112. En 1956, les exportations ont atteint 310.934 tonnes, valant 13.149.734.000 francs CFA¹⁸; le Came-

¹⁸ 1 franc CFA = 2 francs français.

roum a importé 350.495 tonnes représentant une valeur de 16.600.381.000 francs CFA. Tandis que les exportations ont diminué par rapport à 1955, les importations ont continué à augmenter, l'écart entre importations et exportations ayant atteint 40.000 tonnes, contre 16.000 en 1955. Le déficit de la balance commerciale s'est considérablement accru, passant de 1.600 millions de francs CFA en 1955 à 3.500 millions en 1956, en raison essentiellement de l'effondrement des cours du cacao.

113. A sa dix-neuvième session, le Conseil de tutelle a constaté que la baisse des cours sur le marché mondial du cacao, du café et du coton avait amené l'Autorité administrante à prendre certaines mesures d'austérité financières. Il a estimé qu'en raison de l'importance de ces produits pour l'économie du Territoire, la situation exigeait une vigilance continue afin d'assurer le développement d'une économie équilibrée et diversifiée.

114. Notant, aussi, que la participation des Africains au commerce et à l'industrie, bien qu'en progrès, était encore relativement restreinte, le Conseil a exprimé l'espoir que les mesures prises jusqu'à ce point-là, ainsi que d'autres dispositions que l'Autorité administrante pourrait être amenée à prendre, accentueraient et accéléreraient davantage la participation des Africains à toutes les formes d'activité économique dans le Territoire.

115. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

Le Conseil note avec satisfaction les efforts de l'Autorité administrante et du Gouvernement camerounais en vue de développer et de diversifier l'économie du Territoire et exprime l'espoir que ces efforts seront poursuivis. Notant à cet égard les résultats importants obtenus en application du plan décennal de développement, il exprime l'espoir que l'Autorité administrante fournira dans son prochain rapport annuel des informations aussi complètes que possible sur les résultats ainsi obtenus, notamment sur l'augmentation de la production.

Le Conseil recommande de favoriser l'équipement du Territoire par tous les moyens possibles, tels que l'encouragement à l'épargne privée et les réinvestissements effectués par les sociétés. Le Conseil recommande que le Gouvernement camerounais participe de la façon la plus complète possible à la préparation et à l'application de programmes de commerce extérieur.

Le Conseil exprime l'espoir que l'on encouragera les Camerounais à participer plus activement à la vie économique du Territoire.

MARCHÉ COMMUN

116. A sa dix-neuvième session, le Conseil a prié l'Autorité administrante, au cas où le Territoire serait associé au Marché commun européen, de l'informer de l'application des accords de Rome au Territoire et des répercussions qu'ils pourraient avoir sur son économie. L'Assemblée générale, lors de sa douzième session, a adopté une résolution [1210 (XII)] dans le même sens.

FINANCES PUBLIQUES : CRÉATION DE RECETTES PUBLIQUES SUFFISANTES ; PLANS DE DÉVELOPPEMENT

117. Le tableau suivant donne le total général net des recettes du Territoire ainsi que celui des dépenses pour plusieurs années consécutives. Les recettes et les dépenses pour 1956 sont celles prévues seulement, étant donné qu'elles n'ont pas été toutes effectuées à la fin de l'année.

	En milliers de francs CFA		
	1954	1955	1956 (prévisions)
Recettes. . .	10.304.602	10.563.000	10.734.000
Dépenses . . .	9.701.452	11.602.000	10.612.000

118. Le budget territorial comprend deux parties : le budget de fonctionnement et le budget d'équipement. L'Assemblée territoriale a le contrôle absolu des dépenses de fonctionnement, mais les dépenses d'équipement sont également soumises au Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES). Le budget de fonctionnement est alimenté par des versements du budget ordinaire de fonctionnement, par des prélèvements sur la Caisse de réserve et par des avances de la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

119. Le budget métropolitain prend à sa charge un certain nombre de dépenses : soldes des administrateurs et des magistrats, gendarmerie et forces armées, etc. En 1956, ces dépenses ont atteint le total de 1.522 millions de francs métropolitains (contre 1.143 millions en 1955). En outre, il faut noter la contribution de l'Autorité administrante au FIDES, qui a été de 3.080 millions de francs CFA pour la tranche 1955-1956 (contre 2.837 millions de francs pour la tranche antérieure).

120. Conformément aux dispositions de la loi du 30 avril 1946, il a été élaboré pour le Territoire un plan décennal de mise en valeur portant sur les années 1947 à 1957. Le plan est divisé en deux phases. Les crédits de paiements consommés au cours de la première phase se montaient à 18.219.914.895 francs.

121. La deuxième phase du plan décennal, dont la réalisation a commencé au cours du deuxième semestre 1953, accorde la priorité aux travaux de développement qui auront pour effet d'accroître rapidement la production. Au total, on peut évaluer à 47 milliards de francs CFA le volume des investissements publics effectués au Cameroun au 31 décembre 1956 depuis 1947.

122. L'Autorité administrante a indiqué qu'elle envisageait, dans la deuxième phase du plan, d'associer plus étroitement les populations au développement de l'économie rurale grâce à l'action dite « de petit équipement rural » qui se caractérise par une multiplication de petits travaux de caractère à la fois économique et social. En effet, la nature de l'opération d'équipement se divise en trois catégories : le développement et l'amélioration de la production agricole et forestière, sa transformation et commercialisation et l'amélioration des conditions

de vie. L'initiative d'un programme appartient aux populations intéressées dont les désirs s'expriment aussi bien par la voix de leurs représentants élus, au sein des sociétés africaines de prévoyance (SAP), des coopératives ou des communes mixtes rurales que par l'intermédiaire des chefferies ; les subventions octroyées, qui proviennent soit du FIDES, soit du budget territorial, ne constituant qu'une partie du coût de chaque opération (20 à 60 pour 100). Dans son rapport pour 1956, l'Autorité administrante a indiqué que la somme des subventions accordées aux collectivités depuis 1952 a été de 581.615.424 francs CFA et que ceci a représenté moins de la moitié du coût total des opérations. Donc on peut dire que le programme d'équipement réalisé jusqu'à la fin de 1956 a représenté un investissement supérieur à 1.200 millions de francs.

123. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré à la vingt et unième session du Conseil que l'effort d'équipement a été spectaculaire dans la région bamiléké où la terre manque. De nombreuses constructions y ont été effectuées et un programme de mise en valeur des plaines a été mis en œuvre.

AGRICULTURE

124. Dans son rapport annuel pour 1956, l'Autorité administrante a indiqué que les tonnages des principales productions agricoles, en 1955 et 1956, étaient les suivants :

	1955 ¹⁹	1956
Cacao	56.430	53.850
Café.	10.780	13.850
Bananes (exportation)	78.850	78.910
Coton	16.000	17.410
Palmistes	23.040	25.770
Huile de palme	16.390	23.060
Caoutchouc	4.070	3.550
Tabac.	2.640	1.490
Riz	6.110	6.480
Mil et sorgho	352.020	351.860
Maïs	119.510	124.070
Arachides	66.180	67.770

125. L'Autorité administrante a déclaré que, bien qu'elle eût continué son effort de diversification des cultures en vue de remédier aux effets d'une chute des produits clefs, cette chute, survenue en 1955, avait lourdement pesé sur l'économie camerounaise, et il avait fallu établir des caisses de stabilisation pour le cacao, le café et le coton. La Caisse du cacao a joué un rôle important dans l'économie camerounaise en 1956, année où les cours mondiaux ont été constamment inférieurs au cours de soutien. Elle a versé environ 17 francs par kilogramme de cacao acheté aux producteurs.

126. Le Ministère de l'agriculture du Cameroun a commencé à fournir aux planteurs des boutures

enracinées de cacaoyers haut producteurs qui serviront à créer dans des conditions rationnelles de nouvelles plantations en remplacement des vieilles cacaoyères à faible rendement. D'autre part, a dit le représentant spécial de l'Autorité administrante à la vingt et unième session du Conseil, la Caisse de stabilisation du cacao qui, à l'issue de la précédente campagne, se trouvait endettée d'un milliard envers le Fonds national de régularisation du cours des produits d'outre-mer, a pu enregistrer d'importantes rentrées de fonds qui lui permettent d'envisager dès à présent un remboursement partiel.

127. A sa dix-neuvième session, le Conseil prenait note avec intérêt du fonctionnement de caisses de stabilisation. Il notait qu'en raison de la situation défavorable créée par la chute des prix mondiaux, la Caisse de stabilisation du cacao avait dû obtenir du Fonds national de régularisation des cours des produits d'outre-mer des prêts de plus d'un milliard de francs, et que les conditions de remboursement de ces sommes dépendraient du relèvement des cours du cacao.

128. L'Autorité administrante a constaté, dans son rapport annuel pour 1956, qu'en même temps qu'étaient créées les caisses de stabilisation elle avait décidé de former des centres dans lesquels le cacao d'un ensemble de villages serait groupé et vendu aux enchères sous le contrôle d'un comité de planteurs constitué par des délégués SAP. Chaque centre est doté d'un camion permettant la collecte du cacao. Ce produit est collecté, mais non payé, et chaque planteur est rémunéré après la vente aux enchères proportionnellement à son apport.

129. Le nouveau Ministère de l'agriculture a donné une impulsion particulièrement vigoureuse, selon le représentant spécial de l'Autorité administrante à la vingt et unième session du Conseil, à l'activité de tous les services placés sous son autorité. Une politique nouvelle en matière de conditionnement des produits a été adoptée afin de diminuer la proportion des produits non conformes aux normes.

130. Un décret du 21 novembre 1957 a modifié la gestion financière du secteur de modernisation des cacaoyères devenu le secteur de modernisation agricole du Centre Cameroun ; une participation des collectivités à la gestion du secteur est prévue. Dans ce but, des comités de secteurs seront créés près de chaque poste agricole, qui seront obligatoirement consultés pour toutes les décisions importantes concernant la vie agricole de la collectivité.

131. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a également déclaré que la formule des sociétés de crédit mutuel a été introduite pendant l'année considérée dans la plupart des régions du Cameroun avec un succès complet. Le Crédit du Cameroun avance aux coopérateurs jusqu'à 10 fois le montant du capital qu'ils ont souscrit pour faciliter l'achat d'engrais, de semences, etc., et l'extension des plantations.

132. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

¹⁹ Dans plusieurs cas, les tonnages indiqués pour 1954 diffèrent considérablement des estimations données dans le rapport annuel pour 1955. Les chiffres donnés pour 1956 sont des estimations provisoires.

Le Conseil félicite l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais de leurs efforts tendant à l'amélioration de l'agriculture, et note à cet égard le développement des sociétés de crédit mutuel et les activités du nouveau Ministère de l'agriculture.

Le Conseil prend note du bon fonctionnement des Fonds de stabilisation des prix du cacao et du café.

CONSERVATION DU SOL

133. On estime qu'il y a, dans le Territoire, 15.870.000 hectares de forêt dense et 12 millions environ d'hectares de forêt tropicale sèche ou de savane boisée ; les forêts sont menacées par les feux de brousse, les pâturages ou des défrichements en vue des cultures. La disparition de la forêt entraîne une dégradation progressive de certaines zones, les processus de latérisation s'accroissent et l'érosion constitue un grave danger. A sa dix-septième session, le Conseil avait invité l'Autorité administrante à redoubler ses efforts pour faire cesser la pratique des feux de brousse et propager les meilleures méthodes d'agriculture, notamment la culture suivant les courbes de niveau. Il avait exprimé l'espoir qu'en intensifiant l'éducation de la population, on finirait par lui faire comprendre le grave problème de l'érosion. A sa dix-neuvième session, le Conseil, rappelant ses observations antérieures, a exprimé l'espoir également que la population et ses représentants feraient preuve de plus de compréhension en ces matières. Dans son rapport pour 1956, l'Autorité administrante déclare que la lutte contre les feux de brousse se heurte toujours aux usages locaux, mais qu'en ce qui concerne la culture suivant les courbes de niveau, les efforts de l'Administration commencent à porter leurs fruits.

RESSOURCES MINÉRALES

134. Le pétrole est activement recherché dans le bassin sédimentaire de Douala. Un permis général de recherche à cet égard a été accordé à la Société de recherches et d'exploitation de pétrole au Cameroun (SEREPKA) ²⁰ pour une durée de 10 ans, renouvelable par périodes de cinq ans. De 1954 à 1956, quatre forages de moyenne profondeur ont été effectués à la presqu'île de Souelléba. Les travaux semblent avoir démontré l'existence d'une lentille fermée de 300 mètres environ de rayon théorique, contenant approximativement 200.000 mètres cubes d'huile, dont un dixième paraît récupérable. A Logbaba, trois forages de moyenne profondeur ont été terminés. Les deux premiers sondages ont permis de rencontrer des couches de gaz dont les réserves sont estimées à 130 millions de mètres cubes.

135. En ce qui concerne l'exploitation d'autres ressources minérales, la production d'or a encore

diminué par suite d'un prix de revient trop élevé. En revanche, on note une légère reprise des exploitations de rutile en raison de la hausse des cours de ce minerai. Les chiffres de la production minière pour 1956 sont les suivants :

Or	14.360 kilogrammes
Cassitérite . . .	122.910 tonnes
Rutile	151.940 tonnes

INDUSTRIE

136. Le tableau suivant donne un aperçu de l'ensemble de la production industrielle pendant les années 1955 et 1956 :

	Unités	Production totale en 1955	Production totale en 1956
Bois	Mètres cubes	620.000	389.000*
Huiles	Tonnes	4.695	4.796
Savons	Tonnes	4.200	4.725
Latex	Tonnes	3.545	2.980
Boissons	Hectolitres	91.000	115.000
Produits dérivés du cacao . .	Tonnes	4.692	5.032
Cigarettes et tabac	Tonnes	780	805
Textiles	Tonnes	4.350	5.500
Cimenteries . .	Tonnes	16.210	21.080

* On a donné seulement les exportations pour les bois débités en 1956.

137. L'installation hydro-électrique d'Edéa, une fois que les travaux actuels d'extension de l'aménagement des chutes de la Sanaga seront terminés, doit constituer finalement (début 1959) un ensemble capable de produire annuellement une énergie de 1.200 millions de kWh avec une puissance installée de 155.000 kWh ²¹.

138. En ce qui concerne la Société pour la production d'aluminium, ALUCAM, dans le capital de laquelle le Territoire est représenté pour environ 10 pour 100, le premier lingot d'aluminium a été coulé dans les usines d'Edéa en février 1957. La société ALUCAM est d'une capacité de production de 45.000 tonnes d'aluminium, consommant 900 millions de kWh d'électricité, c'est-à-dire la plus grande partie de la production de la centrale d'Edéa. Huit mille tonnes d'aluminium sont sorties de l'usine en 1957.

139. Parmi les nouvelles industries, il faut citer l'usine pour le traitement des graines de coton et d'extraction de l'huile qui a été montée à Kaélé en 1956. Une partie du solde bénéficiaire de cette huilerie sera versée à la Caisse de stabilisation du coton. Une société dont l'usine est implantée à Bonabéri devait entreprendre la fabrication de panneaux isolants constitués de fibres végétales comprimées ; elle utiliserait comme matière première principale le stipe ou rachis de la feuille de palmier.

²⁰ Pour plus de détails en ce qui concerne cette société, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 4 (A/3595), p. 140.

²¹ Pour plus de détails, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 4, (A/3595) p. 140.

Il a été prévu une production de 70.000 mètres carrés en 1957, destinée à l'amélioration de l'habitat africain.

140. A sa dix-neuvième session, le Conseil a noté avec intérêt les perspectives de développement industriel qui s'ouvrent dans le Territoire grâce à l'utilisation des ressources en énergie hydro-électrique et à la production d'aluminium à Edéa. Il a recommandé à l'Autorité administrante de continuer à encourager la formation technique des Camerounais, et plus particulièrement, a invité les entreprises industrielles intéressées à élaborer des programmes de formation qui augmenteraient non seulement le nombre des ouvriers qualifiés et des techniciens, mais également celui des spécialistes capables d'accéder aux postes de commande au sein des industries du Territoire.

141. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

Le Conseil note avec satisfaction l'extension de l'importante station hydro-électrique et le commencement de la production de l'industrie de l'aluminium à Edéa et recommande de donner aux Camerounais une formation leur permettant d'assumer des postes de responsabilité dans ces entreprises. Il espère que les rapports annuels futurs contiendront des statistiques sur leurs activités qui permettront d'évaluer leur contribution à l'économie du Territoire.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

142. En 1956, le Cameroun sous administration française disposait d'un réseau de routes de 10.000 kilomètres, dont 8.800 sont carrossables en toutes saisons, de 520 kilomètres de voies de chemin de fer, de deux principaux ports maritimes, Douala et Kribi, d'un port fluvial sur la Bénoué, à Garoua, et d'une vingtaine de terrains d'aviation.

143. Il a été institué au Territoire, en 1956, un compte hors budget d'amélioration et d'équipement routier appelé le Fonds d'investissement routier du Cameroun. Ce Fonds d'investissement routier est destiné à la construction de routes d'intérêt local et à l'amélioration continue de voies de communication déjà existantes. Le mode de financement du Fonds a été basé sur des taxes fixées par l'Assemblée territoriale. Le montant annuel minimum du Fonds peut être évalué à 170 millions de francs CFA.

144. L'année 1956 a vu la réalisation partielle des aérodromes d'Abong-Mbang et de Dschang. A Douala, la nouvelle aérogare a été terminée et ouverte au trafic.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

145. Le représentant de la Chine a déclaré que la reprise des activités qui a suivi l'augmentation des prix mondiaux du cacao et d'autres produits

agricoles, ainsi que la réorganisation des services agricoles, étaient des événements importants. Le bénéfice de 700 millions de francs réalisé par le Fonds de stabilisation des prix du cacao du Cameroun était encourageant. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais continueraient à encourager la diversification de l'économie et dit qu'il serait heureux de recevoir des renseignements complets sur les nouvelles activités du Ministère de l'agriculture. Il a rendu hommage aux autorités pour les efforts qu'elles ont déployés en vue d'améliorer et d'accroître la production agricole et, notamment, pour la réforme monétaire du 10 août 1957 et le développement des coopératives de crédit. Il s'est déclaré satisfait des progrès de l'activité industrielle générale du Territoire et a exprimé l'espoir que les rapports à venir donneraient plus de renseignements touchant l'influence de la société ALUCAM et de la centrale hydro-électrique d'Edéa sur la situation économique, industrielle et financière du Territoire.

146. Le représentant du Royaume-Uni a félicité le Gouvernement camerounais d'avoir adopté une politique visant à l'indépendance financière et il a déclaré que l'économie agricole du Territoire reposait sur une base saine. Il a noté avec satisfaction la création de coopératives de crédit qui doivent stimuler la production et s'est intéressé aux mesures prises pour moderniser les méthodes d'exploitation agricole. La création d'une industrie de l'aluminium et d'une centrale hydro-électrique à Edéa constituait une réalisation majeure dans le domaine industriel.

147. Le représentant de l'Inde a félicité l'Autorité administrante pour les efforts qu'elle a déployés afin d'améliorer la situation économique du Territoire, notamment pour les réalisations dues au plan décennal de développement, mais il a exprimé le regret que l'on ne dispose pas de statistiques plus détaillées concernant l'augmentation réelle de la production. Il a estimé qu'il serait souhaitable d'accorder des pouvoirs plus grands au Gouvernement camerounais, notamment en ce qui concerne les questions relatives au régime monétaire et des changes, au commerce extérieur, au crédit, aux impôts, au régime douanier et aux ressources naturelles.

148. Il s'est réjoui de l'expansion prise par l'Organisation camerounaise de crédit et a exprimé sa satisfaction de la voir contribuer à améliorer les conditions de logement des Africains.

149. Il a pris note du bon fonctionnement du Fonds de stabilisation des prix du cacao et exprimé l'espoir que cet organisme, ainsi que le Fonds de stabilisation des prix du café, aideraient à élever le niveau de vie des producteurs africains.

150. Il a félicité l'Autorité administrante d'avoir créé une industrie de l'aluminium dans le Territoire et lui a suggéré de donner, à l'avenir, dans ses rapports annuels, des renseignements sur l'importance des avantages économiques que la population retire de cette industrie.

151. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante pour ses réalisations dans le domaine économique et, en particulier, pour les efforts qu'elle a accomplis en vue de faciliter l'émigration des Bamiléké, qui se trouvaient à l'étroit sur leurs terres ancestrales.

152. Le représentant de l'URSS a déclaré que l'économie du Territoire était essentiellement une économie coloniale. Les quelques mesures prises récemment en vue de diversifier l'économie étaient entièrement justifiées, mais n'avaient pas modifié le caractère général de l'économie du Territoire. Témoin la crise qui régnait au Cameroun. Il fallait craindre que, étant donné l'évolution actuelle du développement économique, la diversification de l'économie du Territoire ne reste à jamais à l'état embryonnaire; en effet, l'Autorité administrante n'avait pas encore fait un réel effort pour créer des industries de transformation et d'autres activités industrielles d'importance capitale dans un territoire où les conditions sont favorables à leur développement. Les conclusions et recommandations que la délégation soviétique avait formulées au cours de l'examen de la situation dans le Territoire, notamment en ce qui concerne l'état de l'agriculture autochtone, restaient toujours valables.

153. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que l'économie du Territoire commençait à sortir de la situation précaire dans laquelle elle se trouvait après la chute des prix des produits de base. Il a félicité l'Autorité administrante pour l'aide financière importante qu'elle accorde au Territoire. Les avantages que l'on retirerait de l'amélioration de la situation économique compenseraient largement les sommes dépensées pour le développement de l'agriculture. Il a exprimé l'espoir que l'on continuerait d'avoir pour principe de conserver les ressources du Territoire et que l'on élargirait le champ d'application de cette politique.

154. Le représentant de l'Italie a fait l'éloge de l'Autorité administrante pour les efforts énergiques qu'elle a déployés afin de résoudre les problèmes économiques qui se posent dans le Territoire. Il a pris note en particulier de l'achèvement de la nouvelle usine d'aluminium, de la création de coopératives de crédit et des activités des sociétés africaines de prévoyance.

155. Le représentant de la Syrie a estimé que si les ressources du pays étaient pleinement exploitées et si les industries extractives et les autres industries étaient plus développées, les autochtones auraient un niveau de vie plus élevé. Il a remarqué que jusque-là, la participation des Africains au commerce et à l'industrie avait été relativement restreinte.

156. Le représentant de la Birmanie a noté que le Territoire avait bénéficié dans une assez large mesure d'une aide financière que l'Autorité administrante lui avait accordée à des fins de développement économique. Il a estimé toutefois que l'on devait faire en même temps des efforts pour accélérer la formation de capital national en créant des caisses d'épargne, des banques, des caisses d'épargne postales,

des caisses d'épargne coopératives et autres établissements du même genre dans tout le Territoire. Il a suggéré également la possibilité d'introduire un système d'épargne forcée pour les groupes à revenus moyens et élevés, de manière à obliger ces groupes à réduire leur consommation excessive de produits de luxe et d'exercer un contrôle plus strict sur l'importation de ces produits en les frappant de droits et de taxes plus élevés.

157. Il a en outre invité instamment l'Autorité administrante à adopter une législation tendant à rendre obligatoire le réinvestissement dans le Territoire d'un certain pourcentage des bénéfices que les sociétés étrangères retirent de leurs opérations dans le Territoire, ainsi qu'à imposer au transfert de ces bénéfices à l'étranger les restrictions appropriées. Il considérait que le moyen actuellement utilisé pour encourager le réinvestissement, savoir: la perception d'impôts relativement faibles, à lui seul ne suffisait pas.

158. Il a pris note des progrès économiques réalisés au cours de l'année considérée, mais a recommandé instamment de prendre des mesures pour diversifier davantage l'économie du Territoire.

159. Le représentant du Guatemala a déclaré que la diminution de la valeur des exportations au cours de la période 1955-1956 révélait la vulnérabilité d'une économie insuffisamment diversifiée et avait eu pour résultat une balance commerciale défavorable. La hausse du prix mondial du cacao avait stimulé l'économie qui, en dépit de l'importance du récent développement industriel, était encore essentiellement agricole et demeurait avant tout une économie de subsistance. L'intégration des producteurs autochtones dans l'économie, l'amélioration des méthodes agricoles, le développement du crédit et l'amélioration des moyens de communications et de transport faisaient partie des problèmes fondamentaux qui se posaient dans le Territoire.

160. Le représentant du Guatemala a recommandé que le Gouvernement camerounais soit autorisé à participer plus largement au contrôle des investissements publics et a demandé qu'il soit fourni des renseignements supplémentaires sur l'opinion que l'Autorité administrante se faisait des résultats du plan d'équipement décennal dont l'exécution s'est terminée en 1957.

161. Il a exprimé l'espoir que l'on poursuivrait les efforts faits pour former des travailleurs camerounais compétents de manière qu'ils puissent occuper des postes plus importants dans les industries de l'aluminium et de l'énergie hydro-électrique.

162. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les pouvoirs des autorités camerounaises dans le domaine économique étaient très larges, comprenant notamment des responsabilités entières dans l'établissement du budget camerounais. L'Assemblée camerounaise votait l'ensemble des impôts directs et indirects; cependant, les préoccupations des autorités camerounaises n'allaient pas dans le sens d'une superfiscalité frappant les

bénéfices des sociétés mais tendaient à rendre aussi attrayantes que possible les conditions d'investissement au Cameroun pour permettre la création d'industries de transformation. Le représentant spécial ne pensait pas que les suggestions du représentant de la Birmanie tendant à l'institution d'un régime d'épargne forcée et à l'imposition de taxes de luxe très élevées puissent être bien accueillies par les autorités camerounaises ; en effet, des mesures de type autoritaire pourraient même ralentir l'évolution de l'économie.

163. Le représentant spécial a noté que l'Autorité administrante accordait une aide financière se montant à un total comparable à celui du budget propre du Cameroun, ce qui avait permis l'achèvement de la première phase du plan décennal d'équipement. D'ailleurs, les études et les consultations entreprises à la fin de 1957 pour la préparation du troisième plan se faisaient sous la direction du Gouvernement camerounais.

164. Le représentant spécial, se référant aux remarques du représentant du Guatemala, a déclaré que l'évolution de la production agricole ne pouvait s'évaluer sur une seule année. Au-delà des variations passagères, il y avait eu une diversification et un accroissement constants et importants de la production agricole, qui s'étaient poursuivis en 1957.

165. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que l'aide financière très importante accordée par la France au Cameroun n'était assortie d'aucune pression politique, mais que c'étaient les autorités camerounaises qui élaboraient et contrôlaient les programmes financés par le FIDES. Il a demandé pourquoi l'on continuait, dans ces conditions, de parler d'économie « colonialiste ».

IV. — PROGRÈS SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

166. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction les progrès accomplis dans le domaine social pendant l'année considérée, notamment les mesures prises en vue d'améliorer la condition de la femme. Il félicite les autorités responsables d'avoir amélioré les conditions de logement dans le Territoire, et exprime l'espoir que d'autres mesures seront prises par les autorités intéressées en vue d'apporter des améliorations à la situation sociale en général.

CONDITION DE LA FEMME

167. Depuis de nombreuses années, l'Autorité administrante se préoccupe de réglementer le mariage entre autochtones, mais le régime matrimonial cons-

titue un problème difficile. A sa dix-neuvième session, le Conseil, rappelant ses considérations antérieures et notant que certaines mesures avaient déjà été prises par l'Autorité administrante, soulignait à nouveau la nécessité de poursuivre l'action en vue d'améliorer la condition de la femme et d'éliminer progressivement le régime de la « dot » et de la polygamie.

TRAVAIL

168. Le Code du travail des territoires d'outre-mer proclame, notamment, le droit de travail, les principes de l'égalité de rémunération et du versement intégral du salaire en espèces, ainsi que la liberté syndicale et de droit de grève.

169. Le nombre des conflits collectifs du travail est tombé de 50 en 1954 à 25 en 1955 et à 6 en 1956, dont 5 ont été réglés à l'amiable par les soins de l'Inspecteur du travail. On a relevé 6 grèves contre 11 en 1955 et ces conflits ont intéressé 2.200 travailleurs, contre 6.350 en 1955.

170. Selon l'Autorité administrante, les organisations syndicales de travailleurs réunissaient, à la fin de 1956, environ 36.000 travailleurs, dont 14.000 appartenaient à la Confédération générale camerounaise du travail, 8.000 à l'Union des syndicats autonomes du Cameroun, 5.000 à l'Union territoriale des syndicats force ouvrière du Cameroun, 5.000 à la Confédération camerounaise des travailleurs croyants, et 4.000 aux syndicats divers sans affiliation.

171. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré devant le Conseil à sa vingt et unième session que dans le domaine du travail, l'année 1957 s'est caractérisée par une remarquable paix sociale. Il n'a été enregistré que quatre conflits collectifs sans cessation du travail, ainsi que deux grèves qui n'ont intéressé qu'un faible nombre d'ouvriers.

172. Le secrétaire général de la Confédération générale camerounaise du travail, M. Jacques N'gom, s'est présenté devant la Quatrième Commission²² à la douzième session de l'Assemblée générale en tant que pétitionnaire. Il a cité des cas où le Code du travail n'a pas été respecté par les autorités compétentes. A l'occasion des événements de mai 1955, le Gouvernement dans le Territoire a décidé de frapper son organisation et la répression a été telle que le Haut Commissaire pouvait déclarer, selon M. N'gom, qu'il y avait un « vide syndical » aussi bien qu'un « vide politique » au Cameroun. En outre, il a trouvé que le décret du 20 mai 1955 entrave le droit de grève puisqu'il institue une procédure d'arbitrage qui en rend pratiquement impossible l'exercice légal. M. N'gom a protesté contre l'étranglement des libertés syndicales et le sabotage du Code du travail. Il a demandé au nom de son organisation le respect absolu du droit syndical ainsi

²² A/C.4/SR.717.

que la liberté d'exercer ces droits dans le Territoire et la restauration de la paix syndicale au Cameroun.

173. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les conditions d'application du Code du travail, qui étaient contrôlées par un personnel hautement qualifié et dévoué, étaient entièrement conformes aux intentions du législateur.

174. A sa dix-neuvième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante d'avoir instauré en 1956 un régime de prestations familiales en faveur des travailleurs, des allocations prénatales, de maternité et de naissance, ainsi que des allocations pour les enfants de moins de 14 ans. Il a noté également avec intérêt la création d'une caisse de compensation alimentée par des cotisations versées par les employeurs et des subventions provenant du Territoire.

LOGEMENT

175. L'Autorité administrante se préoccupe d'améliorer l'habitat des Africains et de donner des facilités aux personnes désireuses d'acquies un logement. Cette action se traduit par l'intervention des sociétés de prévoyance (SAP), de la Société immobilière du Cameroun (SIC) et du Crédit du Cameroun.

176. A sa dix-neuvième session le Conseil a été favorablement impressionné par l'énergie avec laquelle l'Autorité administrante agissait pour améliorer l'habitat rural et a recommandé à l'Autorité administrante et aux autorités locales compétentes de poursuivre et d'intensifier leurs efforts en matière d'amélioration de l'habitat, qu'il considérait comme un des facteurs essentiels du relèvement social des populations rurales.

177. Depuis 1954, le Fonds commun des SAP a bénéficié au titre de l'habitat des subventions du budget local d'un montant total de plus de 100 millions de francs CFA. Le bureau de l'habitat se charge d'introduire des procédés de construction permettant de construire des cases saines et durables à des prix minimes. La SIC a réalisé, en 1956, à Yaoundé, huit villas type quatre pièces et 12 villas type quatre et cinq pièces (ces dernières sur un terrain situé au lieu-dit Kribi). A Douala, la première tranche du lotissement de Bassa portant sur 618 logis a été terminée. Au cours de l'exercice 1955-1956, le Crédit du Cameroun a accordé 448 prêts totalisant 205.641.000 francs contre 30 prêts et 35.470.000 francs en 1955. Sur ce total, 430 prêts ont été consentis à des Africains, d'une moyenne unitaire de 395.000 francs.

SANTÉ PUBLIQUE

178. En 1956, comme en 1955, il y a eu un accroissement marqué des dépenses des services de la santé publique au titre du personnel. Les dépenses de ces services sont couvertes à la fois par le budget propre du Territoire et par le budget spécial du plan de développement décennal (FIDES). Les dépenses

imputées au budget du Territoire en 1955 et en 1956 se répartissent comme suit en millions de francs CFA :

	1955	1956
Personnel	630,80	788,55
Matériel	412,74	318,29
Entretien des bâtiments . .	20,77	20,92
Travaux neufs	18,67	0,50
	1.091,98	1.128,26

179. L'effectif total du personnel médical était, en 1956, de 3.717, dont 242 non-autochtones, contre 4.578 en 1955, dont 249 non-autochtones. Dans ce nombre sont compris 74 médecins diplômés (71 en 1955) ; 59 médecins locaux diplômés de l'Ecole de Dakar ; 81 sages-femmes et infirmières diplômées (70 en 1955), et 6 pharmaciens et 4 chirurgiens dentistes.

180. Le nombre du personnel autochtone d'exploitation auxiliaire ou journalier a considérablement diminué. Il est tombé de 648 en 1955 à 174 en 1956.

181. L'Autorité administrante a déclaré dans son rapport annuel pour l'année 1956 que la diminution des effectifs des médecins africains s'accroît d'année en année du fait de la fermeture de l'Ecole africaine de médecine à Dakar. Ceux-ci sont appelés à être relevés par des docteurs en médecine, diplômés d'Etat, originaires du Territoire, qui poursuivent leurs études dans la métropole. Il y a 88 Camerounais étudiant en France comme boursiers qui se destinent à une carrière médicale. A ces étudiants s'ajoutent quatre médecins et un pharmacien africains qui poursuivent également leurs études en France, à la charge du Territoire, en vue d'acquies le diplôme d'Etat de docteur en médecine ou de pharmacien.

182. Le Territoire compte 44 formations hospitalières, 256 infirmeries et dispensaires, 28 centres de traitement pour lépreux, trois pavillons hospitaliers spéciaux pour mentaux et quatre maternités non rattachées à un hôpital, représentant au total une capacité d'hospitalisation de 9.250 lits.

183. Au cours de l'année 1956, les formations hospitalières ont donné 8.210.366 consultations à 2.717.832 Africains (7.821.939 consultations et 2.576.512 consultants en 1955) ; 75.592 autochtones et 1.766 non-autochtones ont été hospitalisés pendant 2.930.062 et 22.839 journées respectivement.

184. Par ailleurs, les unités mobiles du Service d'hygiène mobile et de prophylaxie, à l'occasion de leurs tournées, ont donné 237.684 consultations à 139.977 consultants, ce qui porte les chiffres globaux pour les autochtones à 2.857.809 consultants et à 8.448.050 consultations.

185. En dehors des services médicaux qu'assure l'Autorité administrante, des soins sont donnés par des praticiens libres, des entreprises privées et les missions. En 1956, le secteur privé comptait 13 médecins, 7 chirurgiens dentistes et 21 pharmaciens. Le secteur des entreprises privées comptait trois formations sanitaires. La capacité de ces formations

était de 198 lits. A la fin de 1956, le personnel médical employé par les missions comprenait 28 médecins, un pharmacien, un chirurgien dentiste et 65 sages-femmes et infirmières, contre 23 médecins, un pharmacien, un chirurgien dentiste et 41 sages-femmes et infirmières en 1955. Le secteur missionnaire comprenait 13 centres médicaux, 71 infirmeries ou dispensaires, 9 léproseries et 3 maternités non rattachées. Ces établissements contenaient entre 5.307 et 5.507 lits, dépendant de la capacité d'hébergement des léproseries, contre 5.640 en 1955.

186. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, notant avec satisfaction que les services médicaux du Territoire continuent à se développer à un rythme soutenu, exprime l'espoir que les autorités intéressées poursuivront les efforts nécessaires pour développer ces services et pour augmenter l'effectif du personnel médical qualifié camerounais.

Le Conseil recommande à l'attention de l'Autorité administrante et du Gouvernement camerounais les observations de l'Organisation mondiale de la santé (T/1363).

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

187. Le représentant de la Birmanie a noté avec satisfaction les progrès réalisés dans le domaine social au cours de l'année considérée. Il a invité instamment les autorités compétentes à examiner le moyen d'empêcher l'aggravation du problème de la délinquance juvénile. Il a dit qu'il serait peut-être souhaitable d'inscrire les jeunes gens et jeunes filles qui se rendaient dans les villes pour chercher un emploi. Les autorités compétentes pourraient encourager activement le développement des services sociaux par l'intermédiaire d'institutions bénévoles privées et d'organes gouvernementaux, afin d'aider jeunes gens et jeunes filles à trouver un emploi approprié et un logement, et également au moyen de la création de clubs de jeunesse. Le représentant de la Birmanie a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel contiendrait des renseignements complémentaires sur cette question.

188. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il avait déjà décrit au Conseil l'action exercée en matière de délinquance juvénile et le développement des mouvements de jeunesse.

CONDITION DE LA FEMME

189. Le représentant du Guatemala a pris note des efforts déployés pour améliorer la condition de la femme. Il a déclaré qu'il restait beaucoup à faire

dans les domaines législatif et social et dans le domaine de l'enseignement si l'on voulait permettre aux femmes de jouer un rôle compatible avec la position qu'elles doivent occuper dans une société démocratique.

TRAVAIL

190. Le représentant de la Chine s'est plu à constater que le nombre des conflits du travail avait sensiblement diminué et que les négociations entre employeurs et syndicats ouvriers en vue de conclure des conventions collectives avaient été couronnées de succès.

191. Le représentant de l'URSS a estimé que la fixation de salaires minimums avait supprimé, dans une certaine mesure, des illégalités qui existaient, encore que ces salaires minimums fussent tout à fait insuffisants. En revanche, il a souligné que les restrictions systématiques aux libertés syndicales et les mesures de répression dirigées contre de nombreux chefs syndicaux constituaient des éléments regrettables de la vie sociale dans le Territoire.

192. Le représentant de la Syrie a estimé que les relations entre employeurs et travailleurs n'étaient pas conformes au Code du travail et étaient loin d'être satisfaisantes.

193. Le représentant du Guatemala a déclaré que certaines mesures prises par l'Autorité administrante ces dernières années avaient provoqué de vigoureuses réactions de la part des dirigeants syndicaux. Le décret du 20 mai 1955 avait eu pour effet, semblait-il, de restreindre le droit de grève et le représentant du Guatemala a exprimé l'espoir que les mesures faisant obstacle à l'exercice des droits des travailleurs seraient abrogées.

194. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que les conditions d'application du Code du travail, qui étaient contrôlées par un personnel hautement qualifié et dévoué, étaient entièrement conformes aux intentions du législateur. Les instances camerounaises, seules compétentes depuis 1957 en matière de législation du travail, avaient amélioré certaines des dispositions existantes. Les tentatives de détournement de l'action syndicale à des fins politiques n'avaient donc pas entravé le développement et la mise en application de la législation syndicale au Cameroun.

LOGEMENT

195. Le représentant de la Chine a félicité les autorités d'avoir amélioré les conditions de logement.

SANTÉ PUBLIQUE

196. Le représentant de la Chine a déclaré qu'il était urgent d'améliorer la santé publique et il a exprimé l'espoir que le Gouvernement camerounais poursuivrait ses efforts pour augmenter l'effectif du personnel médical qualifié.

197. Le représentant de l'Inde a suggéré que l'Autorité administrante prenne des mesures pour décourager la consommation excessive d'alcool, si possible en frappant d'impôts élevés les importations et la production locale de boissons alcoolisées et en éduquant la population ; il a aussi demandé que le prochain rapport annuel fournisse de nouveaux renseignements sur cette question. Il s'est également inquiété de la diminution brutale des effectifs médicaux et de la pénurie de personnel médical indigène. Il a recommandé à l'Autorité administrante de redoubler d'efforts pour envoyer un beaucoup plus grand nombre de Camerounais qualifiés faire leurs études de médecine.

198. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante pour les progrès réalisés dans ce domaine.

199. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que les services médicaux continuaient à se développer à un rythme régulier et avaient reçu pour 1958 des crédits plus importants que pour 1957.

200. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a signalé que les mesures énergiques prises par les autorités avaient déjà permis un recul de l'alcoolisme. Il a expliqué, en outre, que la diminution des personnes employées par le service de santé portait uniquement sur le chiffre des auxiliaires ou manœuvres. Le nombre des éléments qualifiés allait en augmentant. L'Organisation mondiale de la santé avait d'ailleurs noté le développement des services médicaux.

V. — PROGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

GÉNÉRALITÉS

201. Les données suivantes résument les pourcentages de scolarisation dans les deux régions principales du Territoire :

Nord-Cameroun : 9,8 pour 100 (16.500 scolarisés pour 168.000 scolarisables), contre 6 pour 100 en 1955 ;

Sud-Cameroun : 91 pour 100 (260.000 scolarisés pour 285.000 scolarisables), contre 86 pour 100 en 1955.

202. L'enseignement est donné gratuitement dans tous les établissements officiels. Le budget de fonctionnement de l'enseignement public s'est élevé en 1956 à 858 millions de francs CFA (contre 875.540.000 francs CFA en 1955). Si l'on y ajoute les crédits affectés à l'enseignement privé sous forme de subventions et les crédits délégués aux bourses d'études octroyées sur place ou dans la métropole en faveur d'étudiants camerounais, les dépenses de l'enseignement public en 1956 représentent un total de 1.287

millions de francs CFA (contre 1.027.200.000 francs CFA en 1955).

203. Dans le cadre du plan de développement (FIDES), le total des crédits ouverts en 1956 s'élevait à 267 millions de francs CFA.

204. Le Conseil a noté, à sa dix-neuvième session, que dans le nord du Territoire, où le développement de l'enseignement est encore fort en retard, la situation était en voie d'amélioration, et que dans le sud du Territoire les populations étaient extrêmement intéressées et favorables au développement de l'instruction.

205. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré au Conseil à sa vingt et unième session que le Ministère de l'éducation nationale a pris en charge l'ensemble des problèmes de l'enseignement au Cameroun. L'effort a particulièrement porté sur la scolarisation du Nord-Cameroun, où soixante écoles ont été ouvertes à la rentrée d'octobre 1957. L'un des premiers actes du Ministère a été d'étendre et de systématiser la campagne d'alphabétisation des adultes qui avait été entreprise à la fin de 1955.

206. À sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante et le Gouvernement camerounais des progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement pendant l'année considérée. Notant que dans le nord du Territoire la proportion des enfants d'âge scolaire allant à l'école n'était que de 9,8 pour 100 en 1956 comparé à 91 pour 100 dans le sud mais que le gouvernement a pris récemment des mesures en vue d'une augmentation de la scolarisation dans cette partie du Territoire, notamment en y établissant une soixantaine d'écoles nouvelles, le Conseil exprime l'espoir que le Gouvernement camerounais continuera d'accorder une attention particulière à ce problème.

Le Conseil réaffirme sa recommandation adoptée à sa dix-neuvième session dans laquelle il a exprimé l'espoir qu'en vue de satisfaire les besoins du Territoire dans le domaine de l'enseignement universitaire, il sera possible aux autorités compétentes d'envisager la création d'une université au Cameroun dans un avenir relativement proche. Le Conseil recommande en outre aux autorités compétentes d'envisager la possibilité, dans un certain nombre de cas, d'inclure dans les conditions d'octroi de bourses aux étudiants camerounais une clause prévoyant qu'à la fin de leurs études, ceux-ci retournent dans le Territoire pour accepter des postes dans la fonction publique du Cameroun.

Le Conseil recommande à l'attention de l'Autorité administrante et du Gouvernement camerounais les observations de l'UNESCO (T/1354).

STATISTIQUES SCOLAIRES

a) Enseignement du premier degré

207. L'enseignement du premier degré comprend un cycle d'études de six ans, sanctionné par le certificat d'études.

208. La langue d'enseignement est le français. Les programmes sont ceux de la métropole, qu'on s'est efforcé d'adapter au milieu géographique et humain pour éviter d'en détacher l'enfant. Une refonte de ces programmes a eu lieu en 1955, et leur nouvelle version applicable à partir de la rentrée scolaire de 1956 a été éditée sous forme d'une brochure de 160 pages diffusée à toutes les écoles du Territoire.

209. A la fin de 1956, l'enseignement public du premier degré comprenait 583 écoles comptant 1.430 classes avec un effectif de 79.363 élèves, dont 56.259 garçons et 23.104 filles ; en 1955, il y avait 68.099 élèves dont 49.729 garçons et 19.525 filles.

210. En ce qui concerne l'enseignement privé du premier degré, il comprenait à la fin de 1956 1.787 écoles comptant 3.497 classes avec 190.236 élèves dont 138.541 garçons et 51.695 filles ; pour 1955, les chiffres correspondant étaient : 1.681 écoles, 3.497 classes et 176.969 élèves, dont 132.125 garçons et 44.844 filles.

b) Enseignement du second degré

211. L'enseignement du second degré comprend un cycle de quatre, six ou sept ans, suivant le diplôme décerné.

212. Au total, l'enseignement du second degré groupe 46 établissements avec un effectif de 5.377 élèves, dont 4.657 garçons et 720 filles. Par rapport à 1955, le nombre des élèves a diminué de 101, dont 18 garçons et 83 filles. L'enseignement public, qui comprend 17 établissements contre 21 en 1955, groupe 2.652 élèves, dont 2.216 garçons et 436 filles ; l'enseignement privé compte 29 établissements, un de plus qu'en 1955, et groupe 2.725 élèves, dont 2.441 garçons et 284 filles.

c) Enseignement technique

213. L'enseignement professionnel des garçons est dispensé : dans les sections manuelles, artisanales et agricoles créées pour les élèves sortant des écoles primaires (en 1956, il y avait 22 sections qui comptaient 662 élèves) ; dans les centres d'apprentissage, qui sont destinés à former des ouvriers qualifiés, qui recrutent leurs élèves parmi ceux des sections manuelles, artisanales et agricoles, et qui décernent, après trois ans d'études, le certificat d'aptitude professionnelle (dans sept centres en 1956, on comptait 486 élèves) ; au collège technique de Douala, où les élèves obtiennent, après six ans, un brevet d'enseignement industriel. En 1956, cet établissement avait un effectif de 166 élèves. En mai 1956, le Service de l'enseignement technique, en liaison avec la Chambre de commerce et de l'industrie du Cameroun, a organisé des cours professionnels du soir destinés aux ouvriers et apprentis des secteurs publics et privés. Ils groupaient, ensemble, en 1956, 500 auditeurs. Depuis le 1^{er} octobre 1956, les cours complémentaires de Yaoundé ont été transformés en cours complémentaires techniques,

industriels et commerciaux et mèneront ultérieurement aux brevets d'enseignement commercial. En 1956, ils comptaient 276 élèves, dont 200 garçons et 76 filles (118 boursiers). En 1956, il y avait également six sections ménagères, dont trois ont été créées pendant l'année. L'effectif total était de 151 jeunes filles.

214. En 1956, l'effectif total des douze établissements publics d'enseignement technique était de 2.241, dont 2.013 garçons et 228 filles (contre 1.417, dont 1.197 garçons et 220 filles, en 1955) ; celui des 24 établissements privés de 1.770, dont 1.172 garçons et 598 filles (contre 1.085, dont 434 garçons et 651 filles, en 1955).

215. A sa dix-neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts pour accroître la fréquentation des écoles techniques.

d) Enseignement supérieur

216. Il n'existe pas d'établissement supérieur dans le Territoire. Des bourses d'études pour des universités françaises sont accordées aux titulaires de baccalauréat de l'enseignement secondaire. De 183 en 1955, le nombre de bourses accordées pour les diverses facultés est passé en 1956 à 234, dont 223 garçons et 11 jeunes filles.

217. A sa dix-neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir qu'il sera possible aux autorités compétentes d'envisager la création d'une université au Cameroun dans un avenir relativement proche.

FORMATION DES MAÎTRES

218. Dans l'enseignement public, les instituteurs, instituteurs adjoints et moniteurs sont recrutés par concours. Les instituteurs sont formés par l'Ecole normale d'instituteurs de Nkongsamba, ouverte en 1956. Celle-ci recrute par concours parmi les titulaires du brevet élémentaire et du brevet d'enseignement primaire commercial. Une première promotion de 12 élèves dont deux jeunes filles a été admise en 1956.

219. Quatre écoles normales préparent les instituteurs adjoints recrutés par concours au niveau de l'examen d'entrée en sixième et leur délivrent un certificat d'aptitude pédagogique élémentaire lorsqu'ils ont obtenu le brevet. Un diplôme de moniteur d'enseignement général du niveau de la classe de quatrième permet le recrutement après concours d'un grand nombre de moniteurs.

220. Les missions catholiques et protestantes assurent également la formation d'instituteurs adjoints et de moniteurs dans les cours spéciaux.

221. Le total des effectifs du personnel des établissements publics, qui était de 2.124 en 1955, était de 2.273 en 1956. Dans l'enseignement privé, les effectifs du personnel ont été de 3.592 en 1955 et de 3.685 en 1956.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que leurs propres opinions

GÉNÉRALITÉS

222. Le représentant de la Chine a exprimé sa satisfaction de constater que l'enseignement était gratuit dans toutes les écoles publiques, mais il a estimé que le rythme rapide du progrès politique exigeait que l'on redouble d'efforts pour l'enseignement dans le nord, où la proportion des enfants d'âge scolaire allant à l'école n'atteignait pas 10 pour 100. Il a noté qu'en 1957 le Ministère de l'éducation nationale avait donné plus d'ampleur à sa campagne d'alphabétisation des adultes et qu'une trentaine de boursiers avaient terminé leurs études en France et trouvé un emploi dans le Territoire.

223. Le représentant de l'Inde a félicité l'Autorité administrante de son action dans le domaine de l'enseignement.

224. Il a souligné la nécessité de prévoir la création d'une université au Cameroun et il a demandé à l'Autorité administrante de prendre dès maintenant des mesures à cet effet.

225. Il a également recommandé que l'Autorité administrante augmente les avantages financiers des instituteurs et prenne toutes autres mesures pour empêcher que le nombre des instituteurs formés dans les écoles privées et publiques continue de diminuer ; il a attiré l'attention du Conseil sur la pénurie aiguë d'inspecteurs de l'enseignement.

226. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante des progrès réalisés dans le domaine de l'éducation.

227. Le représentant de l'URSS a noté que la situation s'était incontestablement améliorée en ce qui concernait l'enseignement primaire au Cameroun méridional, mais il s'est inquiété de ce que, dans le Cameroun septentrional, 10 pour 100 seulement des enfants allaient à l'école et que le nombre des jeunes filles qui recevaient une instruction secondaire était très faible. Il attachait cependant une grande importance au fait que, pour l'alphabétisme, le Cameroun occupait un des premiers rangs en Afrique occidentale. Ce fait, ainsi que le nombre considérable de dirigeants instruits et politiquement éduqués, montrait que le Territoire était prêt à accéder à l'autonomie et à l'indépendance.

228. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'enseignement ne cessait de se développer à un rythme constant et qu'il avait reçu pour 1958 des crédits budgétaires plus importants que pour 1957.

229. Le représentant de l'Italie a fait confiance au Gouvernement camerounais pour le travail qu'il accomplissait dans le domaine social comme dans celui de l'enseignement.

230. Le représentant de la Syrie était persuadé que l'Autorité administrante devait se préoccuper beaucoup plus de l'enseignement public et qu'il

fallait développer les écoles normales d'instituteurs et l'éducation de base.

231. Le représentant d'Haïti a félicité l'Autorité administrante des progrès réalisés au cours de la période considérée, notamment dans le domaine de l'enseignement.

232. Le représentant de la Birmanie a prié instamment l'Autorité administrante d'envisager la création à bref délai d'une université dans le Territoire.

233. Il a insisté pour qu'on ne perde pas de vue la nécessité de former un nombre suffisant d'instituteurs.

234. Le représentant du Guatemala s'est préoccupé de ce que dans le Nord 9 pour 100 seulement des enfants allaient à l'école, contre 91 pour 100 dans le Sud. Le nombre des élèves des écoles secondaires semblait, lui aussi, très faible. Le représentant du Guatemala a noté avec plaisir que malgré la diminution du nombre des élèves inscrits à l'école technique de Douala, l'enseignement technique en général suscitait un intérêt grandissant. A son avis, les autorités devaient envisager la possibilité de créer une université dans le Territoire.

235. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que le Gouvernement camerounais, partageant le souci exprimé par plusieurs délégations, avait poursuivi ses efforts en vue d'une augmentation de la scolarisation du Nord-Cameroun : il avait notamment prévu sur les crédits du troisième plan l'ouverture de plus de 100 classes nouvelles dans le Nord.

236. Le représentant spécial a précisé que les fonctionnaires qui remplissent le rôle d'inspecteur et d'instituteur étaient en fait très bien adaptés à leur tâche.

237. Il a rappelé qu'il appartenait au Gouvernement camerounais d'apprécier l'opportunité de la création d'une université au Cameroun.

VI. — ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDÉPENDANCE

238. A sa vingt et unième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil estime que le statut de l'Etat sous tutelle constitue un pas important vers l'autonomie ou l'indépendance. Il a confiance que les mesures appropriées que prendra l'Autorité administrante faciliteront encore la réalisation dans le Territoire des fins ultimes du régime de tutelle conformément aux aspirations librement exprimées des populations intéressées, toutes les solutions relatives à leur statut futur ayant été envisagées, et à cet égard, il note la déclaration du représentant de la France que le moment est sans doute proche pour le Cameroun où l'Autorité administrante déterminera en plein accord avec le Gouvernement camerounais un calendrier raisonnable qui conduira le Cameroun à sa sortie de tutelle.

**Observations de membres du Conseil de tutelle,
ne représentant que leurs propres opinions**

239. Le représentant de l'URSS a déclaré que l'Autorité administrante avait négligé de tenir compte de la recommandation de l'Assemblée générale tendant à fixer une date pour l'accession du Territoire à l'indépendance. Le mouvement en faveur de l'indépendance devenait de plus en plus irrésistible. Si l'Autorité administrante s'obstinait à ne pas vouloir coopérer avec l'Assemblée générale et tardait à fixer une date, la situation risquait d'empirer encore.

240. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que les réformes en cours permettaient d'attendre avec confiance de l'Autorité administrante de nouvelles initiatives pour rapprocher le Cameroun des buts de la Charte et du régime de tutelle.

241. Le représentant de l'Australie a déclaré que ce n'était pas au Conseil de dicter maintenant les dernières modalités qui permettraient d'atteindre les buts du régime de tutelle au Cameroun sous administration française; l'on pouvait en toute sécurité en laisser le choix au bon sens de l'Autorité administrante, de la population du Territoire et de ses représentants élus.

242. Le représentant de l'Italie a estimé qu'il était vain, au point où l'on en était, de rechercher quels pouvoirs pourraient encore être transférés aux autorités camerounaises, puisque celles-ci avaient à tout moment la faculté de demander la modification du statut.

243. Le représentant de la Syrie a déclaré que l'Autorité administrante n'avait fixé, ni dans le statut, ni dans aucun autre texte, d'étapes intermédiaires dans l'évolution qui devait conduire le Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance. La mise en œuvre des recommandations du Conseil ferait beaucoup pour pacifier la région et améliorer les relations entre la France et le Cameroun.

244. Le représentant d'Haïti a déclaré que si le statut semblait avoir rapproché le Territoire des fins du régime de tutelle et même, dans une certaine mesure, avoir réalisé l'une de ces fins qui est l'autonomie, l'évolution de la situation au Cameroun ne semblait pas répondre aux vues exprimées par l'Assemblée générale dans sa résolution 1207 (XII),

relative à l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance.

245. Le représentant de la Birmanie a prié instamment l'Autorité administrante d'établir un calendrier pour le transfert progressif des pouvoirs et de fixer la date à laquelle ce transfert devrait être achevé.

246. Le représentant du Guatemala a été d'avis que le Cameroun sous administration française et le Cameroun sous administration britannique étaient tous deux près d'atteindre les fins ultimes du régime de tutelle. La dernière étape serait la consultation de la population. Il a demandé que les autorités administrantes intéressées organisent, de concert avec les gouvernements locaux, des plébiscites simultanés dans les deux territoires.

247. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'en ce qui concernait les délais pour l'achèvement des fins du régime de tutelle, il fallait être très prudent quand il s'agissait de facteurs humains. D'ailleurs, l'on s'approchait sans doute du moment où l'Autorité administrante déterminerait, en plein accord avec le Gouvernement camerounais, un calendrier raisonnable qu'elle présenterait à l'Organisation des Nations Unies et qui conduirait le Cameroun au stade où la tutelle prendrait fin.

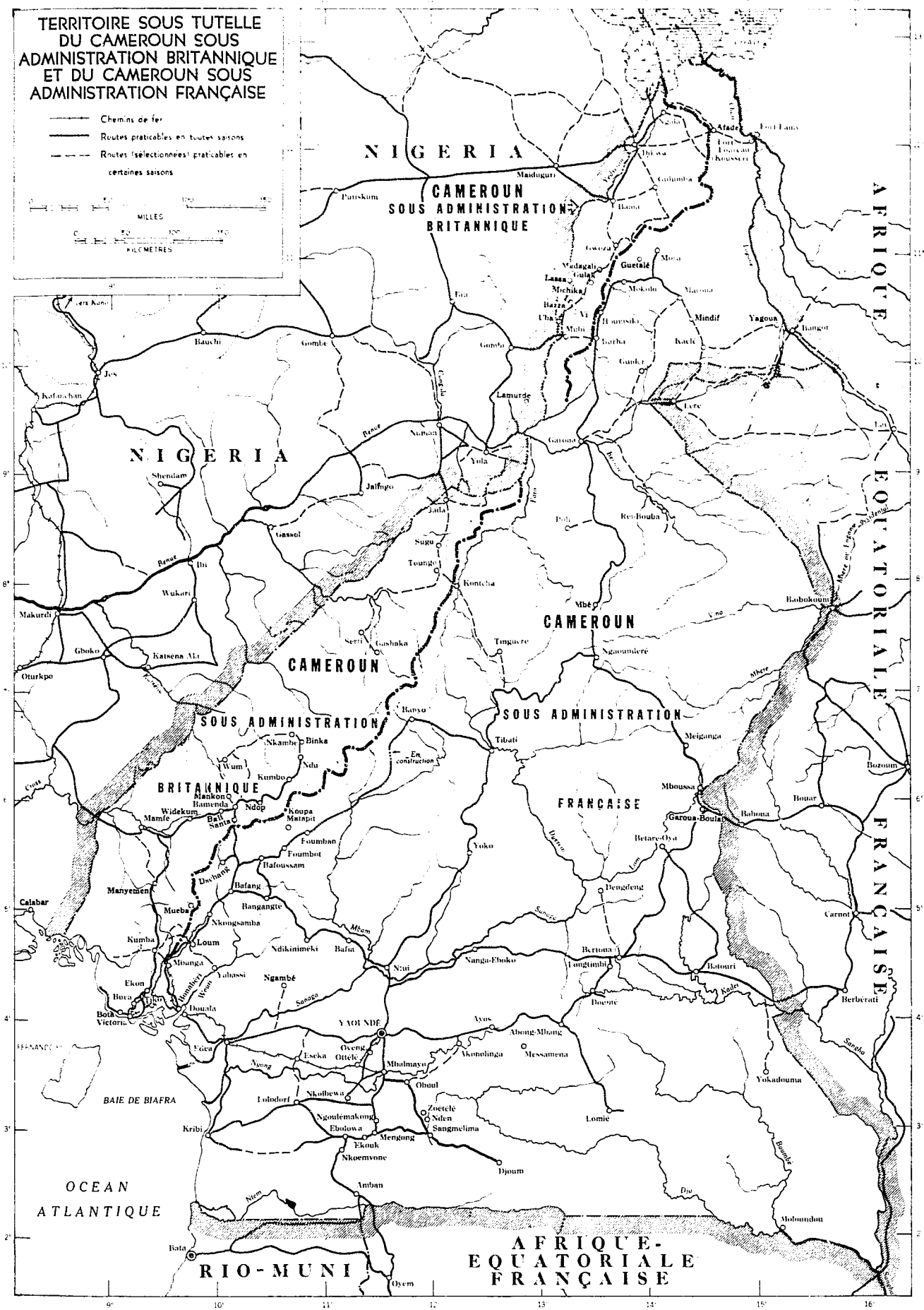
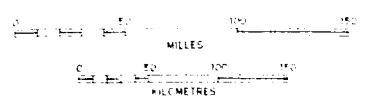
248. Le représentant de l'Autorité administrante a rappelé la résolution 1211 (XII) de l'Assemblée générale. En votant pour cette résolution, l'Autorité administrante s'était engagée à faciliter « la réalisation des fins ultimes du régime de tutelle, conformément aux aspirations librement exprimées des populations intéressées, toutes les solutions relatives à leur statut futur ayant été envisagées ».

249. En ce qui concernait le problème de la réunion des deux Camerouns, le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que ce n'était pas un problème franco-britannique, mais un problème camerounais. Il a réaffirmé que pour le Cameroun sous administration française, les Camerounais seraient entièrement libres de leur choix.

250. Il a précisé, en outre, que les rapports entre le Cameroun et l'Union française ne constituaient nullement une hypothèque sur l'avenir. L'article 2 du Statut prévoyait, en effet, que l'organisation actuelle resterait en vigueur jusqu'à ce que les habitants du Territoire soient appelés à se prononcer sur son régime définitif.

**TERRITOIRE SOUS TUTELLE
DU CAMEROUN SOUS
ADMINISTRATION BRITANNIQUE
ET DU CAMEROUN SOUS
ADMINISTRATION FRANÇAISE**

- Chemins de fer
- Routes praticables en toutes saisons
- - - Routes (sélectionnées) praticables en certaines saisons



DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Kaiserstrasse 49, Frankfurt/Main.
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard, A.M.P. Bldg., 50 Miller St., North Sydney; 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, 303 Flinders St., Melbourne.

AUTRICHE

Gerald & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BIRMANIE

Curator, Govt. of Union of Burma Book Depot, 22 Theinbyu St., Rangoon.

BOLIVIE

Libreria Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rio de Janeiro, São Paulo and Belo Horizonte.

CAMBODGE

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, 14, Avenue B-julloche, Pnom-Penh.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.

CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
Libreria Ivens, Casilla 205, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Libreria América, Medellín.
Libreria Buchholz, Galería, Bogotá.
Libreria Nacional Ltda., Barranquilla.

COREE

Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Séoul.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6, København, K.

EQUATEUR

Libreria Científica, Guayaquil et Quito.

ESPAGNE

Libreria Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.
Libreria Mundi-F.ensa, Lagasca 38, Madrid.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Ababa.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).

GRECE

Kauffmann Bookshop, 23 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Económica Financiera, 6a Av 14-33, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Libreria Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras et New Delhi.

Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.

P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

"Guliy", 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.

IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

ISLANDE

Bakaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze et Roma.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.
Publishers United Ltd., Lahore.
Thomas & Thomas, Karachi, J.

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pie. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Libreria Internacional del Perú, S.A., Lima et Arequipa.

PHILIPPINES

Alema's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

Librairie Universelle, Damas.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Libreria Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Callyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kongl. Hovbokhandel A.B. Frejsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Rauschardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

TCHECOSLOVAQUIE

Ceskoslovensky Spisovatel, Narodni Trida 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Av. 18 de Julio 1333, Montevideo.

VENEZUELA

Libreria del Este, Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, Boite postale 283, Saïgon.

YUGOSLAVIE

Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenie.
Državna Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.

Prosvjeta, 5, Trg. Bratsva i Jedinstva, Zagreb.

[58F2]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).